

DOSSIER 2025 A

REVUE SCIENTIFIQUE EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Numéro 1/2025 (25/1) - Dossier 2025 A

Médiation scientifique et usages sociaux des savoirs : dispositifs et acteurs

Ce supplément a été coordonné par Marie-Christine **Bordeaux** et Mikaël **Chambru**

Muriel **Lefebvre**, Erika **Riberi**, Chérifa **Boukacem Zeghmouri**, Claudia **Adrianzen Lapouble**, Laure **Bolka-Tabary**, Eric **Kergosien**, Marie-Noëlle **Doutreix**, Simon **Gadras**, Isabelle **Hare**, Annelise **Touboul**, Émilie **Kohlmann**, Aude **Inaudi**, Amélie **Coulbaut-Lazzarini**, Sébastien **Lemerle**, Anna **Mesclon**, Marie **Després-Lonnet**

Mise en page : Sonia BAZAOUI & Cédric COUSTELLIÉ
Design graphique : Laurence PAYAN
Tous droits réservés
Publication numérique : 4e trimestre 2025
© 2025 Les Enjeux de l'information et de la communication

Table des matières

Marie-Christine Bordeaux et Mikaël Chambru	5
▶ Introduction : dynamiques organisationnelles et professionnelles de la médiation scientifique	
Muriel Lefebvre	12
▶ Les interactions sciences et société en France et au Québec : identités narratives des chercheurs et traditions de recherche en SHS	
Erika Riberi	26
▶ La médiation scientifique dans l'enseignement supérieur et au sein des organismes de recherche : des enjeux de positionnement et d'identités professionnelles	
Chérifa Boukacem Zeghmouri	39
▶ <i>Outreach</i> , ou la construction « légitime » du positionnement des grands groupes de l'édition scientifique dans le champ de la communication des sciences	
Claudia Adrianzen Lapouble, Laure Bolka-Tabary et Eric Kergosien	52
▶ Concevoir une émission de médiation scientifique à l'échelle d'une université : logiques d'acteurs et enjeux de médiation	
Marie-Noëlle Doutreix, Simon Gadras, Isabelle Hare et Annelise Touboul	66
▶ Résidence croisée journaliste-chercheur·e : questionner les représentations en jeu dans un dispositif de médiation scientifique	
Émilie Kohlmann, Aude Inaudi et Amélie Coulbaut-Lazzarini	80
▶ Enjeux de légitimité dans la médiation scientifique : approche par les usages du livre	
Sébastien Lemerle	95
▶ Apporter du fun, fabriquer des émotions ? Remarques sur l'identité professionnelle des médiateurs et médiatrices scientifiques	
Anna Mesclon	108
▶ Du goût pour la nature à la défense de la science. La redistribution sociale des visées de la médiation chez les agents d'un musée	
Marie Després-Lonnet	122
▶ La fabrication de masques pendant la pandémie de Covid19 : expertises en tension, entre savoirs spécialisés et bricolages techniques	

Dynamiques organisationnelles et professionnelles de la médiation scientifique

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Marie-Christine Bordeaux

Professeure des universités en Sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes, laboratoire Gresec. Ses travaux portent sur la médiation culturelle, artistique et scientifique, l'éducation artistique et culturelle, les publics dits « spécifiques », les amateurs et plus largement sur les formes conventionnelles et émergentes de la démocratisation et de la démocratie culturelles.

marie-christine.bordeaux@univ-grenoble-alpes.fr

Mikaël Chambru

Maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes, laboratoire Gresec, co-directeur du labex ITTEM. Ses travaux de recherche portent sur la mise en public des sciences et sur les controverses publiques dans les territoires de montagne.

mikael.chambru@univ-grenoble-alpes.fr

Introduction

Ce double dossier thématique est consacré à des recherches récentes sur les usages sociaux des savoirs scientifiques en sciences humaines et sociales, plus particulièrement ici en sciences de l'information et de la communication et en sociologie. Il propose de faire un état des lieux des dynamiques de recherche et des connaissances relatives à la médiation scientifique afin d'en analyser les mutations, les enjeux et les perspectives dans un contexte sociopolitique où l'expression « science-société » tend à remplacer celle de « culture scientifique », à laquelle était consacré, dix ans auparavant, un supplément des Enjeux (Bordeaux et Cartellier, 2015). Ces deux expressions sont convergentes dans les visées qu'elles désignent (diffuser les savoirs, partager l'intérêt pour les sciences, mettre en débat les choix de politique scientifique, etc.) et recouvrent à peu près le même périmètre d'acteurs et de stratégies. Cependant, prendre acte de l'évolution du vocabulaire institutionnel permet de désigner l'apparition de nouvelles préoccupations publiques. Dès lors, il convient d'examiner dans une perspective critique ce champ social et professionnel, sa genèse, ses transformations, ses enjeux actuels et à venir. C'est ce que propose ce double dossier thématique qui fait suite à l'organisation de deux manifestations scientifiques à la MSH Alpes : le colloque Dynamiques des recherches en communication et médiation scientifiques : Transmettre, hybrider, partager, débattre (14-15 novembre 2024) et le séminaire Enjeux et perspectives de la culture scientifique, qui s'est tenu de 2021 à 2025. Cette dynamique scientifique portée par l'Université Grenoble Alpes fait écho à un autre séminaire de recherche organisé, depuis 2017, à la MSH Alpes relatif aux controverses publiques autour des sciences et aux problèmes socio-environnementaux (Chambru, 2021).

Les articles rassemblés dans ce double dossier thématique portent sur une large étendue de pratiques sociales, d'organisations et de dispositifs relatifs à la relation sciences et société. Il regroupe un ensemble de politiques publiques, de structures professionnelles et militantes et de modalités d'action, d'où émergent de nouvelles thématiques et de nouvelles pratiques

sous l'influence de questions sociétales, politiques et environnementales. Ces articles prolongent et actualisent ainsi des travaux plus anciens consacrés à la vulgarisation scientifique (Jacobi, 1999 ; Jurdant, 2009), aux institutions et organisations dédiées à la recherche (Vinck, 1995 ; Le Marec, 2010), à la médiation scientifique, aux politiques publiques scientifiques et de culture scientifique (Bensaude-Vincent, 2010 ; Chavot et Masseran, 2015 ; Las Vergnas, 2011), aux musées de sciences (Schiele, 2001), au niveau de culture scientifique des populations (Godin et al., 1998), à l'éducation formelle et non formelle aux sciences (Jacobi et al., 1990), aux enjeux communicationnels des institutions productrices de savoirs et à la publicisation de la science (Pailliant, 2005 ; Chambru et al., 2025).

Interroger les modèles de sociodiffusion des savoirs et de gestion des écarts et des tensions entre sciences et société

La plupart des auteurs s'accordent sur l'idée qu'il existerait trois grands modèles successifs de la relation entre science et société (notamment Bensaude-Vincent, 2010 ; Urbas, 2022 ; Chavot et Masseran, 2015) : Public Understanding of Science (vulgarisation scientifique), Public Understanding of Research (démarche d'expérimentation et d'investigation sur le modèle de la démarche scientifique), Public Engaging with Science (sciences citoyennes, recherche participative, débat public sur les sciences et leurs usages). Si la succession historique de ces modèles est bien attestée, et si les acteurs s'y réfèrent concrètement, les textes rassemblés dans ces deux dossiers thématiques témoignent du fait qu'ils sont simultanément mobilisés dans les actions sciences et société, bien que le troisième soit systématiquement présenté par les acteurs comme contradictoire, voire inconciliable, avec le premier modèle.

D'un point de vue plus analytique, au-delà de ces trois catégories élaborées par les acteurs, le monde (professionnel et militant) de la culture scientifique s'appuie sur une double genèse historique, adossée à deux grands modèles de sociodiffusion des savoirs et de gestion des écarts et des tensions entre sciences et société : le modèle éducatif d'une part, et le modèle politique critique d'autre part, ailleurs dénommés « didactique » et « idéologique » (Las Vergnas, 2011). Ces deux modèles sont en tension, car ils sont à la fois contradictoires entre eux et mobilisés simultanément dans les discours d'accompagnement et dans les principes posés en amont des actions concrètes de médiation scientifique. Le premier modèle repose sur une vision légitimiste, scolaire ou parascolaire, de la transmission des savoirs : centré sur la transmission et la diffusion, il se réfère à un double paradigme éducatif, ancré dans l'éducation formelle et non formelle. Le second modèle repose sur une vision a-scolaire, voire antiscolaire, de la transmission et de la relation aux sciences, où les savoirs institués n'occupent pas une place centrale : il se réfère à un paradigme critique et transgressif, portant une vision politique de la relation sciences et société sous la forme de contre-modèles de politique publique. En d'autres termes, ces deux modèles génétiques renvoient à des mises en récit distinctes du monde social et à des formes plurielles d'organisation idéale de l'espace public (Bodin, 2022), où se rejouent les tensions entre savoir, pouvoir et démocratie (Chambru et al., 2025). Il s'agit donc d'analyser les effets de la médiatisation des sciences en tant que vecteurs possibles de diffusion, d'éducation et de participation, mais aussi en tant qu'espaces de mise en critique des sciences, de leurs applications et des politiques scientifiques.

Ce premier dossier est consacré à l'étude des acteurs de la médiation scientifique : quels sont-ils, quelles sont leurs identités professionnelles, quels dispositifs mettent-ils en œuvre ? Quels sont les questionnements spécifiques, les enjeux et les tensions qui caractérisent les métiers, compétences et gestes de la médiation scientifique ?

La médiation scientifique est ici envisagée comme un champ professionnel, constitué d'organisations et d'acteurs qui, en France, se présentent et agissent sous la bannière de la culture scientifique, conçue comme un ensemble de stratégies institutionnelles, de métiers, d'activités et de savoir-faire. Cette notion est généralement mobilisée par les professionnels

en opposition à celles de vulgarisation et de communication scientifique, pour se positionner comme les défenseurs des intérêts des publics (Bergeron, 2016). Normes d'actions et de valeurs plus ou moins sous-jacentes créent ainsi des confusions, c'est la raison pour laquelle ce volume est consacré, non à la culture scientifique en raison de la multiplicité et de l'ambiguïté de ses significations, mais à la médiation scientifique dans son approche conceptuelle et aux médiations scientifiques en tant qu'actions concrètes et situées.

La médiation scientifique comme champ professionnel spécialisé

Cette médiation, en tant que champ professionnel, s'est historiquement développée en parallèle de la médiation culturelle, et a pour caractéristique d'être portée par des acteurs dont la vocation et la compétence principales sont situées du côté des publics et de la mise en public, dans une relation d'extériorité. Alors que la médiation culturelle est essentiellement exercée au sein des institutions culturelles (musées, centres d'art, patrimoine, et plus récemment spectacle vivant) et qu'il existe très peu d'organisations qui lui soient entièrement et uniquement dédiées, la médiation scientifique s'exerce majoritairement en dehors des institutions productrices de savoirs. Elle a été soit externalisée de manière volontaire (musées émanant de l'activité de centres de recherche, création de centres de culture scientifique à l'initiative d'universités), soit développée au sein de milieux associatifs, dans une filiation directe ou indirecte avec l'éducation populaire et l'action socioculturelle scientifique (Las Vergnas, 2011). Bien que les universités et les centres de recherche aient développé, parfois de longue date, des actions de médiation (Minault, 2021), cette extériorité de la médiation scientifique reste un élément caractéristique par rapport à la médiation culturelle. Certes, les chercheurs, en tant que producteurs de savoirs, sont traditionnellement attachés à leur diffusion et à leur transmission, mais l'examen concret des dispositifs de médiation révèle que les liens sont peu organisés entre laboratoires et structures de culture scientifique (Chambru et al., 2023). Un des défis actuels de la relation sciences et société dans les universités et les centres de recherche est, à cet égard, de passer de l'investissement spontané de chercheurs, sous la forme d'un engagement individuel présenté comme désintéressé, à une institutionnalisation du partenariat mettant en jeu des organisations et non pas seulement des individus.

Modèles traditionnels et modèles émergents des usages sociaux des savoirs

Par-delà la très grande hétérogénéité des acteurs et des activités de la culture scientifique, soulignée par l'ensemble des auteurs qui ont étudié ce domaine, la médiation scientifique se situe à un point de tension entre les conceptions à visée émancipatrice de l'animation socioculturelle et les conceptions instrumentales de la vulgarisation (Jurdant, 2009). Elle se conçoit et se diffuse dans des formats qui sont le plus souvent culturels, agissant ainsi « par le détour de la culture » (Urbas, 2022) : expositions, festivals, bande dessinée, etc. La notion de culture scientifique peut aussi être saisie comme catégorie sociologique d'analyse des rapports sociaux aux sciences (Perronnet, 2021) plutôt que dans son usage habituel désignant simultanément les connaissances scientifiques des publics et les actions qui visent à les développer. En d'autres termes, comme dans d'autres activités sociales liées à la transmission et à l'éducation non formelle, la référence aux publics sert de justification à la reconnaissance des acteurs et à leurs modalités d'action.

Celles-ci évoluent au rythme de l'évolution de la représentation des publics. Pour utiliser la terminologie en langue anglaise et les recherches menées notamment aux États-Unis, il y aurait une évolution historique entre le modèle d'action publique du Public understanding of science, celui du Public understanding of research et celui du Public engaging with science et ses corollaires (Citizen science, Dialogue model). En France, la terminologie est différente et les modèles sont plus ambigus, à divers titres, toutefois, deux modèles successifs dominent l'action publique : la vulgarisation scientifique et le diffusionnisme d'une part, la culture scientifique d'autre part. Le premier modèle, bien que majoritairement mis en œuvre dans les actions de médiation, n'est plus revendiqué par les acteurs, qui portent une forte critique en l'associant au Deficit model, c'est-à-dire à l'idée que le manque de

confiance et la défiance des individus vis-à-vis des sciences ne proviendraient que de leur ignorance dans ce domaine. Quant au modèle de la culture scientifique, il s'est progressivement vidé de son sens, utilisé indifféremment pour désigner une politique publique, un certain niveau de savoirs synonyme de culture générale, une action socioculturelle scientifique, une labellisation de certains acteurs, etc. Un troisième modèle pourrait être discerné autour de l'émergence récente en France des sciences dites participatives (Houillier et Merilhou-Goudard, 2016). Toutefois, ce n'est pas un modèle récent du point de vue du monde académique, car il est pratiqué de longue date par les sciences du vivant et s'est développé plus largement avec les potentialités des outils numériques. En revanche, c'est une aspiration récente dans les milieux professionnels de la médiation scientifique. Plus globalement, ce que recouvre la notion de Public engaging with science peut être exploré dans différentes directions qui sont plus larges que la seule question d'établir la participation de non-professionnels de la recherche à l'activité scientifique : en particulier dans le domaine de la démocratie technique et des sciences citoyennes (Callon, Lascoume et Barthe, 2001).

Rôles et postures des professionnels de la recherche face à l'injonction de la relation sciences et société

Alors qu'il existe des traditions de recherche sur l'écriture de la vulgarisation comme genre littéraire, la conception et la réception des expositions scientifiques, les politiques publiques de culture scientifique, peu de travaux, en dehors de Jensen et Croissant (2007) et Maillot (2018), ont été consacrés au rôle et à la posture des chercheurs et des organisations en charge de la recherche. Le premier volume de ce dossier apporte de nouveaux regards sur ce domaine d'activité et ses enjeux, liés à l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles démarches.

En effet, le développement récent d'actions de médiatisation et de spectacularisation des sciences (par exemple, le concours Ma thèse en 180 secondes, organisé par le CNRS), et les inflexions des politiques publiques, en particulier le programme « Sciences avec et pour la société » lancé en 2021 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le sillage de la Loi de programmation de la recherche, ont apporté des moyens inédits et ont mis en visibilité le rôle des chercheurs, des universités et des organismes de recherche. Soumis, comme les acteurs spécialisés dans la culture scientifique, à la prospection de fonds et aux injonctions institutionnelles, mais aussi à l'évolution de l'économie du secteur qui a vu se multiplier les acteurs indépendants (vidéastes, youtubeurs, etc.), les acteurs de la recherche doivent non seulement prouver qu'ils agissent, mais aussi démontrer leur capacité à innover. Autant de terrains d'enquête explorés dans plusieurs contributions de ce volume.

En parallèle, la revendication récente des professionnels de la culture scientifique d'être davantage reconnus comme acteurs du champ culturel, au-delà de l'appellation convenue « culture scientifique » et par-delà leur rattachement traditionnel au ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, a suscité de nouvelles formes d'action. Ce fut le cas précédemment autour du spectacle vivant et de la création artistique numérique, où se sont développées des créations et des programmations « art et science », souvent au nom de la médiation scientifique (Bordeaux, 2022), et c'est le cas, plus récemment, dans le secteur des médiathèques, au-delà de leurs missions traditionnelles de diffusion d'ouvrages de vulgarisation scientifique pour la jeunesse.

Dispositifs, identités et dynamiques socioprofessionnelles des acteurs de la médiation scientifique

Le rôle des universités et des personnels de recherche est au cœur des quatre premières contributions. Muriel Lefebvre a enquêté simultanément en France et au Québec auprès de chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales impliqués dans la médiation scientifique. Elle analyse les expériences collaboratives mises en œuvre, qui se déroulent selon des logiques souvent éloignées des modèles de diffusion habituellement proposés par les acteurs de la culture scientifique. Les trajectoires professionnelles de ces universitaires

et la place que les activités liées aux relations sciences et société occupent dans leur quotidien professionnel sont mis en évidence, ainsi que leurs liens nombreux avec des acteurs très variés, au rebours d'une vision traditionnelle qui oppose les chercheurs peu expérimentés ou peu impliqués en médiation et les spécialistes de la médiation à travers une représentation séparée de leurs mondes professionnels. Erika Riberi analyse les représentations de la médiation scientifique qu'ont les personnels de recherche. Elle identifie les freins à cette activité, du point de vue des individus et de leurs institutions, ainsi que les enjeux, historiques et plus récents auxquels ils sont confrontés, dans un contexte où émergent de nouvelles stratégies et de nouvelles injonctions. Elle ouvre ainsi des pistes de réflexion et d'actions collectives liées aux dynamiques étudiées. Claudia Adrianzen-Lapouble, Laure Bolka-Tabary et Eric Kergosien étudient la construction éditoriale, la médiation et la médiatisation des savoirs scientifiques dans une émission télévisée co-réalisée par une université, dans le cadre d'un partenariat entre université, chaîne de télévision et association de médiation scientifique. L'émission réalisée porte la marque des tensions, des attributions de rôles plus ou moins négociées, et des savoir-faire préalables des acteurs impliqués, dans un contexte où s'opposent, de fait, un modèle de communication promotionnelle et un modèle de médiation revendiquant non seulement une distanciation, mais également des logiques propres au média et à la médiation. Marie-Noëlle Doutreix, Simon Gadras, Isabelle Hare et Anne-Lise Touboul se sont intéressés à une résidence croisée journaliste-chercheur·e et questionnent les représentations en jeu dans un dispositif de médiation scientifique présenté par ses créateurs comme inédit et innovant. Le dispositif résidentiel est familier dans le secteur culturel, mais représente une certaine nouveauté non seulement dans la culture scientifique, mais également dans une université. Il vise à améliorer le dialogue entre médias et scientifiques, présenté comme largement déficitaire dans la France de l'après Covid-19, et à tout le moins à établir des passerelles entre ces mondes séparés par l'hypothèse d'un malentendu supposé ou d'une incompréhension voire d'un rejet. L'enquête menée dépasse les enjeux de conflictualité et de partenariat entre des acteurs de mondes qui, de fait, communiquent peu, par la prise en compte du rôle des personnels organisateurs de la résidence en tant qu'acteurs intermédiaires, chargés d'une médiation opérationnelle et stratégique liée à la construction du projet plus qu'à la diffusion de savoirs.

Toujours dans le champ scientifique, Cherifa Boukacem Zeghmouri met en évidence une pratique récente dans l'édition académique, au sein de grands groupes occupant une position éminente dans ce domaine : l'*Outreach*, ou comment ces groupes investissent la vulgarisation scientifique sur le plan éditorial pour revendiquer un surcroît de légitimité lié à leur affichage d'engagement lié aux rapports sciences et société. Bien que représentant, à l'échelle de ces géants éditoriaux, une part infime de leur production éditoriale, l'*Outreach* peut être considéré comme un marqueur du rôle de la communication scientifique dans la légitimation d'une édition scientifique confrontée à la critique et soucieuse d'afficher son rôle au service de la société, dans une forme de contribution à la restauration de son image symbolique.

Marie Després-Lonnet revisite, dans l'étude de la fabrication de masques en tissu pendant la pandémie de Covid-19, deux notions et modèles qui ont une importance historique dans la recherche sur la relation sciences et société : la distinction entre experts et profanes, et l'opposition entre démarche scientifique raisonnée et bricolage technique. Des couturières bénévoles sont confrontées aux normes de documents de cadrage officiels fondés sur un substrat scientifique, et l'analyse met en évidence les tensions, accommodements et détournements entre savoirs institutionnels et savoirs pratiques. Plus largement, elle relève le rôle de groupes de non-professionnels de la recherche, ici des femmes, dans la diffusion, l'appropriation, la négociation et la stabilisation des connaissances en temps de crise.

Trois articles présentent des recherches sur les médiateurs professionnels. Sébastien Lemerle revient sur une enquête dans le domaine de la médiation des neurosciences pour mettre en évidence les questionnements liés à l'identité professionnelle des médiateurs.

Alors que les médiateurs culturels sont généralement présentés comme pratiquant un métier en tension entre intérêts des institutions culturelles et intérêts des mondes sociaux visés par la médiation, les médiateurs scientifiques sont à l'intersection de trois pôles, également en tension : recherche, culture et enseignement. L'approche relève de la sociologie des conventions, au sens de Becker, et la sociologie des professions, dans la perspective d'Abbott. La médiation scientifique est présentée comme une activité semi- autonome prenant en compte une pluralité de réalités sociales et de contraintes liées aux mondes mobilisés. Anna Mesclon enquête auprès d'agents d'un Muséum, pris eux aussi en tension entre goût pour la nature et défense de la science face aux visiteurs, et met en évidence la redistribution sociale des visées de la médiation qu'ils exercent. Cette tension s'inscrit dans le cadre plus large de la double visée du musée de science, entre approches « scolastique » et approche « naturaliste », et de son rôle dans la transmission des sciences. Emilie Kohlmann, Aude Inaudi, Amélie Coulbaut-Lazzarini, à partir d'une étude sur l'usage du livre dans la médiation scientifique, interrogent le statut du livre dans sa dimension à la fois symbolique et fonctionnelle. Sur le plan symbolique, le livre est un élément de légitimation pour les médiateurs scientifique, non seulement par son contenu, mais par le fait qu'il matérialise des sciences fiables et stabilisées. L'objet-livre est saisi par le prisme du concept d'objet-frontière, avec sa double dimension d'objet banal et d'objet relié à la légitimité du champ scientifique, donnant la possibilité d'articuler différents métiers et compétences de la médiation scientifique.

Références bibliographiques

Bensaude-Vincent, Bernadette (2010), « Splendeur et décadence de la vulgarisation scientifique », *Questions de communication*, n°17, p.19-32.

Bergeron, Andrée (2016), « Médiation scientifique », *Arts et Savoirs*, n°7, en ligne, <https://journals.openedition.org/aes/876#quotation>.

Bordeaux, Marie-Christine (2022), « Les nouvelles configurations des relations entre milieux scientifiques et milieux artistiques dans les dispositifs et projets “art-science” : promesses et impensés », *Questions de communication*, n° 41, p. 349-368.

Bordeaux, Marie-Christine ; Cartellier, Dominique (dir.) (2015), Formes et enjeux contemporains de la communication et de la culture scientifiques et techniques, *Les Enjeux de l'information et de la communication*, Supplément, n°16/3A, en ligne, <https://shs.cairn.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2015-S1?lang=fr>

Bodin, Cyrille (2022), « La mise en récit du monde social par la vulgarisation, entre logiques d'appropriation triviales et sociodécée », *Communication & langages*, n° 214, p. 111 à 125.

Callon Michel ; Lascoumes Pierre ; Barthe Yannick (2001), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris : Éditions du Seuil

Chambru, Mikaël (dir.) (2021), « Les controverses publiques autour des sciences : frontières, conflictualités et problèmes publics », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, supplément 2021/B, en ligne, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/wp-content/uploads/2022/06/LesEnjeux-SupplB2021-web.pdf>

Chambru Mikaël ; Lefebvre Muriel ; Poupardin Elsa (dir.) (2025), *La communication des sciences. Vulgariser, politiser médiatiser*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Chambru Mikaël ; Grison, Jean-Baptiste ; Lachello, Raphaël (2023), « Sortir des sentiers battus : faire de la médiation scientifique en montagne », *Lettre de l'Ocim*, n°206, p.71-83.

Chavot, Philippe et Masseran, Anne (dir.) (2015), *Les cultures des sciences en Europe (2). Dispositifs, publics, acteurs, institutions*, Nancy : Éditions universitaires de Lorraine.

Godin, Benoît ; Gingras, Yves ; Bourneuf, Éric (1998), *Les indicateurs de culture scientifique et technique*, Rapport pour le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, le ministère de la Culture et des Communications et le Conseil de la science et de la technologie, Québec.

Houllier, François ; Merilhou-Goudard, Jean-Baptiste (2016), *Les sciences participatives en France : État des lieux, bonnes pratiques et recommandations*, Paris : Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Jacobi, Daniel ; Schiele, Bernard ; Saint-Cyr, Sylvie (1990), « La vulgarisation scientifique et l'éducation non formelle », *Revue française de pédagogie*, n°91, p. 81-111.

Jacobi, Daniel (1999), *La communication scientifique : discours, figures, modèles*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Jensen, Pablo ; Croissant, Yves (2007), « Activité de vulgarisation des chercheurs CNRS : un état des lieux », *Journal of Science Communication*, n°6, s.p.

Jurdant, Baudouin (2009), *Les problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique*, Lyon : Éditions des archives Contemporaines.

Las Vergnas, Olivier (2011), « L'institutionnalisation de la "culture scientifique et technique", un fait social français (1970-2010) », *Savoirs. Revue internationale de recherche en éducation et formation des adultes*, n°27, p. 9-60.

Le Marec, Joëlle (dir.) (2010), *Les études de sciences. Pour une réflexivité institutionnelle*, Lyon : Éditions des Archives contemporaines.

Maillot, Lionel (2018), *La vulgarisation scientifique et les doctorants : mesure de l'engagement, exploration d'effets pour le chercheur*, Thèse de doctorat, Université de Bourgogne.

Minault, Bertrand (dir.) (2021), *Cartographie des actions conduites par les établissements d'enseignement supérieur (universités et écoles) en matière de relations entre science et société*, Paris : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Pailliar, Isabelle (dir.) (2005), *La publicisation de la science - Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Perronnet, Clémence (2021), « Les usages sociaux des sciences : généalogie d'un concept », *Zilsel : science, technique, société*, n° 9, p.71-100.

Schiele, Bernard (2001), *Le musée de sciences : Montée du modèle communicationnel et recomposition du champ muséal*, Paris : L'Harmattan.

Urbas, Boris (2022), Notice « Culture scientifique », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*, <https://publictionnaire.huma-num.fr/notice/culture-scientifique>.

Vinck, Dominique (1995), *Sociologie des Sciences*, Paris : Armand Colin.

Les interactions sciences et société en France et au Québec: identités narratives des chercheurs et traditions de recherche en SHS

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Muriel Lefebvre

Muriel Lefebvre est professeure en sciences de l'information et de la communication à l'université Toulouse Jean Jaurès et membre du LERASS. Ses travaux portent sur la circulation des connaissances scientifiques, que ce soit au sein de la communauté académique ou en lien avec d'autres acteurs. Depuis 2023, elle est par ailleurs vice-présidente déléguée sciences et société de son université.

muriel.lefevre@univ-tlse2.fr

Plan

Introduction

Une étude comparative entre contexte universitaire français et québécois

Deux universités aux profils similaires

Méthodologie et corpus

Les mises en récit

De quelles médiations les chercheurs se disent-ils les acteurs ?

Comment parler des interactions sciences et société ?

Récits d'expérience professionnelle : des actions plus ou moins participatives

La figure du chercheur·e-vulgarisateur·rice : une approche unidirectionnelle des relations sciences et société

La figure du chercheur·e-médiateur·rice : vers un espace de dialogue

La figure du chercheur·e-expert·e : l'articulation avec différentes institutions

La figure du chercheur·e-collaboratif·e : une démarche de co-construction des savoirs

Quelles visibilitées pour les relations sciences et société ?

Conclusion : pourquoi (re)mettre en visibilité les interactions sciences et société ?

RÉSUMÉ

S'inscrivant dans un contexte parfois perçu comme une perte de confiance de la société envers la science moderne, le questionnement Science avec et pour la société (Saps), largement déployé aujourd'hui, englobe une réflexion large sur les interactions entre les lieux de production des savoirs et la société. Mais comment les chercheur·es et enseignant·es-chercheur·es envisagent-ils et elles ces interactions ? A travers l'analyse de récits d'universitaires en sciences humaines et sociales, en France et au Québec, nous avons mis à jour des expériences collaboratives complexes, souvent très éloignées des modèles de diffusion habituellement proposés par les acteurs de la culture scientifique.

Mots-clés

Récit, interaction sciences et société, chercheur·e, France, Québec

TITLE

Science and society interactions in France and Quebec: narrative identities of researchers and research traditions in SHS

Abstract

Against the backdrop of what is sometimes perceived as society's loss of confidence in modern science, the questioning of Science with and for Society (Saps), widely deployed today, encompasses a broad reflection on the interactions between the places of production of knowledge and society. But how do researchers and teacher-researchers envisage these interactions? Through the analysis of stories from academics in the humanities and social sciences, in France and Quebec, we have uncovered complex collaborative partnership experiences, often very far from the diffusion models usually proposed by actors in scientific culture.

Keywords

Story, interaction science and society, researcher, France, Québec

TÍTULO

Las interacciones entre « ciencia y sociedad » en Francia y Quebec: identidades narrativas de los investigadores y tradiciones de investigación en ciencias sociales y humanidades.

Resumen

En un contexto que, a veces, se percibe como una pérdida de confianza de la sociedad en la ciencia moderna, el cuestionamiento « Ciencia con y para la sociedad » (Saps), muy extendido en la actualidad, abarca una amplia reflexión sobre las interacciones entre los lugares de producción del conocimiento y la sociedad. Pero, ¿cómo ven los investigadores y los profesores-investigadores estas interacciones? A través del análisis de narrativas de académicos de ciencias humanas y sociales, en Francia y Quebec, hemos puesto de manifiesto experiencias colaborativas complejas, a menudo muy alejadas de los modelos de difusión que suelen proponer los actores de la cultura científica.

Palabras clave

Narrativa, interacción entre ciencia y sociedad, investigador, Francia, Quebec

INTRODUCTION

Les réflexions sur les relations sciences et société ont désormais plus de 40 ans. S'inscrivant dans un contexte parfois perçu comme de perte de confiance de la société envers la science moderne, ces réflexions visent à établir un nouveau contrat social (Gingras, 2016). En France, on peut évoquer la création en 2012 du Conseil national de la culture scientifique, technique et industriel (CNCSTI), aujourd'hui en sommeil, puis la Loi Programmation de la Recherche de 2021-2030, spécifiant l'importance de la thématique « science avec et pour la société » (Saps), assortie de nombreux financements et projets. Un label Saps a par exemple été créé en 2021, et cela jusqu'en 2024, attribuant un budget conséquent à trente-quatre

universités françaises (4,5 millions d'euros ont été distribués aux établissements lauréats). Les enjeux liés à la dynamique de circulation des savoirs en dehors de la sphère académique et à l'appropriation sociale des savoirs sont ainsi, désormais, très régulièrement évoqués par les acteurs de la recherche (Le Marec, 2010 ; Felt *et al.*, 2017 ; Gascoigne *et al.*, 2020).

Le même mouvement peut être observé dans d'autres pays. A l'échelle européenne, la thématique sciences et société a ainsi été réaffirmée à l'occasion du 9e Programme-Cadre Recherche et Développement, le Programme Horizon Europe en rappelant le rôle et les missions de médiation scientifique des institutions de recherches, car porteuses de nombreux enjeux sociétaux. Une réflexion identique a également cours au Canada, et notamment au Québec, où le développement, dès les années 70, des services aux collectivités montre l'importance, pour les universités du réseau québécois, d'échanges entre les sphères scientifiques, sociales et les politiques publiques.

Le questionnement Saps, largement déployé aujourd'hui, englobe finalement une réflexion étendue sur les modalités d'interaction entre les lieux de production des savoirs (et notamment les universités) et la société (Nowotny *et al.*, 2001 ; Felt *et al.*, 2017 ; Minault *et al.*, 2021).

Mais comment les chercheur·es et enseignant·es-chercheur·es envisagent-ils et elles ces interactions ? Dans cette recherche, nous avons choisi de partir des trajectoires professionnelles d'universitaires et de la place que les activités sciences et société occupent dans leur quotidien professionnel. Notre parti pris a été d'interroger les récits d'expérience de chercheur·es en sciences humaines et sociales. En effet, les sciences humaines et sociales sont fréquemment considérées comme incluses dans la culture. De ce fait, elles ne nécessiteraient pas d'efforts particuliers de vulgarisation, ce qui explique en partie pour quelle raison elles sont si rarement présentées comme des disciplines concernées par les interactions sciences et société (Le Marec, 2017).

Afin de mieux appréhender la perception que les chercheur·es en SHS ont de ces interactions, nous avons réalisé une étude qualitative comparative entre deux universités de deux pays distincts : l'Université de Toulouse Jean Jaurès en France et l'Université du Québec à Montréal au Canada (UQAM). A travers l'analyse de récits d'universitaires des deux côtés de l'Atlantique, nous avons mis à jour des expériences collaboratives complexes, souvent très éloignées des modèles de diffusion habituellement proposés, à la fois par les chercheurs en communication scientifique et par les acteurs de la culture scientifique (Maillot, 2018). Ces récits rendent en effet compte de liens multiples - mais pas toujours mis en visibilité - avec des acteurs très divers, accompagnant la plupart des processus de production des connaissances.

UNE ÉTUDE COMPARATIVE ENTRE CONTEXTE UNIVERSITAIRE FRANÇAIS ET QUÉBÉCOIS

Comment les chercheur·es en sciences humaines et sociales de deux pays distincts, ayant des traditions et des histoires différentes, racontent-ils et elles leur métier ? Et comment, à travers ces récits, envisagent-ils et elles leur implication dans des actions « sciences et société » ? Plus largement, quelles visions ont-ils et elles des interactions sciences et société et de leur visibilité ?

Deux universités aux profils similaires

Afin de répondre à ces questions, nous avons choisi de comparer les discours de chercheur·es de deux universités de part et d'autre de l'Atlantique : en France (l'UT2J : Université Toulouse Jean Jaurès¹) et au Québec (l'UQAM : Université du Québec à Montréal) dans le but d'analyser les différentes mises en récit dont font l'objet leurs pratiques de circulation des connaissances vers un public non académique. Ces deux universités, francophones, ont été créées à la fin des années 60, dans des contextes similaires (développement massif de

l'enseignement supérieur notamment). Elles sont par ailleurs essentiellement tournées par les sciences humaines et sociales.

Que ce soit en France ou au Québec, la circulation des connaissances fait partie des missions des chercheur·es et enseignant·es-chercheur·es. Au Québec, les conventions collectives de chaque établissement fixent les missions de leurs enseignant·es-chercheur·es. Ainsi, à l'UQAM, trois missions sont indiquées : enseignement, recherche et service à la collectivité (responsabilités administratives). En France, la diffusion des connaissances est inscrite dans le décret définissant les métiers d'enseignant·es-chercheur·es et de chercheur·es depuis 1984, réaffirmé dans le décret de 2009, aux côtés des missions d'enseignement et de recherche.

Méthodologie et corpus

Notre enquête, essentiellement exploratoire, s'appuie sur les récits des pratiques professionnelles « ordinaires » d'actions sciences et société d'acteurs et actrices de la recherche. Pour ce faire, nous avons réalisé 27 entretiens semi-directifs (13 au Québec et 14 en France) durant l'année universitaire 2022-2023, avec des chercheur·es et enseignant·es-chercheur·es essentiellement titulaires (un doctorant et deux post-doctorants font néanmoins partie de notre terrain au Québec), toujours en sciences humaines et sociales, mais issus de disciplines aussi variées que l'histoire, la géographie, les sciences de la communication, l'archéologie, les sciences de l'éducation, la psychologie, l'économie et la sociologie. Au-delà de pratiques disciplinaires distinctes, le point commun entre les différents chercheur·es rencontré·es était leur intérêt affiché pour les échanges avec un public extra-académique et leurs pratiques d'échanges diversifiées.

Identifiant	Sexe	date entretien	Etablissement	Age	Statut	Discipline
A1	F	03/10/2022	UQO	50	Professeuse	Didactique de la géographie
A2	M	05/10/2022	UQAM	29	Post-doc	Histoire et STS
A3	F	12/10/2022	UQAM/Musée de la Pointe-à-Callière		Conservatrice	Archéologie
A4	M	12/10/2022	UQAM	71	Professeur	Géographie
A5	M	13/10/2022	UQAM	56	Professeur	Journalisme
A6	F	14/10/2022	UQAM	46	Professeuse	Economie sociale et solidaire
A7	M	17/10/2022	TELUQ	52	Professeur	Histoire du Québec
A8	M	18/10/2022	UQAM	61	Professeur	Education spécialisée
A9	F	19/10/2022	Univ.Laval	48	Professeuse	Didactique des sciences
A10	M	20/10/2022	Univ.Ottawa	38	Enseignant contractuel	Histoire des sciences
A11	F	21/10/2022	UQAM	42	Professeuse	Psychologie
A12	M	13/01/2023	UQAM	43	Professeur	Information-Communication
A13	M	25/01/2023	UQTR	44	Professeur	Histoire
B1	M	01/12/2022	UT2J	43	Maître de conférences	Histoire
B2	M	02/12/2022	UT2J	38	Docteur	Archéologie préhistorique
B3	F	05/12/2022	UT2J	63	Professeuse	Histoire antique
B4	M	06/01/2023	UT2J	52	Professeur	Archéologie préhistorique
B5	F	06/01/2023	UT2J	60	Professeuse	Sciences éducation
B6	F	10/01/2023	UT2J	50	Maîtresse de conférences	Sociologie du tourisme
B7	F	12/01/2023	UT2J	52	Professeuse	Sociologie
B8	F	12/01/2023	UT2J	61	Professeuse	Histoire
B9	M	12/01/2023	UT2J	47	Professeur	Histoire culturelle américaine
B10	F	12/01/2023	UT2J	46	Professeuse	Anglais
B11	F	17/01/2023	UT2J	50	Professeuse	Psychologie clinique
B12	M	17/01/2023	UT2J	44	Maître de conférences HDR	Géographie et aménagement
B13	F	17/01/2023	UT2J	56	Maîtresse de conférences HDR	Economie
B14	F	26/01/2023	UT2J	45	Professeuse	Histoire antique

Figure 1. Listes des entretiens réalisés²

Les entretiens se sont déroulés en 3 temps : le premier portait sur la trajectoire professionnelle des enseignant-es-chercheur-es, le deuxième avait trait au recueil de définitions de termes concernant la circulation des connaissances (vulgarisation, diffusion des connaissances, médiation scientifique, culture scientifique, communication scientifique, courtage des connaissances, mobilisation des connaissances, transfert des connaissances, valorisation des connaissances), le troisième concernait les récits sur leurs pratiques de diffusion des connaissances (format, public, objectif) mais aussi sur leurs motivations pour de telles actions, la place de ces activités dans leurs activités professionnelles et leur perception de la reconnaissance ou non de ces activités par leur institution.

Les mises en récit

Cet article s'appuie sur la notion de récit, qui permet d'analyser un discours à partir de ce qui est raconté, constituant à la fois une histoire et une « mise en ordre du réel » (Charaudeau, 2011). Le récit est ainsi envisagé en tant que construction sociale qui donne à voir ce que les acteurs et actrices comprennent du monde, le sens qu'ils et elles attribuent à leur environnement et à leurs actions. Par ailleurs, un récit comporte une dimension biographique et revient donc sur les trajectoires et les expériences. Il s'agit d'un outil sociologique particulièrement pertinent pour approcher « l'expérience humaine », rendre discursive et donc visible l'ordinaire des acteurs.

Nous complétons la notion de récit par le concept d'identité narrative développé par Paul Ricoeur (Ricoeur, 1988). L'identité narrative rend compte de la capacité de chaque individu à organiser les éléments de son existence personnelle à travers tout récit. En se racontant,

l'individu construit une mise en cohérence de son expérience, dans une démarche réflexive qui participe à la construction d'une identité personnelle. Dans le cadre de cet article, le concept d'identité narrative offre la possibilité d'analyser la manière dont les chercheur·es rencontré·es perçoivent leurs actions et la mise en visibilité de celles-ci, à la fois dans l'espace institutionnel de l'université et dans l'espace public, afin de construire leur identité d'universitaires mais aussi d'acteurs et actrices dans les interactions sciences et société.

DE QUELLES MÉDIATIONS LES CHERCHEURS SE DISENT-ILS LES ACTEURS ?

Comment les chercheur·es choisissent-ils et elles de rendre compte de leurs interactions avec les acteurs extra-académiques ? Avec quels enjeux ? Dans un premier temps, nous avons choisi de nous concentrer sur les récits des chercheur·es autour de leurs pratiques quotidiennes de circulation des connaissances en dehors du seul monde académique.

Comment parler des interactions sciences et société ?

Au début de chaque entretien, il a été demandé aux chercheur·es rencontré·es de commenter les termes portant sur la circulation des connaissances et mobilisés institutionnellement, que ce soit en France (*vulgarisation, culture scientifique, médiation scientifique, communication scientifique, valorisation, etc.*), ou au Québec (*vulgarisation, mobilisation des connaissances, courtage des connaissances, transfert, valorisation, etc.*).

Seul le terme de *vulgarisation* a semblé consensuel des deux côtés de l'Atlantique. Il a été défini comme une activité permettant de « rendre accessible des connaissances un peu pointues au plus grand nombre » (B14) ou encore de « mettre à la portée de tous, donc être en capacité de pouvoir raconter des choses très complexes [...] qui puisse être abordable par tous parce que j'estime que la recherche elle doit être, enfin, le savoir n'est pas à part » (B5), s'adressant à un « public non académique », « populaire » voire « citoyen » (B13). Ce terme est néanmoins beaucoup plus utilisé en France qu'au Québec, où les chercheur·es, ont davantage souligné sa dimension unilatérale et descendante : « Je trouve que l'expression vulgarisation est en général assez inadéquate, a un caractère relativement arrogant vis-à-vis des interlocuteurs [...] avec une idée derrière qui est celle d'un nivellement par le bas » (A9).

Concernant les autres termes proposés, apparaît, en France, une véritable méconnaissance des expressions traditionnellement mobilisées par les professionnel·les de la culture scientifique ou par les institutions universitaires. En effet, les chercheur·es rencontré·es ne connaissent pas les expressions de *culture scientifique et technique* (CST) ou de médiation scientifique, utilisés par les associations et les centres de sciences notamment et issus du monde de la culture (Bordeaux, Caillet, 2013)³. Les termes mobilisés par les établissements producteurs des savoirs, comme *diffusion* ou *valorisation* sont eux aussi généralement absents du vocabulaire des chercheur·es, lesquelles détournent bien souvent le sens institutionnel de ces terminologies spécialisées. Ainsi, la *culture scientifique* a été envisagée à plusieurs reprises, uniquement d'un point de vue académique, comme l'ensemble des méthodes et valeurs propres à une discipline, par exemple, sans lien avec le grand public : cela serait « notre bulle. J'ai envie de dire notre champ d'action, de travail, de réflexion, qui nous confèrent une manière, on va dire de penser, de raisonner » (B6). La *communication scientifique*, terme mobilisé en France dans les années 90 pour évoquer la communication institutionnelle des contenus scientifiques vers un grand public est, de son côté, réduite à des échanges académiques entre chercheurs : « c'est le truc classique dans les colloques, les journées d'études. C'est être en capacité de donner à voir à mes collègues, de la communauté scientifique, mon travail » (B5). De son côté, enfin, la *médiation scientifique* est bien souvent associée à la *vulgarisation scientifique*, sans que ne soit prise en compte sa dimension interactive : « la médiation scientifique, je dirais que c'est le nouveau terme

pour la vulgarisation [...] j'ai l'impression que c'est un terme un peu plus académique pour dire vulgarisation et du coup valorisation » (B8).

La mobilisation des connaissances, au Québec, est, quant à elle, comprise comme la réutilisation des résultats de la recherche de/vers/pour/par la société : « La mobilisation des connaissances, je vois ça comme le partage avec les communautés de pratique. [...] Mobilisation des connaissances et transfert des connaissances, ça se rejoint » (A10). Cette acceptation semble faire consensus parmi les chercheur·es québécois rencontré·es, tout comme la notion de « recherche partenariale », souvent abordée en complément des termes proposés. Quelques universitaires québécois ont cependant rajouté une dimension plus critique à cette définition : la « mobilisation des connaissances, ça renvoie à argent. C'est le jargon des organismes de subvention. J'entends ça, je pense en mode stratégique » (A13).

Finalement, les asymétries langagières que nous avons relevées soulignent différentes conceptions des liens sciences et société. Ainsi, à l'université Toulouse Jean Jaurès, au moins trois champs lexicaux (*vulgarisation*, *diffusion* et *valorisation*, *médiation* et *culture scientifique et technique*) sont mobilisés, renvoyant respectivement à trois groupes professionnels distincts (chercheur·es, institutions académiques, professionnel·les de la culture scientifique), tandis qu'à l'UQAM, le vocabulaire mobilisé semble plus consensuel. Comme le montrent ces usages différenciés, le choix du terme cité pour évoquer la circulation des savoirs renvoie à différentes conceptions politiques de la recherche et des liens sciences et société dans l'un ou l'autre établissement. En cela, France et Québec se distinguent, tant leurs traditions de recherche sont différentes, les universités québécoises valorisant depuis longtemps des recherches partenariales et collaboratives, tandis que leurs homologues françaises sont moins clairement inscrites dans cette dynamique.

Étonnamment, les termes de « recherches participatives » ou de « science ouverte » ont été rarement mentionnés, que ce soit au Québec ou surtout en France, où ces thématiques font pourtant partie des problématiques Saps aujourd'hui largement relayées dans les universités.

Récits d'expérience professionnelle : des actions plus ou moins participatives

À la question initiale, portant sur les activités de circulation des connaissances avec ou vers un public extra-académique, les chercheur·es ont répondu en explicitant les nombreux échanges et collaborations noués avec des acteurs et actrices extra-académiques. Ils ont alors systématiquement rendu compte d'actions « sciences et société » diversifiées et élaborées dans des contextes multiples et en partenariat avec des acteurs aux statuts divers (État, collectivités, associations, entreprises, habitants et citoyens...).

Nous avons classé ces récits d'expériences professionnelles en fonction de la dimension participative des actions évoquées. Cela a conduit à établir quatre figures de chercheur·es, renvoyant à quatre « identités narratives » distinctes. Ces figures ne sont pas exclusives, un·e même universitaire pouvant en adopter plusieurs, selon les contextes considérés. Comme nous l'expliciterons, ces différentes figures de chercheur·es ne sont cependant pas mises en visibilité de manière similaire par les différentes universités concernées, donnant ainsi à voir les priorités politiques de chaque établissement.

La figure du chercheur·e-vulgarisateur·trice : une approche unidirectionnelle des relations sciences et société

Nombreux sont les chercheur·es rencontré·es qui ont évoqué les multiples sollicitations dont ils et elles font l'objet. Ainsi, les universitaires ont par exemple mentionné les sollicitations médiatiques, que ce soit la télévision (invitations récurrentes pour commenter les élections américaines (B9)), la radio ou encore la presse. Comme le signale un chercheur québécois, cela devient rapidement un cercle vicieux ou vertueux, selon le point de vue : une fois identifié comme interlocuteur potentiel sur un sujet donné, il serait par exemple devenu « l'historien que les médias appellent » (A7).

Ces formats « traditionnels » ont cependant évolué. Ainsi, podcasts, webdocs, blogs, mini-conf' ont été cités, contribuant à identifier et à échanger avec de nouveaux publics : « L'avantage du Web documentaire, c'est que c'est des plateformes en ligne qui permettent de diffuser des informations différentes mais surtout avec des niveaux d'accès différents ce qui permet de toucher un public très différent.[...] Nous, on vise le grand public mais en fait ce web documentaire là, il est utilisé en classe pour former les infirmières d'aujourd'hui et en même temps, on vise nos collègues historiens historiennes, on vise tous les soignants notamment les soignants en psychiatrie. Donc il y a des strates en fait. On touche les soignants formés ou en formation. » (A10).

Les chercheur·es ont également mentionné leurs très nombreuses conférences publiques. Au-delà des interventions organisées par les professionnel·les de la culture scientifique ou par les institutions universitaires, les chercheur·es ont signalé les multiples demandes par les comités d'entreprise de grandes firmes (à Toulouse, le comité d'entreprise d'Airbus a ainsi été cité à plusieurs reprises) ou les syndicats, montrant en quoi la conférence, support traditionnel s'il en est, peut être mobilisé pour un public inattendu : « Ca m'est arrivé [d'être sollicitée par] des syndicats, notamment les secteurs féminins des syndicats de la CGT, de la CFDT ou de FO » (B8).

Finalement, comme s'il s'agissait de ce qui était le plus attendu, car généralement le plus valorisé par les institutions universitaires, les récits d'expérience se sont presque toujours appuyés sur une vision assez traditionnelle de la vulgarisation : transmission de connaissances, de manière unidirectionnelle et descendante, sans véritable interaction. Si les formats mobilisés restent globalement classiques, les publics de ces actions sont eux diversifiés. Or, ces publics spécifiques ne sont malheureusement jamais mentionnés dans les grandes enquêtes sur les pratiques de vulgarisation des chercheur·es, notamment parce que ces dernières ne portent généralement que sur le domaine STS (Science, Technique, Santé) (Bauer et Jensen, 2011 ; Maillot, 2018) qui pourrait, à tort, sembler moins ancré dans des thématiques directement sociales et politiques.

La figure du chercheur·e-médiateur·trice : vers un espace de dialogue

Mais les récits recueillis détaillent également des formats plus interactifs, prenant davantage en compte les réactions du public. Ont ainsi été mentionnés les cafés-débats, les bords de scènes, les balades contées, les ateliers pour les scolaires, etc. auxquels les chercheurs avaient participé, générant un sentiment de « plaisir » : plaisir d'enseigner, de diffuser, d'échanger et de vivre des moments partagés, à la fois entre chercheur·es (plaisir de participer à une aventure collective comme un festival (B3)) mais également avec des « gens très différents, d'autres milieux » (B13). C'est finalement « le côté sympa des échanges » (B7), le « plaisir, parfois tendu, d'échanger avec des adversaires discursifs » (A8) qui sont essentiellement mis en avant.

Cette figure renvoie aux activités de médiation scientifique : les chercheur·es interagissent avec un public donné, à travers des « rencontres » qui nourrissent aussi bien le public que les chercheur·es (Jurdant, 2009). A ce titre, à travers ces actions, les chercheur·es revendiquent alors un rôle de « médiateurs » entre sciences et société, attentifs à exposer la dimension sociale et citoyenne de la recherche.

La figure du chercheur·e-expert·e : l'articulation avec différentes institutions

Les chercheur·es ont également fait part de sollicitations régulières pour des activités d'expertise, que ce soit en participant à des conseils scientifiques (d'exposition (B4), de parcs naturels, ou pour la rédaction de manuels scolaires) ou en dispensant des formations, à destination d'élus et de collectivités notamment (B12).

Ces activités d'expertise constituent des moments essentiels de leur vie professionnelle. Il s'agit de situations d'échanges hors du cadre universitaire, avec un public ancré dans le monde socio-économique (A2). En participant à « la mission de service public de l'université » (B9), ces activités leur permettraient d'« améliorer la qualité de vie de tout le monde »

(B6), en précisant les enjeux afin que « la population puisse décider » et « participer à des prises de décisions sur le terrain » (B6). Comme l'ont souligné plusieurs chercheur·es, cette figure du chercheur·e-expert·e peut néanmoins devenir inconfortable d'un point de vue éthique, le risque d'instrumentalisation n'étant jamais très éloigné (A12). Un chercheur a ainsi déclaré qu'il ne participait à des activités d'expertise « que si c'est commandité par les pouvoirs publics, sinon, c'est contre mes principes » (A2). La figure du chercheur·e-expert·e se double ici d'une approche réflexive : le·a chercheur·e met en avant et assume son rôle de médiateur·trice voire d'intermédiaire·trice entre professionnels et décideurs politiques.

La figure du chercheur·e-collaboratif·ve : une démarche de co-construction des savoirs

Enfin, pour les universitaires interrogé·e·s effectuant leurs recherches en sciences humaines et sociales, la question du terrain s'est posée avec une acuité particulière, révélant les liens progressivement noués avec des acteurs non académiques, à la fois acteurs du terrain de recherche mais aussi interlocuteurs participant à l'élaboration des problématiques de recherche. L'ensemble de ces acteurs (communautés professionnelles, associations, pouvoirs publics, collectivités locales et territoriales, syndicats et partis politiques, établissements culturels, etc.) est traditionnellement appelé « tiers secteur scientifique » (Bonneuil et Gaudillière, 2001). La mobilisation de ce « tiers secteur scientifique » a été soulignée à la fois au Québec et en France, par des enseignant·es-chercheur·es en psychologie, sciences de l'éducation, sociologie, géographie, sciences de l'information et de la communication mais aussi en histoire contemporaine, comme le rapporte par exemple une chercheuse québécoise : « Les projets que je peux avoir avec le service aux collectivités, là vraiment, on est dans une co-construction des projets, on est dans une réalité tout autre vraiment avec les acteurs. Au comité d'encadrement, on développe ensemble la problématique. On co-construit les outils de collecte par exemple. » (A6)

Ces recherches collaboratives concernent aussi bien des citoyen·nes que des professionnel·les, des associations ou encore des syndicats par exemple. Il s'agit, pour ces chercheur·es d'« enrichir les pratiques des acteurs sur le terrain » (B6), les « organismes communautaires [étant] très intéressés, cela leur permet d'innover dans leurs pratiques » (A8). Plus globalement, les chercheur·es ont évoqué un sentiment d'« utilité sociale » (B12), ce que rapporte une chercheuse québécoise : « on va avoir un défi, une fois la recherche menée [...] pour pouvoir valider nos résultats, avoir échangés avec les participants pour pouvoir avoir leur feedback, leur retour et s'assurer d'une pertinence sociale et qu'on répondait bien aux besoins leur initiaux » (A6).

La figure du chercheur·e-collaboratif·ve est finalement celle qui a été la plus mise en avant dans tous les entretiens réalisés. Quasiment tous les chercheur·es rencontré·es, d'une manière ou d'une autre, construisent une identité narrative s'appuyant sur des expériences de recherche en interaction directe et régulière avec des acteurs non académiques. La circulation des connaissances et plus largement les activités de médiation avec des collaborateurs non académiques, ont alors été présentées comme inhérentes aux processus de production des connaissances dans un cadre participatif. Comme l'ont souligné les universitaires rencontré·es, tout projet collaboratif implique, de fait, des actions de médiation.

Cependant, si les chercheur·es rencontré·es au Québec parlent plus volontiers de recherche partenariale ou collaboratives avec des acteurs extra-académiques, en articulation avec les services aux collectivités, les récits des chercheur·es français·es, même à travers une terminologie différente, renvoient à des pratiques en grande partie similaires mais non institutionnalisées et de fait peu reconnues (c'est-à-dire peu prises en compte dans les procédures de recrutement ou d'avancement de carrière). Ce manque de reconnaissance institutionnelle a suscité, en France essentiellement, un discours parfois teinté d'amertume. Nous y reviendrons.

Quelles visibilitées pour les relations sciences et société ?

Finalement, l'analyse des récits professionnels des chercheur·es, au travers notamment du concept d'identité narrative (Ricoeur, 1988), met en évidence l'importance pour le personnel de la recherche, des interactions régulières avec des acteurs extra-académiques, dans les pratiques de recherche quotidiennes des universitaires, rendant caduque toute séparation artificielle entre sciences et société. Que ce soit en France ou au Québec, les chercheur·es en sciences humaines et sociales, loin d'être isolés ou déconnectés des enjeux de société, ont construit une identité narrative centrée sur les interactions sciences et société et les problématiques liées au programme Saps.

L'analyse des quatre figures de chercheur·es proposées : le·a chercheur·e-vulgarisateur·trice, le·a chercheur·e-médiateur·trice, le·a chercheur·e-expert·e et le·a chercheur·e-collaborati·vef, met en évidence l'importance des liens sciences et société pour les universitaires. Ceux-ci se positionnent en effet, dans leur récit, comme des intermédiaires et des facilitateurs, impliqués directement dans l'articulation incessante entre monde universitaire et monde social. Mais ces différentes figures ne bénéficient pas de la même valorisation et de la même reconnaissance selon l'établissement des chercheur·es concerné·es et selon leur pays.

Deux modèles politiques peuvent finalement être identifiés. Au Québec, les recherches partenariales et collaboratives sont en grande partie institutionnalisées, à travers notamment le service aux collectivités (créé en 1979). En France, les actions des chercheur·es d'institutions universitaires, notamment lorsque celles-ci n'ont pas bénéficié d'un label Saps et des moyens humains associés, restent peu valorisées, peu visibles et rarement identifiées, à la fois par leur université d'origine mais également par le grand public.

Se pose donc finalement la question de la différence de visibilité de ces actions sciences et société, selon que le·a chercheur·es dépend d'une université française (n'ayant pas bénéficié du label Saps) ou d'une université du réseau des universités du Québec. Trois dimensions au moins à ce manque de visibilité en France méritent d'être explicitées.

Tout d'abord, comme nous l'avons évoqué précédemment, que ce soit en France ou au Québec, les actions sciences et société rapportées par les universitaires rencontrés sont très éloignées de celles mentionnées dans les études sur l'« engagement » des chercheurs dans les activités de vulgarisation scientifique (Bauer et Jensen, 2011). L'article souligne le décalage entre les actions sciences et société effectivement mentionnées par les chercheur·es et celles traditionnellement proposées dans les questionnaires et études quantitatives visant à les recenser (Maillot, 2018). Ces enquêtes, citées abondamment par les professionnel·les de la culture scientifique, valorisent essentiellement les actions de vulgarisation, et ont souvent une visée prescriptive (mettre en évidence « les bonnes manières » de conduire des actions de culture scientifique par exemple). Elles ne présentent cependant qu'une toute petite partie des échanges sciences et société, comprenant également, les actions de médiation, d'expertise et les recherches collaboratives notamment.

Il convient donc revenir sur l'image de la savant·e fou·folle enfermé·e dans sa tour d'ivoire, qui reste très actuelle, notamment en France. Pour plusieurs des chercheur·es rencontré·es, il importe de « décroquer la recherche » (B14) afin de mettre à distance la figure de l'expert·e. Une grande partie des acteurs et actrices extérieur·es à l'université n'a en effet pas toujours connaissance des modalités de production des connaissances scientifiques d'une part, et de l'importance des interactions quotidiennes avec le monde socio-économique notamment d'autre part. Cela conduit Rémi Barré (Barré, 2024), en évoquant ce « tiers secteur de la recherche », à parler de « continent invisible de la recherche ».

Enfin, dans un troisième temps, il est nécessaire de mentionner le manque de valorisation et de reconnaissance de ces actions par les institutions académiques françaises. Dans le

cadre des politiques Saps, les universités françaises commencent seulement à structurer politiquement leurs réflexions sur des interactions sciences et société. Elles sont cependant souvent démunies pour recenser de manière exhaustive les différentes actions concernées avec les acteurs extra-académiques. Une partie des activités sciences et société reste de ce fait largement invisibilisée. Par ailleurs, les chercheur·es, souvent sollicité·es à titre personnel, n'informent pas toujours leur tutelle des différentes activités pourtant menées en son nom. Ainsi, une chercheuse d'UT2J indique que « c'est quand même dommage que l'université ne soit pas informée » (B10). Cette méconnaissance, qui est parfois le fait des chercheur·es eux-mêmes, est pourtant vécue par les universitaires comme un manque de reconnaissance de leurs actions par leurs institutions. Ce problème est absent de l'université québécoise étudiée, dans laquelle les actions universitaires sciences et société sont non seulement encouragées mais également systématiquement recensées par leurs établissements de tutelle. La question de la reconnaissance institutionnelle ne se pose donc pas dans les mêmes termes dans les deux terrains envisagés.

CONCLUSION : POURQUOI (RE)METTRE EN VISIBILITÉ LES INTERACTIONS SCIENCES ET SOCIÉTÉ ?

Que nous apprend finalement l'analyse des récits de pratiques ordinaires d'interaction de chercheurs, dans les deux établissements considérés ? A la suite, d'études déjà entreprises sur l'engagement des chercheur·es dans les actions sciences et société (Maillot, 2018), nous nous attendions à une réflexion sur la place des activités de vulgarisation dans leurs activités professionnelles, avec un vocabulaire stabilisé autour de cette thématique. Or, et malgré la dimension exploratoire de notre enquête, les activités de vulgarisation, si elles ont été citées, ne représentent qu'une infime partie des actions sciences et société rapportées et lorsque cela a été le cas, elles concernent des publics et des contextes d'interactions beaucoup plus variés que ceux mentionnés dans la plupart des études sur la question (Maillot, 2018).

Ainsi, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, les identités narratives des chercheur·es rencontrés ne s'appuient que très partiellement sur la figure du chercheur·e-vulgarisateur·rice, au profit des trois autres figures proposées. Que ce soit en France ou au Québec, les chercheur·es se présentent comme très sollicité·es par des acteurs rarement mentionnés : communautés professionnelles, associations, pouvoirs publics, collectivités locales et territoriales, syndicats et partis politiques, établissements culturels, etc., ce que Bonneil appelle le « tiers secteur scientifique » (Bonneil et Gaudillière, 2001). Les échanges sciences et société sont variés et interdisciplinaires, dans une perspective similaire à celle analysée par Nowotny et al. (2001) en évoquant le mode 2 du fonctionnement de la recherche, battant ainsi en brèche l'idée d'une science déconnectée du reste de la société.

Néanmoins, la dimension qualitative de l'enquête a également permis d'observer de profondes distinctions entre les deux terrains étudiés, en France et au Québec, avec deux identités narratives dissemblables renvoyant à deux traditions de recherche mais aussi à deux politiques Saps distinctes.

Ainsi, au Québec, et notamment dans le réseau des universités du Québec, il existe une longue tradition institutionnalisée de recherche partenariale, inscrite dans les projets d'établissement et s'appuyant sur les services aux collectivités, créés dès la fin des années 1970. Ces services permettent d'accompagner les interactions régulières entre les acteurs et actrices du monde de la recherche et des acteurs et actrices non académiques. De ce fait, la question de la reconnaissance ou de la visibilité des interactions sciences et société n'a pas été mentionnée dans les entretiens réalisés au Québec et nous n'avons noté aucun flou dans les terminologies utilisées pour rendre compte de ces interactions (diffusion, vulgarisation, mobilisation, recherche partenariale par exemple).

En France, au contraire, la reconnaissance institutionnelle des recherches collaboratives ou co-recherches, pourtant tout aussi présentes dans les pratiques traditionnelles des chercheur·es en sciences humaines et sociales, n'est quasiment pas affirmée politiquement. L'université Toulouse Jean Jaurès n'étant pas lauréate du label Saps, comme la plupart des universités françaises, elle ne dispose que de très peu de moyens pour développer une véritable politique dans le domaine « sciences et société » et pour donner ainsi une visibilité aux différentes actions réalisées par les chercheur·es. On peut faire l'hypothèse que les universités ayant bénéficié du label Saps auront eu la possibilité de structurer un service spécifique, avec des moyens notamment humains, afin d'accompagner les chercheur·es et de mettre en visibilité l'ensemble des actions Saps conduites dans l'établissement. Pour les rares universités labélisées dès 2022, la politique Saps mise en place a en effet permis à ces établissements de sortir d'une logique d'actions individuelles et ponctuelles, peu visibles, au profit d'une réflexion collective.

Finalement, dans l'université française étudiée, il existe un décalage entre les récits des chercheur·es concernant leurs implications dans des interactions sciences et société (modalités, formats, objectifs, acteurs très diversifiés) et la valorisation de ces activités par les institutions universitaires (essentiellement centrée sur les activités de vulgarisation). Ce décalage interroge la pertinence d'un recours récurrent, à la fois par les acteurs institutionnels et politiques, mais aussi par les acteurs professionnels de la culture scientifique, à des modèles théoriques de diffusion des savoirs, en grande partie dépassés, pour décrire ces échanges sciences et société (Gingras, 2016). Surtout, ces discours institutionnels, laissant penser que l'essentiel des interactions sciences et société passerait par des activités de diffusion et de vulgarisation, ne valorisent guère la complexité du métier de chercheur·e et en particulier le « continent invisible de la recherche » évoqué précédemment (Barré, 2024). Ce faisant, le décalage contribue à accroître la méconnaissance des activités concrètes menées par les chercheur·es avec la société civile, à la fois de la part de leurs institutions de tutelle, du grand public mais aussi des décideur·es politiques, mettant à mal l'idée d'un « nouveau pacte social » dans lequel les chercheur·es sont en effet déjà largement engagé·es.

NOTES

¹ Il est important de préciser que l'université Toulouse Jean Jaurès n'est pas lauréate du label SAPS au moment de l'enquête et ne bénéficie, de ce fait, d'aucun moyen spécifique pour développer cette thématique

² Tous les entretiens ont été réalisés en présentiel à l'exception de cinq d'entre eux, effectués à distance, avec le logiciel zoom.

³ Ces termes n'étant pas utilisés au Québec, ils n'ont pas été définis par les universitaires québécois rencontrés.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Barré Rémi, (2024), *Les projets de recherche participative et leurs acteurs : Analyse des 19 projets 'consolidés' financés et du fichier des 244 projets reçus dans le cadre du programme CO3 (co-construction des connaissances pour la transition écologique et solidaire)*, LISIS, Univ. Gustave Eiffel, ESIEE Paris, CNRS, INRAE.

Bauer, M.W, Jensen, P., (2011), « The mobilization of scientists for public engagement », *Public Understanding of Science*. 20(1), 3-11.

Bonneuil, C. ; Gaudilliere, J.-P., (2001), « Faire entrer les sciences en démocratie - pour un tiers secteur scientifique », *EcoRev'*, n°5.

Bordeaux, Marie-Christine ; Caillet, Elisabeth (2013), « La médiation culturelle : pratiques et enjeux théoriques », *Culture & Musées* Hors-série « La muséologie : 20 ans de recherches », p. 139-163.

Charaudeau, P., (2011), *Les médias et l'information*, De Boeck Supérieur.

Felt, U.; Fouché, R.; Miller, C.A. ; Smith-Doerr, L. (dir.) (2017), *The Handbook of Science and Technology Studies*, Fourth Edition, MIT Press.

Gascoigne, Toss ; Schiele, Bernard ; Leach, Joan, & Riedlinger ; Michelle with Bruce V. Lewenstein ; Luisa Massarani ; Peter Broks (dir.) (2020), *Communicating Science. A Global Perspective*, ANU Press: Canberra.

Gingras, Y., (2016), *Sociologie des sciences*, PUF, QSJ.

Jurdant, Baudouin, (2009), *Les problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique*, Lyon : Éditions des archives Contemporaines (collection « ERSTU »).

Le Marec, J. (dir.) (2010), *Les études de sciences : Pour une réflexivité institutionnelle*. Archives contemporaines : Cluster ERSTU, Enjeux et représentations de la science, de la technologie et de leurs usages.

Maillot, L. (2018), *La vulgarisation scientifique et les doctorants : mesure de l'engagement, exploration d'effets sur le chercheur*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Bourgogne Franche-Comté.

Minault, Bertrand (dir.) (2021), *Cartographie des actions conduites par les établissements d'enseignement supérieur (universités et écoles) en matière de relations entre sciences et société*, Paris : Rapport au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Nowotny, H. ; Scott, P.; Gibbons, M., 2001. *Re-thinking Science ; Knowledge and the Public in an Age of Uncertainty*, Cambridge, Polity Press

Ricoeur, P., (1988), « L'identité narrative », *Esprit*, n° 140-141, pp.295-304.

ANNEXES

Identifiant	Sexe	date entretien	Etablissement	Age	Statut	Discipline
A1	F	03/10/2022	UQO	50	Professeuse	Didactique de la géographie
A2	M	05/10/2022	UQAM	29	Post-doc	Histoire et STS
A3	F	12/10/2022	UQAM/Musée de la Pointe-à-Callière		Conservatrice	Archéologie
A4	M	12/10/2022	UQAM	71	Professeur	Géographie
A5	M	13/10/2022	UQAM	56	Professeur	Journalisme
A6	F	14/10/2022	UQAM	46	Professeuse	Economie sociale et solidaire
A7	M	17/10/2022	TELUQ	52	Professeur	Histoire du Québec
A8	M	18/10/2022	UQAM	61	Professeur	Education spécialisée
A9	F	19/10/2022	Univ.Laval	48	Professeuse	Didactique des sciences
A10	M	20/10/2022	Univ.Ottawa	38	Enseignant contractuel	Histoire des sciences
A11	F	21/10/2022	UQAM	42	Professeuse	Psychologie
A12	M	13/01/2023	UQAM	43	Professeur	Information-Communication
A13	M	25/01/2023	UQTR	44	Professeur	Histoire
B1	M	01/12/2022	UT2J	43	Maître de conférences	Histoire
B2	M	02/12/2022	UT2J	38	Docteur	Archéologie préhistorique
B3	F	05/12/2022	UT2J	63	Professeuse	Histoire antique
B4	M	06/01/2023	UT2J	52	Professeur	Archéologie préhistorique
B5	F	06/01/2023	UT2J	60	Professeuse	Sciences éducation
B6	F	10/01/2023	UT2J	50	Maîtresse de conférences	Sociologie du tourisme
B7	F	12/01/2023	UT2J	52	Professeuse	Sociologie
B8	F	12/01/2023	UT2J	61	Professeuse	Histoire
B9	M	12/01/2023	UT2J	47	Professeur	Histoire culturelle américaine
B10	F	12/01/2023	UT2J	46	Professeuse	Anglais
B11	F	17/01/2023	UT2J	50	Professeuse	Psychologie clinique
B12	M	17/01/2023	UT2J	44	Maître de conférences HDR	Géographie et aménagement
B13	F	17/01/2023	UT2J	56	Maîtresse de conférences HDR	Economie
B14	F	26/01/2023	UT2J	45	Professeuse	Histoire antique

La médiation scientifique dans l'enseignement supérieur et au sein des organismes de recherche : des enjeux de positionnement et d'identités professionnelles

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Erika Riberi

Erika Riberi est enseignante-chercheuse à la Faculté des sciences d'Aix-Marseille Université et à l'Institut Méditerranéen des Sciences de l'Information et de la Communication (IMSIC, Aix-Marseille Université - Université de Toulon). Ses recherches portent sur les rapports sciences-société, la médiation scientifique, la communication environnementale et le journalisme. Erika.riberi@univ-amu.fr

Plan de l'article

Résumé et mots clés en français
Title, abstract and keywords in english
Titulo, resumen y palabras clave en español
Introduction
Pratiques et représentations
Des obstacles
Conclusion
Notes
Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Depuis quelques années, la communauté scientifique se voit particulièrement incitée à investir la question des rapports sciences-société. Historiquement, pourtant, les structures et les actions qui y sont dédiées se sont développées en dehors des murs des universités et des organismes de recherche. À partir de deux terrains de recherche, cet article analyse les représentations de la médiation scientifique qu'ont les personnels de recherche. En identifiant à partir de celles-ci un certain nombre d'obstacles à une meilleure prise en compte des activités de médiation dans les pratiques et l'identité professionnelle des personnels de recherche, il montre que l'un des enjeux des universités et des organismes de recherche vis-à-vis de la relation entre sciences et société réside dans la construction d'un véritable positionnement sur ces questions, qui parvienne à impliquer pleinement la communauté scientifique.

Mots-clés

Médiation scientifique ; culture scientifique ; rapports sciences-société ; université ; recherche

TITLE

Science and society: Issues of Positioning and Professional Identity in Higher Education and Research

Abstract

In recent years, French scientific community has been particularly encouraged to invest in science-society issues. Historically, however, the structures and actions dedicated to these issues have developed in France outside of universities and research organizations. Based on two research fields, this article explores and aims to better understand the representations held by research staff of what it is called in France “*médiation scientifique*”. By identifying, from these representations, several obstacles to better integrating this activity into the professional identity and practices of research staff, it highlights that one of the challenges for universities and research institutions in the relationship between science and society remains the construction of a genuine position on this issue, one that fully engages the scientific community.

Keywords

Science-society issues; dissemination; public research ; university

TÍTULO

Divulgación científica: cuestiones de posicionamiento e identidad profesional en la educación superior y la investigación

Resumen

En los últimos años, la comunidad científica francesa se ha visto especialmente animada a abordar la cuestión de las relaciones entre ciencias y sociedad. Sin embargo, históricamente, las estructuras y acciones dedicadas a esas problemáticas se han desarrollado fuera de los muros de las universidades y de los centros de investigación. A partir de dos campos de investigación, este artículo cuestiona y busca comprender mejor las representaciones que tienen los investigadores de lo que se llama en Francia la “*médiation scientifique*”. Al identificar a partir de estas representaciones varios obstáculos para una mejor integración de esta actividad en las prácticas y la identidad profesional del personal investigador, demuestra que uno de los desafíos que enfrentan las universidades y los organismos de investigación respecto al vínculo entre la ciencia y la sociedad es la construcción de una postura sobre esta cuestión que logre involucrar de verdad a la comunidad científica.

Palabras clave

Divulgación científica ; universidad ; investigación

INTRODUCTION

Reconnaître la relation sciences-société « comme une dimension à part entière de l’activité scientifique » et faire en sorte qu’elle prenne « toute sa place dans la carrière des chercheurs et la vie des institutions » : telle est l’ambition de la loi de programmation de la

recherche du 24 décembre 2020, dite LPR, qui affirme ainsi vouloir faire « du développement des interactions entre sciences, recherche et société un objectif prioritaire » (site du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation¹ [MESRI]).

Si elle semble par-là prendre une dimension nouvelle, cette volonté politique n'est pourtant pas inédite, et résulte plutôt d'un intérêt grandissant qu'il est au moins possible de faire remonter à la loi d'orientation de la recherche du 16 juillet 1982, qui inscrit « dans la mission assurée par les métiers de la recherche “la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique dans toute la population” » (Las Vergnas, 2011, p. 20).

Par ailleurs, et comme le prédisait O. Las Vergnas, l'appellation « sciences en société » (ou ses différentes déclinaisons) semble s'être finalement généralisée (Las Vergnas, 2016), sans pour autant faire disparaître, dans les usages et dans les textes, d'autres expressions encore largement employées, comme celles de culture scientifique et technique, de médiation scientifique ou de vulgarisation. Ainsi que l'ont souligné plusieurs auteur·es (Bergeron, 2016 ; Las Vergnas, 2016), ces évolutions et ces concurrences terminologiques ne sont pas neutres : elles témoignent plus profondément de changements, autant sociaux qu'épistémologiques, qui ont très largement interrogé et « affecté le statut socio-politique et culturel des sciences » (Jurdant, 2009) ces quatre dernières décennies. L'idée d'une science parfaitement autonome et produite en dehors de toute contingence sociale et politique a plus particulièrement été remise en question à partir des années 1970 par les tenants de la sociologie des sciences (Gingras, 2020), ce qui amène également, par extension, à interroger la nature et les modalités des rapports entre sciences et société.

Ainsi, dans un contexte social marqué par des discours s'alarmant d'une montée de la défiance envers la science qui, s'ils ne sont pas nouveaux, continuent de se répéter (Las Vergnas, 2011), il est intéressant de remarquer que le programme développé dans la LPR autour d'une thématique désormais nommée « science avec et pour la société » met l'accent, dans la rhétorique déployée, sur le rôle et l'utilité sociaux de la recherche scientifique plutôt que sur (uniquement) le développement d'une culture scientifique des publics. Surtout, elle entend placer au cœur de ce programme et de cette thématique à la fois les chercheur·ses et les institutions scientifiques dont ils dépendent.

Or cet investissement est loin d'aller de soi. Si, effectivement, la diffusion des savoirs scientifiques à la société est inscrite juridiquement dans les missions des personnels de recherche depuis longtemps et que des services dédiés à la médiation scientifique existent généralement dans les établissements d'enseignement supérieur et dans les organismes de recherche, les structures et les actions qui y sont dédiées, comme les professions qui s'y consacrent, se sont historiquement développées en dehors de ceux-ci. Des auteur·rices rappellent ainsi, par exemple, le rôle de structures comme la Cité des sciences ou le Palais de la découverte dans l'émergence et la reconnaissance à la fois de la notion de médiation scientifique et du métier qui lui est associé : celui de médiateur scientifique (Bergeron, 2016 ; Las Vergnas, 2016). D'autres, encore, soulignent les stratégies ambivalentes des universités vis-à-vis de l'émergence des centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI), structures indépendantes qui, certes, permettent de déployer des actions sur des territoires qui dépassent les campus universitaires mais qui, dans le même temps, ont pour conséquence de confier à un acteur-tiers la mission de diffusion de culture scientifique théoriquement dévolue aux universités et structures de recherche (Bordeaux, Chambru, 2020).

Dans ce contexte, et face à la volonté de « réinvestissement des universités et des organismes de recherche sur le terrain de la culture scientifique » que M.-C. Bordeaux et M. Chambru observaient déjà en 2020 et qui s'est trouvée d'autant plus confirmée par les orientations de la LPR, les deux auteurs s'interrogent sur les conditions nécessaires pour que les universités et centres de recherche « deviennent des act[eur·rices] du dialogue entre sciences et citoyens » (Bordeaux, Chambru, 2020).

Dans cette perspective, s'il est possible de citer le rapport ministériel s'employant à établir

la *Cartographie des actions conduites par les établissements d'enseignement supérieur (universités et écoles) en matière de relations entre science et société* (Minault et al., 2021), peu de littérature existe à l'heure actuelle sur la place, l'intégration ou la structuration des activités de médiation scientifique dans les établissements d'enseignement supérieur ou au sein des organismes de recherche. En revanche, plusieurs enquêtes et études, en France et à l'étranger, se sont déjà intéressées aux pratiques de médiation scientifique par les personnels de recherche, comme le développe L. Maillot, qui revient sur une vingtaine d'enquêtes publiées sur ces questions entre 1970 et 2014 (Maillot, 2018). Peu de données récentes existent en revanche sur la participation effective des personnels de recherche français dans les activités de médiation scientifique. Dans cette perspective, il convient de citer l'étude de P. Jensen et d'Y. Croissant qui date de 2007 et qui concluait que, sur l'ensemble des chercheur·ses CNRS, environ 70% d'entre eux ne réalisaient aucune action de médiation scientifique une année donnée, et 3% de chercheur·ses très dynamiques accomplissaient 30% de l'ensemble des actions du centre de recherche public sur un an (Jensen, Croissant, 2007). De plus, peu d'études récentes se sont intéressées, en amont des pratiques, aux représentations des personnels de recherche de la médiation scientifique et, plus largement, à celles des rapports sciences-société. Par représentations, il est ici fait référence à des ensembles d'idées et de croyances socialement construites qui circulent et qui peuvent être exprimées à travers des discours situés. Or, les sciences sociales ont depuis longtemps montré qu'« en tant que systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres, elles orientent et organisent les conduites et les communications sociales », tout comme elles peuvent intervenir « dans la diffusion et l'assimilation des connaissances, le développement individuel et collectif, la définition des identités personnelles et sociales, l'expression des groupes, et les transformations sociales » (Jodelet, 2003). Dès lors, il devient possible, par l'étude des représentations, d'analyser si celles-ci sont plus ou moins propices à un changement de pratiques ou à une transformation sociale (Jodelet, 2003).

C'est dans cette perspective de recherche que s'inscrit cet article parce qu'ils et elles sont producteur·rices de connaissances, et au-delà des incitations grandissantes présentées précédemment, la question des conditions et des modalités de participation des acteur·rices de la recherche au dialogue entre sciences et société se pose, et par extension, en amont, celle de la manière dont ils et elles se représentent ces questions. En ce sens, l'objectif de cet article sera de répondre à la question de recherche suivante : comment les personnels de recherche se représentent-ils la médiation scientifique et les enjeux qui y sont associés ? Par extension, est-il possible d'identifier, à partir de ces représentations, certaines conditions nécessaires pour qu'ils puissent s'imposer comme de véritables acteurs du dialogue et des débats relatifs aux sciences dans la société ?

L'article se situe ainsi dans une démarche compréhensive à visée pragmatique (Dewey, 1938), considérant que le·la chercheur·se peut assumer la fonction sociale de la recherche menée en ouvrant des pistes de réflexion et d'actions collectives liées aux dynamiques étudiées. Ce positionnement est particulièrement favorisé du fait de l'appartenance de l'autrice à la communauté scientifique et de la proximité qu'elle a avec l'objet de recherche, en raison notamment de ses enseignements dans le Master de médiation scientifique en environnement d'Aix-Marseille Université². Cependant, il exige pour les mêmes raisons une posture réflexive particulièrement soutenue dans tous les aspects de la recherche, qui s'est traduit ici par une approche méthodologique plurielle et réflexive.

PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS

Pour répondre à la question de recherche posée, l'article se fondera ainsi sur deux terrains. Il s'appuiera tout d'abord sur les résultats du projet de recherche-action ReduRisk (février 2022-juillet 2023), lauréat du programme pluriannuel d'appels à projets pour la promotion de la CSTI, de la médiation et des sciences participatives, mis en place dans la continuité de

la LPR. Ce projet interdisciplinaire et intersectoriel avait pour objectif de proposer un dispositif de médiation scientifique relatif au développement de la culture du risque incendie. Il incluait une approche collective réflexive qui a donné lieu à 23 entretiens qualitatifs en début et en fin de projet, dont une partie était consacrée à la médiation scientifique. L'objectif était de mieux comprendre la manière dont les différents partenaires se représentaient dans le temps leur participation au projet, en les engageant à se placer dans une position qui peut se rapprocher de celle d'« observateur participant interne » (Lapassade, 2016, p. 397). Les résultats de ces entretiens ont été exploités à partir d'une grille d'analyse thématique et comparative (début vs fin du projet). Pour cet article, seules les réponses des partenaires du projet qui sont des personnels de recherche ont été prises en compte (15 entretiens).

Afin d'interroger ces résultats plus largement, un second terrain a également été développé par le biais d'une enquête par questionnaire qui a été menée auprès de sept unités mixtes de recherche (UMR) sous tutelle d'Aix-Marseille Université et, selon les cas, du CNRS, de l'IRD ou de l'INRAE. L'objectif était d'interroger et de mettre en regard les pratiques et les représentations qu'ont les personnels de recherche de la médiation scientifique, en particulier au sein de l'université et des organismes de recherche et en ce qui concerne la question des rapports entre sciences et société. Le questionnaire a été déployé en ligne en juillet 2024 auprès d'un laboratoire d'informatique (le LIS), de physique (le PIIM), de chimie (l'IRC), de mathématiques (l'I2M), de deux laboratoires d'écologie (l'IMBE et RECOVER) et d'un laboratoire interdisciplinaire de sciences humaines et sociales (MESOPOLHIS). 118 réponses au total ont été récoltées, soit un taux de participation de 7,5%.

Ce taux de participation donne d'emblée une portée limitée aux résultats obtenus. Dans la même perspective, l'analyse du profil des répondant-es souligne une très probable sur-représentation des personnels de recherche qui ont déjà participé à des actions de médiation scientifique (74,6%), une très large majorité d'entre eux le faisant par ailleurs régulièrement. S'il est possible que les chiffres issus de l'étude présentée précédemment de P. Jensen et d'Y. Croissant aient évolué (2007), il semble en revanche peu probable qu'ils se soient radicalement inversés, voire équilibrés. En ce sens, l'enquête montre certainement aussi la difficulté à recueillir les avis de ceux et celles que les deux auteurs nomment « la majorité silencieuse » (Jensen, Croissant, 2007, p. 4). Il s'agit sans nul doute d'une limite supplémentaire à prendre en compte dans l'analyse des résultats, qui met également en lumière la nécessité d'études renouvelées qui parviennent à un taux de participation suffisant pour être réellement représentatif des pratiques et des représentations des personnels de recherche français sur la question des rapports entre sciences et société.

Dans le cadre de cette étude, les résultats obtenus peuvent cependant, à défaut d'être suffisamment robustes pour prétendre à une réelle représentativité, donner un premier éclairage sur des tendances observées dans les réponses des enquêté-es. C'est dans cette perspective qu'ils seront finalement croisés avec ceux du projet ReduRisk et discutés plus largement dans une démarche de réflexivité nourrie de la littérature relative à la médiation scientifique, mais aussi des propres expériences de l'autrice de cet article en tant que chercheuse et enseignante.

DES OBSTACLES

Le croisement des différents résultats obtenus permet finalement de mettre en perspective, dans la manière dont les personnels de recherche se représentent les questions liées à la médiation scientifique, un manque de culture partagée qui vient s'ajouter à des obstacles déjà soulignés dans la littérature, ainsi qu'une prise en compte de la médiation scientifique comme mission du/de la chercheur-se inégale et une faible connaissance du métier de médiateur·rice scientifique. Ces quatre points seront successivement traités.

Un manque de culture partagée

Depuis son apparition dans les années 1980 (Las Vergnas, 2016), le terme de médiation scientifique s'est progressivement imposé dans le vocabulaire lié à la thématique des rapports sciences-société, comme en témoignent la création récente d'une médaille du CNRS ou de chaires à l'institut universitaire de France (IUF). Pour autant, la circulaire relative à l'appel à candidatures pour la promotion 2025 des membres de cette institution juge nécessaire d'explicitier « comment comprendre [la] notion [...] de médiation scientifique » (site de l'IUF³), témoignant par-là du flou définitionnel qui entoure encore la notion. C'est en tout cas ce qu'ont montré les entretiens menés au début du projet ReduRisk, qui se trouvent largement confirmés par les résultats de l'enquête. Ainsi, comme un partenaire de ReduRisk admet que « ce n'est pas un terme qu'[il] utilise, ou qu'[il] utilisai[t] avant ce projet » (enquête 6 [E6]), seul·es 57,6% des répondant·es à l'enquête disent en être familiers, et seulement 35,6% l'utilisent. Or, comme nous l'avons vu, une très large majorité affirme avoir déjà participé à des actions de médiation scientifique, celles-ci ayant été largement entendues, dans le cadre de l'enquête, comme « tout type d'action visant à diffuser de manière accessible des savoirs issus de la recherche scientifique à la société ».

Cette définition ne va pourtant pas de soi et semble plus particulièrement en concurrence avec une deuxième approche de la médiation scientifique, plus restrictive, qui la limite aux seules actions impliquant une interaction avec les publics. Ainsi, par exemple, alors que l'institut de France engage à considérer largement la médiation scientifique comme un « projet visant à développer les relations entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et la société » (site de l'IUF), les auteurs de la *Cartographie* précédemment mentionnée considèrent quant à eux la médiation scientifique comme un type d'actions « dans lesquelles le public est impliqué dans le dispositif de transmission des savoirs », par opposition aux actions de diffusion (communication ou vulgarisation scientifiques) et aux démarches de sciences participatives (Minault *et al.*, 2021, p.5).

Cette tripartition, qui n'est pas sans rappeler les différentes formes de démocratie technique⁴ identifiées par M. Callon (Callon, 1998), n'est, là encore, pas unanimement partagée. A. Bergeron, par exemple, replace plutôt l'émergence de la médiation scientifique dans l'histoire des multiples tentatives de remplacement du terme de vulgarisation (Bergeron, 2016). Si, comme indiqué en introduction, de nombreux travaux ont souligné les enjeux autour de ces évolutions terminologiques, il en résulte cependant une multiplicité d'usages parallèles qui brouille aujourd'hui certainement la visibilité et la compréhension des actions, postes, services et missions liés aux relations sciences-société... Sans que ces tentatives aient, semble-t-il, réellement abouti, le terme de « vulgarisation » s'imposant encore très largement comme le plus familier (95,8%) et le plus utilisé (84,8%) par les personnels de recherche ayant participé à l'enquête.

Dans tous les cas, ce que le croisement de ces différents résultats met en exergue, c'est l'existence d'une première difficulté concernant le positionnement des personnels et des institutions de recherche dans les relations sciences-société : le manque d'une culture partagée et, par extension, la nécessité de mieux définir collectivement ce dont il est question dès qu'il s'agit d'investir ces thématiques, comme le suggère d'ailleurs l'un des partenaires de ReduRisk (E2) :

Au-delà de la médiation scientifique, vraiment, vraiment, je pense que [ce dont il y a besoin], c'est définir de quoi on parle quand on parle de communication des sciences. C'est vraiment pour moi le premier point. Parce qu'en fait, ça sert à rien de commencer à parler de médiation si on ne sait même pas où on se situe, on ne sait même pas les mots qu'on utilise.

D'autres obstacles déjà largement soulignés

Comme le synthétisent F. Crettaz von Roten et O. Moeschler, les principaux obstacles généralement cités par les chercheur·ses sont « le manque de temps, de moyens, d'intérêt

de la part du public, de compétences en la matière des scientifiques, l'absence de valorisation dans l'évaluation de la carrière et la dévalorisation aux yeux des pairs » (Crettaz von Roten, O. Moeschler, 2010, p. 49). Deux facteurs se détachent significativement dans les résultats obtenus : le manque de temps des personnels de recherche, puisque 93,2% le considèrent comme un obstacle à la progression des activités de médiation scientifique dans les structures de recherche et, ensuite, le manque de valorisation dans les carrières (86,44%). Si, comme le note A.-H. Le Gall, il est possible de percevoir depuis peu une inflexion des organismes et des structures de recherche (Hcéres) tendant à mieux prendre en compte les activités de diffusion des chercheur·ses, cette reconnaissance institutionnelle s'inscrit généralement dans le cadre des évaluations globales et collectives des structures (laboratoires, universités) (Le Gall, 2017), mais peu encore semble-t-il, du moins aux yeux des enquêté·es, dans la perspective de l'avancement des carrières individuelles.

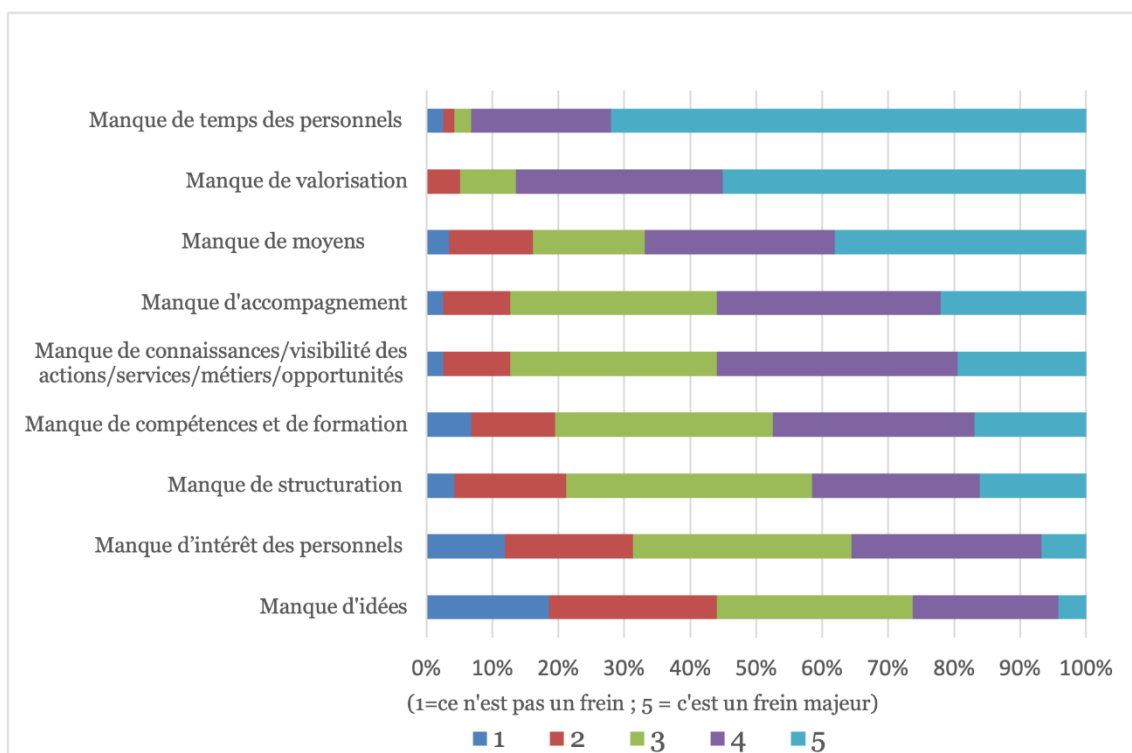


Figure 1 Perception des obstacles au développement de la médiation scientifique dans les universités et dans les organismes de recherche

Par ailleurs, alors que le manque de moyens apparaît de manière assez attendue dans les réponses, le manque de compétences des chercheur·ses n'apparaît dans les résultats de l'enquête qu'en sixième position, après le manque d'accompagnement et de connaissance ou de visibilité des actions, services, métiers et opportunités liés à la médiation scientifique (voir figure 1). Il est vrai qu'à peine 33,1% des personnes interrogées affirment être capables d'identifier les services et les personnes ressources en charge de la médiation scientifique dans leur organisme de rattachement (39,8% n'en sont pas capables, et 27,1% « à peu près capables »), alors même qu'une grande majorité des répondant·es affirment, comme nous l'avons vu, avoir déjà participé à des actions de médiation scientifique. Cette particularité résulte certainement de la manière dont se sont développées et continuent de s'organiser les actions de médiation scientifique à l'université et dans les organismes de recherche, à partir du volontariat et de l'engagement individuels des chercheur·ses plutôt qu'à partir d'une véritable structuration collective.

Une mission inégalement prise en compte

Comme nous l'avons rappelé en introduction, la diffusion de la culture scientifique fait officiellement partie des missions des personnels de recherche depuis 1982. Or, alors que

pour les partenaires de ReduRisk, la médiation scientifique relève clairement du rôle et de la responsabilité sociale des chercheur·ses, les résultats de l'enquête sont plus nuancés. Seuls 51,7% des répondant·es considèrent en effet la médiation scientifique comme faisant clairement partie des missions du chercheur·s. Dans les arguments avancés pour justifier leur positionnement, 35,6% des répondant·es estiment, comme les partenaires de ReduRisk, que la médiation scientifique entre dans les missions des chercheur·ses en termes de responsabilité sociale. Dans cette perspective, 10,6% d'entre eux soulignent plus particulièrement un retour nécessaire à la société du fait du financement public de la recherche scientifique, autre argument fréquemment rencontré dans la littérature. En revanche, seuls 4,8% des enquêté·es remarquent que la médiation scientifique fait statutairement partie des métiers de la recherche. 12,5% des répondant·es prennent quant à eux le soin de souligner que la médiation scientifique doit rester une activité facultative, au libre-choix des chercheur·ses.

Ce souhait est loin d'être anecdotique. Il souligne que « la diffusion de la culture scientifique, héritière des mouvements d'éducation populaire, reste largement tributaire des convictions des chercheurs » (Minault et al., 2021, p.6), reposant avant tout sur un engagement volontaire à l'échelle individuelle. Comme le soulignaient déjà P. Jensen et Y. Croissant en 2007, les activités de médiation scientifique dans les universités et dans les organismes de recherche sont ainsi largement « déterminée[s] par la disponibilité individuelle à consacrer une partie de son temps à cette activité, qui dépend vraisemblablement du temps que les activités "techniques", jugées prioritaires, laissent libre, du goût personnel, de la manière dont le chercheur ressent leur appréciation par sa hiérarchie, ses collègues, etc. » (Jensen, Croissant, p.12)

Faut-il pour autant rendre obligatoires les activités de médiation scientifique dans les carrières des chercheur·ses ? Peut-être faut-il en réalité déplacer la réflexion. C'est en tout cas ce qu'engage à faire un partenaire de ReduRisk (E6) :

[I]l faut une organisation collective. Il faut une préparation collective pour pouvoir faire la médiation scientifique avec les bonnes personnes dans ce collectif, pas avec tout le monde. Ce n'est pas la peine d'envoyer un chercheur répondre aux médias s'il va être nul ou s'il n'a pas du tout envie. [...] Il y a toute cette gamme dans la médiation qui fait que tout le monde n'est pas capable de tout faire. Mais par contre, la maison, c'est-à-dire l'institution, doit répondre.

En somme, il s'agirait de ne plus penser les activités de médiation scientifique à l'échelle strictement des personnels de recherche mais plutôt à celle des institutions. C'est en tout cas la conclusion à laquelle aboutissent également les auteurs en charge de la cartographie précédemment citée qui affirment que l'un des principaux enjeux est désormais « de passer d'une approche principalement militante à une démarche plus institutionnelle, davantage maîtrisée et pilotée » (Minault et al., 2021, p.22). Selon les auteurs de cette cartographie, cette transition peut se traduire à deux niveaux d'intervention et de pilotage. Le premier est stratégique, et une dynamique s'est engagée en ce sens ces dernières années, que ce soit par exemple par la création d'un label « Science avec et pour la société » par le MESRI ou par la constitution d'un réseau de vice-président·es culture scientifique et relations science société au niveau national.

Le second niveau est opérationnel, et concerne plus directement les personnels de recherche, dans la mesure où il s'agit de réfléchir au niveau d'organisation des actions de médiation scientifique à l'intérieur même des universités et des organismes de recherche. À l'heure actuelle, les institutions disposent généralement de services dédiés en partie ou en totalité à la médiation scientifique. Leurs rattachements sont toutefois divers, témoignant de la transversalité des questions sciences-société, qui en complexifient l'approche et rendent certainement difficiles une harmonisation au niveau national. Pour ne prendre que trois exemples à titre d'illustration, la cellule de culture scientifique d'Aix-Marseille Université est rattachée à la Direction de la Recherche et de la Valorisation, alors

que les équipes en charge de la médiation scientifique dépendent, à l'Université Grenoble Alpes, d'une Direction de la Culture et de la Culture scientifique. Quant à l'Inrae, il dispose quant à lui d'un pôle Sciences en société au sein d'une direction pour la Science ouverte, qui contribue « à la stratégie de médiation scientifique de l'institut en lien avec sa direction de communication » (site de l'Inrae). Par ailleurs, l'investissement de la médiation scientifique à la fois par les universités et par les organismes de recherche pose également la question de la coordination des actions entre leurs différents services, en particulier dans le cas des UMR (Unité Mixte de Recherche).

Tout cela contribue certainement à la difficulté d'identification des services dédiés précédemment soulignée, mais n'éclaire guère le niveau et le type de structure auxquels pourraient être organisées en priorité les actions de médiation scientifique. Une question qui, du fait de la situation qui vient juste d'être décrite, n'a pas de réponse simple, mais qui gagnerait certainement à être discutée avec les personnels de recherche, dès lors qu'ils sont considérés comme partie prenante du dialogue entre sciences et société. Dans cette perspective, c'est le niveau du laboratoire qui s'impose assez clairement dans les résultats de l'enquête menée (33,9%, voir figure 3), devant les universités et les organismes de recherche.

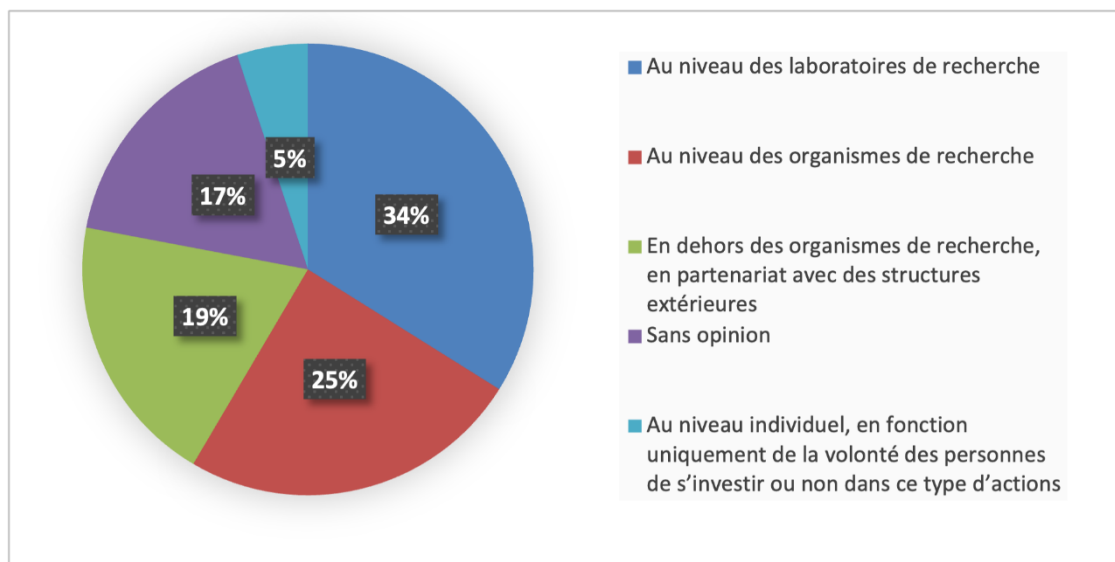


Figure 2 Percepton de l'échelle d'organisation à privilégier pour les actions de MS

Quant aux partenaires du projet ReduRisk, ils identifiaient eux aussi comme niveau d'intervention le laboratoire mais aussi le projet de recherche. Cette approche va dans le sens des divers financements d'actions de médiation scientifique émergeant tant au niveau de l'ANR (Agence nationale de la Recherche) que de structures de recherche ou d'universités (voir par exemple les appels spécifiques mis en place par l'ANR destinés aux lauréat·es des AAP génériques de 2018 à 2022). Ce mode de fonctionnement interroge toutefois, à la fois quant à la pérennité des postes et des financements, alors que le constat de la « faiblesse des dispositifs internes d'accompagnement et d'appui des porteurs de projet » a déjà été établi (Minault et al., 2021, p. 24), mais aussi sur la manière dont, à nouveau, ces projets s'articulent aux services et aux personnels de médiation scientifique déjà existants. Là encore, cette articulation rencontre des difficultés, notamment car elle suppose pour les personnels de recherche qui se saisissent de ces financements non seulement une bonne connaissance de ces services (ce qui, on l'a vu, est loin d'être acquis), mais aussi la (re)connaissance d'un métier somme toute encore récent : le/la médiateur·rice scientifique.

Un manque de (re)connaissance du métier de médiateur·rice scientifique

Il reste un dernier point à interroger : la place et le rôle des médiateur·rices scientifiques à l'université et dans les organismes de recherche. Ce métier se révèle en effet encore peu

connu des personnels de recherche. Ainsi, 45,8% des personnes ayant répondu à l'enquête ne le connaissaient pas. Les médiateur·rices scientifiques semblent donc encore occuper une place assez marginale dans les structures publiques d'enseignement supérieur et de recherche. Dans cette perspective, alors que 72,9% des répondant·es à l'enquête affirment que la place de la médiation scientifique dans les métiers et les structures de recherche publics est insuffisante, seul·es 43,2% d'entre eux/elles estiment en revanche que le nombre de médiateur·rices scientifiques n'y est pas suffisant. Plus intéressant encore, 36,4% d'entre eux/elles préfèrent ne pas se prononcer sur cette question, ce qui témoigne certainement d'une difficulté à évaluer leur présence dans les institutions dont ils/elles dépendent.

Le métier de médiateur·rice scientifique paraît également difficile à situer. Il faut dire que, dès le départ, le terme est apparu « pour désigner une profession en émergence qui [...] semblait devoir amalgamer plusieurs anciennes figures professionnelles liées à la vulgarisation, l'animation socio-culturelle, mais aussi à la communication scientifique et technologique, au partage des savoirs voire à la formation et à l'expression professionnelle » (Las Vergnas, 2016, p. 2). Cette transversalité, qui explique également la multiplicité des rattachements possibles dont il était précédemment question, se retrouve dans les représentations qu'en ont les personnels de recherche interrogés : alors qu'il est majoritairement perçu par les répondant·es à l'enquête comme faisant partie des métiers de la communication (65,3%), 57,6% le considèrent également comme un métier de la culture et 43,2% comme un métier de la recherche. D'ailleurs, il est aussi intéressant de remarquer que 44,9% d'entre eux/elles estiment que les médiateur·rices scientifiques doivent être rattachés à des services dédiés à la médiation scientifique ou aux rapports sciences-sociétés, loin devant les services de communication (17,8%) et de culture (3,4%), et même devant les laboratoires de recherche (19,5%), qui représentaient pourtant le niveau d'organisation privilégié des actions de médiation scientifique pour les enquêté·es. Peut-être est-ce une forme de reconnaissance intuitive de la spécificité d'un métier transversal non assimilable à d'autres postes dont il pourrait pourtant être perçu comme proche.

Par ailleurs, au-delà de cette complexité qui peut rendre l'identité professionnelle du médiateur·rice difficile à appréhender, sa raison même d'exister au sein des universités et des organismes de recherche est à interroger. En effet, si la médiation scientifique fait partie des missions des personnels de recherche, la présence de cet acteur supplémentaire est-elle réellement nécessaire ? L'exemple du projet ReduRisk est intéressant en ce sens. Les entretiens de fin de projet, en particulier, montrant une reconnaissance assez unanime de cette profession émergente, de ses compétences spécifiques et du temps nécessaire à la réalisation des tâches qui lui sont associées.

Pour autant, alors que, comme cela est d'ailleurs souligné dans les commentaires de plusieurs répondant·es de l'enquête, il pourrait être possible d'apparenter « la délégation de la communication à des professionnels [...] à une forme de désengagement » du/de la chercheur·se (Carlino, Molinatti, 2019, p. 22), les partenaires de ReduRisk envisagent, quant à eux, le travail du/de la médiateur·rice scientifique bien plus en termes de collaboration que de substitution ou d'effacement :

Donc, du coup, ce que j'envisage, [...] c'est des collaborations avec des gens qui font de la médiation pratique. Je pense que un ne va pas sans l'autre, parce que celui qui fait la médiation scientifique, il aura jamais l'intégralité de l'information scientifique parce que il ne fait pas la recherche pointue sur le sujet. Et vice versa. Moi, si je fais de la recherche pointue sur un certain sujet, je n'aurais pas toutes les billes pour faire de la médiation scientifique correcte, on va dire. (E5)

Cette tendance se retrouve dans les résultats de l'enquête. Sur la faible proportion des personnes ayant déjà été accompagnées par un·e médiateur·rice lors d'actions de médiation scientifique (24,6%), toutes sans exception reconnaissent des compétences au/à la médiateur·rice que le/la chercheur·se ne possède pas nécessairement, et ce à un niveau de pourcentage plus élevé (86,4%) que les personnes n'ayant jamais participé à ce type

d'actions (63,3%), ou l'ayant déjà fait, mais sans l'aide d'un·e médiateur·rice (61%). Ainsi, alors que, historiquement, « la montée en puissance de la notion de médiation appliquée au secteur de la [...] culture scientifique [...] est constamment liée à des questions de professionnalisation, qu'il s'agisse de reconnaître et valoriser les savoir-faire de professionnels en activité [...] ou de former les (futurs) professionnels [...] » (Bergeron, 2016, p. 5), il semble bien que ce soit la multiplication des collaborations des personnels de recherche avec les médiateur·rices qui permette la pleine reconnaissance de la plus-value et de la légitimité de cette profession.

CONCLUSION

Dans un contexte politique marqué par des mesures incitatives visant à favoriser l'investissement des personnels et des institutions scientifiques dans le dialogue sciences-société, l'article montre que les représentations des personnels de recherche de la médiation scientifique sont encore porteuses d'un certain nombre d'obstacles à une réelle prise en compte de la médiation scientifique dans l'activité scientifique, alors même que la majorité des personnes enquêtées en est plutôt familière pour l'avoir déjà pratiquée. De ce point de vue, la place des activités de médiation scientifique au sein des universités et des organismes de recherche semble donc encore loin d'être pleinement acquise. Le manque de culture partagée, l'inégale prise en compte de la médiation scientifique comme mission des personnels de recherche ou encore l'absence de (re)connaissance des métiers de la médiations scientifiques s'ajoutent à des problèmes identifiés depuis longtemps, tels que le sentiment d'un manque de temps, de moyens, de compétences ou encore de reconnaissance des activités de médiation scientifique dans les carrières individuelles.

Ainsi, l'un des enjeux des universités et des organismes de recherche vis-à-vis de la relation entre sciences et société réside dans la construction d'un véritable positionnement sur cette question, qui puisse aussi impliquer pleinement les personnels de recherche. S'ils demandent à être prolongés et confirmés dans des recherches plus conséquentes et représentatives, les résultats présentés et discutés ici suggèrent toutefois que, au-delà des mesures et moyens actuellement mis en place, il ne sera sans doute possible d'y parvenir sans travailler également, au sein de la communauté scientifique, au développement d'une culture relative à la médiation scientifique. Un travail de clarification sur les usages terminologiques, les objectifs et les types d'actions de médiation scientifique, ou encore la création d'espaces de formation et de réflexion collective qui puissent générer de vrais lieux d'échange et d'acculturation sont par exemple tout autant nécessaires pour parvenir à une meilleure prise en compte de la médiation scientifique par les personnels de recherche dans leurs pratiques et leur identité professionnelles.

NOTES

¹ « Science avec et pour la société » : La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Frédérique Vidal présente les mesures issues de la loi de programmation de la recherche (s. d.), enseignementsup-recherche.gouv.fr, consulté le 15 avril 2024, <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/science-avec-et-pour-la-societe-la-ministre-de-l-enseignement-superieur-de-la-recherche-et-de-l-47004>

² L'intitulé exact est : Master « information et médiation scientifique et technique », parcours « Information et médiation scientifique en environnement »

³ Devenir membre de l'IUF - Institut Universitaire de France (s. d.), iufance.fr, consulté le 1er octobre 2024, <https://www.iufance.fr/devenir-membre-de-liuf.html>

⁴ Modèle de l'instruction publique, du débat public et de la co-production des savoirs.

⁵ Cette différence est certainement à mettre en lien avec le profil des chercheur·ses du

projet ReduRisk, qui peut favoriser une sensibilité à la médiation scientifique (recherches appliquées, thématiques en lien avec les rapports sciences-sociétés ou expériences professionnelles en dehors du monde de la recherche).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bergeron, Andrée (2016), « Médiation scientifique, retour sur la genèse d'une catégorie et ses usages », *Arts et Savoirs*, n° 17 [en ligne], consulté le 6 oct. 2024, <https://doi.org/10.4000/aes.876>

Bordeaux, Marie-Christine ; Chambru, Mikaël (2020), « L'université, des liens à construire entre sciences et citoyens : évidence ou défi? », « *Horizons publics, Hors-série Citoyenneté et innovation : l'université Grenoble Alpes au cœur des grands débats de société*, [en ligne] consulté le 6 oct. 2024, <https://www.horizonspublics.fr/education/luniversite-des-liens-construire-entre-sciences-et-citoyens-evidence-ou-defi>

Callon, Michel (1998), « Des différentes formes de démocratie technique », *Annales des Mines/Responsabilité & Environnement*, n°9, p. 63-73.

Carlino, Vincent ; Molinatti, Grégoire (2020), « Traces numériques et engagement du chercheur : Contribution à une éthique de la communication en régime de controverse », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n° 20/2 [en ligne], consulté le 7 oct. 2024, <https://shs.cairn.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2019-2?lang=fr>

Crettaz von Roten, Fabienne ; Moeschler, Olivier (2010), « Les relations entre les scientifiques et la société », *Sociologie*, n°1, vol. 1, p. 45-60 [en ligne], consulté le 6 oct. 2024, <https://doi.org/10.3917/socio.001.0045>

Dewey, John (1938), *Logic, the theory of inquiry*, New York : H. Holt and Company.

Gingras, Yves (2020), *Sociologie des sciences*, Paris : Presses Universitaires de France, également [en ligne], consulté le 5 février 2025, <https://doi.org/10.3917/puf.gingr.2020.01>

Jodelet, Denise (dir.) (2003), *Les représentations sociales*, Paris : Presses Universitaires de France, également [en ligne], consulté le 5 février 2025, <https://shs.cairn.info/les-representations-sociales--9782130537656>

Jensen, Pablo ; Croissant, Yves (2007), « Activité de vulgarisation des chercheurs CNRS : un état des lieux », *Journal of Science Communication*, vol.6, n°3 [en ligne], consulté le 6 oct. 2024, <https://jcom.sissa.it/article/230/gallery/334/download/>

Jurdant, Baudoin (2009), *Communication scientifique et réflexivité*, science-societe.fr, consulté le 6 oct. 2024, <https://science-societe.fr/audouin-jurdant-intervention-communication-scientifique-et-reflexivite-2009/>

Lapassade, Georges (2016), « Observation participante » (p. 392-407), in Barus-Michel, Jacqueline ; Enriquez, Eugène ; Lévy, André (dir.), *Vocabulaire de psychosociologie*, Toulouse : Erès, également [en ligne], consulté le 6 oct. 2024, <https://www.cairn.info/vocabulaire-de-psychosociologie--9782749229829-page-392.htm>

Las Vergnas, Olivier (2011), « L'institutionnalisation de la "culture scientifique et technique", un fait social français (1970 - 2010) », *Savoirs*, vol.3, n°27, p. 9-6, [en ligne], consulté le 6 oct. 2024, <https://doi.org/10.3917/savo.027.0009>

Las Vergnas, Olivier (2016), « De la médiation scientifique aux sciences dans la société, 30 ans d'ambiguïtés de l'action culturelle scientifique » (p. 177-187), in Serain, Fanny ; Vaysse, François ; Chazottes, Patrice ; Caillet, Élisabeth (dir.), *La médiation culturelle : Cinquième roue du carrosse*, Paris : L'Harmattan

Le Gall, Alain-Hervé (2017), « Le paysage de la "culture scientifique, technique et

industrielle” en France : Les acteurs de la médiation scientifique » (p. 201-223), in Netzer, Michel (dir.), *Les sciences en bibliothèque*, Paris : Éditions du Cercle de la Librairie, également [en ligne], consulté le 6 oct. 2024, <https://doi.org/10.3917/elec.netz.2017.01.0201>

Maillot, Lionel (2018), *La vulgarisation scientifique et les doctorants : Mesure de l’engagement, exploration d’effets sur le chercheur*, thèse de doctorat en Sciences de l’information et de la communication, Université Bourgogne Franche-Comté.

Minault, Bertrand ; Gicquel, Rémy ; Van de Weghe, Pierre (2021), Cartographie des actions conduites par les établissements d’enseignement supérieur (universités et écoles) en matière de relations entre science et société, rapport n°2021-065 [en ligne], consulté le 6 oct. 2024,

https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/imported_files/documents/IGESR-Rapport-2021-065-Cartographie-actions-etablissements-ESR-relations-science-societe_1406429.pdf

Outreach, ou la construction « légitime » du positionnement des grands groupes de l'édition scientifique dans le champ de la communication des sciences

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Chérifa Boukacem Zeghmouri

Chérifa Boukacem-Zeghmouri est Professeure en SIC à l'Université Claude Bernard Lyon 1, membre du laboratoire ELICO et responsable du Master Information et Médiation Scientifique (IMST). S'appuyant sur le cadre théorique des industries culturelles et créatives, ses travaux analysent les transformations des formes de production, de circulation, d'évaluation et de légitimation de la recherche scientifique

Plan de l'article

Introduction

La communication des sciences, espace d'extension des luttes pour les grands groupes de l'édition scientifique ?

De l'Impact au Societal Impact

Du Societal Impact à l'Outreach

Outreach : source de distinction et de légitimation pour les grands groupes de l'édition scientifique

Nature et The Lancet comme études de cas

Décrypter les lignes éditoriales et leurs stratégies

The Lancet : cibler la légitimité

Nature : transposer le prestige dans la sphère publique

Conclusion et perspectives de recherches

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Le texte vise à rendre compte de la manière dont la restructuration du secteur de la publication autour des modèles ouverts et des plateformes numériques a conduit les grands groupes de l'édition scientifique à envisager le champ de la communication des sciences comme une extension du champ de la communication scientifique pour leurs luttes de domination et de légitimation. L'exemple des revues The Lancet et Nature, respectivement médicale et généraliste, et leurs stratégies éditoriales sur leurs comptes de réseaux sociaux grand public, montre la variété, la richesse et la complexité des contenus diffusés, au service d'une médiation socio-scientifique, qui fidélise un vivier de lecteurs et d'auteurs, mais qui permet aussi de se démarquer et de se distinguer vis-à-vis de leurs concurrents.

Mots clés

Communication des sciences, communication scientifique, diffusion des savoirs, éditeurs scientifiques, publication scientifique, médiation socio-scientifique, stratégies d'acteurs.

OUTREACH. THE "LEGITIMATE" POSITIONING OF BIG PUBLISHERS WITHIN THE FIELD OF SCIENCE COMMUNICATION

Abstract

This paper aims to shed light on how the restructuring of the publishing sector around open models and digital platforms has led the major scientific publishing groups to see the field of science communication as an extension of the field of scientific communication in their struggle for domination. Through two iconic use cases, *The Lancet* and *Nature*, this research provides insights on the variety, richness and complexity of the contents produced on their social networks for the public, in the service of socio-scientific mediation, which not only builds legitimacy among a pool of readers and authors, but also enables them to stand out from their competitors on the market.

Keywords

Science Communication, Scholarly Communication, Outreach, Publishers, Scholarly Publishing, Socio-scientific Mediation, Stakeholders Strategies.

TÍTULO

Divulgación: el posicionamiento «legítimo» de los principales grupos editoriales científicos en el ámbito de la comunicación científica

Resumen

Este trabajo pretende arrojar luz sobre cómo la reestructuración del sector editorial en torno a modelos abiertos y plataformas digitales ha llevado a los grandes grupos editoriales científicos a considerar el campo de la comunicación de la ciencia como una extensión del campo de la comunicación científica en su lucha por el dominio. A través de dos casos de uso emblemáticos, *The Lancet* y *Nature*, esta investigación aporta datos sobre la variedad, riqueza y complejidad de los contenidos producidos en sus redes sociales para el público, al servicio de la mediación socio científica, que no sólo fideliza a un conjunto de lectores y autores, sino que les permite diferenciarse de sus competidores en el mercado.

Palabras clave

Comunicación científica, Comunicación académica, Divulgación, Editores, publicación académica, Mediación socio científica, Estrategias.

INTRODUCTION

Sous-filière du livre, la publication scientifique a connu ces trente dernières années de grandes évolutions, liées au numérique, à la diversification de ses modèles d'affaires, et à l'adoption du libre accès (*Open Access*- OA). Dans ce contexte, la fin du monopole de la diffusion pour les éditeurs scientifiques (*Publishers*) a représenté une étape importante. Dans le même temps, la publication scientifique traverse une crise sans précédent. Elle est liée à la légitimité même des éditeurs, du statut de leurs contenus et des modèles d'affaires qu'ils proposent. La pérennité du modèle de la revue, comme vecteur de diffusion de l'information scientifique, est mise en doute. L'intégrité du système de la communication scientifique entre pairs est en question, vis-à-vis des phénomènes de la prédation, de la fraude, ou de l'entrée en jeu des IA génératives dans les modes de production. L'hypothèse de la caducité de la revue comme modèle de communication scientifique est régulièrement discutée dans la communauté des spécialistes (Hanson, 2024, p.830) (Boukacem-Zeghmouri,

2021, p. 4), mais également dans les médias¹, qui interrogent le coût et le devenir de ce système.

Or, le déploiement à grande échelle de l'OA qui participe désormais aux régulations de la publication scientifique (Shu, 2024, p. 523) représente aussi pour les grands groupes de l'édition scientifique internationale dite « STM » (pour scientifique, technique et médicale) un levier pour explorer la possibilité de toucher la sphère sociale. Cette démarche est encore en préfiguration pour ces acteurs qui sortent du giron de la communication scientifique entre pairs et cherchent par le levier de l'OA à déborder sur la communication des sciences, pour toucher l'« agora » (Nowotny, 2003, p. 52). Elle est intéressante car elle permet d'observer que les éditeurs STM veulent réinvestir la diffusion, dans sa dimension sociale et grand public. Le terme « grand public » n'est pas défini par ces acteurs qui l'utilisent comme un « *umbrella term* », sans distinction des catégories de publics qu'ils recouvrent : professionnels, étudiants, chercheurs, amateurs, internautes.

La littérature qui documente les stratégies des grands groupes historiques de l'édition scientifique (*Elsevier, Springer Nature, Wiley* ...) ne traite pas de leurs stratégies vers la sphère sociale, pourtant très éclairante. Cette question donne à voir la complexité à l'œuvre de ces processus inédits de production de valeur par les *Publishers*, à l'ère de l'OA, qui sont désormais dans la nécessité d'intervenir dans un domaine extérieur à celui de la communication scientifique pour ré-affirmer leur rôle et pour mieux légitimer leurs contenus. Les luttes déployées par les *Publishers* dans le champ de la communication scientifique - imbriqué dans le champ scientifique (Bourdieu, 1976) - se prolongent dans le champ de la communication des sciences et y interviennent pour produire de la reconnaissance et de la légitimité sociale de leur rôle et de leurs contenus.

Dès lors, peut-on observer dans les activités développées par les *Publishers* pour toucher le grand public, la manifestation des luttes et enjeux de pouvoir pour la médiation ou la communication des sciences ? Peut-on la formaliser comme un champ autonome ou bien s'agit-il d'une extension du champ de la communication scientifique ? Ensuite, comment les *Publishers* historiques cherchent-ils à développer une activité et un rôle de contextualisation sociale des contenus scientifiques qu'ils produisent vers le grand public, notamment l'audience de leurs comptes de réseaux sociaux ?

Nos questions de recherches abordent ici les activités récentes des *Publishers* qui cherchent à élargir à une médiation socio-scientifique, mais aussi à un rôle en préfiguration - presque en « test » - dans le champ de la communication des sciences, exploré via leurs plateformes de réseaux sociaux grand public. L'article vise ainsi, par une analyse socio-économique et par des méthodes numériques, à éclairer la façon dont la question de la communication des sciences représente aujourd'hui un champ de luttes pour différents acteurs, dont les *Publishers* STM. Il donne également à voir les questions traitées dans les enseignements d'une formation de Master d'information et de médiation scientifique, et les travaux de ses étudiant.e.s (Ronzon, 2023).

LA COMMUNICATION DES SCIENCES, ESPACE D'EXTENSION DES LUTTES POUR LES GRAND GROUPES DE L'ÉDITION SCIENTIFIQUE ?

Les grands groupes de l'édition scientifique se sont intéressés au champ de la communication des sciences dès lors que les communautés de chercheurs ont rejoint les réseaux sociaux numériques et y ont développé des pratiques (Arènes, 2015). Cet intérêt rejoint celui des agences de moyens, qui financent la recherche et qui souhaitent une forme de « retour sur investissement » des travaux qu'elles soutiennent, ces pratiques étant présentées comme relatives à l'*Impact*.

La première modalité de la communication des sciences est celle des publications produites

par les projets (aussi nombreuses que possibles, les mieux indexées, générant le nombre de citations le plus élevé), souvent accessibles uniquement par abonnement, et restant par ailleurs trop spécialisées pour le grand public. La seconde, en lien avec notre article, porte sur la circulation médiatique des articles scientifiques sur les plateformes des réseaux sociaux pour toucher l'audience la plus large, et susciter de l'interaction (Priem, 2012 ; Haustein, 2015, p. 290). A cette occasion, des éléments d'éditorialisation apparaissent dans les articles scientifiques, comme les *Highlights*, qui fournissent des points saillants du contenu, compréhensibles par le grand public, et qui peuvent être réutilisés pour des posts sur les réseaux sociaux.

De l'Impact au Societal Impact

A partir des années 2015, l'attente vis-à-vis de l'*Impact* s'est muée en « *Societal Impact* » que les chercheurs sont invités à produire en communiquant par eux-mêmes les résultats de leurs travaux au grand public (Fecher, 2021). La littérature a documenté la manière dont les chercheurs, dans différents domaines, se sont emparés des blogs et des plateformes de réseaux sociaux grand public (ex. Facebook ou Twitter) pour communiquer avec leurs pairs et des amateurs de sciences (McClain, 2017, p. 6).

Elle montre que la démarche peu encouragée par les institutions reste un choix personnel, qui n'est pas adoptée par tous les chercheurs ; elle n'est pas toujours intégrée dans le quotidien du travail de la recherche et encore moins reconnue comme telle. Par ailleurs, les études montrent que les codes d'usage et de communication sur ces plateformes, voire des compétences nécessaires à cet effet, ne sont pas toujours acquises (Fecher, 2021 ; Erdt, 2017). Dépendant de la spécificité des disciplines et de leurs objets de recherche, peu soutenu par les institutions et peu - ou pas du tout - pris en compte par l'évaluation de la recherche, le « *Societal Impact* » est donc resté peu pratiqué par les chercheurs (Fecher, 2021).

Le *Societal Impact* qui repose sur les activités du chercheur n'est donc pas repris par les *Publishers*, qui vont lui préférer la notion d'*Outreach*, comme nous allons le voir ci-dessous.

Du Societal Impact à l'Outreach

Dans la littérature anglophone, la notion d'*Outreach* (Williams, 2016, p. 208 ; Eilam, 2016, p.429) est utilisée pour traduire un large prisme d'actions et d'activités de différentes natures (communication, médiation, vulgarisation, voire de l'évènementiel). L'*Outreach*, court, claquant et flou, a l'avantage d'absorber ce foisonnement et dispense d'interroger la spécificité de ses activités. Il prend une place importante dans les discours promotionnels des acteurs de l'édition scientifique qui l'utilisent pour synchroniser un ensemble de liens entre sphère scientifique (publication) et sphère sociale (audience de leurs comptes de réseaux sociaux).

Des réseaux sociaux comme Twitter (aujourd'hui X), n'ont pas hésité à aligner leur discours sur cet argument pour avancer la capacité du réseau à véhiculer la « conversation scientifique » sur le Web (Johnson, 2014, p. 86 ; Haustein, 2015). Dans cette période de grande convergence des discours, *Outreach* pour les domaines de recherche STM peut être défini comme la communication de la recherche et de ses résultats vers le public non spécialiste du sujet, réduit aux audiences des plateformes numériques des réseaux sociaux. Cela peut être réalisé par les chercheurs eux-mêmes, les intermédiaires du Web (réseaux sociaux grand public, réseaux sociaux académiques) ou bien les *Publishers* (Erskine, 2021). L'usage de l'*Outreach* dans le discours de ces acteurs pourrait donc s'apparenter à du *Social Washing* dans l'objectif de légitimer des positionnements stratégiques - ou bien des acteurs - dans un champ de la communication scientifique soumis aux régulations de l'ouverture.

L'*Outreach*, dans sa définition floue, qui vise une audience tout aussi floue, et par son discours progressiste, a favorisé l'entrée en jeu de nouveaux acteurs (souvent des *Start-Up*), des intermédiaires, à la charnière de la communication scientifique et de la communication des sciences. Mettant en avant le fait que les chercheurs ne soient pas formés à cet enjeu,

qu'ils ne disposent pas des connaissances et compétences pour le faire par eux-mêmes, ils proposent des outils et services « clé en mains » pour vulgariser et publiciser leurs travaux. Cet argument est une réalité ancienne qui persiste (Jeanneret, 1994), à savoir l'écrit de vulgarisation comme une activité à part entière, créatrice de sens, et à même d'être considérée comme un genre littéraire avec son identité, son style et ses compétences propres, et donc sa culture et sa formation.

Le succès pionnier de la plateforme KUDOS² dont le slogan « *Tell the story of your research and showcase it to a global audience* » illustre bien le mécanisme de production de valeur que la plateforme produit à partir d'articles publiés dans les revues scientifiques des *Publishers*. Il n'est d'ailleurs pas rare que ces plateformes soient fondées par d'anciens professionnels de l'édition scientifique qui décident de se convertir vers la communication des sciences, dans une visée purement stratégique et instrumentale.

D'autres acteurs du Web (ex. *ResearchOutreach.org* ou *ResearchFeatures.com*), qui viennent de se positionner sur ce créneau et qui n'hésitent pas à inclure le mot « *Outreach* » directement dans le nom de leur plateforme³ pour proposer aux auteurs des services payants dédiés. Leur modèle d'affaire repose sur le paiement par l'auteur qui bénéficiera d'une « reformulation » grand public de son article de recherche : podcast, article de vulgarisation, interviews... Leur point commun consiste à faire face à leur concurrent le plus redoutable, Youtube, pour des raisons évidentes d'audience. Ils s'en distinguent par leur capacité à former et à accompagner les chercheurs dans la production de contenus multimédia, interactifs ou visuels. Le point de départ de la démarche repose toujours sur un article scientifique publié dans une revue de *Publisher*, qui a donc fait l'objet d'une évaluation par les pairs, et qui présente des garanties de scientificité pour proposer un produit, voire un scénario, qui cible un public. Nous disposons encore de trop peu d'études documentant les motivations et la satisfaction des chercheurs quant à ces plateformes (Erdt, 2017). Mais les travaux disponibles les plus récents confirment que les chercheurs les utilisent en raison de l'absence d'aide à la diffusion des savoirs par leur Université, que les coûts de ces services sont onéreux (jusqu'à 3000 euros), et que la diffusion est limitée (Jamali, 2024, p.12).

OUTREACH : SOURCE DE DISTINCTION ET DE LÉGITIMATION POUR LES GRANDS GROUPES DE L'ÉDITION SCIENTIFIQUE

Les grands groupes historiques de l'édition scientifique maintiennent leur domination dans le marché de la publication scientifique, y compris en Open Access. Cependant, ils observent aussi une restructuration du marché de la publication scientifique fondée sur deux phénomènes concomitants. D'une part, la concurrence de plus en plus importante des éditeurs *Gold OA* (Hanson, 2024, p.837) d'autre part la fragilisation de la légitimité de la revue scientifique et des contenus qu'elle publie (Shu, 2024, p.522).

Cette fragilisation a pu s'observer au moment particulièrement capital de la pandémie de Covid-19. Même si les éditeurs scientifiques ont rapidement ouvert l'accès à leurs catalogues de revues médicales, sans restriction⁴, et que leurs communiqués de presse ont mis en avant leur engagement pour le partage d'informations scientifiques valides, ils ont été témoins d'une période où désinformation et *fake news* ont occupé l'espace des médias et des réseaux sociaux. De nombreux travaux ont permis de documenter cette période où la confiance accordée aux sciences, aux scientifiques et à la publication scientifique a été discutée (Lee, 2022) en faisant le lien avec la crise de la démocratie contemporaine (post-vérité, populismes, crise de l'expertise) (Tiercelin, 2023, p.31). La question de la vaccination en a représenté l'acmé, pour nourrir des enjeux d'accessibilité des connaissances scientifiques contenues dans les articles publiés, et plus largement de Science Ouverte (partage des données, reproductibilité, transparence...). De la même manière, les nombreuses rétractations qui ont été faites durant cette période, à commencer par celles de 2020 sur l'hydroxychloroquine⁵ dans les prestigieuses revues *The Lancet* et *New England Journal of*

Medicine, ont suscité des controverses sur la fiabilité des processus de validation des articles scientifiques et ont relancé les débats sur la caducité du modèle de la publication scientifique.

Miser sur l'*Outreach* représente une opportunité stratégique pour les *Publishers* historiques habitués à puiser dans leur marque comme capital symbolique, pour développer des services et des contenus à fort capital économique (Khelfaoui, 2022, p.190). Ici, l'enjeu pour ces maisons est de préserver leur capital social et de se distinguer dans le marché de la publication scientifique en pleine restructuration. L'avantage de cette stratégie est que les activités de l'*Outreach* ont pour propriété de rejaillir positivement sur la visibilité, la réputation, le prestige et la légitimité de leur marque et donc de leurs revues auprès de leur lectorat et autorat.

Cette orientation stratégique puise dans un environnement qui lui est favorable. Depuis les années 2000, des politiques nationales attentives à la communication des sciences et à la large diffusion des savoirs scientifiques (labels Science avec et pour la Société - SAPS, chaire IUF de médiation scientifique, ANR SAPS) et européennes (*WP Societal Engagements* au sein des alliances, critères dédiés dans les financements européens, chaires dédiées...) se développent et se structurent. Elles œuvrent aussi contre la désinformation en avançant le principe d'une connaissance dont la contextualisation sociale solide est mieux accueillie et acceptée par le plus grand nombre (Nowotny, 2003, p. 125).

Ces politiques s'accompagnent de réformes comme celle touchant à l'évaluation de la recherche (*Coalition for Advancing Research Assessment - CoARA*⁶) ou de rapports qui visent à faire reconnaître pour la carrière du chercheur un prisme plus large de ses activités, notamment celles relatives à la médiation scientifique, à la diffusion des savoirs ou à la communication des sciences (Minault, 2021). Elle tente de lever les obstacles rencontrés par les chercheurs (Johnson, 2014) et oblitère ainsi la valeur (sociale et symbolique) de leur implication dans les dispositifs rattachés à ces activités.

Il n'est donc pas anodin de voir le groupe Nature créer des rubriques « grand public » dans sa revue éponyme, et développer des magazines dédiés (*Nature Africa, Nature Italy, Nature Middle East, Nature China, Nature India, Nature Japan*), dont la publication est en partie financée par les institutions académiques. De même, la célèbre revue médicale The Lancet propose, outre ses comptes de réseaux sociaux, une chaîne Youtube dont les contenus peuvent concurrencer ceux de la BBC (Ronzon, 2023, p. 56). Les chercheurs sont toujours impliqués dans ces dispositifs, notamment pour rendre compte, sous une forme narrative, de travaux publiés dans une revue du catalogue. L'approche communicationnelle des enjeux scientifiques traitée par Mathieu Quet (2014, p. 661) trouve ici son illustration la plus marquée et la plus actuelle.

Mais les initiatives les plus significatives des *Publishers* sont celles entreprises sur leurs comptes officiels de réseaux sociaux, qui d'une part prolongent leurs plateformes de publication de revues, et d'autre part représentent les espaces les plus adaptés à leurs stratégies autour de leur définition de l'*Outreach*. Ce sont donc les espaces d'observation que nous avons choisi d'explorer pour cette étude.

Nature et The Lancet comme études de cas

Pour observer de quelle manière les *Publishers* historiques transposent leurs luttes du champ de la communication scientifique vers celui de la communication des sciences, il est pertinent d'investir leurs activités déployées sur les comptes de réseaux sociaux de leurs revues scientifiques. Il s'agit ici d'observer de quelle manière ils développent à grands frais, sur les comptes de ces revues, une ligne éditoriale adaptée à une audience hétérogène, plus large que celle des chercheurs ou des lecteurs des revues en question. Pour ce faire, nous avons observé et analysé sur une période de 5 mois (janvier - mai 2024), les contenus diffusés sur les comptes de réseaux sociaux de deux acteurs majeurs de la publication scientifique dans le domaine des sciences et de la santé, respectivement Nature (du groupe *Nature*) et

The Lancet (du groupe *Lancet d'Elsevier*).

Ces deux revues, noms éponymes de leur groupe, anglophones, représentent les produits phares de leurs *Publishers* et incarnent à elles seules des marques (Khelfaoui, 2022, p.189). Elles ont été pionnières dans le fait d'être présentes sur des plateformes de réseaux sociaux numériques, mais surtout, elles ont été les premières à développer une ligne éditoriale qui relève de cette définition instrumentale de l'*Outreach*.

La collecte des données sur les 3 principales plateformes de réseaux sociaux de ces deux revues (Facebook, Instagram et X) a porté sur la nature des contenus diffusés, leur thématisation, leur rythmicité, leur audience et les interactions suscitées. Cette observation s'est réalisée quotidiennement sur la période mentionnée, en fin de journée, et hors WE. Elle a donné lieu à une collecte de près de 2000 post (collectés et annotés dans des tableurs) répartis sur les trois plateformes de réseaux sociaux numériques des deux revues.

Des travaux antérieurs ont permis d'écarter deux plateformes de l'observation : TikTok, davantage positionnée sur le divertissement et sur laquelle les revues ne sont pas présentes, et Youtube dont le contenu vidéo spécifique mérite une analyse dédiée (Ronzon, 2023). Le tableau 1 ci-dessous rend compte de la présence des deux revues sur les plateformes retenues pour notre étude exploratoire et montre que *Nature*, pionnier dans le fait d'investir les plateformes de réseaux sociaux, présente un nombre d'abonnés plus important que *The Lancet*.

	<i>The Lancet</i>	Abonnés	Nombre de Posts	Nature	Abonnés	Nombre de Posts
Facebook	Présent et actif	356 000	41	Présent et actif	736 000	38
Instagram	Présent et actif	16 000	217	Présent et actif	150 000	278
X	Présent et actif	752 000	612	Présent et actif	2. 600 000	769

Tableau 1 : Présence des revues sur les réseaux sociaux, audience au 10/09/2024 et nombre de posts sur la période d'observation

Plusieurs critères, représentés dans l'annexe ci-dessous, ont été utilisés pour réaliser l'observation quotidienne des contenus et des activités sur ces plateformes. Certains ont été définis en amont de l'observation (ex. type de contenus, fréquence des posts...), d'autres se sont dégagés durant le travail d'observation (ex. Interactions, engagements, jeux et Quizz...).

Décrypter les lignes éditoriales et leurs stratégies

Si les deux revues présentent des ressemblances dans la manière avec laquelle elles construisent leur ligne éditoriale sur leurs comptes respectifs de réseaux sociaux, leurs différences n'en sont pas moins marquées, et révélatrices des positionnements et des stratégies distinctes développées pour toucher leurs audiences. Toutes deux anglophones, elles visent des thématiques différentes : la santé pour *The Lancet* et les sciences pour *Nature*.

Tandis que la première vise la précision de l'information scientifique qu'elle vulgarise, la clarté du message et la validité de ses sources, la seconde s'attache à produire une narration autour des sciences. Toutes deux valorisent la diversité des types et des formes d'information scientifiques produites dans les revues auxquelles elles s'appuient.

La diffusion et rediffusion des contenus proposés par les deux revues sur leurs plateformes sont réinvesties régulièrement dans des jeux, le plus souvent des Quizz. Ces jeux contribuent à produire de l'engagement et de l'interaction ludique avec une audience qui mêle experts,

amateurs et étudiants et que l'on cherche à fédérer, voire à fidéliser. Comme cela a été souligné (Ronzon, 2023), ces jeux interactifs peuvent encourager l'audience à explorer les publications scientifiques du groupe sur lesquelles les posts sont fondés. Enfin, les deux revues sont moins présentes et moins actives sur Facebook, plus ancien que les deux autres réseaux sociaux.

The Lancet : cibler la légitimité

The Lancet dont le slogan affiché est « *More than a medical journal* » met en avant sur ses comptes de réseaux sociaux les progrès de la connaissance scientifique sur les pathologies, leurs symptômes, leurs traitements, ou les acteurs impliqués. Richard Horton, éditeur en chef de la revue, apparaît régulièrement (le plus souvent sur X), à travers des extraits vidéos d'interviews, de citations, de photos d'articles dans les magazines, etc. Son autorité dans le milieu de l'édition scientifique médicale, ses prises de position, ou ses interventions dans les médias britanniques et internationaux font de lui une figure d'autorité sur laquelle s'appuie la ligne éditoriale. Cette dimension apparaît notamment lorsqu'il s'agit de faire le lien avec les actualités internationales de santé. Les déclarations, les conférences ou les interventions - même anciennes - de R. Horton sont rediffusées *in extenso* ou en extraits pour éclairer la position de la revue. Il incarne l'identité de la revue et dans une certaine mesure, l'usage de son image peut s'apparenter à celle des influenceurs.

Le point commun des lignes éditoriales des différents réseaux sociaux de la revue est qu'elle vise à rendre compte de manière accessible, pédagogique et documentaire des avancées dans les recherches ou les traitements des pathologies ou des phénomènes de santé par une multiplicité de formats. L'information scientifique (issue des articles de la revue) apparaissent comme autant de fragments (graphiques, données, tableaux, images, etc.) valorisées par du design numérique pour produire les contenus des posts. Ces derniers font souvent le lien avec les couvertures des derniers numéros de la revue et mettent en avant sa charte graphique. Les lecteurs et auteurs de la revue peuvent reconnaître instantanément son identité graphique.

A l'instar d'autres revues médicales (Erskin, 2021), *The Lancet* est très active sur X au quotidien (jusqu'à six tweets par jours) avec le plus gros de ses posts sur cette plateforme spécifiquement. Il fait néanmoins des posts hebdomadaires sur Instagram et Facebook dont le format relève de la pédagogie et du documentaire (notamment avec des infographies) ou de la vulgarisation (explicitant les symptômes et le diagnostic d'une pathologie). Ces tweets sont en revanche quotidiens (*a minima* deux tweets par jour) avec des formats visuels travaillés (photos, figures, tableaux, schémas, légendes détaillées, etc.), puisant dans les publications de la revue. Le champ lexical de ces tweets est médical et il cible des spécialistes, tandis que le champ lexical utilisé sur les posts d'Instagram et Facebook est plus généraliste et vulgarisé. *The Lancet* va jusqu'à diffuser des vidéos d'interviews accompagnées de langue des signes pour le public malentendant, poussant ainsi plus loin le principe d'accessibilité.

Nature : transposer le prestige dans la sphère publique

Nature se positionne davantage comme un magazine interdisciplinaire et international que comme une revue scientifique. Ses plateformes présentent leurs posts comme un « daily science news ». Informer, tel un média, de l'actualité de la recherche scientifique, de ses acteurs, et montrer de quelle manière le groupe et la revue sont impliqués dans les succès ou « *achievements* » de cette recherche scientifique, résume bien la ligne éditoriale des réseaux sociaux de la revue. Magdalena Skipper, éditrice en chef de la revue, est souvent mise en avant dans les contenus diffusés. L'identité de la revue est très présente et exploitée de manière quasi quotidienne avec une mise en scène des couvertures, de la charte graphique, du logo, etc. L'univers de la marque se retrouve y compris dans les courts textes ou formules de présentation, spécifiques à la revue. C'est donc une véritable transposition des formes d'écriture qui circulent de la revue vers ses plateformes de réseaux sociaux, transposant par la même occasion son prestige.

Les lignes éditoriales des trois comptes de la revue utilisent l'image et les visuels comme éléments essentiels de la communication vers leurs audiences. Cette attention déjà présente dans la revue - dont les couvertures produites par des designers numériques sont célèbres pour leur esthétique - est attendue par les communautés des lecteurs de celle-ci. Instagram est la plateforme qui donne le mieux à voir le travail réalisé sur la mise en lien entre visuels des publications et des plateformes.

La qualité visuelle des contenus, leur caractère spectaculaire et leur mise en cohérence esthétique mérite d'être traitée comme une question à part entière, car elle adopte tous les marqueurs et codes visuels des réseaux sociaux, sans sacrifier à la qualité des contenus scientifiques. L'antériorité et donc l'expérience de la présence de *Nature* sur les réseaux sociaux joue ici un rôle certainement important. Cela contribue à expliquer également la taille de l'audience sur les différentes plateformes et l'engagement de celle-ci à la suite de la diffusion des posts en *likes*, commentaires, rediffusion. La fréquence des posts, l'étendue de leurs couvertures disciplinaires et la diversité des illustrations présentent des variations importantes qui ne permettent pas de dégager une tendance. Cette question serait à investir soit sur un temps plus long d'observation, soit par d'autres méthodes, comme des entretiens avec les professionnels et les équipes impliquées. Les découvertes scientifiques sont mises à l'honneur comme un fil d'Ariane du thème narratif des posts. Les textes mêmes des posts sont d'ailleurs plus longs, plus narratifs, tels de courts récits d'aventure.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES DE RECHERCHES

A travers ce premier travail de recherche exploratoire, cet article a eu pour objectif de mieux comprendre la manière dont les *Publishers* historiques tentent de se définir actuellement un rôle dans la communication et la diffusion des savoirs en direction des audiences des plateformes de réseaux sociaux (Facebook, Instagram et X), comme un lien et un prolongement de leurs rôles et activités dans le champ de la communication scientifique.

A travers les deux titres phares, *The Lancet* et *Nature*, nous avons observé pendant cinq mois de quelle manière la ligne éditoriale des trois comptes de réseaux sociaux numériques de ces revues s'appuyait sur les contenus scientifiques publiés en OA dans leurs revues, pour les communiquer et les valoriser auprès de leurs audiences. La stratégie de la ligne éditoriale est clairement imbriquée à celle de leurs revues scientifiques et cela passe par des liens directs qui se font vers les couvertures de revues, vers les articles, leurs fragments (figures, schémas, tableaux, illustrations, etc.) accessibles en OA, ou bien vers les auteurs et leurs institutions.

The Lancet, focalisé sur la qualité de l'information scientifique qu'il présente, se trouve en tension entre une approche documentaire propre à l'information scientifique et le « micro-Mooc » pédagogique. La précision et le sérieux de ses posts mettent ses audiences dans la position de lecteurs attentifs, fidèles, mais passifs. Ils interagissent peu, et le plus souvent par de courts commentaires, ou des émoji. Le compte *Nature* est davantage orienté vers une démarche de médiation socio-scientifique : il cherche à produire un sentiment de proximité, d'accessibilité avec les savoirs partagés, notamment par l'esthétique visuelle des posts, les textes sous forme de récits, et l'effort déployé à faire réagir les audiences.

Les publics ne sont pas constitués des seuls amateurs de sciences, mais aussi des lecteurs et des auteurs de ces mêmes revues. La visibilité des articles publiés et de leurs auteurs dans la sphère académique se prolonge ici via des posts quasi-promotionnels, où le recours à la notion d'*Outreach* leur offre la possibilité d'agréger des activités et des contenus au service de narrations, construits autour de la revue phare. La revue, comme marque, poursuit sa capitalisation sociale et symbolique, et les chercheurs auteurs, part non négligeables des audiences, se retrouvent être les pourvoyeurs de contenus (interviews, commentaires, etc.) de la ligne éditoriale de ses comptes de réseaux sociaux numériques.

Cette imbrication permet aux *Publishers* - dans une mesure encore inconnue - de préserver leur prestige, de cultiver leur légitimité, de fidéliser leur lectorat et autorat. Elle permet à ces acteurs de faire face à la restructuration du marché de la publication scientifique, et d'étendre la prospection des viviers d'auteurs ou de futurs auteurs. Il s'agit donc bien d'une démarche des *Publishers* qui investit le champ de la communication des sciences comme extension du champ de la communication scientifique ouverte (OA). Notre hypothèse s'en trouve validée pour ces revues internationales, anglophones et phares.

Pour autant, nous ne disposons pas encore de travaux permettant de connaître le retour d'expérience des chercheurs ayant participé à ces formes de productions, pour les *Publishers*, ni le regard qu'ils portent sur la nature des activités auxquelles ils ont participé. Nous ne disposons pas non plus du travail des équipes qui gèrent les comptes de réseaux sociaux numériques de ces revues et encore moins de la réception de ce travail auprès des publics ciblés. C'est donc vers ces nouvelles questions que s'orienteront nos travaux, qui dans une perspective programmatique, emploieront des approches méthodologiques adaptées.

NOTES

¹ <https://www.theguardian.com/commentisfree/article/2024/jul/16/academic-journal-publishers-universities-price-subscriptions>

² <https://www.growkudos.com/> Le nom même de la plateforme joue sur une prononciation qui fait le lien avec le CUDOS de Robert K. Merton, acronyme des normes sociales en sciences.

³ <https://scholarlykitchen.sspnet.org/2020/04/15/helping-researchers543>

communicate-their-findings-to-the-world-an-interview-with-emma-feloy-of-research-outreach

⁴ <https://anulib.anu.edu.au/news-events/news/publishers-offering-free-access-scholarly-materials-response-covid-19>

⁵ https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/06/04/hydroxychloroquine-trois-auteurs-de-l-etude-du-lancet-se-retractent_6041803_1650684.html

⁶ <https://coara.eu/>

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Arènes, Cécile (2015), « Les réseaux sociaux numériques pour chercheurs : Quelles pratiques, quels enjeux ? » *Ethics, Medicine and Public Health*, vol. 1, n°2, p. 239-247. <https://doi.org/10.1016/j.jemep.2015.04.010>

Boukacem-Zeghmouri, Chérifa (2021), « La fin de la publication scientifique ? Une analyse entre légitimité, prédation et automatisation », *Histoire de La Recherche Contemporaine*, Tome X-n°2. <https://doi.org/10.4000/hrc.6184>

Bourdieu, Pierre (1976), « Le champ scientifique ». *Actes de La Recherche en Sciences Sociales*, vol. 2, n°2, p. 88-104. <https://doi.org/10.3406/arss.1976.3454>

Eilam, Efrat ; Bigger, Stephen ; Sadler, Kirsten ; Barry, Fiachra ; Bielik, Tom (2016), "Universities Conducting STEM Outreach: a Conceptual Framework", *Higher Education Quarterly*, vol. 70, n°4, p. 419-448. <https://doi.org/10.1111/hequ.12105>

Erdt, Mojisola ; Aung, Htet ; Aw, Ashley ; Rapple, Charlie ; Theng, Yin-Leng (2017), "Analysing researchers' outreach efforts and the association with publication metrics: A case

study of Kudos”, *PLOS ONE*, 12(8), e0183217. <https://doi.org/doi:10.1371/journal.pone.0183217>

Erskine, Natalie ; Hendricks, Sharief (2021), “The Use of Twitter by Medical Journals: Systematic Review of the Literature”. *Journal of Medical Internet Research*, vol. 23, n°7, e26378. <https://doi.org/10.2196/26378>

Fecher, Benedikt ; Hebing, Marcel (2021), “How do researchers approach societal impact?” *PLoS ONE*, vol. 16, n°7, e0254006. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0254006>

Haustein, Stefanie ; Bowman, Timothy ; Holmberg, Kim ; Peters, Isabella ; Larivière, Vincent, (2015), “Astrophysicists on Twitter: An in-depth analysis of tweeting and scientific publication behaviour”, *Aslib Journal of Information Management*, vol. 66, n°3, p. 279-296. <https://doi.org/doi:10.1108/ajim-09-2013-0081>

Hanson, Marc ; Gómez Barreiro, Pablo ; Crossetto, Paolo ; Brockington, Dan (2024), “The strain on scientific publishing”, *Quantitative Science Studies*, vol.5, n°4, p. 823-843 https://doi.org/10.1162/qss_a_00327

Jamali, Hamid (2024), Can you buy byzz? The promise and peril of paying for commercial research outreach services. In : *The Research Applications in Information and Library Studies (RAILS) conference*, 18 - 20 Novembre, Perth, Australie. [Disponible ici](#).

Jeanneret, Yves (1994), *Ecrire la science. Formes et enjeux de la vulgarisation*, Paris : PUF, 398 p.

Johnson, David ; Ecklund Elaine ; Lincoln, Anne (2014), “Narratives of science outreach in elite contexts of academic science”, *Science Communication*, vol. 36, n°1, p. 81-105. <https://doi.org/10.1177/1075547013499142>

Khelfaoui, Mehdi; Gingras, Yves (2022), “Expanding Nature: Product line and brand extensions of a scientific journal”, *Learned Publishing*, vol. 35, n°2, p. 187-197. <https://doi.org/10.1002/leap.1422>

Lee, Sun Kyong ; Sun, Juhung ; Jang, Seulki ; Connelly, Shane (2022), “Misinformation of COVID-19 vaccines and vaccine hesitancy”, *Scientific Reports*, n°12, 13681, <https://doi.org/10.1038/s41598-022-17430-6>

McClain, Craig R. (2017), “Practices and promises of Facebook for science outreach: Becoming a Nerd of Trust”. *PLoS Biology*, vol. 15, n°6, e2002020. <https://doi.org/10.1371/journal.pbio.2002020>

Minault, Bertrand ; Gicquel, Rémy ; Van de Weghe, Pierre (2021), *Cartographie des actions conduites par les établissements d’enseignement supérieur (universités et écoles) en matière de relations entre science et société*, Paris : Rapport au Ministère de l’enseignement supérieur et de la recherche. [Disponible ici](#).

Nowotny, Helga ; Scott, Peter ; Gibbons, Mickael (2003), *Repenser la science*, Paris : Belin, 318 p.

Quet, Mathieu (2014), « Pour une approche communicationnelle des enjeux scientifiques et techniques », *Canadian Journal of Communication*, Vol. 39, n°4, p. 651-662. <https://doi.org/10.22230/cjc.2014v39n4a2739>

Priem, Jason ; Groth, Paul ; Taraborelli, Dario (2012), “The Altmetrics Collection”, *Plos One*. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0048753>

Ronzon, Julie (2023), *Editeurs médicaux et enjeux de visibilité dans le monde scientifique*. Mémoire de Master 2 IMST. UCBL, 79 p.

Shu, Fei ; Larivière, Vincent (2024), “The oligopoly of open access publishing”, *Scientometrics*, vol. 129, n°1, p. 519-536. <https://doi.org/10.1007/s11192-023-04876-2>

Tiercelin, Claudine (2023), *La Post-vérité ou le dégoût du vrai*, Paris : Editions Intervalles, 112 pages

Williams, Vicky (2016), "Broader outreach: Fad or future?" *Learned Publishing*, vol. 29, n° 3, p. 207-209. <https://doi.org/10.1002/leap.1028>

Remerciements : l'auteure souhaite remercier les évaluateurs anonymes pour les remarques et commentaires faits à la première version de ce texte et qui ont permis de l'améliorer. L'auteure souhaite également remercier les coordinateurs du numéro pour leurs questions et leurs commentaires qui ont contribué à la clarté et à la précision de l'analyse proposée dans le texte.

ANNEXE

Critères pour l'observation de la ligne éditoriale des plateformes de réseaux sociaux

	Régularité des posts	Champ lexical	Images	Infographies	Vidéos	Podcasts	Participation des chercheurs	Liens vers des articles publiés	Référence à l'actualité	Jeux et Quiz	Interactions
The Lancet	Hebdomadaire Quotidienne sur X	Spécialisé et généraliste	Centrales dans les posts	Présentes autant que les images	Productions courtes Extraits Mini reportages	Lectures d'articles Commentaires d'articles Extraits d'interviews	Présence dans des interviews ou mini reportages	Systématique sur X Régulière sur les autres plateformes	Uniquement dans le domaine de la santé	Sous forme de défis	Les posts , accompagnés de visuels (infographies, photos...) suscitent le plus grand nombre d'interactions
Nature	Quotidienne, plusieurs fois par jour	Généraliste	Centrales dans les posts	Moins présentes que les images	Productions courtes Extraits Mini reportages	Extraits d'interviews	Présence dans des interviews ou mini reportages	Systématique sur X Régulière sur les autres plateformes	Quotidiennement	Sous forme de bilans	Les posts , accompagnés de visuels (infographies, photos...) suscitent le plus grand nombre d'interactions

Concevoir une émission de médiation scientifique à l'échelle d'une université : logiques d'acteurs et enjeux de médiation

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Claudia Adrianzen Lapouble

Docteure en SIC, Post-doctorante à l'Université de Lille, associée au laboratoire Gériico. Ses travaux portent sur la pratique cinématographique en contexte interculturel, à partir d'une approche de l'audiovisuel en tant que pratique culturelle complexe. Dans un axe de recherche complémentaire, ses recherches portent également sur les formes et formats audiovisuels dans le terrain de la médiation scientifique en France.

claudia.adrianzen-lapouble@univ-lille.fr

Laure Bolka-Tabary

Maîtresse de conférences HDR en SIC à l'Université de Lille et membre du laboratoire Gériico. À partir d'approches ethnographiques et sémiotiques, ses travaux portent sur les pratiques numériques ordinaires, les dispositifs de médiation scientifique et les dynamiques de circulation et d'interprétation des images numériques.

laure.bolka-tabary@univ-lille.fr

Eric Kergosien

Maître de conférences en SIC à l'Université de Lille et membre du laboratoire Gériico. Ses axes de recherche sont notamment l'information scientifique et technique, l'organisation des connaissances et l'analyse de l'appropriation de dispositifs numériques.

eric.kergosien@univ-lille.fr

Plan de l'article

Résumé et mots clés en français

Title, abstract and keywords in english

Título, resumen y palabras clave en español

Introduction

La Grande Enquête ! : un dispositif de médiation scientifique au sein d'un projet labellisé

Une dynamique éditoriale complexe

La Grande Enquête ! : renouvellement du format de l'émission scientifique ?

Conclusion

Notes

Références bibliographiques

Annexes

RÉSUMÉ

La Grande Enquête !, émission télévisée au cœur du Projet MériLin - portée par l'Université de Lille dans le cadre du label SAPS - illustre l'implication croissante des universités dans la médiation scientifique. En tant que membres du comité de rédaction de l'émission, notre

équipe de chercheur·e·s en Sciences de l'Information et de la Communication a participé à la conception et à la réalisation de cette émission télévisée scientifique, et observer la complexité des dynamiques éditoriales issues du partenariat entre université, chaîne de télévision et association de médiation scientifique. Grâce à une méthodologie mixte combinant entretiens semi-directifs avec les acteur·ice·s du projet, observation participante et analyse des émissions, l'article examine la construction éditoriale et la médiation des savoirs scientifiques dans une émission télévisée co-réalisée en contexte universitaire.

Mots-clés

Médiation scientifique, émission télévisée, médiation des savoirs, science-société, Saps, observation participante.

TITLE

Making a university-lead science communication tv program: actor dynamics and outreach challenges

Abstract

La Grande Enquête!, a television program at the heart of the MÉRlin Project—led by the University of Lille under the SAPS label—demonstrates the growing involvement of universities in science communication. As members of its editorial board, our team of communication sciences researchers was able to participate in the conception and production of this scientific television program, and to observe the complexities of its editorial dynamics, resulting from the partnership between the university, a television channel, and a scientific culture association. Using a mixed-method approach that combines semi-structured interviews with project stakeholders, participant observation, and an analysis of the episodes, the study examines the editorial construction and the dissemination of scientific knowledge within a television program co-produced in an academic context.

Keywords

Science communication, television program, science outreach, science-society relationship, Saps, participant observation.

TITULO

Concebir un programa de divulgación científica a nivel universitario: lógicas de actores y retos de mediación.

Resumen

La Grande Enquête!, programa de televisión central al Proyecto MÉRlin—conducido por la Universidad de Lille en el marco del *Labell SAPS*—demuestra la creciente implicación de las universidades en la divulgación científica. Como miembros del comité editorial, nuestro equipo de investigadores en ciencias de la comunicación ha podido participar a la creación y producción de este programa y observar las complejas dinámicas editoriales de un objeto audiovisual que asocia la universidad, un canal de televisión y una asociación de cultura científica. Utilizando un enfoque metodológico mixto que combina entrevistas con los

acteurs du projet, observation participante et un analyse des épisodes, le studio examine la construction éditoriale et la diffusion du savoir scientifique dans un programme de télévision coproduit dans un contexte académique.

Palabras clave

Divulgation scientifique, programme de télévision, diffusion du savoir, science et société, Saps, observation participante.

INTRODUCTION

En avril 2021, le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) a lancé le label « Science avec et pour la société » (Saps). Ce label, issu de la loi de Programmation de la Recherche (LPR) de 2020, vise à intégrer la relation science-société comme une dimension essentielle de l'activité scientifique et des carrières académiques. Il permet à la fois de reconnaître et de valoriser l'engagement des sites et d'attribuer des dotations pour des investissements universitaires dans ce domaine. Les universités lauréates de ce label sont ainsi appelées à s'engager activement dans la diffusion et le partage des connaissances, notamment auprès de publics non universitaires (Minault *et al*, 2021). Dans ce contexte la médiation scientifique apparaît comme un aspect clé des actions en matière de science-société, en témoigne le nombre de projets Saps¹ centrés sur ces dispositifs, y compris la création de formations (diplômes universitaires, masters et unités d'enseignement destinées à des chercheur·es et à des doctorant·es).

Cet article porte sur le rôle des universités dans la médiation scientifique à travers l'étude de cas du projet MÉRlin. Porté par l'Université de Lille dans le cadre du Label Saps, il a pour objectif de fédérer les actions et services - allant de la médiation scientifique aux sciences participatives - déjà en place à l'université tout en renforçant les liens entre celle-ci et ses partenaires régionaux. L'action phare du projet est une émission télévisée, La Grande Enquête ! (LGE), réalisée en partenariat avec la chaîne L'Esprit Sorcier TV (ES-TV) et l'association Ombelliscience (agence régionale de culture scientifique technique et industrielle des Hauts-de-France). La réalisation de cette émission illustre pour l'université le passage d'un rôle de soutien des actions de médiation à celui de pilotage et de responsabilité dans un projet de médiation scientifique, domaine jusqu'ici souvent externalisé ou pris en charge par des associations culturelles scientifiques (Bordeaux et Chambru, 2020).

Nous présentons ici une analyse de la dynamique des acteur·ices impliqué·es et les formes de médiation scientifique télévisée qui en résultent. Comment construire une émission en associant des acteur·ices aux visions variées ? Quelles formes de médiation émergent de cette collaboration ? Les données issues d'une observation participante, d'entretiens et d'une analyse sémiotique des trois premières émissions diffusées offrent la possibilité de comprendre quelle forme prend concrètement ce travail de médiation.

LA GRANDE ENQUÊTE ! : UN DISPOSITIF DE MÉDIATION SCIENTIFIQUE AU SEIN D'UN PROJET LABELLISÉ

La Grande Enquête ! est marquée à la fois par les injonctions de l'appel à projets ministériel de son projet cadre et par les choix d'une politique universitaire qui cherche à structurer ses actions en matière de science et société.

Le projet MÉRlin

Lauréate de la deuxième vague² de labellisations Saps en juillet 2022, l'université de Lille

initie le projet MÉRlin (Médiation - reportages, Université de Lille, inspirons demain) en 2023. MÉRlin poursuit le double objectif de fédérer les différentes actions et services universitaires en matière de Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) et de renforcer et étendre les partenariats de l'université pour toucher de nouveaux publics. L'université de Lille fédère, dans le cadre du projet, un collectif rassemblant des structures CSTI en région Hauts-de-France ainsi que des institutions du territoire (région, départements et communautés d'agglomération) en plus d'un réseau associatif régional et le monde éducatif. À ces institutions s'ajoute un écosystème universitaire qui associe les programmes « Les Sciences Infusent »³ et « Xpérium »⁴, « La Boutique des Sciences »⁵ et la Maison pour la Science en Nord-Pas-de-Calais⁶.

Les objectifs d'articulation, de mise en valeur d'actions existantes et de potentialisation de partenariats de MÉRlin, s'inscrivent dans la continuité de la politique universitaire en matière de science et société. Cependant, certains aspects du projet visent à répondre aux critères spécifiques de l'appel à projets Saps. C'est notamment le cas des partenariats, indispensables pour comprendre les tenants et les aboutissants de la mise en œuvre de *La Grande Enquête !* En effet, l'un des quatre critères principaux de l'appel est un partenariat avec des professionnel·les du territoire, pouvant « inclure tout ou partie des acteurs suivants : les professionnels de la médiation scientifique et culturelle locaux (musées, association, etc.), des médias locaux et/ou nationaux ; les acteurs du tissu économique⁷ ». MÉRlin répond à ce critère en associant à la fois un média et une association. Si *La Grande Enquête !* (LGE !) s'appuie sur des partenariats, plutôt qu'uniquement sur des structures internes, ceci est a priori moins en raison d'un choix institutionnel - qui pourrait refléter soit les usages de l'université, soit un manque de compétences en interne - que des injonctions de l'appel à projets.

Par ailleurs, le choix d'un dispositif de médiation scientifique comme action structurante du projet est, d'après nos entretiens, à la fois le résultat d'un souhait de certains des membres du comité Saps et le produit des circonstances. En effet, la chaîne ES-TV⁸ a été invitée à présenter son projet éditorial lors d'une réunion avec des vice-présidents et les chargé·es science-société peu avant la date butoir de la deuxième vague de labellisations Saps. Ainsi, six universités labellisées figurent comme des « partenaires » sur le site de la chaîne⁹. La nature de ces partenariats est diverse, allant de l'intervention de chercheur·es dans des émissions à la coopération technique¹⁰ en passant par la co-production d'émissions ponctuelles. Seul le partenariat avec l'université de Lille semble à ce jour s'être consolidé dans un programme au format récurrent et avec une périodicité plus ou moins constante (une émission par semestre).

La Grande Enquête ! : entre dispositif de médiation et catalyseur de partenariats

Présentée comme un « concept inédit de médiation scientifique globale »¹¹, l'émission repose sur le principe de faire dialoguer chercheur·es et citoyen·nes¹² autour d'un sujet (intelligence artificielle, gestion de la ressource en eau, sciences du sport et inégalités). Dans son format initial, l'émission se structure à partir d'une enquête menée par des doctorant·es de l'université auprès de personnes aux profils variés pour recueillir - sous forme d'entretiens inspirés des méthodes socio-ethnographiques - leurs visions sur le sujet traité dans l'émission. Animée par le journaliste Frédéric Courant, elle prend la forme d'un *talk-show*, rythmé par des reportages, tourné dans les conditions du direct, où des chercheur·es de l'université - et éventuellement d'autres intervenant·es issu·es de la société civile - s'expriment sur le sujet à la lumière des travaux scientifiques récents et en cours.

Elle est pensée pour être réalisée dans une dynamique collaborative avec les partenaires intra- et extra-universitaires. Au sein de l'université, le service audiovisuel (La Dosima) collabore avec l'équipe d'ES-TV pour le tournage, le montage de l'émission et la réalisation de certains reportages. Participent également les différents acteurs universitaires porteurs d'actions et projets dans le périmètre Saps : le service de valorisation de la recherche (qui porte deux pôles CSTI : « Les sciences infusent » et la « Boutique des sciences ») ; le pôle «

médiation » du réseau de bibliothèques : « Xpérium » ; la Direction culture et la Maison pour la Science en Nord-Pas-de-Calais¹³. Le rôle et la participation de ces services varient selon les émissions, allant de l'aide à l'identification d'expert·es jusqu'à l'organisation d'actions pour les terrains d'enquête et de tournage. En plus de ces acteurs, à chaque nouvelle émission, un·e ou des chercheur·es (expert·es) spécialistes du sujet traité sont mobilisé·es. L'ensemble de ces acteurs, à l'exception de la Dosima, constitue le comité de rédaction de l'émission, auquel participe également notre équipe de chercheur·es en sciences de l'information et de la communication, ainsi que les deux partenaires extra-universitaires, la chaîne l'ES-TV et l'association Ombelliscience. La volonté de faire de *LGE !* une émission construite de manière collégiale par des universitaires, un média et le monde associatif s'affirme donc à toutes les étapes de sa réalisation, tant d'un point de vue technique qu'éditorial et est mis en avant dans le projet déposé en vue de la labellisation.

Ce contexte permet d'appréhender *LGE !* comme une action dont les objectifs institutionnels dépassent la seule finalité de médiation et de diffusion des sciences, étant aussi un dispositif stratégique visant à renforcer les partenariats au sein d'un projet Saps. Ce positionnement soulève des enjeux qui influencent directement la dynamique éditoriale de l'émission, complexifiée par la volonté de faire converger une telle diversité d'acteurs.

UNE DYNAMIQUE ÉDITORIALE COMPLEXE

Dès le début du projet, notre équipe a été sollicitée pour l'accompagnement scientifique de l'enquête servant de fil conducteur à l'émission¹⁴. Ainsi, notre implication ne sollicitait pas directement nos champs d'expertise scientifique mais nos compétences méthodologiques. Cette situation, que décrit également Marie-Christine Bordeaux (2020), confirme bien que les sciences de l'information et de la communication sont souvent invitées à jouer un rôle d'accompagnement plutôt que de production d'une analyse distanciée des débats scientifiques. Cela-dit le comité de pilotage du projet nous a autorisé à mener la collecte de données nécessaire à notre étude de la dynamique éditoriale, qui dépasse ainsi les seules missions opérationnelles du projet. Notre équipe a ainsi pu investir le Projet MÉRlin dans une perspective de recherche-action (Allard-Poesi et Perret, 2003), participant à la réalisation de l'émission tout en observant la dynamique d'acteur·ices qui se développait dans ce processus de construction d'un dispositif de médiation scientifique.

Pour comprendre cette dynamique, nous avons combiné une observation participante des différentes réunions et une série d'entretiens semi-directifs avec 12 chargé·es des services ou des structures universitaires participant au projet¹⁵. Les entretiens, d'une durée moyenne de une heure, ont été réalisés entre avril et mai 2024. La grille d'entretien visait à explorer leurs perceptions du projet MÉRlin et leur participation à la construction de l'émission. Les répondant·es étaient des responsables des dispositifs et services des CSTI impliqués dans la réalisation de l'émission, ainsi que des personnes chargées du pilotage du projet, dont le vice-président chargé des relations sciences société. De profils variés, ces personnes ont une expérience et une proximité diverses avec les activités de recherche et de médiation. Ainsi, seulement trois d'entre eux sont des enseignant·es-chercheur·es, dont un·e particulièrement impliqué·e dans la médiation scientifique. La plupart des interviewé·es (cinq) sont des professionnel·les des CSTI, dont deux ont déjà exercé des activités de recherche avant une reconversion. Finalement, trois gestionnaires de l'université complètent notre panel, dont une personne ayant eu déjà une expérience de recherche ; ces gestionnaires sont des professionnel·les avec une longue expérience dans des structures universitaires, mais sont pour la plupart d'entre elles et eux, détaché·es pour la première fois à des missions liées aux CSTI. Les entretiens ont été croisés avec nos observations pour analyser les interactions au sein du comité de rédaction. Les résultats ont, en outre, servi à nourrir l'analyse des trois émissions déjà diffusées au moment de l'enquête.

Une dynamique supportée par des points de vue et des intérêts divers

Si toutes les personnes interviewées s'accordent sur la qualité scientifique et technique des émissions produites, qui mettent en avant la richesse des travaux de recherche menés au sein de l'université, il ressort également que la diversité des acteurs·ices impliqués·es enrichit le projet tout en complexifiant sa réalisation. Chacun·e porte en effet des perspectives et des intérêts différents, parfois difficiles à concilier. Cette diversité de priorités crée des tensions a priori inévitables, notamment en ce qui concerne la définition des objectifs de la médiation scientifique et leur place dans l'émission. Un exemple de désaccord est la mise en avant des actions de médiation des porteurs Saps dans l'émission : alors que, pour l'université, intégrer ces actions dans l'émission et valoriser les services semblait compatible avec les objectifs Saps, le média partenaire a souhaité focaliser l'attention sur la recherche et ses résultats.

Un autre aspect est que, la participation d'acteur·ices « fixes » (présents à chaque édition) et « ponctuels » (invités pour une émission spécifique) influence fortement la dynamique éditoriale. Pour chaque émission, les expert·es désigné·es sont invité·es à formuler des préconisations qui vont au-delà du seul contenu scientifique. Ceci se répercute dans l'émission finale, qui est, pour partie, le résultat d'une vision « située » de la médiation par ces « expert·es ». Certain·es expert·es ont ainsi choisi de construire l'émission sans la participation de doctorant·es et en n'intégrant pas la réalisation de l'enquête sur les représentations des citoyen·nes.

Les thématiques choisies amènent également à solliciter de manière inégale les différents porteurs Saps. Par exemple, la direction de la culture, tout en faisant partie du comité Saps, n'a pas « encore pu se retrouver dans les thématiques »¹⁶ des émissions tandis qu'« Xpérium » a participé activement à trois des quatre émissions réalisées, l'édition « Les sciences du sport » ayant été entièrement construite à partir des stands de leur saison 5 (2022-2024, « Va y avoir du sport ! ») consacrée aux recherches autour de la pratique sportive.

Pilotage et mobilisation des porteurs Saps

Au-delà de la diversité des visions et des attentes des acteur·ices, une autre difficulté réside dans ce que l'une des personnes interviewées nomme un « pilotage non autoritaire », qui, d'après elle, complique la consolidation d'une organisation cyclique pour la réalisation des émissions.

« Chaque émission est presque une nouvelle émission, un nouveau type d'émission. (...) Cette gestion de projet n'a pas été normalisée, clairement pas. Ça a réagi au coup par coup. C'est presque un nouveau projet à chaque nouvelle émission »¹⁷

En effet, l'émission est organisée par un pilotage qui assure des missions de production (mise en contact, viabilisation logistique des lieux de tournage, etc.). Ce pilotage laisse une large place au comité de rédaction mais présente également une opacité sur certaines étapes, par exemple celle de la sélection des expert·es scientifiques pour chaque émission. Il n'est pas rare que des étapes impliquant une partie des acteurs ne soient pas visibles pour les autres.

Ceci contribue à créer une dynamique jugée à la fois « coûteuse » et « chronophage » par un·e interviewé·e. En plus de cela, le fait que ces dernier·es ne soient pas sollicité·es à chaque cycle génère une relation de coopération peu engageante. Cette tendance s'est accentuée au fil des émissions : l'enthousiasme initial suscité par la première émission, qui avait mobilisé presque tou·tes les services et les structures CSTI universitaires ainsi qu'un grand nombre de chercheur·es, (dont des doctorant·es), s'est peu à peu estompé lors des émissions suivantes. L'émission sur les inégalités, par exemple, a été réalisée sans leur participation et sans enquête, s'appuyant uniquement sur le travail de l'équipe d'expert·es et l'ES-Tv.

Certain·es responsables interviewé·es voient ainsi le dispositif comme une initiative de l'université à laquelle ils et elles sont invité·es à participer, plutôt que comme une action

collective. De plus, certain·es d'entre elles et eux estiment que leur contribution n'est pas suffisamment valorisée dans l'émission, ce qui les amène également à limiter leur implication : « Quand on regarde bien l'émission, il y a très peu de contributions des pilotes et des porteurs Saps habituels. C'est un nouvel objet à part entière. »

De même, un·e autre interviewé·e met en avant le sentiment de coopérer pour une action dont, finalement, son service ou sa structure ne trouve pas de contrepartie mesurable ou du moins à la hauteur des ambitions que le projet porte. Ainsi, au sujet de la capacité fédératrice de *LGE !*, la plupart des interviewé·es ont un avis mitigé. Si, le projet MÉRlin a amené les différents acteur·ices du projet Saps de l'université à se rencontrer de manière plus fréquente qu'auparavant et parfois à mener par la suite des projets communs, l'expérience de leur participation à l'émission est décrite comme limitée.

Plusieurs caractéristiques du dispositif expliquent cela : un choix politique de sujets émanant directement de la présidence de l'université ou encore le choix de fonder l'émission en grande partie sur l'existant en matière de médiation. Quoiqu'il en soit, ce désengagement reflète une vision, partagée par la plupart des responsables CSTI, selon laquelle l'émission serait devenue un dispositif ayant pris trop de place au sein d'un projet pensé comme n'étant pas résumé à la seule réalisation de l'émission. Aussi, les contraintes du financement ont amené à concevoir la labellisation comme une incitation à créer de nouveaux dispositifs pour des services et structures portant déjà de nombreuses actions de médiation scientifique, parfois peu visibles. De même, l'argument du coût élevé de l'émission au regard du retour sur investissement revient souvent dans les interviews. Les porteur·es déplorent que des telles ressources soient mobilisées pour une action pour laquelle, à leurs yeux, « on ne peut pas voire facilement le retour, on ne connaît pas les chiffres. Qui regarde finalement l'émission ? ».

Le partenariat avec L'ES-TV

Du côté de l'ES-TV, il a fallu maintenir une unité et une cohérence dans le programme malgré les contraintes voire les blocages rencontrés lors de la préparation. Par exemple, pour les deux dernières émissions produites, il a fallu composer avec l'absence de doctorant·es ou d'enquête découlant des suggestions des expert·es. Côté université, les exigences techniques et éditoriales du média ont parfois été difficiles à concilier avec les contraintes des services universitaires et des chercheur·es. Certain·es interviewé·es estiment d'ailleurs que l'université a bénéficié d'une marge de manœuvre trop réduite dans le choix du format. Ces contraintes, ainsi que l'expérience du média, ont toutefois amené à l'université des modalités de travail qui pallient la complexité et les difficultés internes d'organisation par des attentes claires :

« Ça fonctionne quand même parce que l'esprit sorcier rattrape le coup (...). Je l'ai vu dans des réunions. Quand quelqu'un de l'esprit sorcier, Fred par exemple, arrive dans une réunion en disant, je caricature volontairement, arrêtez vos débats stériles, nous il nous faut ça, ça, ça, à telle date, maintenant envoyez-nous, sinon l'émission ne se fera pas. À un moment, ça lisse un petit peu le process. »

Mais l'absence d'un référent « médiation scientifique » côté université limite la mobilisation et la consolidation des compétences internes en plus de signifier, en pratique, que le travail de médiation est délégué au média partenaire et aux chercheur·es. De ce fait, force est de constater que malgré les efforts institutionnels en matière de pilotage, en termes de médiation des sciences *LGE !* ne consolide pas un changement important de la place occupée par l'université dans la conception de tels objets.

Ceci soulève des questions quant à la suite de cette dynamique de médiation, une fois le partenariat avec le média terminé. Les enquêté·es avancent en effet que « l'université ne sait pas faire de la télé » et que « faire de la vulgarisation est différent de faire une émission de télé qui parle de vulgarisation ». L'université dispose en effet de technicien·nes audiovisuels, de professionnel·les de la médiation et de chercheur·es capables de vulgariser

les travaux scientifiques, toutefois la médiation audiovisuelle sous forme d'émission relève de compétences journalistiques qui, d'après les interviewé-es, ne sont pas présentes en interne :

« Il manque la petite touche journaliste, émission de télé, ce que nous on ne sait pas faire. Donc ils sont arrivés avec cette valeur ajoutée-là et le font bien, je pense. Tous ceux qui ont collaboré avec L'Esprit Sorcier sur cet aspect-là sont contents. L'enjeu, ce n'est pas que de faire de la vulgarisation, c'est de faire une émission de télé. C'est un métier. Ce n'est pas dans mes compétences ni dans celles de mes collègues. »

Ainsi, la complexité de la dynamique éditoriale de *LGE !* révèle les tensions inhérentes à la mise en œuvre d'un projet qui compose avec des intérêts et des priorités diverses. Celle-ci se constitue dans deux niveaux d'interaction. Le premier, d'ordre institutionnel, concerne l'université et le média partenaire, et est marqué par les attentes diverses et la difficulté à faire converger des temporalités et visions stratégiques de l'émission. Le second, d'ordre opérationnel, et que nous avons plus longuement traité ici, s'observe dans la difficulté de consolider une dynamique cyclique de réalisation pour chaque émission. L'implication inégale des structures CSTI de l'université, les divergences de visions et les contraintes liées au partenariat avec *L'ES-TV* ont façonné un dispositif où l'université, malgré ses efforts, peine à s'imposer en tant qu'acteur central de la médiation scientifique. Cette dynamique se répercute dans l'émission en tant qu'objet télévisuel.

LA GRANDE ENQUÊTE ! : UN RENOUVELLEMENT DU FORMAT DE L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE ?

Les spécificités de la dynamique éditoriale de *LGE !* produisent-elle finalement un format original, voire novateur, de médiation scientifique ? Nous avons observé ce que ces dynamiques de collaboration génèrent à l'écran en effectuant une analyse sémiotique des trois premières émissions : « Faut-il avoir peur de l'intelligence artificielle ? »¹⁸ (février 2023) [émission 1] ; « L'eau : bientôt une denrée rare ? »¹⁹ (novembre 2023) [émission 2] ; « Les sciences du sport »²⁰ (janvier 2024) [émission 3]. Notre approche permet de mettre en regard la conception collaborative de l'émission et l'objet audiovisuel final. Elle vient ajouter une perspective complémentaire aux travaux en SIC sur la médiation audiovisuelle des sciences, qui privilégient une approche diachronique et dispositive des formats, de la mise en forme et de la mise en scène de la science. Les chercheur-es ont ainsi d'observé le discours sur la science au prisme du dispositif qui l'énonce (Babou et Le Marec, 2003), l'évolution des formats autour du traitement d'une même thématique (Guéraud-Pinet, 2022) ou encore la mise en discours et en images du travail des chercheur-es (Bolka-Tabary, 2021 ; Cernel, 2022). Ces travaux ont mis en lumière la diversité des modes de monstration de la recherche scientifique mais plus marginalement l'évolution de la place des chercheur-es dans ces émissions.

Pour cette analyse, nous nous sommes concentré-es sur les traces d'un travail en commun entre universitaires, traces explicitées dans les émissions (dans le discours ou dans les images) et les marqueurs stylistiques et narratifs de cette collaboration (distribution de la parole, mise en images des sciences, distribution de l'espace et interaction des sujets dans et avec ces espaces). La grille adoptée emprunte à des méthodes des *visual studies* (Mitchell, 1994) et aux travaux de François Jost (1999) et cherche à observer à la fois des éléments formels et des aspects liés au contexte de production et réalisation (incluant les objectifs de médiation qui orientent les contenus, mais aussi les contraintes liées aux financements) de ces programmes dans le but d'observer leur interdépendance. Nous faisons le choix ici de concentrer nos observations sur le plateau et de traiter partiellement des reportages qui constituent aussi des éléments importants de l'émission.

Une structure mettant en valeur l'enquête

LGE ! est diffusée sur la tranche « prime » (21h10) de la chaîne L'Esprit Sorcier TV, puis mise en ligne sur YouTube. Les émissions suivent, à quelques détails près, la même structure. Une introduction avant générique ouvre l'émission : face-camera, le présentateur annonce le thème. Cette séquence fournit, en outre, un aperçu des décors et de la présence d'un public. Viennent ensuite les génériques (cf. figure 1) qui laissent apparaître les logos des institutions partenaires et des financeurs. La séquence post-générique développe l'introduction. Le présentateur y explique le principe de l'émission - l'enquête servant de fil conducteur - puis invite et présente les premier·es intervenant·es et les doctorant·es-enquêteur·rices avant d'enchaîner sur la première partie de l'émission.



Figure1. Photogrammes du générique de l'émission

L'émission est organisée en blocs (entre 3 et 4 par émission) correspondant à des sous-thèmes. En principe, ces blocs sont dérivés des résultats de l'enquête et sont rythmés par un ou deux reportages dans le but d'illustrer le sujet ou de donner à voir les scientifiques dans leurs terrains ou dans leurs laboratoires. Un·e scientifique en plateau est ensuite invité·e soit à compléter soit à réagir. Les blocs sont introduits par des « points-enquête », procédé de narration permettant de rappeler au spectateur l'importance de l'enquête dans la construction du conducteur et de faire émerger les résultats les plus pertinents en lien avec la sous-thématique en question. Dans les deux premières émissions, ces « points-enquête » sont accompagnés d'un montage d'images tournées sur les terrains où l'on donne un aperçu des témoignages et impressions recueillis.

Le discours du présentateur s'attache particulièrement à rendre compte du processus d'enquête à l'origine du titre de l'émission. Un reportage en début d'émission y est d'ailleurs consacré pour les émissions 1 et 2. À la fois sur le plateau, dans les discours des chercheur·es de notre équipe et des doctorant·es, le processus d'enquête est décrit, depuis sa méthodologie jusqu'au traitement des résultats, en passant - hormis l'émission 3 - par la formation des doctorant·es et leurs retours sur les difficultés et l'apport des entretiens

Cette mise en valeur de l'enquête dans l'émission est révélatrice de l'importance donnée, par le média, aux spectateur·ices. En effet, Joëlle Le Marec et Igor Babou (2003) ont observé que les émissions télévisées scientifiques veulent souvent inclure les paroles et images d'un public « profane ». Ce procédé, symptomatique de l'évolution des *talk-shows* vers des formats valorisant la « parole ordinaire » (Jones, 2016), permet aux spectateur·ices de se projeter dans un contenu *a priori* exigeant sur le plan intellectuel en s'y sentant représenté·es et d'atténuer la distance entre elles et eux et les scientifiques.

D'autres aspects de l'émission ont sensiblement évolué. Pour les deux premières émissions, les doctorant·e-s-enquêteur·ices sont invité·es à intervenir sur le plateau : alors que pour l'émission 1 ils et elles s'expriment davantage sur leur expérience d'enquêteur·rices, pour l'émission 2 ce retour d'expérience n'est pas exploré et ils et elles prennent la parole pour évoquer leurs propres recherches. Ainsi, l'identité médiatique des doctorant·es évolue, leur rôle communicationnel passant de celui d'acteur·ices dans la première émission à celui d'expert·es dans la deuxième. Dans l'émission 3, l'absence de doctorant·es constitue une rupture significative, leur présence se limitant à l'interview d'un jeune chercheur en

sociologie dans un reportage.

En outre, en fonction des choix du comité de rédaction, ce qu'il est possible d'observer au cours des trois émissions est un effacement progressif de l'enquête, pourtant à l'origine mise en avant comme centrale dans l'émission. Outre des changements d'ordre éditorial et formel (absence des « points-enquête » et des enquêteur·ices sur le plateau), cela se traduit par une perte d'espace des personnels universitaires dans le rôle médiatique d'acteur·ices de l'émission. Ainsi, si lors des deux premières émissions, une chercheuse de notre équipe endossait le rôle médiatique d'actrice de l'émission en présentant les résultats de l'enquête, pour la troisième émission ce rôle revient à une journaliste du média partenaire jusqu'à disparaître dans la quatrième émission où l'enquête est supprimée.

L'université, invitée de sa propre émission ?

D'autres éléments, visuels, discursifs et inhérents au dispositif télévisuel lui-même, font de *La grande enquête !* une émission où l'université semble occuper une place plutôt conventionnelle d'invitée (Babou et Le Marec, 2003).

Pour les spectateur·ices, la dynamique de co-conception impliquant unités de recherche, services de médiation, média et association est peu visible à l'écran. En introduction et en conclusion, des éléments de langage et d'affichage en rendent compte de manière brève et factuelle. S'affichent ainsi chronologiquement à l'écran le soutien du ministère et du label Saps puis la participation d'Ombelliscience. L'université de Lille et ES-TV sont ensuite mis sémiotiquement sur le même plan comme étant à l'origine de l'émission à l'aide de la mention « présentent » (cf. figure 1). Celle-ci, imprécise, vient compléter, dans les crédits finaux, la citation de l'ensemble des acteur·ices impliqués qui précisent leur fonction ainsi que leur rattachement institutionnel, précédés de la mention « une émission préparée par ». En conclusion de l'émission 1, le présentateur adresse quelques remerciements directs, qui visent davantage les partenaires que les téléspectateur·ices extérieurs à l'université qui se verront contraint·es de lire l'ensemble des crédits pour savoir de qui il s'agit. Le partenariat est donc acté à l'écran mais pas clairement présenté - et encore moins décrit - dans le discours.

Parmi les éléments liés au dispositif, la figure du présentateur est ici celle d'une personnalité connue des téléspectateur·ices français·es. Fred Courant est un « vulgarisateur » vedette, connu pour sa participation à l'émission culte « C'est pas sorcier ». Diffusée entre les années 1990 et début des années 2000, elle est ancrée dans la mémoire audiovisuelle des Français·es et constitue une référence parmi les émissions scientifiques (Denis, 2016). Il est ainsi fort probable que le téléspectateur·ice voit *La Grande Enquête !* comme « une émission de Fred », réalisée par son équipe et diffusée sur sa chaîne, plutôt que comme une émission universitaire. Ceci est renforcé par le format *talk-show*, où le présentateur occupe de fait une position centrale, distribuant et organisant les temps de parole.

L'organisation du plateau - différent pour chaque émission - répond à ce format et sa dynamique de parole distribuée. Il compte au moins deux espaces - celui des invité·es et celui du présentateur - dans une configuration où ce dernier est le seul personnage mobile, se déplaçant entre les différents espaces occupés par les intervenant·es. L'espace des invité·es varie en fonction de leur nombre et des contraintes du lieu de tournage. Ainsi, le plateau de l'émission 1, qui comprend le plus grand nombre d'intervenant·es, est organisée en trois espaces (cf. figure 2) avec d'un côté, deux rangs de tables pour les enquêteur·ices et d'un autre, un rang de tables pour les autres intervenant·es.



Figure 2. Plateau de l'émission 1 à Lilliad Learning Center

Notre collègue chargée de restituer l'enquête occupe une place « fixe » entre ces deux pôles d'intervenant·es. Les deux autres émissions partagent cette même organisation polycentrique du plateau, même si les agencements diffèrent.

Sur le plateau, la parole se répartit de manière différente lors des trois émissions, reflet des changements éditoriaux que nous avons mis en évidence. Lors de la première émission, le nombre considérable d'intervenant·es conduit à constituer un panel « changeant ». Ainsi, au retour des reportages, les spectateur·ices retrouvent un nouveau panel d'invité·es sur le plateau. Ce même procédé est utilisé lors de la troisième émission. Seule la deuxième émission adopte un plateau fixe dans lequel tou·tes les intervenant·es sont présent·es pendant toute la durée de l'émission.

Finalement, les lieux où les plateaux ont été installés sont porteurs d'une certaine charge symbolique. Ainsi dans l'émission 1 sur l'IA, c'est l'espace universitaire, Lilliad Learning Center, qui se transforme en plateau ; l'émission 2 sur la ressource en eau est tournée dans les locaux de la Métropole Européenne de Lille (Mel) qui finance de nombreux travaux sur ce sujet ; l'émission 3 sur le sport est tournée au Vélodrome de Roubaix (STAB). Pour les deux dernières émissions, ces choix découlent « naturellement » des thématiques et des partenariats de l'université : on parle de sport dans un vélodrome, d'intelligence artificielle sur le campus universitaire « Cité scientifique » accueillant les formations en sciences et technologies, de gestion de la ressource en eau dans les locaux de l'administration publique. Cela dit, ce choix implique également que le statut d'invitée ou de coopératrice plutôt que de co-créatrice de l'émission revêtu par l'université semble renforcé dans les émissions qui sortent des espaces universitaires.

CONCLUSION

L'analyse de *La Grande Enquête !* rend compte de dynamiques complexes et parfois paradoxales, tant dans la conception et dans la réalisation de l'émission que dans la place qu'y occupent les différent·es acteur·ices, en particulier celles et ceux de l'université de Lille. Ceci met en lumière les tensions et les défis liés à la création d'une émission de médiation scientifique au sein d'un projet universitaire. Malgré l'ambition initiale de construire un programme télévisé avec la participation active des chercheur·es et des services universitaires, le résultat final témoigne d'un écart entre cette intention et la réalité de la production.

Nos observations révèlent une dynamique dans laquelle la médiation scientifique semble finalement avoir été déléguée au média partenaire. Cette délégation n'exclut pas les universitaires des choix éditoriaux, mais transparaît dans l'émission finale, qui ne rend pas compte explicitement de ce rôle atypique joué par une université dans une production médiatique. Ainsi, au lieu d'une émission construite de manière collaborative par des chercheur·es et des services universitaires, l'objet final montre un panel relativement classique de scientifiques invité·es, sans mettre en scène l'existence d'une dynamique de rédaction collective. Cette situation illustre bien les difficultés rencontrées pour concilier

les divers intérêts et temporalités des services et structures impliqués, qui a conduit à une division du travail où l'université joue un rôle de fournisseuse de sources et de co-productrice plutôt que de co-créatrice.

En outre *LGE !* soulève des questions fondamentales sur la médiation scientifique universitaire. Pour le média partenaire, l'enjeu est de créer une émission qui dépasse le simple rôle de vitrine pour l'université. Cependant, les services de médiation universitaire, peu sollicités pour leur expertise, perçoivent l'émission davantage comme un outil de valorisation que comme un véritable dispositif de médiation scientifique. Cette divergence reflète les débats persistants sur la médiation scientifique : s'agit-il de valoriser la recherche ou de diffuser la science de manière accessible au grand public ?

Réaliser une émission de télévision à l'échelle universitaire présente des défis complexes, notamment en termes de formats capables de surmonter les contraintes liées au média, au dispositif choisi et aux politiques institutionnelles. La question reste ouverte : l'université peut-elle et doit-elle véritablement devenir un acteur influent dans le paysage télévisuel, ou restera-t-elle cantonnée à un rôle secondaire ? Les expériences futures devront repenser les formats et les stratégies pour favoriser une véritable intégration des universitaires dans la production de contenus médiatiques, tout en surmontant les défis institutionnels et financiers qui se posent.

NOTES

1 N'ayant pas accès à des données officielles sur la portée des projets proposés par les universités lauréates, cette affirmation est fondée sur un travail de veille que nous menons depuis janvier 2024.

2 Deux vagues, en novembre 2021 et en janvier 2022, ont labellisé 20 sites universitaires (8 pour la première et 12 pour la seconde). Une troisième vague de labellisation a été lancée en décembre 2023.

3 <https://sciencesinfusent.univ-lille.fr>

4 <https://lilliad.univ-lille.fr/xperium>

5 <https://rechercheparticipative.univ-lille.fr/la-boutique-des-sciences>

6 <https://nordpasdecals.maisons-pour-la-science.org/>

7 Appel à projets 2022 Labellisation « science avec et pour la société » (Saps), disponible sur : <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/lancement-de-la-deuxieme-vague-de-labellisation-science-avec-et-pour-la-societe-83176>

8 Fondée par des anciens journalistes de l'émission « C'est pas sorcier », dont le présentateur Fred Courant et le réalisateur Pascal Leonard, L'Esprit Sorcier est d'abord un blog et une chaîne Youtube, puis lancée en décembre 2022 en tant que chaîne de télévision. Présentée comme « la chaîne de la science et l'environnement », l'ES-TV a un modèle économique basé dans les dons et les partenariats de co-production avec des établissements d'enseignement et recherche, avec lesquels la coopération va ainsi au-delà des aspects de contenus scientifiques, comme l'affirme la présidente de la Fondation Esprit Sorcier, Françoise Bellanger, lors de la soirée de lancement à Paris (disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=u0FgEErz2og&t=731s>).

9 L'université de Lille, l'université Paris Nanterre, l'université de Poitiers, PSL, l'université Paris-Saclay et l'université de Rennes. Or, le site web de la chaîne ne semble pas à jour car en plus de ces universités figure Hesem Université, dissolue en 2024.

10 C'est le cas du partenariat avec l'université Paris Saclay, établi en 2022. Des étudiant·es et enseignant·es de la Licence Professionnelle Techniques du son et de l'image de l'IUT

Cachan, participent à l'enregistrement de divers programmes.

11 Projet Déposé pour le Label Saps, Université de Lille, 2022. Document non publié.

12 Nous reprenons ici le terme mobilisé par les instances universitaires dans des documents internes décrivant le dispositif La Grande Enquête ! désignant des personnes de divers âges, métiers et profils socio-économique n'ayant pas de lien particulier avec le monde de la recherche, associatif ou professionnel.

13 Ces acteurs font également partie du comité Saps, qui se réunit périodiquement et est impliqué dans les choix et la construction de la politique institutionnelle en matière de liens science-société

14 Participation aux réunions du comité de rédaction, formation des doctorant·es aux méthodes d'enquête par entretien et encadrement de l'enquête, analyse et restitution des données d'enquête.

15 Afin de respecter l'anonymat des interviewé.es, nous avons décidé, pour la présentation des résultats, d'anonymiser non seulement leurs noms mais également leurs fonctions.

16 Communication personnelle, mai 2024

17 Afin de respecter l'anonymat des interviewé.es, nous avons décidé, pour la présentation des résultats, d'anonymiser non seulement leurs noms mais également leurs fonctions.

18 <https://www.youtube.com/watch?v=me26dG9-gBg>

19 <https://www.youtube.com/watch?v=s6GQlCp9KKA>

20 <https://www.youtube.com/watch?v=WzlFWlVnglQ>

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Allard-Poesi, Florence ; Perret Véronique. (2003), « La Recherche-Action », in Giordano, Yvonne (dir), *Conduire un projet de recherche, une perspective qualitative*, EMS, p. 85-132.

Babou, Igor ; Le Marec, Joëlle (2003), « Science, musée et télévision : discours sur le cerveau ». *Communication & langages*, p. 69-88, [en ligne], consulté le 15 juillet 2024, <https://doi.org/10.3406/colan.2003.3238>

Bolka-Tabary, Laure (2012), « Le changement climatique à la télévision : de la science à la fiction », *Communication & langages*, p. 53 à 67, [en ligne], consulté le 15 juillet 2024, <https://www-cairn-info.ressources-electroniques.univ-lille.fr/revue-communication-et-langages1-2012-2-page-53.htm>

Bordeaux, Marie-Christine ; Chambru, Mikael (2020), « L'université, des liens à construire entre sciences et citoyens : évidence ou défi ? », *Horizons Publics, Hors-série Citoyenneté et innovation : l'université Grenoble Alpes au cœur des grands débats de société*, p. 38-44.

Carnel, Jean-Stéphane (2022), « Heureux qui, comme Rosetta, a fait un beau voyage : Analyse de la mise en récit sur TF1 d'un exploit scientifique (2004-2016) », *Questions de communication*, [en ligne] consulté le 15 juillet 2024, <https://doi-org.ressources-electroniques.univ-lille.fr/10.4000/questionsdecommunication.30829>

Denis, Romain (2016), *La vulgarisation scientifique à la télévision française (1995-2003) à travers trois émissions : E=M6, C'est pas sorcier et Archimède*. Mémoire de Master. Université de Lyon 2.

Guéraud-Pinet, Gyulaine (2022), « Formes et traitement médiatiques d'explorations : La médiatisation des origines de la vie et la vie extraterrestre à la télévision française et sur YouTube (1959-2018) ». *Questions de communication*, [en ligne], consulté le 15 juillet 2024, <https://doi-org.ressources-electroniques.univ->

Jones, Jeffrey P. (2016), « Parole d'experts, public profane : les mutations du discours politique à la télévision », *Questions de communication* [En ligne], 24, 2013, mis en ligne le 01 février 2016, consulté le 16 janvier 2025, <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8671>

Jost, François, (1999). Introduction à l'analyse de la télévision, Ellipses, Paris 1999

Minault, Bertrand (dir.) (2021), *Cartographie des actions conduites par les établissements d'enseignement supérieur (universités et écoles) en matière de relations entre science et société*, Paris : Rapport au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Mitchell, W. J. Thomas (1994), *Picture Theory. Essays on Verbal and Visual Representation*. Chicago: The U of Chicago

ANNEXES

Tableau synoptique des émissions				
Titre et URL	Diffusion	Durée	Lieu de tournage	Reportages
Faut-il avoir... peur... de l'intelligence artificielle ? https://www.youtube.com/watch?v=me26dGq-gBg	1 ^{er} Tv : 9/02/2023 à 21h10 Youtube : 10/02/2023	2h15	Lille Learning center 24/01/2023	5
L'eau : bientôt une denrée rare ? https://www.youtube.com/watch?v=s6GQICp9KKA	1 ^{er} Tv : 18/12/2023 à 21h10 Youtube : 22/12/2023	2h13	Biotopie – siège de la MEL (27/09/2023)	9
Les sciences du sport https://www.youtube.com/watch?v=WzIFWIVngIQ	1 ^{er} Tv : 12/02/2023 à 21h10 Youtube : 16/02/2024	1h38	Vélodrome régional Jean-Stablinski, « Le Stab » 30/11/2023	5
Tous égaux, vraiment ? https://www.youtube.com/watch?v=nk-uYPPIMw	1 ^{er} Tv : 23/09/2024* à 21h10 Youtube : 24/09/2024	2h01	Bibliothèque Sciences Po Lille 13/06/2024	4

*Un extrait de cette émission a été mis en ligne le lundi 24 juin à 17h30 sous le titre « "Voter sert-il encore à quelque chose ?" »

Identité médiatique des personnes sur le plateau							
Titre de l'émission	Journalistes	Universitaires acteur-ices de l'émission	Expert-es universitaires	Enquêteur-ices	Acteur-ices médiation	Autres acteur-ices	Autres universitaires
Faut-il avoir... peur... de l'intelligence artificielle ?	1	2	6	11	2	1	2
L'eau : bientôt une denrée rare ?	1	1	2	7	0	4	0
Les sciences du sport	2	0	5	0	0	1	1
Tous égaux, vraiment ?	1	0	4	0	0	4	0

Résidence croisée journaliste-chercheur·e : questionner les représentations en jeu dans un dispositif de médiation scientifique

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Marie-Noëlle Doutreix, MCF, ELICO

Maîtresse de conférences à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheure au sein de l'équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (UR ELICO). Ses recherches portent sur l'analyse des représentations médiatiques des sujets écologiques ainsi que sur la façon dont les questions de vérité, de fausseté, de désinformation, d'objectivité ou de neutralité sont saisies et mobilisées dans différents contextes journalistiques et encyclopédiques.

mn.doutreix@univ-lyon2.fr

Simon Gadras, MCF, ELICO

Maître de conférences à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheur au sein de l'équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (UR ELICO). Ses recherches portent sur les mutations contemporaines de l'espace public, à travers l'analyse de l'évolution des pratiques de communication et de production de l'information d'actualité par des professionnel·les comme par des acteurs externes au champ journalistiques.

simon.gadras@univ-lyon2.fr

Isabelle Hare, PU, ELICO

Professeure des universités à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheure au sein de l'équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (UR ELICO). Son champ de recherche se déploie autour de trois objets principaux : celui des discours médiatiques dans des situations de violences armées ; celui des médias d'information numériques et des nouvelles pratiques discursives journalistiques ; et enfin celui des questions de genre dans les médias.

i.hare@univ-lyon2.fr

Annelise Touboul, MCF, ELICO

Maîtresse de conférences à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheure au sein de l'équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (UR ELICO). Ses recherches portent sur les transformations de l'information d'actualité depuis le développement de l'internet. Elle interroge les conflits de légitimité autour de l'information en considérant le rôle essentiel des dispositifs techniques ainsi que la forme des messages sur le sens et la nature de la communication.

annelise.touboul@univ-lyon2.fr

Plan de l'article

Résumé et mots clés en français

Title, abstract and keywords in english

Titulo, resumen y palabras clave en español

Introduction

Des représentations structurantes au cœur du projet de résidence

Lutte contre les idées reçues et réactivation des mythes

Un projet entre médiation scientifique et éducation aux médias en quête de son public

Conclusion

Références bibliographiques

Résumé

Cet article porte sur les représentations en jeu dans un projet “Science Avec et Pour la Société”, une résidence croisée chercheur·e-journaliste. Nous avons observé l'importance, la place et le rôle de ces représentations dans la construction du dispositif ainsi que sa mise en œuvre. Ces représentations croisées émanant des trois instances en présence (organisatrices, journalistes et chercheure) se donnent à voir dans les restitutions, oscillant entre des idées-reçues à combattre et des “vérités” à restaurer.

Mots-clés

Représentation, Médiation, Journaliste, Scientifique, Résidence

Title

Joint journalist-researcher residency: questioning the representations at stake in a scientific mediation system

Abstract

This article focuses on the representations involved in a “Science with and for Society” project involving a crossover research-journalist residency. We observed the importance, place and role of these representations in the construction of the device, its implementation. These cross-representations emanating from the three bodies in question (organisers, journalists and researcher) are reflected in the restitutions and oscillate between ideas-received to combat and “truths” to restore.

Keywords

Representation, Mediation, Journalist, Scientist, Residence

Titulo

Residencia periodista-investigador: cuestionar las representaciones en juego en un sistema de mediación científica

Resumen

Este artículo trata sobre las representaciones en juego en un proyecto “Ciencia con y para la sociedad”, una residencia cruzada investigadora-periodista. Hemos observado la importancia y la función de estas representaciones en la construcción del dispositivo y su aplicación. Estas representaciones cruzadas emanadas de las tres instancias presentes (organizadoras, periodistas e investigadora) se dan a ver en las devoluciones y oscilan entre ideas preconcebidas que hay que combatir y “verdades” que hay que restaurar.

Palabras claves

Representación, Mediación, Periodista / Reportero, Científico, Residencia

INTRODUCTION

Cet article porte sur les représentations déclarées, supposées ou mises en circulation au sujet de la science et du journalisme, par un ensemble d'acteur·ices impliqué·es dans un dispositif de résidence visant à améliorer le dialogue entre journalistes et chercheur·es. Cette dernière a été organisée dans le cadre d'un projet « Science Avec et Pour la Société » (SAPS) porté par une université française¹. Notre recherche observe un dispositif de résidence croisée journaliste-chercheur·e dont l'objectif annoncé est de déconstruire des idées reçues sur les deux professions. Cependant, le projet de médiation scientifique dans lequel la résidence s'inscrit, tend finalement à réactiver certains mythes, dans une optique de revalorisation des professions face à ce qui est perçu comme un contexte de méfiance et de désinformation. En réalisant l'observation de cette résidence nous avons pu également étudier, à l'échelle de ce projet, la médiation scientifique *en train de se faire*, avec ses tâtonnements et ses contingences, attirant de fait notre attention sur le travail de médiation scientifique autant que sur celui respectif de journaliste et de chercheur·e.

Cette résidence est présentée comme une forme originale de médiation scientifique à travers « la création de liens pérennes et d'espaces d'échanges entre la communauté scientifique et la communauté journalistique ». Elle vise également la production de contenus « à destination des professionnels du journalisme et de la recherche, mais aussi du grand public »². L'objectif principal de cette résidence s'inscrit dans « la lutte contre la désinformation, la circulation des infox et la défiance envers la science »³. Sa présentation et ses modalités de mise en œuvre témoignent a priori d'une ambition de renforcer la contribution de la science au fonctionnement de l'espace public, dans une logique de « démocratie dialogique » (Callon *et al.*, 2001) à laquelle les scientifiques comme les publics pourraient activement participer, par l'intermédiaire des journalistes. Cette façon d'aborder les rapports entre science et société, portée par les institutions européennes puis françaises depuis le début des années 2000, veut dépasser les limites des modèles qui se sont imposés à partir des années 1960. Les modèles historiques du « déficit » puis le « modèle relationnel » positionnent les publics en tant que destinataires d'informations scientifiques plus ou moins adaptées à leurs préoccupations, plutôt qu'acteur·ices du travail scientifique (Maleki, 2014). Malgré une certaine horizontalité entre les participantes, chercheuse et journaliste, à la résidence, le projet reste marqué par l'idée d'éduquer, à travers les restitutions de cette expérience, des publics qui manqueraient de connaissances fiables produites par la science ou qui témoigneraient d'une certaine méfiance à l'égard de celle-ci et des médias.

Ces différents éléments nous ont amené·es à problématiser notre recherche autour de la confrontation des représentations des résidentes sur la science et le journalisme, mais aussi avec celles des organisatrices de la résidence inscrites dans une culture professionnelle de la médiation scientifique. Alors que ce dispositif expérimental est pensé pour améliorer les

relations entre journalistes et chercheur·es, lutter contre les idées reçues et restaurer la confiance des publics vis-à-vis de ces deux professions, notre analyse montre de quelle manière les représentations sous-jacentes décalent la résidence de son ambition initiale.

Cet article repose sur une recherche initiée à la suite d'une sollicitation des organisatrices de la résidence ; dans ce cadre, nous avons mis en œuvre une méthodologie mixte, associant observations, entretiens et collecte de documents. Les deux principales modalités de « restitution » de la résidence à ce jour, une rencontre professionnelle et une bande dessinée, ont été analysées. Nous avons mené sept sessions d'observation de la résidence (1h30 à 6h30 chacune) sur les vingt jours d'immersion et participé à la plupart des réunions d'organisation et de suivi. Sept entretiens semi-directifs d'environ une heure ont été réalisés à l'issue de la résidence, avec les personnes impliquées dans la résidence : la journaliste en charge des sujets « Santé » d'un quotidien régional et la chercheuse en biologie cellulaire et moléculaire participant à la résidence ; les trois organisatrices de la résidence, la directrice et deux chargées de projet de la direction « Culture, Sciences et Société » de l'université porteuse du projet ; une seconde journaliste du même quotidien (en charge des pages « Science » du journal et des activités d'éducation aux médias) faisant le lien avec les structures partenaires impliquées dans la résidence (le quotidien régional et une association de journalistes) ; et un rédacteur en chef du journal quotidien partenaire. Dans la suite de l'article, les personnes impliquées seront désignées ainsi : résidente journaliste ; résidente chercheuse ; organisatrices 1, 2 et 3 ; journaliste accompagnatrice ; rédacteur en chef. Nous ne proposons pas ici d'analyse différenciée en fonction des spécificités de statuts ou de profils des protagonistes d'une même catégorie mais nous indiquerons au fil du texte les éléments de contexte nécessaires à la compréhension.

Notre enquête a mis en évidence les positionnements et a priori des divers·es acteur·rices impliqué·es. Nous analyserons dans un premier temps les représentations structurantes en jeu dans la résidence, qu'elles soient portées par les différentes personnes impliquées ou supposées et attribuées par elles à d'autres protagonistes. Puis, nous étudierons la part de réactivation des mythes autour de la science (Romano, 2023) et du journalisme que leur objectif déclaré de lutte contre les préjugés comporte. Enfin, nous interrogerons ce projet entre médiation scientifique et éducation aux médias à partir des publics visés et touchés. Nous verrons que ces publics sont parfois envisagés par les protagonistes de manière large et indéfinie - avec l'idée que le récit de l'expérience de résidence pourrait bénéficier à tous·tes - tout en étant finalement assez ciblés vers les catégories professionnelles des acteur·rices impliquée·es dans la résidence : journalistes, chercheur·es, médiateur·rices et communicant·es, ainsi que les étudiant·es des divers cursus affiliés.

DES REPRÉSENTATIONS STRUCTURANTES AU CŒUR DU PROJET DE RESIDENCE

Le projet de résidence comporte deux phases d'immersion : l'une se déroulant dans le laboratoire de la chercheuse et l'autre dans le journal de Presse Quotidienne Régionale (PQR) de la journaliste résidente. Il est décrit par les organisatrices comme une expérimentation du type « vis ma vie » dans laquelle chaque participante est intégrée aux activités professionnelles de l'autre. La mise en place de la résidence se fonde sur l'idée d'une incompréhension mutuelle entre les journalistes et les chercheur·es, qui serait elle-même liée à une ignorance du fonctionnement, des impératifs et des contraintes du travail de l'autre. Ces professionnel·les pâtiraient d'une forme de méfiance réciproque qu'il faudrait dissiper dans une perspective de lutte contre la désinformation :

« [L'objectif] c'était surtout de faire dialoguer ces deux professions pour lutter contre la désinformation [...] parce qu'il y a déjà des méfiances entre professionnels, parce que même les journalistes des fois ils n'aiment pas forcément parler avec des chercheurs, parce que les chercheurs n'ont pas la réponse à "oui ou non est-ce qu'il

y a un vaccin ?" ou "est-ce que ça va marcher ?" ».

Extrait entretien organisatrice 2

Les organisatrices du projet partagent l'idée que les relations entre journalistes et chercheur·es doivent être améliorées. Néanmoins, cet objectif ne semble pas avoir été exprimé tel quel par des membres de ces professions auprès des organisatrices, en amont de la résidence. L'une d'elles explique que les journalistes avec lesquelles elles sont en contact dans le cadre de leurs activités habituelles de médiation ont déjà l'habitude de côtoyer des chercheur·es et entretiennent de bonnes relations avec ces dernier·es. Cet objectif serait donc davantage lié aux propres ressentis des organisatrices :

« nous, les journalistes avec qui on communique, ils ont l'habitude de contacter des chercheurs, donc c'est plus, je pense, notre ressenti général. [...] On s'est dit que les journalistes locaux, ils n'avaient peut-être pas cet accès, ou cette habitude, à des chercheur·es ou au monde scientifique ».

Extrait entretien organisatrice 3

Les représentations des organisatrices sur la qualité des relations entre journalistes et chercheur·es ont ainsi joué à un premier niveau sur le dispositif de résidence mis en place. Ces représentations sont associées également à une certaine vision de la recherche comme devant avoir un « impact » sur la société et être au service d'autres acteur·ices du monde social :

« Dans toutes nos actions, on trouve aussi que le chercheur a intérêt à être mis en contact avec des publics divers, des journalistes, pour prendre du recul sur sa pratique, pour comprendre... Des fois, on interrogeait des doctorants, ils ne savent pas pourquoi ils font leur thèse, c'est hallucinant. Quel va être l'intérêt de votre recherche ? Qu'est-ce que ça va changer dans le monde ? Quel est l'impact ? Comment on va réutiliser le matériau que vous créez ? Pour... voilà... améliorer le quotidien. Et je trouve que souvent, le chercheur malgré tout, on dit "tour d'ivoire" etc., mais malgré tout il y a un certain décalage avec le quotidien, le concret, le réel ».

Extrait entretien organisatrice 1

La connaissance est ici envisagée comme un moyen en vue de quelque chose de « concret », d'un objectif qui dépasse le seul intérêt scientifique. La référence à l'isolement de la·du chercheur·e et à la « tour d'ivoire » est intéressante à relever car elle figure dans l'une des modalités de restitution de la résidence, la bande-dessinée, sous la forme d'une idée reçue de la journaliste vis-à-vis du monde de la recherche, qu'il s'agirait de déconstruire : « Les chercheurs sont enfermés dans leur laboratoire » (extrait de la BD). Cette représentation selon laquelle les chercheur·es seraient déconnecté·es du réel semble pourtant perdurer après la résidence.

Si les trois journalistes impliqué·es dans la résidence (résidente journaliste, journaliste accompagnatrice, rédacteur en chef) n'expriment pas de défiance vis-à-vis des chercheur·es, ni un but qui serait de réparer leurs relations avec ces dernier·es, la résidente chercheuse fait part de son côté d'une certaine méfiance vis-à-vis des médias. Cette asymétrie entre les journalistes plutôt habitué·es au monde de la recherche et la chercheuse ayant une vision lointaine et plus stéréotypée, s'explique par le fait que la journaliste accompagnatrice était déjà impliquée au préalable dans des actions avec des structures universitaires et de médiation. Par ailleurs, cette même journaliste est responsable des pages « Science » du journal. De son côté, la résidente journaliste est principalement en charge des sujets de santé du journal. A *contrario*, la résidente chercheuse a été sélectionnée avec comme critère principal sa faible connaissance du milieu journalistique et sa distance à l'égard de celui-ci⁴. Pour les membres du comité qui ont sélectionné sa candidature, son peu d'expérience des médias devait favoriser les chances de succès de la résidence pensée comme moyen de transformer le regard sur l'autre profession.

La question de la désinformation se manifeste chez plusieurs personnes impliquées dans la résidence pour expliquer l'intérêt de celle-ci. Bien que, dans les discours des organisatrices, il s'agisse de situer le problème du côté de la relation entre chercheur·e et journaliste, l'idée d'une forme de parallélisme entre la défiance supposée envers les médias et envers la science circule également :

« Je pense que le Covid, ça a flingué, et la presse et la science, parce qu'à l'inverse, les journalistes, il y a un moment où il faut se couvrir, ce que je comprends, mais si le scientifique lui dit que c'est comme ça, et le lendemain lui dit autre chose [...] Donc je pense qu'il y a eu un côté comme ça, horrible, le Covid a flingué tout ça, que ce soit la presse, où on est devenu méfiant parce qu'on ne sait pas ce qu'ils publient, et en même temps, on est méfiant des scientifiques aussi parce qu'on ne sait pas ce qu'ils disent ».

Extrait entretien résidente chercheure

Le Covid est ainsi perçu comme un amplificateur de la méfiance envers la presse et la science (Devars, 2022). La résidente chercheure affirme s'être éloignée de la presse à ce moment-là, en raison de discours journalistiques perçus comme contradictoires et changeants. Dans ce contexte d'incertitudes, elle jouait, en tant que biologiste, un rôle de référence et de traductrice des recherches scientifiques auprès de sa famille. La pandémie de Covid est également mise en exergue par le rédacteur en chef du journal pour faire part du renforcement de la défiance envers la science et les médias :

« C'est important de travailler un peu main dans la main face à cette défiance qui, on l'a bien vu, s'est renforcée pendant le Covid, pendant la pandémie, et qui aujourd'hui ne faiblit pas [...] des études ont montré que le climato-scepticisme avait lui aussi bondi entre 2021 et 2023 et que ça pouvait être assez corrélé justement à cette défiance en la science qui s'est fortifiée pendant la période de pandémie ».

Extrait entretien rédacteur en chef

En effet, si le Covid a également constitué une période d'incertitudes et de doutes pour les journalistes, mettant en difficulté les rédactions (Sebbah *et al.*, 2022), d'autres facteurs sont évoqués au préalable par notre enquêté pour expliquer l'éloignement des publics de la presse. Ainsi, les journalistes et les scientifiques se trouveraient selon lui dans la même situation d'une remise en question de leur expertise :

« Je vais en venir tout de suite à un sujet qui est pour nous un sujet de fond, et je crois que les scientifiques comme les journalistes on est confrontés aujourd'hui à la même difficulté, c'est-à-dire que notre production est considérée comme une parole comme une autre. Notamment par le prisme des réseaux sociaux où tout se relativise et toutes les paroles se vaudraient ».

Extrait entretien rédacteur en chef

Cette représentation d'un journalisme affaibli devant être revalorisé auprès des publics constitue finalement une représentation centrale dans la motivation des journalistes à participer à la résidence, ainsi que dans le déroulement et les restitutions de celle-ci. Pourtant, l'équivalence des paroles circulant dans l'espace public semble surestimée par les journalistes. Par exemple, les enquêtes auprès des publics étudiants témoignent au contraire d'une certaine intériorisation de l'illégitimité de leurs pratiques informationnelles sur les réseaux sociaux et de la valeur de référence attribuée aux grands titres de presse écrite par rapport à d'autres sources d'information, en particulier pendant la crise sanitaire Covid-19 (Chibois *et al.*, 2023 ; Staii, 2022).

LUTTE CONTRE LES IDEES REÇUES ET REACTIVATION DES MYTHES

Le principal livrable de la résidence prend la forme d'une bande dessinée de six pages intitulée *Chercheurs, journalistes, qui sont-ils vraiment ?* Dessinée par un auteur de BD à partir des idées des résidentes, elle est disponible sur la page internet du projet et imprimée en format papier à 300 exemplaires. Les exemplaires ont été diffusés auprès des partenaires ou parties prenantes du projet SAPS dans lequel s'insère la résidence (instituts scientifiques, universités, médias), ainsi qu'auprès des publics scolaires avec lesquels travaillent les organisatrices pour d'autres volets du projet et des bibliothèques municipales du territoire. Support de communication sur la résidence, elle est introduite par une courte explication des motivations de celle-ci : « lutter contre la désinformation, la circulation des infox et la défiance envers la science », situant la résidence tout autant du côté de l'éducation aux médias que de celui de la médiation scientifique. L'objectif de la BD elle-même est évoqué dans les entretiens et lors des réunions ; il s'agit de lutter contre les « idées reçues ». Pour ce faire, la BD met en scène un dialogue entre les résidentes, chacune représentant sa profession et devenant la porte-parole de lieux communs qui seraient en circulation dans la société sur les métiers de journaliste et de chercheur·e et que l'expérience de la résidence permettrait de rectifier.

Toutefois, en dehors de la BD, certaines de ces idées reçues ne semblent que partiellement portées par les participantes ou d'une manière ambivalente. Ainsi quand, en entretien, la question du niveau de connaissance préalable sur le journalisme est posée à la chercheuse, celle-ci commence par invoquer la figure fantasmée de « Tintin » pour finalement évoquer un aspect moins connu, le travail de « desk » :

« Je pense que j'avais zéro [connaissance]. Vraiment, moi, c'était Tintin qui allait faire ses enquêtes et basta. Déjà, j'ai découvert 2000 métiers, je pense. Enfin, tu as tout un panel de métiers dans une rédaction, c'est un truc de fou. Et puis...j'avais, je pense, l'image, oui, de l'interview, etc. Mais je n'avais pas ce côté... Il faut retravailler, il faut réécrire, il faut... Je pense que tout ça, je ne l'avais pas en tête. J'ai vraiment plus, je pense, si je suis tout à fait honnête, je voyais bien le truc où tu prends les dépêches AFP et tu en fais un article, et tu te renseignes sur Internet, et voilà. »

Extrait entretien résidente chercheuse

La coexistence de ces deux représentations opposées interpelle d'autant plus que la place du travail de desk s'effectue au détriment des déplacements sur le terrain et que celle-ci constitue une source de désillusion pour une part importante des journalistes entrant dans la profession (Charon *et al.*, 2021). Au moment de l'entretien, l'enquêtée est en recherche d'idées reçues pouvant nourrir la BD. Alors que l'image du reporter de terrain constitue davantage une représentation fantasmée et le travail de desk une réalité minorée, le choix a été fait de présenter à l'inverse le travail de desk comme une idée reçue sur le métier de journaliste et le travail de terrain comme la réalité du métier. Par ailleurs, comme le montre la figure 1 ci-dessous, la BD illustre ce travail de terrain par une journaliste tendant son micro à un agriculteur en gilet jaune qui manifeste.



Figure 1. Extrait de la bande dessinée Chercheurs, journalistes, qui sont-ils vraiment ?

Ce choix d'illustration n'est pas anecdotique. En effet, au regard des vives critiques émises par le mouvement des Gilets jaunes envers les journalistes, ces sympathisant·es incarnent pour une part la défiance envers les médias. Cette imagerie fonctionnerait ainsi comme une tentative de réconcilier les journalistes et les publics qui s'en sont détournés au sein des imaginaires sur la profession.

« Il y a des idées reçues, la presse n'a pas forcément bonne presse. [...] C'est pour ça que dans les restitutions qu'on va faire, on est parti sur une idée de déconstruire quelques idées reçues sur les deux métiers sous forme d'une BD. Et ça, de toute façon, c'est quelque chose qu'on a beaucoup vu aussi au moment des Gilets jaunes ».

Extrait entretien résidente journaliste

La BD tente de défaire ce qu'elle présente comme des idées reçues sur les deux métiers. La lutte contre les idées reçues sur la science s'inscrit dans les missions de la médiation scientifique (Zohou, 2024) mais ces idées ne correspondent pas aux connaissances de la journaliste à propos des chercheur·es et présentent peu de lien avec l'objectif annoncé de lutter contre la désinformation. Les idées reçues à propos des journalistes reflètent, quant à elles, davantage les tensions et les enjeux qui traversent actuellement ce champ mais leur mise en scène constitue également une manière de réhabiliter une image idéalisée du journalisme. Ainsi, à l'affirmation selon laquelle les journalistes ne sont pas objectifs, la BD répond « NON ! » en confinant l'opinion aux seuls éditorialistes et en invoquant la figure du reporter qui, quand il traite d'un sujet polémique, « contacte tous les protagonistes pour leur donner la parole ». L'objectivité fait partie des mythes du journalisme entretenus par la profession (Le Bohec, 2000). Sa défense et sa réactualisation, lors des deux dernières décennies, sont passées, entre autres, par la valorisation de pratiques journalistiques spécifiques telles que la réinvention du fact-checking (Bigot, 2019) et le journalisme de données (Vauchez, 2019). Or l'objectivité ne peut se réduire au seul fait de contacter tous les protagonistes et la délimitation des protagonistes à interroger pose en soi question. La réponse sur l'objectivité journalistique s'inscrit ainsi dans la continuité des discours entretenant ce mythe, évacuant la complexité du rapport à l'objectivité dans les pratiques professionnelles, notamment étayée par la recherche en sciences humaines et sociales sur le journalisme.

Une seule des réponses aux cinq idées reçues sur le journalisme, « les journalistes sont toujours pressés », tente d'aller à l'encontre d'un mythe. L'urgence constitue en effet l'un des mythes professionnels du journalisme (Le Bohec, 2000) :

« La presse présente des caractéristiques qui l'apparentent aux "métiers héroïques", par nature aux prises avec l'urgence et, parfois, le danger (Jeantet et Gernet, 2011). Au cœur du travail journalistique, l'urgence est régulièrement convoquée par les acteurs pour en magnifier les rudes mais nobles exigences, notamment à partir de l'exemple de la presse quotidienne. »

(Pilmis, 2014, p.101-102)

La réponse apportée se veut nuancée dans la mesure où elle est la seule à ne pas être introduite par un « NON ! ». La BD évoque ainsi la question de la temporalité journalistique en expliquant que, effectivement, les journalistes sont parfois pressé·es, mais elle affiche une volonté d'aller à l'encontre de l'image du journaliste « qui n'a pas le temps » en avançant que « pour un sujet qui n'est pas dans l'actualité, une enquête ou un sujet complexe, le journaliste prend le temps de "fouiller" son sujet ». Cette prise de distance semble liée à la crainte que l'idée d'urgence et les délais très courts de publication puissent être davantage associés à du travail bâclé, suscitant la suspicion, qu'à un acte héroïque :

« C'est le lieu commun que leur temporalité [celle des chercheur.es] n'est pas la nôtre mais là je pense que ce qui était intéressant aussi de faire passer comme message c'est que nous on n'est pas que dans la temporalité de l'urgence. »

Extrait entretien résidente journaliste

La comparaison avec le temps long de la recherche est ici évoquée mais le choix est fait de ne pas opposer les deux professions sur ce point. Cette conception n'est pas partagée par l'organisatrice responsable du projet de résidence lorsqu'elle évoque sa propre représentation du métier de journaliste « quelqu'un qui court à droite à gauche, qui est à trois réunions en même temps » ni par le rédacteur en chef du journal partenaire qui, en entretien, définit spontanément le travail journalistique par son rapport à l'urgence :

« Je dirais que, pour moi, les journalistes sont un petit peu les urgentistes de la réalité c'est-à-dire que, nous, on est dans l'urgence d'une information qui tombe, d'un fait, qu'on doit la traiter, lui donner le plus de contexte possible, la vérifier, mais dans notre métier, en tout cas en presse quotidienne, il y a toujours cette urgence. »

Extrait entretien rédacteur en chef

La mise en avant d'un travail « fouillé », qui s'intéresse à l'épaisseur des sujets dans une volonté de « tout savoir » (cf. la bande dessinée) sur ceux-ci semble finalement s'inscrire dans une logique de distinction avec l'instantanéité des réseaux sociaux numériques et des fausses informations qui leur sont associées, comme l'évoque la dernière idée reçue de la BD (figure 2), axée sur l'utilité du journalisme contre la désinformation.



Figure 2. Extrait de la bande dessinée Chercheurs, journalistes, qui sont-ils vraiment ?

La réponse à cette idée reçue correspond au rôle de *gate keeper* (White, 1950) traditionnellement joué par les journalistes qui filtrent et hiérarchisent les informations. Appliquée aux « informations diffusées sur les réseaux sociaux », cette démarche valorise la rigueur journalistique et sa légitimité de *gate keeper* auprès d'un public envisagé comme crédule.

UN PROJET ENTRE MÉDIATION SCIENTIFIQUE ET ÉDUCATION AUX MÉDIAS EN QUÊTE DE SON PUBLIC

La lutte contre la désinformation constitue l'un des enjeux centraux de l'éducation aux médias (Jehel et Saemmer, 2020) dont semble faire sien ce dispositif de résidence. Pourtant, les publics auxquels s'adressent les restitutions et les productions issues de la résidence ne sont pas explicitement définis. Par exemple, au moment de l'entretien et de la préparation du contenu de la BD, la chercheuse ne savait pas auprès de qui ni comment celle-ci serait diffusée. Par ailleurs, les publics à qui s'adressaient certaines restitutions n'ont finalement pas été atteints. En effet, les chercheur·es et les journalistes constituent des catégories de publics visé·es par plusieurs actions de ce projet SAPS et la principale restitution de la résidence se présentait comme une rencontre professionnelle qui leur était dédiée. Si des collègues du laboratoire de la résidente chercheuse sont venu·es à cette rencontre professionnelle, notamment dans une logique d'équipe, aucun·e journaliste n'y a assisté, y compris du quotidien partenaire de la résidence. Interrogées à ce sujet lors des entretiens, les organisatrices ont évoqué leurs difficultés à capter ce public, malgré les efforts déployés.

« C'est un problème qu'on a à chaque fois. On n'a fait que deux rendez-vous professionnels dont celui-là et le public journaliste, il est difficile à capter et c'est quelque chose dont on a déjà parlé avec [l'association professionnelle partenaire] et avec [la journaliste accompagnatrice] parce que, en fait, ils nous disent qu'ils ont des sollicitations de partout, ils sont toujours très occupés. »

Extrait entretien organisatrice 3

Lors des réunions, les journalistes impliquées dans la résidence ont, en effet, invoqué le caractère imprévisible - et soumis à l'actualité - de leur quotidien professionnel pour expliquer l'absence de leurs collègues à ce type de rencontre. Il semble que le public principalement touché soit finalement celui des responsables de communication attachés·es à des institutions scientifiques.

« J'ai trouvé que la restitution orale, elle était hyper intéressante et on va la maintenir, je pense, dans ce format-là, parce que, déjà ça leur permet, elles, de revenir sur leur expérience et ça nous a permis, à nous, de mieux comprendre un peu tout ce qui s'était passé. C'était juste dommage que dans la salle, il n'y avait que des communicants, on s'y attendait un peu mais... »

Extrait entretien organisatrice 2

Au regard des échanges observés, la rencontre intéressait, pour l'essentiel, les responsables de communication d'institutions scientifiques dans la perspective d'augmenter leurs capacités à relayer auprès des journalistes ce que ces responsables ont la charge de valoriser plutôt que dans une visée de lutte contre la désinformation. La résidence semble donc rencontrer des intérêts divers, plus ou moins motivés, identifiés ou affichés, et dont l'ambition évolue au fur et à mesure de l'expérience :

« Au début de la résidence, comme on avance en faisant, on s'était dit bon on va faire un livrable, un livre blanc des relations chercheur·es-journalistes. Bah non, ce n'est pas cette expérience-là qui va révolutionner les relations chercheur·es-journalistes, et on ne va pas pouvoir en faire des règles générales de base. Il faudra que chaque journaliste et chaque chercheur·e refasse un "vis ma vie" pour qu'ils s'imprègnent de cette relation-là. »

Extrait entretien organisatrice 1

Considérant les difficultés à mobiliser le public souhaité, cette organisatrice, responsable du projet, redessine les objectifs de la résidence. Finalement, l'idée renforcée par l'expérience de la résidence et qu'elle souhaite transmettre est que *« c'est intéressant de chaque fois prendre du temps finalement, dans une interaction quelle qu'elle soit, pour*

que ça améliore ce qui est produit ensemble » (extrait entretien organisatrice 1). Ce constat, qui peut sembler modeste, s'avère fondamental si on le transforme en une nécessité d'aménager ou de négocier des conditions de travail de manière à disposer de ce temps-là. Or, alors que les contraintes de temporalité ont parcouru toute la résidence, de sa mise en place à ses restitutions (dont plusieurs ont été annulées, faute de temps) et ont constitué une difficulté pour toutes les personnes impliquées (y compris nous, observateur·ices de la résidence), la BD minimise le problème du manque de temps dont disposent les journalistes, temps souvent pris sur la vie familiale et motif, parmi d'autres, de réorientation professionnelle (Charon et al., 2021). Ce choix semble dû au fait que les enjeux de crédibilité sont privilégiés par les journalistes. La résidence a été conduite au moment de la mise en œuvre d'un plan social au sein du journal partenaire, qui s'est traduit par une vague de licenciements et un mouvement de grève d'une partie de sa rédaction. Dans ce contexte, la BD aurait pu constituer un outil pour défendre la profession et ses conditions de travail plus que pour en défendre l'image. Le rédacteur en chef explique que, pour son journal, l'enjeu était de réfléchir à la manière de renforcer leur crédibilité de manière générale, auprès du grand public, face à ce qu'il perçoit comme une remise en question de leur production.

« Nous, on doit réfléchir aussi à comment on traite de sujets scientifiques, comment on les rend crédibles et comment on factualise pour éviter justement ce piège de "oui c'est une parole qui en vaut une autre" et qui est un vrai danger, pour nous, pour les journalistes, mais pour le métier de journaliste. »

Extrait entretien rédacteur en chef

L'éducation aux médias et à l'information semble ainsi constituer la voie privilégiée, comme l'énonce la journaliste résidente : *« là, après la crise Covid, on est reparti à fond sur l'éducation aux médias »* (extrait entretien résidente journaliste). Pour autant, si la lutte contre la désinformation est annoncée par les organisatrices comme la principale motivation du projet, la question disparaît par la suite dans les interactions observées pendant les périodes d'immersion, elle est absente dans la rencontre professionnelle et réduite à la lutte contre des « idées reçues » sur les métiers de journaliste et de chercheur·e dans la bande dessinée.

Finalement, comme évoqué précédemment, la résidence a principalement suscité l'intérêt des professionnel·les de la communication scientifique, souhaitant renforcer leurs réseaux, entre pairs mais également avec les journalistes et les chercheur·es, acteur·ices nécessaires à leur activité mais difficiles à « capter ». Celles-ci et ceux-ci s'interrogent sur leurs métiers et sur la manière dont leur travail est perçu par les journalistes et les chercheur·es.

« Alors, j'ai une question un peu bête, mais on est quand même assez nombreux à être communicants dans la salle. Est-ce que pour vous, c'est un intermédiaire qui est pertinent d'avoir quelqu'un qui fasse l'interface entre les deux métiers ou pas ? [...] Et, est-ce qu'il y aurait des pistes d'amélioration ? »

Extrait de la rencontre professionnelle, intervention d'un·e responsable de communication scientifique

La réaction de la résidente chercheuse rend saillant l'écart des perspectives et des attentes des différent·es acteur·ices en présence. Elle réalise son travail sans interagir avec les communicant·es de son institut de recherche et ne perçoit pas leur rôle vis-à-vis des scientifiques. Lors de la rencontre professionnelle, elle indique n'avoir jamais rencontré les communicant·es de son institut avant le début de la résidence et signale qu'elle ignore en quoi consiste leur travail. En entretien, l'organisatrice responsable du projet de résidence reviendra sur ces propos, marquant son étonnement.

« Après 20 ans de pratique en médiation je me dis "bah mince, les chercheurs ne comprennent toujours pas ce qu'on fait, nous, médiateurs". Alors ça, moi, ça me questionne, typiquement, sur ma pratique. Moi ça m'a interrogée sur notre existence et notre fonction dans cette relation-là. »

Extrait entretien organisatrice 1

Les deux journalistes impliquées dans la résidence expriment, quant à elles, une meilleure connaissance du travail des communicant·es avec qui elles ont des échanges ponctuels pour des articles et dont elles reçoivent les communiqués de presse. Mais quand la proposition leur est adressée en retour « *d'instaurer des petits rendez-vous journalistes-communicants-recherche-ou-établissement pour se faire des petits briefings régulièrement sur des sujets, des choses qui apparaissent sur le site, trouver un mode de collaboration qui soit fluide et qui soit libre* » (extrait rencontre professionnelle, intervention d'un·e responsable de communication scientifique), les journalistes avancent des objections. Dans un premier temps, ces dernières invoquent des obstacles d'ordre organisationnel comme la difficulté, dans leur métier de planifier des rendez-vous. Les journalistes font ensuite part de leur propre défiance à l'égard des communicant·es.

« Peut-être que les communicants, qui sont soumis à des dirigeants qui parfois n'ont qu'une idée en tête, c'est valoriser tel truc, obtenir tel financement, et qui ne vont pas penser que par un article un peu à côté de leur objectif, ils vont aussi... Peut-être que vous êtes aussi dans une machine, je ne sais pas, ce n'est pas à moi de le dire, mais j'en ai quand même parfois un petit peu discuté, où on vous demande parfois de mettre en valeur des choses qui ne vont pas être forcément les plus intéressantes pour nous, et donc ça ne marche pas. J'aime avoir une autonomie suffisante, et je pense qu'il y a quand même des dirigeants de l'organisation scientifique ou d'enseignement, de recherche qui n'ont pas forcément la bonne vision de ce que doit être la communication. »

Extrait rencontre professionnelle, intervention de la journaliste accompagnatrice

Cette perception d'une profession qui serait peu libre, même dans les instituts publics de recherche, soumise à leurs dirigeant·es et aux sources de financement, fait écho à l'idée reçue de « pressions » sur les journalistes que la bande dessinée tentait, entre autres, de démentir.

CONCLUSION

L'observation de la résidence croisée a mis à jour un certain nombre de représentations que partagent, ou non, différent·es acteur·ices professionnel·les diffusant des discours sur la science - journalistes, chercheur·es, médiateur·ices, communicant·es - sur leur propre métier et sur celui des autres acteur·ices impliqués dans le projet. Elle a donné la possibilité d'accéder au quotidien de la médiation scientifique avec ses ajustements et ses écueils. Comme l'énonce la responsable du projet, dans une conclusion spontanée de la rencontre professionnelle :

« Finalement, c'est du travail en train de se faire. On ne savait pas ce qu'allait donner la résidence, on ne savait pas ce qu'on attendait, on ne savait pas ce qu'on allait collecter comme bébé. »

Extrait rencontre professionnelle, intervention organisatrice 1

C'est ainsi une médiation scientifique en action qu'il nous a été donné d'observer. Nous pouvons faire nôtre le constat d'A. Kervella, C. Matuszak, C. et B. Michaud au sujet du dispositif de résidence de journalistes dans le cadre d'une politique publique d'éducation aux médias et à l'information et de ses acteur·rices, et l'élargir dans une certaine mesure aux actrices du dispositif de résidence que nous avons observé qui « *travaillent le dispositif, en infléchissent les objectifs et surtout reconfigurent les rôles.* » (Kervella et al., 2021).

Si la médiation prend ici en partie pour sujet le travail scientifique, elle ne diffuse pas de savoirs scientifiques. Plus qu'une médiation scientifique, au sens d'un dispositif de vulgarisation des savoirs (Bergeron, 2016), la résidence telle qu'elle est construite et

projetée par ses actrices constitue une médiation entre des groupes sociaux au « *sens ordinaire [...] d'entremise destinée à mettre d'accord des partis ayant un différend, qui présuppose un conflit et comporte une idée de conciliation ou de réconciliation* » (Davallon, 2003, p.39). En effet, l'hypothèse d'un malentendu, d'une incompréhension voire d'un rejet est, comme nous l'avons observé, au fondement du projet d'immersion. Les organisatrices se positionnent dès lors dans un rôle de médiatrices, visant à résorber une double défiance entre des groupes professionnels et entre les groupes professionnels et les publics. Cet objectif se confronte néanmoins aux représentations des actrices de la résidence, résidentes comme organisatrices, quant au travail scientifique, mais surtout quant aux enjeux de médiations tels qu'ils sont respectivement revendiqués par les journalistes et par les institutions scientifiques qui portent cette résidence. Face à l'indéfinition du « grand public », cible affichée du dispositif, le poids des représentations sur la science et le journalisme qui circulent dans la société ramène le dispositif dans une logique qui, à la croisée de la médiation scientifique et de l'éducation aux médias et à l'information, peine à dépasser le cadre institutionnel qui en est à l'origine.

NOTES

¹ Nous faisons le choix de ne pas présenter nominativement ni les programmes étudiés ni les personnes impliquées, tout en précisant les informations nécessaires à la compréhension des enjeux analysés dans ce texte.

² Extrait de la page de présentation sur le site web de l'université qui organise la résidence.

³ Extrait de la page de présentation sur le site web du projet SAPS qui porte et finance la résidence.

⁴ La chercheuse a pour spécialité la biologie cellulaire et moléculaire. D'autres candidat·es ont été écarté·es car leurs recherches en sciences humaines et sociales leur conféraient une connaissance jugée trop importante du milieu journalistique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bergeron, Andrée (2016), « Médiation scientifique », *Arts et Savoirs*, 7 [en ligne].

Bigot, Laurent (2019), *Fact-Checking versus fake news, vérifier pour mieux informer*. Paris : INA.

Callon Michel, Lascoumes Pierre ; Barthe Yannick (2001), *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris : Seuil.

Charon, Jean-Marie ; Adenora Pigeolat (2021), *Hier, journalistes. Ils ont quitté la profession*. Toulouse : Éditions Entremises.

Chibois, Jonathan ; Croissant, Valérie ; Gadras, Simon ; Hare, Isabelle ; Touboul, Anne-Lise (2023), Peut-on s'affranchir de la norme dans l'étude des pratiques informationnelles d'actualité ? Le cas d'une enquête auprès d'étudiant.e.s. *Études de communication*, 2023, vol.2, n° 61, p. 91-112.

Davallon, Jean (2003), « La médiation : la communication en procès ? », *Médiation et information*, n° 19. pp.37-59.

Devars, Thierry (2022), « Médiatisations et polarisations dans la crise du Covid 19 », *Quaderni*, n° 106, p. 101-118.

Jehel, Sophie ; Saemmer, Alexandra (dir). (2020), *Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique*. Lyon : Presses de l'Enssib.

Kervella, Alexandra ; Matuszak, Céline ; Michaud, Béatrice (2021), (dir.), « La place du

journaliste dans l'éducation aux médias : témoins, experts ou éducateurs ? Regard sur le nouveau dispositif de résidence-mission de journaliste". Collection, Varia 14. Question de recherche.

Le Bohec, Jacques, (2000). *Les mythes professionnels des journalistes*. Paris : L'Harmattan.

Maleki, Khosro (2014), « Espace public et culture scientifique », *Sciences de la société*, n° 91. p. 174-188.

Molinari, Cassandre (2018), « Approche communicationnelle des rapports entre arts et sciences : le cas des résidences et des festivals », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n° 19, vol. 1, p. 63-80.

Pilmis, Olivier (2014), « Produire en urgence. La gestion de l'imprévisible dans le monde du journalisme », *Revue française de sociologie*, Vol. 55., pp. 101-126.

Romano, Antonella (2023), (dir.), « Le mythe de la science », *Communications*, n° 113.

Sebbah, Brigitte ; Bousquet, Franck ; Cabanac, Guillaume (2022), « Le journalisme scientifique à l'épreuve de l'actualité « Tout Covid » et de la méthode scientifique : les journalistes scientifiques soudain au centre de la production de l'information », *Les cahiers du Journalism*, série 2, n° 8-9.

Staii, Adrian, (2022), « S'informer au temps du coronavirus. Une enquête auprès des étudiants », *Quaderni*, n° 106, p. 81-100.

Vachez, Ysé (2019), « Les mythes professionnels des fact-checkers Un journalisme de données au service de la vérité », *Politiques de communication*, n° 12, p. 21-44.

White, David Manning (1950), « The Gate Keeper: A Case Study in the Selection of News », *Journalism & Mass Communication Quarterly*, vol. 27, no 4, p. 383-390.

Zohou, Arnaud (2024), *La médiation scientifique*. Paris : Presses des Mines.

Enjeux de légitimité dans la médiation scientifique : approche par les usages du livre

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Émilie Kohlmann

*Maîtresse de conférences à l'Université Grenoble Alpes en Sciences de l'information et de la communication, Emilie Kohlmann enseigne à l'IUT2 en Bachelor Universitaire Technologique (BUT) Information Communication. Elle est rattachée à l'axe 2 «Communication, médias et champs sociaux» du laboratoire GRESEC. Ses thématiques de recherche portent sur la médiation scientifique et la communication environnementale. Liste des publications : <https://cv.hal.science/emiliekohlmann>
emilie.kohlmann@univ-grenoble-alpes.fr*

Aude Inaudi

*Maîtresse de conférences en Sciences de l'information et de la communication, membre de l'équipe 1, « Enjeux et usages des dispositifs sociotechniques numériques et des mutations informationnelles » du laboratoire IMSIC. Ses recherches portent sur les médiations techniques et humaines dans les domaines de l'éducation et de la culture. Liste des publications : <https://cv.hal.science/aude-inaudi>
aude.inaudi@univ-amu.fr*

Amélie Coulbaut-Lazzarini

*Maîtresse de conférences à l'Université Grenoble Alpes en Sciences de l'information et de la communication, rattachée au laboratoire GRESEC, Amélie Coulbaut-Lazzarini enseigne dans les masters de la mention information-communication. Ses thématiques de recherche portent sur la médiation environnementale et les récits.
<https://cv.hal.science/amelie-coulbaut-lazzarini>
amelie.coulbaut-lazzarini@univ-grenoble-alpes.fr*

Plan de l'article

Résumé et mots clés en français

Title, abstract and keywords in english

Titulo, resumen y palabras clave en espanol

Introduction

Le livre objet : à la frontière des métiers de la médiation

La matérialité du livre : une compétence strictement bibliothéconomique ?

Quand la matérialité donne « prise » aux médiateurs scientifiques

Le livre symbole : construire de la légitimité

Le livre caution de la scientificité de la médiation ?

La lecture comme une temporalité à part pour les médiateurs

Le livre contenu : imaginaire et science

Et si le livre n'était pas que justification scientifique ?

Utiliser le livre autrement : encapacitation, débat et mise en œuvre d'un regard critique

Conclusion

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Cet article porte sur le statut du livre à la fois dans sa dimension symbolique et fonctionnelle afin d'interroger les évolutions de la médiation scientifique et les tensions entre différentes représentations de la science et du public, dans un univers où se croise une grande diversité d'acteurs. L'hypothèse est que pour répondre à leur objectif de reconnaissance, les acteurs de la médiation scientifique ont recours à différents éléments symboliques, dont le livre en tant que représentant d'une connaissance scientifique fiable et stabilisée. Objet-frontière, le livre permet d'articuler différents métiers et compétences de la médiation scientifique. Indirectement, il sert à asseoir la légitimité des discours et des acteurs, ainsi qu'à ouvrir sur des dispositifs dans lesquels la place du public est reconsidérée.

Mots-clés

Médiation scientifique, culture scientifique, livre, légitimité scientifique, dispositif, connaissance, publics

TITLE

Issues of legitimacy in scientific mediation: a book-based approach

Abstract

In this article, we postulate that taking an interest in the status of the book, both in its symbolic and functional dimensions, makes it possible to examine changes in scientific mediation and the tensions between different representations of science and the public in a world where a wide variety of players come together. Our hypothesis is that in order to meet their need for recognition, players in scientific mediation have recourse to various symbolic elements, including the book as a symbol of reliable and stabilised scientific knowledge. As a "frontier object", the book makes it possible to articulate the different professions and skills involved in scientific mediation, and serves to establish the legitimacy of the discourse and the players involved, as well as opening the way to systems in which the role of the public is reconsidered.

Keywords

Scientific mediation, scientific culture, books, scientific legitimacy, devices, knowledge, publics

TÍTULO

Cuestiones de legitimidad en la mediación científica: un proceso basado en libros

Resumen

En este artículo, postulamos que interesarse por el estatus del libro, tanto en su dimensión simbólica como funcional, permite examinar los cambios en la mediación científica y las tensiones entre las distintas representaciones de la ciencia y el público en un mundo en el que confluyen una gran variedad de actores. Nuestra hipótesis es que, para satisfacer su necesidad de reconocimiento, los actores de la mediación científica recurren a diversos

elementos simbólicos, entre ellos el libro como símbolo del conocimiento científico fiable y estabilizado. Como objeto fronterizo, el libro permite articular las distintas profesiones y competencias que intervienen en la mediación científica, y sirve para establecer la legitimidad del discurso y de los actores implicados, además de abrir la vía a sistemas en los que se reconsidera el papel del público.

Palabras clave

Mediación científica, cultura científica, libros, legitimidad científica, sistemas, conocimiento, público

INTRODUCTION

À travers l'analyse de la place accordée au livre dans les dispositifs de médiation scientifique, la question de la mise en scène de la légitimité des différents acteurs de celle-ci est abordée. Le propos s'appuie sur les données du projet de recherche *LivMed*¹ : « Faire évoluer la place du livre dans la médiation : d'un outil documentaire à un dispositif de médiation », soutenu et financé par l'ANR dans le cadre de l'appel à projet Science avec et pour la société (SAPS) 2021².

Le projet *LivMed* repose sur une méthodologie qui croise des observations de dispositifs de médiation avec des entretiens menés auprès des divers acteurs de la médiation, tant au niveau des structures (Centre culturel scientifique, technique et industriel, muséums, parcs naturel, associations, etc.) que des métiers (médiateurs, personnels de direction, concepteurs de dispositifs, bibliothécaires, documentalistes).

Le corpus d'observations s'est constitué à la suite d'un questionnaire diffusé par l'Association des musées et centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) auprès de ses adhérents. Il leur été demandé de présenter leurs activités de médiation scientifique et d'expliquer en quelques lignes pour quelles raisons celles-ci leur semblaient innovantes ou exemplaires. Après l'analyse de ces premiers retours, les formes de médiation à observer plus en détail et les entretiens à mener auprès des professionnels ont été sélectionnés. Ce choix s'est établi à partir des critères suivants : présence de l'objet livre dans la médiation, publics visés, partenariats, caractère innovant. Le corpus d'étude constitué s'appuie sur dix-sept structures différentes (avec au moins un entretien par structure, parfois deux) et plus d'une cinquantaine de dispositifs de médiation observés ou présentés lors des entretiens : édition de livres jeunesse, bande-dessinée, conception d'*escape game*, lecture d'albums, expositions, jeux, production audio-visuelle, dispositifs de science participative, expositions, etc. Le livre recouvre différents types de formats, de contenus, etc. qui sont mobilisés selon les cas et les objectifs définis par les médiateurs. Il peut être présent physiquement dans les dispositifs ou être dématérialisé et rematérialisé dans des formes éloignées de l'objet initial comme dans certains formats d'expositions, de théâtralisation ou de films.



Médiation scientifique à la Cité des Enfants, Paris, qui reprend l'univers visuel du livre *J'ai perdu un truc*.
©Crédit photos : UniverScience

Pour cet article, les résultats, corpus d'entretiens et d'observations issus de deux précédentes recherches co-financées par l'AMCSTI, en partenariat avec le ministère de la Culture et l'Université Grenoble Alpes, menées à cinq ans d'intervalle, sont aussi mobilisés (Cartellier et Inaudi, 2015 ; Inaudi et Kohlmann, 2020).

Tous ces corpus offrent la possibilité d'interroger la cohabitation et l'articulation de différentes compétences professionnelles, traditionnellement plus orientées vers la documentation pour les professionnels du livre ou vers les publics pour les professionnels de la médiation. La mise en scène de la légitimité scientifique des connaissances diffusées pendant les actions de médiation est questionnée, tout autant que les dispositifs mis en place par les acteurs, leur identité au sein de ces dispositifs et les enjeux de reconnaissance et de pouvoirs qui se jouent dans ce cadre.

S'intéresser au statut du livre dans sa dimension symbolique et fonctionnelle questionne les évolutions de la médiation scientifique et les tensions entre différentes représentations de la science et du public dans un univers où interagit une grande diversité d'acteurs. Le livre est considéré comme un objet-frontière, entendue comme « objets, abstraits ou concrets, dont la structure est suffisamment commune à plusieurs mondes sociaux pour qu'elle assure un minimum d'identité au niveau de l'intersection tout en étant suffisamment souple pour s'adapter aux besoins et contraintes spécifiques de chacun de ces mondes » (Trompette et Vinck, 2009, p.8). Dispositifs d'interface entre des mondes sociaux, les objets-frontières tiennent dans cette définition également à la matérialité et à la structuration de connaissances qui se déplacent. Réfléchir le livre comme un objet-frontière permet de souligner le double mouvement qui existe chez les acteurs qui le mobilisent dans la médiation scientifique : entre objet simple, presque banal et *a contrario* élément à forte charge symbolique.

En ce sens, le livre est tout à la fois : *objet matériel* manipulable et utilisable dans différents dispositifs de médiation, *contenu* ouvert à une variété de cadrages entre science et culture et porteur de récits, et *symbole* articulé entre représentation d'une temporalité à part, celle de la lecture, et d'un contenu scientifique à valeur ajoutée par rapport aux contenus web (Auger et Jacobi, 2003).

L'hypothèse formulée ici est que pour se légitimer auprès de leurs publics et de leurs partenaires scientifiques et répondre à leur objectif de reconnaissance (Richard et Barrett, 2011), les acteurs de la médiation scientifique ont recours à différents éléments symboliques. Le livre, par les valeurs, l'autorité et les représentations qu'il véhicule implicitement (Melot, 2004) en fait partie, tout comme les partenariats entre les acteurs de la médiation et ceux de la recherche scientifique.

En premier lieu, cet article présente la manière dont le *livre objet* articule différents métiers et compétences de médiation dans les dispositifs qui le mobilisent. Ensuite, il montre comment le recours au *livre symbole* permet d'asseoir la scientificité des discours et des dispositifs, mais aussi de légitimer le rôle des médiateurs scientifiques ou la place des métiers de la documentation dans le champ de la CSTI. Enfin, il aborde les nouvelles formes de représentation des publics et de la science. Le *livre contenu*, en ne se cantonnant pas aux livres scientifiques, offre des possibilités de considération moins instrumentale de la vulgarisation ou de la construction d'une culture scientifique, en laissant place à l'imaginaire. Ce dernier point révèle, d'une part, la prégnance d'une approche de la médiation scientifique, dont les formats, proches de ceux de la culture, voire du divertissement, occultent peu à peu la question de la transmission ou même de l'engagement du public dans les sciences (Callon, Lascoumes et Barthe, 2014). D'autre part, il met en exergue le rôle de l'imaginaire et des récits fictionnels portés par le livre dans une ouverture réflexive vers les sciences (Vassor et Verquere, 2022). Des verbatims et des illustrations, extraits des corpus d'observations et d'entretiens, et choisis pour leur représentativité viennent régulièrement illustrer les propos.

LE LIVRE OBJET : À LA FRONTIÈRE DES MÉTIERS DE LA MÉDIATION

La matérialité du livre : une compétence strictement bibliothéconomique ?

Lorsque les médiateurs parlent de livre dans le cadre de leur activité (Inaudi et Kohlmann, 2020) ils évoquent presque systématiquement sa forme imprimée. Cette matérialité de l'objet livre n'est pas sans impact sur son intégration dans les dispositifs de médiation. En effet, même s'il existe une très grande hétérogénéité des acteurs de la culture scientifique et technique (Richard et Barrett, 2011), lorsque l'objet livre entre dans l'équation, une fracture semble s'opérer entre les professionnels du livre (documentalistes, bibliothécaires, éditeurs, libraires, etc.), auxquels il est reconnu des compétences bibliothéconomiques, et les médiateurs scientifiques, qui se déclarent globalement incompetents ou insuffisamment compétents et qui soulignent l'importance des partenariats pour utiliser « correctement » le livre :

La difficulté c'est qu'on travaille avec des gens avec qui on ne travaille pas d'habitude ; en plus ce n'est pas forcément un domaine qu'on connaît bien. Pas celui de l'astronomie, mais le côté lecture de livre, médiathèque, et cetera. On n'est pas forcément à l'aise là-dessus (Entretien avec les autrices, médiatrice scientifique).

En 2015 (Cartellier et Inaudi, 2015), une première étude signalait que malgré des liens de plus en plus forts entre la transmission de la science et les actions de médiation, celle-ci était limitée par les méconnaissances réciproques et par le faible partage des compétences spécifiques entre les professionnels du livre et ceux de la médiation scientifique du fait de leurs formations mais aussi des représentations de leurs métiers et plus largement de celles de la science. Cinq ans plus tard, une étude miroir (Inaudi et Kohlmann, 2020) mettait en évidence que les médiateurs scientifiques étaient en recherche de légitimité lorsqu'ils convoquaient le livre dans des animations, des ateliers ou encore pour leurs recherches d'information. Lorsque l'organisation de leur structure le leur permettait (présence d'un centre de documentation, par exemple) ou souvent par relations avec tel ou tel interlocuteur, les partenariats avec des professionnels du livre étaient alors favorisés. Le cas échéant, le livre était cantonné à un usage simple, révélateur pour les médiateurs de leur absence de maîtrise de l'objet, comme l'illustre l'extrait suivant :

On pourrait pour une exposition rajouter un livre dedans parce que ça fait beau mais voilà... j'aimerais juste être plus convaincue et savoir comment faire (Entretien avec les autrices, médiatrice scientifique).

Pourtant, le livre reste un objet des dispositifs de médiation scientifique qui est partagé par les deux univers professionnels. Il est un point d'entrée et d'échange entre deux types d'acteurs en définitive plus proches qu'ils ne le pensent. Il est un objet-frontière, mais surtout un objet-voyageur, qui matériellement, et pas seulement symboliquement, passe facilement d'un lieu à un autre, d'un univers d'usage à un autre.



A travers ses voyages entre collections de bibliothèques et dispositifs de médiation, le livre porte la marque physique de ses déplacements (ici par exemple trace du code-barre en dehors d'un usage bibliothéconomique).
©Crédit photos : Emilie Kohlmann

Le constat de Fournioux (2007) sur le faible engagement des bibliothèques et le manque d'intérêt des bibliothécaires envers la science que ce soit au regard des collections ou des animations, n'est plus d'actualité aujourd'hui. Les bibliothèques se sont depuis positionnées comme des acteurs à part entière de la médiation scientifique, et différentes publications spécialisées ont été éditées pour accompagner les professionnels dans le développement de compétences plus liées au programme Science avec et pour la société. Il est possible de citer, à titre d'illustration, aux Presses de l'ENSSIB, *Médiatiser la science en bibliothèque*³, paru en 2016, la réédition en 2017 aux Éditions du Cercle de la librairie de l'ouvrage *Les sciences en bibliothèque*⁴, ou encore, le dossier Science et société : *nouveaux territoires de l'action culturelle* paru en 2024 dans le *Bulletin des Bibliothèques de France*. Inversement, les programmes de formation à la médiation scientifique fournissent toujours peu de compétences livresques ou bibliothéconomiques. Ils proposent dans le meilleur des cas, des modules sur l'imaginaire et la fiction, mais laissent dans l'ombre l'utilisation du livre en médiation ou le réservent à la recherche documentaire⁵.

Quand la matérialité donne "prise" aux médiateurs scientifiques

Pourtant les choses évoluent dans le champ de la médiation scientifique, avec des dispositifs de médiation innovants, cherchant à dépasser le cantonnement du livre à un simple support d'information scientifique (Inaudi, Kohlmann, Coulbaut-Lazzarini, 2024). Dans cette perspective, la matérialité du livre devient un atout puisqu'elle offre des prises multiples de manipulations et de circulations de l'objet. Le terme « prise » est employé selon le sens que lui attribue Augustin Berque. Il est inspiré de l'affordance, « qui signifie à la fois, s'agissant du sujet, "avoir la capacité de", et s'agissant de l'objet, "donner la possibilité de" » (Berque, 2016, p. 172).

Déjà rapidement évoqué ici, le livre est un objet qui se transporte, qui se donne et qui se prête. Cette capacité matérielle favorise son déplacement entre bibliothèques et centre de sciences, mais aussi sur des terrains plus inédits. Les médiateurs scientifiques interrogés ont régulièrement évoqué leur recours au livre en extérieur, dans des malles pédagogiques, dans des expositions itinérantes, etc. Il devient un objet de partage avec des partenaires de la médiation et de l'éducation à la science, notamment les personnels enseignants :

On emmène tous les enfants à la montagne et on a un petit livre. On démarre en racontant cette histoire. Ce livre les maîtresses elles vont le prendre si elles le souhaitent et puis revivre l'expérience en classe. D'ailleurs souvent c'est ce qu'elles

font : elles récupèrent un exemplaire et après elles l'exploitent plus tard. (Entretien avec les autrices, médiateur scientifique).

L'objet livre voyage donc dans différents mondes sociaux que ce soit par sa reproductibilité (plusieurs exemplaires d'un même objet dans des lieux différents) ou par son unicité même (le même livre qui se donne et circule entre les acteurs dans des temporalités différentes comme dans l'extrait ci-dessus).

Sorti de son cadre strictement lié aux pratiques documentaires, le livre devient pour les médiateurs un objet à part entière, intégré de manière fluide et cohérente aux autres éléments mis en place dans les animations. De nombreuses pratiques indiquent que cette piste exploitant la matérialité du livre est intéressante et ouvre la voie à un renouvellement de la place des publics et du rapport au savoir, car le livre et la science souffrent tous les deux d'une représentation sacralisée qui peut être un obstacle à leur rencontre avec les publics. Les initiatives prises conjointement par les médiateurs et par les professionnels du livre pour transformer ce rapport existent et se développent. Ainsi, des livres sont présents dans des dispositifs de médiation simplement en tant qu'objets de décoration au même titre que d'autres éléments, en tant qu'objet témoins mis sous vitrine, avec ou sans valeur bibliographique.



L'objet-livre sous vitrine met en évidence sa matérialité, avec ou sans valeur bibliographique ajoutée. ©Crédit photos : Emilie Kohlmann

Ils peuvent être également mobilisés en tant que simples objets manipulés et parfois détruits ou abîmés par l'expérience, ce qui est assumé par les médiateurs :

Le livre, on peut le prendre, l'emmener. Il va s'abîmer, ça c'est quelque chose qu'on nous dit souvent. Mais ce n'est pas grave. On a cinq exemplaires. Quand il sera abîmé vous en mettez un autre et puis voilà. Le livre est fait pour être manipulé (Entretien avec les autrices, concepteur d'exposition)

Considérer la dimension matérielle du livre amène à prendre conscience de son statut d'objet en déplacement. La dimension symbolique de ces déplacements et les enjeux de légitimité sous-jacents ne sont pas à minorer comme le rappelle Igor Babou puisque :

Décrire qui se déplace vers qui, ou qui est représenté comme se déplaçant vers qui, et selon quelles modalités, donne en effet accès aux légitimités respectives des territoires physiques et symboliques occupés par les acteurs (bureaux, institutions, laboratoires, plateaux de télévision, etc.). Les déplacements (ou l'absence de déplacement) d'objets importés depuis les espaces scientifiques vers les musées de

sciences, au cours de leur histoire, fournissent en effet des indices de rapports de légitimité et de conceptions du rapport au savoir et à la vérité (Babou, Le Marec, 2003 ; Babou, 2011, p.222).

Le passage du livre des collections de fonds documentaires à un statut d'objet manipulable dans des dispositifs de médiation, qui va jusqu'à son éventuelle dégradation, est ainsi révélateur de nouvelles dynamiques présentes dans les relations science-société : désacralisation, ouverture vers plus de publics, participation citoyenne, mise en débats, etc. Ce déplacement souligne également une forme de délégation de la légitimité scientifique et une « action performative des artefacts de connaissance dans la production des savoirs » (Trompette et Vinck, 2009, p.6). Le livre est alors mis en scène dans certains dispositifs pour construire de la légitimité et pour asseoir la scientificité des connaissances proposées.

LE LIVRE SYMBOLE : CONSTRUIRE DE LA LÉGITIMITÉ

Le livre caution de la scientificité de la médiation ?

L'attachement au livre objet est un marqueur de la culture : « Sa puissance symbolique est telle que nous ne parvenons pas » à le penser « autrement que sous la forme d'un objet singulier fait d'un assemblage de feuilles servant de support d'écriture et reliées entre elles sous une couverture » (Souchier, 2024, p.91). Au-delà de sa forme, c'est assurément la clôture de son contenu qui contribue à sa puissance symbolique, comme l'exprime Régis Debray (1995, p.17), le livre est « inamovible, thésaurisé, incorruptible, spatialement délimité, que l'ordre des livres a pu aussi longtemps offrir autant de sécurité émotionnelle » et qu'il devient un « gage de légitimité et de pérennité ». De plus, dans le livre, « la vérité est connue d'avance. Il la contient. Elle ne peut s'en échapper [...] L'autorité du livre supporte l'entière responsabilité de son contenu, inaltérable, d'autant mieux que ce contenu est précisément délimité et compris » (Melot, 2004, s.p.). De même, cette osmose entre le support et son contenu participe de la légitimité accordée au livre lorsqu'il s'agit de transmettre des connaissances. Dominique Cartellier (2000, s.p.) souligne que « le livre scientifique est un support légitime de diffusion de la science ». Il est « contrôlé par la communauté scientifique. Ce contrôle se traduit par un certain nombre de marques de scientificité ». Dès lors, même s'il n'occupe plus « qu'une place secondaire dans le processus de communication scientifique », il reste une référence et un gage de reconnaissance de la valeur d'une production scientifique auprès du grand public. Cécile Michaut le mentionne aussi dans ses propos :

Lorsqu'on écrit un livre, on devient, aux yeux des médias et du public, une référence du domaine. Bref, un livre offre à son auteur ou son autrice à la fois la notoriété et la crédibilité. Si vous écoutez attentivement les émissions de radio ou de télévision avec des invités, vous vous apercevrez qu'ils sont souvent reçus parce qu'ils ont publié un livre (Michaut, 2023, p.48-49).

Tous ces éléments inscrits dans la « mémoire culturelle de la forme livre » (Souchier, 2024, p.90), concourent, de fait, à la nécessité qu'ont les médiateurs scientifiques d'utiliser le livre :

- pour construire leur dispositif en amont de la médiation par des recherches bibliographiques et des lectures. Par exemple,

Pour préparer une expo sur les félins on peut effectivement aller regarder des tonnes de vidéos sur YouTube sur les félins mais après quand on veut de l'information fiable, on a besoin de livres comme ceux qui répertorient tous les félins de manière extrêmement précise, dont le niveau scientifique est un petit peu soutenu (Entretien avec les autrices, médiateur scientifique).

- pour asseoir leur discours, montrer que les éléments sur lesquels ils s'appuient

émanent bien de scientifiques, en intégrant dans la scénographie de l'exposition des livres de référence (cf. ill.4) ou en proposant une bibliographie complémentaire⁶,



L'objet livre sous vitrine permet d'exposer des ouvrages de référence dans une perspective bibliographique.

©Crédit photos : Aude Inaudi

- pour mettre à disposition du public cible des ouvrages adaptés, illustrant de manière complémentaire la problématique exposée.



Donner à lire : livres à consulter situés sur le parcours de l'exposition, adaptés au jeune public. ©Crédit photos : Emilie Kohlmann

Il n'est alors pas rare de trouver dans les dispositifs de médiation scientifique présentés en introduction⁷, une mise en scène du livre, illustrative d'un contenu scientifique fiable.

La lecture comme une temporalité à part pour les médiateurs

La dimension symbolique du livre ne se situe pas seulement au niveau de la scientificité apportée à l'activité de médiation. Dans une société où l'accès à une profusion de contenus scientifiques est immédiat *via* un outil connecté à internet, le livre devient le reflet de sensibilités, d'un certain rapport au temps.

Cela est particulièrement observable lors des expositions, souvent accompagnées d'un espace pour les livres pour aller plus loin, se poser, être au calme, digérer les informations, etc. Ce changement de rythme éclaire différemment le propos dans un parcours d'exposition. Il peut favoriser des temps d'échanges, de lectures partagées, apporter des connaissances, fournir des indices dans un Escape Game, accompagner la création dans un atelier (Inaudi et Kohlmann, 2020, p.24).

La réflexion portée sur les différents temps de la médiation rejoint celle du temps de l'apprentissage et de l'appropriation. L'espace livre offre un moment de liberté, de

respiration, dans des espaces souvent très scénarisés, avec des étapes à franchir dans un temps donné.

On aime bien avoir un multiformat dans nos expositions, on a des choses sur tablette, on a des jeux de société, on a des objets à manipuler, on a des défis à faire, et on aime bien aussi avoir des livres à lire parce que c'est un moment pour les personnes qui ont envie de faire une petite pause, de s'asseoir... (Entretien avec les autrices, concepteur de médiation).

Ces propos évoquent un certain rapport au livre et à la lecture, un temps pour soi, calme, favorisant la concentration utile à l'acquisition des savoirs, parfois aussi un temps de partage au calme dans un cadre propice à la détente. Ce temps pour feuilleter et lire est associé au fait de créer du lien entre les savoirs, posément, d'établir des connexions entre les différents temps et espaces du dispositif de médiation, ce à quoi doivent s'attacher les médiateurs scientifiques lorsqu'ils conscientisent leur rôle et pensent la question des supports. Dans le jardin ci-dessous, un enfant remarque qu'un des livres à disposition est celui qui a été lu en introduction de l'activité de médiation, il retrouve les pages concernées, les montre à ses copains et poursuit la lecture.



Le jardin : le livre pour se poser, se détendre, partager, faire du lien © Crédit photos : Aude Inaudi

Ainsi, que ce soit dans l'espace ou dans les temporalités qui lui sont dédiés, les livres servent aux médiateurs à renforcer symboliquement leur lien à la science et à des activités réflexives ou de partage. Scientifique ou non, le livre « contenu » offre des opportunités d'élaboration d'une culture scientifique accordant une place à l'imaginaire et sortant des conceptions plus traditionnelles du *deficit model* (Irwin, 1995).

These concerned the notion of public ignorance, that science improves the decision-making process, that science is a force for human improvement, that it is value-free, that citizen are impoverished by their exclusion, and that greater scientific understanding amongst the public will lead to greater acceptance and support for science and technology (Irwin, 1995, p.26)⁸.

Au contraire de ce modèle critiqué par Alan Irwin, les dispositifs de médiation qui ont pour objectif d'articuler récits et imaginaires à la science, s'ils conservent une croyance dans l'encapacitation du public par une meilleure maîtrise des concepts scientifiques et de leur avancée, ne postulent pas une ignorance totale des publics et l'absence de valeurs véhiculées par la science. Ils ne sont donc pas conçus uniquement sur des mécaniques de transmission de connaissances, mais cherchent à contextualiser les connaissances scientifiques pour pouvoir les mettre en relation avec d'autres formes de connaissances et pour permettre la mise en débat et la réflexivité. En effet, la science a démontré ses

difficultés à ne produire que des certitudes et à éviter les controverses. Il s'agirait alors non plus de soutenir le progrès scientifique, mais de favoriser un débat de qualité qui « facilite les va-et-vient entre, d'un côté, l'investigation scientifique et, de l'autre côté, l'ajustement des identités en vue de composer le collectif » (Callon, Lascoumes, Barthe, 2014, p.261).

LE LIVRE CONTENU : IMAGINAIRE ET SCIENCE

Et si le livre n'était pas que justification scientifique ?

Le livre, par une mise en exergue de l'imaginaire et des récits fictionnels, favorise une ouverture réflexive vers les sciences (Gendron et Audet, 2016), mais également des liens entre sciences, cultures et arts. Dès lors, la culture et le divertissement sont un prétexte pour approcher des publics éloignés des logiques plus classiques de transmission des connaissances scientifiques.

Comme le montre l'extrait d'entretien ci-dessous, la transposition d'éléments issus de la littérature en expériences scientifiques constitue l'une des propositions de fonctions associées au livre-contenu :

Les bibliothécaires lisent des extraits et nos médiatrices apportent des éléments explicatifs. Par exemple, quand on parle du Nautilus, elles ont une maquette du sous-marin du Nautilus. Avec des bouteilles en plastique et un aquarium, elles expliquent comment on peut submerger, immerger le sous-marin, le relais ballast. Donc sur quelques extraits de Vingt mille lieues sous les mers, on fait un petit peu comme faisait Jules Verne à l'époque : l'occasion de faire une leçon de science (Entretien avec les autrices, directeur de centre de culture scientifique).

L'imaginaire, tant de l'auteur que des lecteurs, contribue à explorer le réel.

Une autre caractéristique pourrait être celle, ludique, de contenus scientifiques associés au divertissement. Dans ce cas, est inclus le recours à la bande-dessinée, où le divertissement le dispute largement à la question scientifique. Ce format d'ouvrage se prête particulièrement bien aux objectifs de cohabitation entre le divertissement et l'apport de connaissances, notamment grâce à la présentation visuelle et à la place du graphisme qui tout à la fois relaye, appuie et confère de la légèreté aux aspects scientifiques exposés.

Par exemple, la série *Les animaux marins en bande dessinée*, réalisée avec l'appui de l'Union des Conservateurs d'Aquariums, propose de courtes séquences d'une à deux pages systématiquement terminées par une chute comique. Les encarts jaunes contenant les éléments scientifiques sont mis en perspectives avec des dialogues et dessins humoristiques (voir ci-dessous). Le lecteur peut, selon son état d'esprit du moment ou ses objectifs, choisir son approche de lecture, en se focalisant sur les aspects de connaissance, de divertissement, ou en combinant les deux.



Cazenove et Jytéry (2014), *Les animaux marins en bande dessinée*, Bamboo Editions, Tome 2, p.6.

Ce secteur de la bande dessinée scientifique a connu de nombreux développements ces dernières années, avec des éditeurs qui se spécialisent dans ce domaine, comme Bamboo Éditions, qui édite également des séries pour les enfants sur les mythologies⁹. La dimension divertissement et l'engouement pour les objets-frontières arts-sciences, sciences-culture, loisirs-éducation, ouvre un large champ à ces ouvrages. Les acteurs institutionnels

investissent également largement ce segment, qui leur permet de toucher des publics jusque-là plus difficiles à atteindre, tels que les adolescents. C'est ce que révèlent certains Parcs naturels régionaux (PNR), en évoquant la création de la bande dessinée *Le grand défi des Alpes*¹⁰ :

On veut amener la thématique de la montagne vers un public qu'on n'arrive pas forcément à cibler. Là, c'était des préadolescents et l'idée de la bande dessinée était le prétexte pour approcher ce public (Entretien avec les autrices, chargée de mission Parc Naturel Régional-Géoparc).

Le détour par l'imaginaire, porté par une aventure vécue par des personnages auxquels les publics cibles peuvent aisément s'identifier, favorise une rencontre, qui devient potentiellement une entrée, ou un relai pour la médiation scientifique. Au-delà du simple contenu de l'ouvrage, c'est bien la dimension narrative (Vassor et Verquere, 2022) qui est mobilisée dans ces usages.

Utiliser le livre autrement : encapacitation, débat et mise en œuvre d'un regard critique

Au-delà de sa matérialité, de sa légitimité ou de son pouvoir d'appel à l'imaginaire, le livre, dans un processus de médiation, est une ressource pour développer l'encapacitation et le regard critique des publics. Ces dynamiques s'appuient sur une mise en activité qui se décline en différents temps et lieux.

Par exemple, pour les publics scolaires, une lecture préalable peut être effectuée en classe, ou à l'inverse se poursuivre sur un temps scolaire, avec des exercices intégrés dans diverses disciplines. Mais la lecture constitue aussi une séquence à part entière de la médiation, préalable au questionnement et à l'éveil critique :

On utilise le conte pour vraiment confronter le réel et l'imaginaire. A partir de ce conte-là, on questionnait les enfants. On demandait : est-ce que c'est possible ? est-ce que c'est vrai ce qui s'est passé dans l'histoire ? (Entretien avec les autrices, médiatrice centre de science).

C'est bien le contenu de l'ouvrage qui est discuté, son positionnement et la manière dont il incite à percevoir le monde ou à se questionner.

Selon les publics, les modalités d'utilisation du livre en situation de médiation varient, mais les objectifs demeurent. Face à un public adulte, par exemple, des propositions spécifiques sont susceptibles d'être mises en œuvre :

Quand on veut s'adresser à un public plus adulte, on va organiser des rencontres "art et science" avec des chercheurs ou on a des rendez-vous du type café-débat, pour justement tirer un petit peu les éléments de controverses ou des éléments qui sont en rapport avec la société (Entretien avec les autrices, médiateur centre de science).

De manière plus précise, ces temps d'échanges peuvent croiser des perspectives s'appuyant sur des ouvrages de différents horizons, issus des sciences et de la littérature :

On fait une sorte de crossover entre deux événements. Ce sont des gens du Festival du premier roman qui vont mener une table ronde chez nous pendant l'exposition, avec un romancier et un vulgarisateur scientifique pour parler du livre de science, ou de la science dans le roman, faire une interview miroir (Entretien avec les autrices, directeur centre de culture scientifique).

Avec un public adulte, il semble que les ouvrages soient davantage mobilisés comme éléments à partir desquels se croisent des discours, s'organisent des débats. L'écrit représente le socle sur lequel bâtir des projets, élaborer des visions du monde et confronter des perspectives. La médiation prend alors appui tant sur les savoirs ou les imaginaires issus des livres que sur les connaissances et manières de penser des publics présents. Au-delà de

la fiabilité, le livre se pose comme support dialogique offrant à chaque acteur l'opportunité d'enrichir ses connaissances au travers de la relation triadique entre les autres, l'objet et lui-même, dans un processus de transformation qui devient un mode de partage (Araszkiewicz et al., 2019).

CONCLUSION

Le livre est loin d'être un objet évident et banal, il y a donc un intérêt à penser son rôle et sa place dans la médiation scientifique, car il porte des enjeux de légitimité pour les connaissances diffusées et pour les acteurs qui s'en font les porte-parole. Il agit comme un pivot de la médiation, capable d'articuler savoirs stabilisés et pratiques émergentes. En effet, son intégration dans les dispositifs de médiation devrait permettre de prendre en compte sa capacité à susciter la curiosité, à redonner confiance en la science et à acquérir un regard critique (Inaudi, Kohlmann et Coulbaut-Lazzarini, 2024).

Il a été montré en quoi le livre possède un statut polymorphe qui lui permet d'être utilisé par les médiateurs dans des formes multiples de médiations, en s'appuyant sur sa matérialité ou sur son contenu, en le reconstruisant, en le découpant, le recréant, etc.

À la fois contenant et contenu, tout et partie, il est un objet-voyageur, qui circule entre les personnes et les mondes professionnels. Il apporte en se déplaçant (Babou, 2011) sa légitimité scientifique. Son déplacement, qu'il soit physique - entre institutions, acteurs et publics - ou symbolique - entre disciplines, savoirs et usages - reflète et accompagne les dynamiques de légitimation de la transmission des savoirs par les médiateurs, ainsi que leur rôle.

Mais au-delà de sa fonction d'ancrage de la légitimité scientifique, le livre participe également à des formes de déplacement cognitif et culturel. En intégrant l'imaginaire, les récits et la fiction, il permet de dépasser une approche descendante de la vulgarisation pour ouvrir des espaces de réflexion critique et de débat. Il ne s'agit plus seulement de transmettre un savoir figé, mais bien d'engager les publics dans un processus dynamique, où science et culture s'entrelacent pour nourrir une médiation plus interactive et participative.

À travers lui, il est possible enfin de penser la place des publics et leur participation active aux réflexions sur les grands enjeux scientifiques et citoyens. Le livre devient alors un levier d'encapacitation - ou d'*empowerment* - en répondant aux revendications d'un droit d'accès au savoir pour tous.

NOTES

¹ <https://livmed.hypotheses.org/a-propos>

² <https://anr.fr/Projet-ANR-21-SSMS-0002>

³ Ancelin, Justine (2016), Médiatiser la science en bibliothèque, Villeurbanne : Presses de l'ENSIB .

⁴ Netzer, Michel (dir.) (2017), Les sciences en bibliothèque. Paris : Éditions du Cercle de la librairie.

⁵ Voir par exemple le programme du DU Médiation scientifique innovante : <https://odf.u-paris.fr/fr/offre-de-formation/diplome-d-universite-du-diu-1/sciences-technologies-sante-STs/du-mediation-scientifique-innovante-IGXS3YFQ.html> ou celui du Master Information Communication, Parcours Communication et culture scientifique et technique : <https://formations.univ-grenoble-alpes.fr/fr/catalogue-2021/master-XB/master-information-communication-IBC8S6FT/parcours-communication-et-culture-scientifique-et-technique-IBC9BL2S.html>

⁶ Exposition Mémoire/s, Dossier pédagogique et d'accompagnement, p.69-76, <http://www.artm.fr/wp-content/uploads/2016/03/Dossier-pedagogique-MemoireS.pdf>

⁷ Plusieurs dispositifs sont présentés sur le site compagnon du guide Utiliser le livre dans la médiation scientifique (2024) : <https://livmed.amcsti.fr>

⁸ « Ceux-ci concernaient la notion d'ignorance du public, le fait que la science améliore le processus de prise de décision, que la science est une force d'amélioration humaine, qu'elle est sans valeur, que les citoyens sont appauvris par leur exclusion, et qu'une meilleure compréhension scientifique du public conduira à une plus grande acceptation et à un plus grand soutien de la science et de la technologie » (Traduction des autrices).

⁹ Les Petits Mythos, Cazenove et Larbier, Bamboo Editions. La série, initiée en 2012, comprend actuellement plus de vingt albums et revisite les mythologies de manière décalée, adressée à un public jeunesse.

¹⁰ Le grand défi des Alpes, Julo et Zürcher, Edition Mosquito, 2021. La BD est complétée par 8 pages créées par les services Education des espaces protégés alpins.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Araszkiewicz, Jacques ; Coulbaut-Lazzarini, Amélie ; Couston, Frédéric (2019),

« Médiation », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*, [en ligne], consulté le 13 septembre 2024, <https://publictionnaire.humanum.fr/notice/mediation/>

Auger, Nathalie ; Jacobi, Daniel (2003), « Autour du livre scientifique documentaire : Un dispositif de médiation entre adulte et enfant lecteur », *Aster : Recherches en didactique des sciences expérimentales*, [en ligne], consulté le 10 juin 2024, <https://doi.org/10.4267/2042/8826>

Babou, Igor (2011), « Le déplacement : Une dimension d'analyse et une modalité pour comprendre les relations entre nature, science et société », *Questions de communication*, 19 [en ligne], consulté le 10 septembre 2024, <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2695>

Berque, Augustin (2016), « Perception de l'espace, ou milieu perceptif ? », *L'Espace géographique*, Tome 45, 2, 168-181, [en ligne], consulté le 9 septembre 2024, <https://doi.org/10.3917/eg.452.0168>

Callon, Michel ; Lascoumes, Pierre ; Barthe, Yannick (2014), *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*. Paris : Points.

Cartellier, Dominique (2000), « La communication scientifique face à l'industrialisation. L'édition scientifique, technique et médicale est-elle encore un média de la science ? », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n°1-1, [en ligne], consulté le 6 septembre 2024, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2000/varia/03-la-communication-scientifique-face-a-lindustrialisation/>

Cartellier, Dominique ; Inaudi, Aude (2015). *L'interculturalité au sein des acteurs culturels : Articulations entre culture scientifique et lecture publique* [Rapport, Ministère de la Culture et de la Communication ; AMCSTI], [en ligne], <https://hal.science/hal-01363716>

Debray, Régis (1995), « Dématérialisation et désacralisation : le livre comme objet symbolique », *Le débat*, 1995/4, n°86, p.14-21, [en ligne], consulté le 5 septembre 2024, <https://shs.cairn.info/revue-le-debat-1995-4-page-14>

Fournioux, Sylvie (2007), « Sciences en bibliothèque : collections et mise en valeur »,

Bulletin des bibliothèques de France (BBF), n° 3, p. 109-110, [en ligne], consulté le 6 septembre 2024, <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2007-03-0109-008>

Inaudi, Aude ; Kohlmann, Émilie (2020), *Étude sur la place du livre dans les organisations de médiation scientifique*, Rapport Ministère de la Culture et de la Communication ; AMCSTI, [en ligne], consulté le 12 septembre 2024, <https://hal.science/hal-03182548>

Irwin, Alan (1995), *Citizen science : A Study of People, Expertise, and Sustainable Development*, London : Routledge (Environment and Society).

Melot, Michel (2004), « Le livre comme forme symbolique », *Institut d'histoire du livre*, [en ligne], consulté le 6 septembre 2024, <http://ihl.enssib.fr/le-livre-comme-forme-symbolique>

Michaut, Cécile (2023), **Vulgarisation scientifique Mode d'emploi**. Les Ullis : EDP Sciences.

Richard, Olivier ; Barrett, Sarah (2011), « Les médiateurs scientifiques en Europe : Une diversité de pratiques, une communauté de besoins », *La Lettre de l'OCIM. Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques*, [en ligne], consulté le 10 juin 2024, <https://doi.org/10.4000/ocim.862>

Souchier, Emmanuel (2024), « La mémoire culturelle de la forme livre. Ruptures et continuités d'un support de lettrure » (p. 91-99), in Giraud, Frédérique ; Gillot, Céline (2024), *Le livre face au numérique. La disruption a-t-elle eu lieu ?* Villeurbanne : Presses de l'Enssib.

Trompette, Pascale ; Vinck, Dominique (2009). « Retour sur la notion d'objet-frontière », *Revue d'anthropologie des connaissances*, Vol. 3, n° 1(1), 5-27.

Vassor, Mathilde ; Verquere, Laura (2022). « Penser avec et par le récit. » *Communication. Information médias théories pratiques*, vol. 39, n°1, [en ligne], consulté le 10 juin 2024, <https://doi.org/10.4000/communication.15659>

Apporter du fun, fabriquer des émotions ? Remarques sur l'identité professionnelle des médiateurs et médiatrices scientifiques

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Sébastien Lemerle

Professeur des universités en sociologie à l'université Paris-Nanterre et membre du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris. Ses derniers travaux portent sur la sociologie de la vulgarisation des neurosciences. Dernier livre paru : Le cerveau reptilien. Sur la popularité d'une erreur scientifique, nouvelle éd. augm. CNRS Éd., 2024.
Contact : slemerle@parisnanterre.fr

Plan de l'article

Résumé et mots clés en français
Introduction
1 La médiation comme vocation
2 « Transmettre et échanger »
3 Ni prof ni chercheur
4 Trouver sa place
Conclusion
Notes
Références bibliographiques
Annexe

RÉSUMÉ

Cet article propose quelques pistes exploratoires à propos de l'identité professionnelle des médiateurs et médiatrices scientifiques, au travers d'une enquête par entretiens réalisée en 2015-2017 sur la Semaine du cerveau à Paris. Son hypothèse est que cette identité peut être comprise à partir du contexte social d'exercice de la profession, qui paraît en influencer, au moins partiellement, la définition, les missions et les pratiques. S'appuyant sur une comparaison avec des enquêtes plus récentes ainsi qu'avec la situation des bibliothécaires, il vise notamment à suggérer l'inscription instable de la profession de médiateur ou médiatrice scientifique entre trois pôles (professions de la culture, de la recherche et de l'enseignement), potentiellement génératrice de tensions internes à la profession.

Mots-clés

Médiateurs et médiatrices scientifiques ; médiation des neurosciences ; Universcience ; Palais de la Découverte (Paris) ; Cité des sciences et de l'industrie (Paris)

TITLE

Bringing fun, creating emotions? Remarks on the professional identity of science mediators

Abstract

This article proposes some exploratory thoughts on the professional identity of science mediators, based on a survey conducted through interviews in 2015-2017 during Brain Awareness Week in Paris. Its main hypothesis is that this identity can be understood in terms of the social context in which the profession is practised, which appears to influence, at least in part, its definition, missions and practices. Drawing on a comparison with more recent enquiries and the situation of librarians, it aims in particular to suggest that the identity of the profession of science mediator is unstable, straddling three areas (culture, research and education), which may generate internal tensions within the profession.

Keywords

Science mediators ; neuroscience mediation ; Universcience ; Palais de la Découverte (Paris) ; Cité des sciences et de l'industrie (Paris)

TÍTULO

¿Aportar diversión, generar emociones? Observaciones sobre la identidad profesional de los mediadores y mediadoras científicos.

Resumen

Este artículo propone algunas pistas exploratorias sobre la identidad profesional de los mediadores y mediadoras científicos, a través de una encuesta realizada mediante entrevistas entre 2015 y 2017 durante la Semana del Cerebro en París. Su hipótesis estriba en que esta identidad puede entenderse a partir del contexto social en el que se ejerce la profesión, que parece influir, al menos parcialmente, en su definición, misiones y prácticas. Basándose en una comparación con encuestas más recientes, así como con la situación de los bibliotecarios, pretende sugerir la inestable inscripción de la profesión de mediador o mediadora científicos entre tres polos (profesiones de la cultura, la investigación y la enseñanza), lo que puede generar tensiones internas en la profesión.

Palabras clave

Mediadores y mediadoras científicos ; mediación de las neurociencias ; Universcience ; Palais de la Découverte (Paris) ; Cité des sciences et de l'industrie (Paris)

INTRODUCTION

Depuis une quinzaine d'années, la profession de médiateur scientifique fait l'objet d'études régulières, tant en France que sur le plan international. Elles consistent majoritairement en enquêtes quantitatives sur les caractéristiques et représentations des médiateurs et médiatrices, du projet européen Pilots au début des années 2010 à celui réalisé récemment par le réseau ReMédias (Richard, 2011 ; ReMédias, 2023). D'autres études se sont intéressées aux conditions historiques d'émergence de la profession, dans le sillage de celle de médiateur culturel dans les années 1980-1990 (Bergeron, 2016). La présente étude souhaiterait s'inscrire dans la dimension réflexive de ces dernières en proposant de considérer la profession de médiateur scientifique dans une perspective relationnelle, telle qu'elle a été développée en sociologie par Pierre Bourdieu (Bourdieu et Wacquant, 2014), à partir de l'hypothèse que l'on ne peut pleinement en parler qu'en la replaçant dans son contexte social d'exercice, qui paraît en influencer, au moins partiellement, la définition, les missions et les pratiques. Pour ce faire, elle mobilise aussi les acquis de la sociologie interactionniste de l'art et de la culture d'Howard Becker, notamment sa prise en compte des conventions régissant les relations de travail au sein d'un « monde de l'art »

donné et les degrés de participation qui distinguent les professionnels intégrés d'un secteur de ses praticiens amateurs plus ou moins éclairés (Becker, 2010, p. 64 et suiv. et p. 236 et suiv.). Elle s'appuie enfin sur la sociologie des professions d'Andrew Abbott, en particulier sur l'idée capitale selon laquelle la structure sociale des professions et leurs revendications culturelles sont tout aussi importantes à étudier que le travail particulier qu'elles réalisent (Abbott 1988, p. 53).

Ces dimensions semblent avoir été jusqu'ici peu abordées. Elles transparaissent toutefois dans l'enquête Pilots¹. Dans le but de cerner une éventuelle « représentation partagée du métier », les praticien.nes de la médiation scientifique y étaient invité.es à indiquer de quelles autres activités leur profession se rapproche le plus, à partir d'une liste fermée de huit propositions présélectionnées². Quatre professions se dégagent nettement³ : animateur (entertainer), chercheur (scientist), guide et enseignant (teacher) (Richard 2008-2010, p. 33). Au-delà du constat, assez convenu, que la médiation scientifique renvoie à un éventail de compétences et de pratiques « diversifiées », cet article souhaiterait revenir sur cette tripartition faussement évidente entre professions de la culture (représentées par les mentions des métiers d'animateur et de guide), de la recherche et de l'enseignement pour suggérer que la définition même du métier de médiateur pourrait résider dans une inscription instable entre ces trois pôles, potentiellement génératrices de tensions internes à la profession.

Les réflexions exploratoires qui suivent se fondent l'exploitation d'une enquête de terrain menée dans les années 2010 sur l'édition parisienne de la Semaine du cerveau, principale manifestation annuelle de promotion des neurosciences en France. Elle a consisté en deux ans et demi d'observations participantes entre fin 2014 et juin 2017 (participation aux réunions du comité d'organisation ainsi qu'aux manifestations), ainsi qu'une trentaine d'entretiens réalisés auprès de professionnel.les de la diffusion scientifique (médiateurs et médiatrices scientifiques travaillant pour Universcience ou des associations de culture scientifique, membres de services de communication d'établissements de recherche comme l'Inserm, spécialistes de médias spécialisés dans les domaines scientifiques) ou occasionnels (les chercheurs et chercheuses impliqués dans la manifestation)⁴. Combinant une approche externaliste, une approche communicationnelle et une étude de la façon dont les représentations des intervenant.es de la Semaine du cerveau influencent leurs pratiques, l'analyse menée sur les diverses contraintes pesant sur l'élaboration de l'événement a montré que la vulgarisation des neurosciences, activité semi- autonome devant prendre en compte une multitude de réalités sociales (champ scientifique, autres espaces de production symbolique, logiques des pratiques culturelles contemporaines, nécessité de recourir à des dispositifs discursifs spécifiques, dépendant eux aussi de paramètres culturels et sociaux), ne peut être abordée indépendamment du réseau de relations dans lequel elle se pratique (Lemerle 2021A). L'enquête a aussi permis de dresser un portrait des publics fréquentant l'événement, qui peuvent être caractérisés, de façon attendue, par certaines propriétés sociales, notamment en termes de capital culturel (surreprésentation des diplômés de l'enseignement supérieur, notamment en sciences biomédicales), mais aussi par une prédominance des femmes en leur sein (Lemerle 2022). C'est dans ce cadre qu'un autre thème, inattendu dans le contexte de l'enquête, a émergé des discussions avec les médiatrices et médiateurs scientifiques de l'échantillon, soient cinq femmes et deux hommes, âgés de 25 à 40 ans, travaillant soit pour Universcience, soit pour une association de culture scientifique francilienne⁵ : celui de la position spécifique de la médiation scientifique et de celles et ceux qui la pratiquent vis-à-vis à la fois d'autres agents œuvrant à la diffusion scientifique⁶, en premier lieu les chercheurs et les enseignants.

Nous verrons dans un premier temps comment les personnes rencontrées présentaient leur choix de la médiation sous l'angle de la vocation **(1)** avant d'aborder la définition qu'ils et elles donnaient à celle-ci, décrite en termes de transmission et d'échange **(2)**. Mais cette définition serait incomplète sans ce qu'en affirmant, elle exclut, à savoir d'autres professions elles aussi spécialisées soit dans la transmission des savoirs, soit dans leur

production (3). Cette approche relationnelle de la médiation scientifique, prise en tension entre un pôle culturel, un pôle éducatif et un pôle scientifique, n'est pas sans rappeler la situation d'une autre profession, celle des bibliothécaires. Leur comparaison est riche d'enseignements pour proposer une hypothèse plus générale sur les fondements de l'identité sociale de la médiation scientifique (4)⁷.

1 – LA MÉDIATION COMME VOCATION

Dans la présentation de soi par lesquelles ils et elles débutent les entretiens, les médiateur.rices suggèrent que leur entrée dans la profession était liée à une forme de vocation pour la culture scientifique.

Extrait 1 - M3

Je crois qu'il y a une compétence qui est là au départ. Je crois qu'il y a une fibre qui est là. Dans les différents médiateurs avec lesquels je parle, on a tous quelque part cette fibre qui était là en nous, cette qualité ou cette compétence qui était là. Comment vous dire ça ? Moi quand j'étais gamine, j'avais 7-8 ans, je faisais la classe à toutes mes poupées pendant toutes les vacances, je leur expliquais tout, et cette volonté de tout le temps réexpliquer les choses, je l'ai toujours eue.

Cette vocation a pu se traduire par une expérience de recherche (thèse, achevée ou non) ou par un cursus universitaire spécialisé (licence, maîtrise en biologie), générateur dans les deux cas d'un capital scientifique spécifique (Bourdieu 1997). Mais elle semble s'être rapidement accompagnée du besoin de faire partager la culture scientifique, notamment par le suivi de formations spécifiques en communication scientifique (DESS, Master, école de journalisme). Commune à toutes les personnes interrogées, la volonté de « transmettre » des connaissances s'inscrit aussi dans les trajectoires des doctorant.es au travers de la volonté de « faire sortir » les connaissances scientifiques du champ académique.

Extrait 2 - M6

Rapidement, je me suis rendu compte que j'avais envie de partager, de faire de l'enseignement, etc ; □...□ je veux enseigner, je veux partager, je ne veux pas que mon savoir soit que pour moi ou pour mes pairs. Du coup, quand j'ai quitté ma thèse, continuer la vulgarisation me permettait de continuer dans le domaine des sciences. □...□ J'ai ce côté d'avoir du recul et de transmettre, de partager, de défiger le savoir, d'essayer de le relativiser.

Extrait 3 - M5

Au final, ça me plaît énormément, la médiation, parce que, comparée au quotidien d'un chercheur, c'est assez intéressant d'essayer de transmettre à des gens qui ne sont pas spécialisés du tout, des choses qui nous semblent vraiment banales et peut-être acquises pour nous depuis un moment. □...□ il y a un échange qui me plaît énormément, en fait, avec le public.

Ce dernier extrait illustre que derrière l'importance accordée au « partage », on trouve toujours l'intérêt pour les interactions avec le « public », toutefois jamais complètement défini : « en faisant l'école de journalisme, je me suis rendu compte que moi, ce que j'aimais, c'était le contact direct avec le public » (M7). Ce désir d'interaction, voire ce souci pour les « publics », est attesté par les engagements de certaines personnes interrogées dans différentes formes de bénévolat en hôpital (M5), de conférences dans des associations, médiathèques ou universités populaires (M3, M6), de reconversion dans la formation professionnelle à la médiation (M7).

2 – « TRANSMETTRE ET ÉCHANGER »

L'évocation par les personnes interrogées de la mise en œuvre de cet idéal de transmission et d'interaction avec les publics présente de nombreux points communs, comme le donnent à voir les extraits ci-dessous.

Extrait 4 - M4

On sait très bien, enfin moi je n'ai pas lu beaucoup de trucs, mais en termes de pédagogie, que le côté frontal, "je sais tout, tu ne sais rien, je vais t'apprendre", ça marche vachement moins bien que "viens, on fait un truc ensemble et tu découvres par toi-même".

Extrait 5 - M7

Comment essayer au maximum d'éviter d'être dans un discours descendant et d'être dans quelque chose de beaucoup plus horizontal ? □...□ Il y a quand même des choses auxquelles je crois aussi, par exemple, beaucoup au fait de ne pas être dans un discours descendant.

Les remarques sur le « frontal », c'est-à-dire un discours prononcé ex cathedra, sans possibilité laissée au public de dialoguer avec l'intervenant, renvoient à ce qu'on pourrait appeler un discours d'autorité. Celui-ci implique une asymétrie entre le médiateur et son public, voire une relation de domination, plus apparente encore dans l'emploi du qualificatif « descendant » : « La vision qu'on a, qui est souvent très descendante, on a un public qui ne sait pas, mais qui [pourtant] sait des choses. » (M6) Le souci proclamé du public s'accommode en effet mal de ce genre de pratique dont on reconnaît toutefois le caractère répandu, notamment dans le cadre de la Semaine du cerveau. Tous ces termes renvoient au modèle du « déficit », considéré comme dépassé, voire honni, dans les représentations professionnelles (Lemerle 2021a). Ce qui est en revanche valorisé, c'est la connaissance et la proximité avec ce dernier, qui passent notamment par la connaissance de ses « représentations », afin d'articuler les médiations à ses connaissances, ses préjugés ou ses ignorances :

Extrait 6 - M7

Moi, mes valeurs, c'est vraiment s'adapter à ces publics, faire attention aux représentations de ces publics et essayer au maximum d'abandonner, enfin, d'avoir conscience de son niveau d'expertise pour pouvoir abandonner tous les arguments d'autorité de son statut d'expert. □...□ Et comment amener, justement, la discussion et le dialogue plus informel avec les publics et ne pas être dans un moment super descendant.

Interroger les représentations du public (« Tout est dans l'art de questionner leurs représentations », M3 ; « Une fois que vous avez posé les questions, vous avez identifié les préjugés ou les représentations des gens », M4) permet non seulement d'ajuster les discours et les animations, mais aussi de montrer dans quelle direction aller. Paradoxalement, l'arrière-plan demeure d'un déficit de connaissances ou de connaissances erronées sur certains sujets, puisque l'enjeu final quand même est de modifier ces représentations.

Extrait 7 - M4

Je pense que ce qui nous intéresse c'est d'échanger avec les gens, et d'essayer de changer leurs représentations, essayer de les faire réfléchir. En fait, mon objectif en tant que médiatrice c'est ça. C'est quand je vois dans leurs yeux que je les ai perturbés. Et il y a un truc qu'ils sont en train de comprendre avec moi, là je me dis que j'ai gagné ma journée.

La modification des représentations peut déboucher sur l'adoption de nouvelles postures, façons de penser, et désirs d'approfondir par soi-même. La transmission de savoirs en revanche paraît souvent reléguée dans un au-delà de la visite, laissé à l'entière initiative des visiteurs :

Extrait 8 - M7

Mais finalement, même si les gens ont des idées fausses, ce n'est pas grave, ce n'est pas ça qu'on va chercher à travailler avec eux. □...□ Le médiateur ou la médiatrice scientifique ne se présente pas comme un expert du sujet, mais juste comme un facilitateur du débat, et un animateur, une animatrice du débat. Et donc, on se dit qu'à la fin de la séance, si les publics repartent avec des idées fausses, ce n'est pas grave. Ce qui est important, c'est qu'ils aient pu exprimer leurs opinions, voir si c'étaient des connaissances, ou si c'étaient des idées fausses, ou si c'étaient des opinions, justement, faire la part des choses entre les deux, et qu'ils aient pu argumenter, qu'ils aient pu écouter les arguments des autres, et voir ce que ça provoquait. Avec l'idée que peut-être, dans quelque temps, ils changent.

Ce type de posture peut néanmoins se révéler ambigu dans le rapport aux savoirs qu'il entend promouvoir. L'indifférence aux idées fausses du public est loin d'être une attitude unanimement partagée, puisque d'autres insistent sur l'importance de transmettre quand même un certain nombre de notions scientifiquement validées : « Il faut aussi avoir des moments où on dit les choses telles qu'elles sont, et de façon convaincue. [...] Ça, ça peut les faire réagir aussi. [...] Après, du coup, c'est un peu tranché. » (M4)

3 – NI PROF NI CHERCHEUR

Les éléments présentés jusqu'ici inciteraient à penser que les médiateurs voient leur activité sous un angle essentiellement pédagogique (corriger les représentations, influencer les manières de penser, transmettre des savoirs scientifiquement valides), sorte de prolongement ou de complément de celle des enseignants. Pour de nombreuses personnes interrogées, la vocation pour la culture scientifique a d'ailleurs pour origine un projet de travailler dans l'enseignement. Pour autant, les médiateurs aiment à souligner les différences entre leurs métiers et celui des enseignants, comme s'il était nécessaire de se distinguer de cette position indissociablement liée. Ainsi que le résume l'une d'entre elles, « il ne faut pas être là comme un prof » (M5).

Extrait 9 - M3

Je pense qu'il y a une obligation de résultat □chez les enseignants□ qu'on n'a pas. Et quand je vois les profs qui viennent ici ou j'ai des amis qui sont profs en lycée ou en collège, il y a tout un aspect disciplinaire, maintien de la classe, maintien du respect, tout ça, cet aspect-là on ne l'a pas du tout. [...] S'ils ont passé un bon moment, ça c'est déjà quelque chose de bien. S'ils se sont fait chier, j'ai raté. [...] Si au moins, même s'ils n'ont pas retenu les idées importantes, les images ou les manips, s'ils n'ont rien retenu de tout ça, et que je vois qu'ils sont contents, qu'ils ont passé un bon moment, pour moi c'est déjà un premier pas. Parce que ça leur donnera envie peut être de revenir, d'être dans une meilleure envie et peut-être que là du coup, il y a des messages qui pourront passer. [...] Le but premier ce n'est pas d'enfoncer une connaissance comme un prof peut l'avoir pour ses élèves.

Cet extrait est emblématique d'une posture partagée par l'ensemble des personnes interrogées. L'idéal qui s'en dégage est celui de la transmission, non comme à l'image, quelque peu stéréotypée, que l'on peut se faire de l'activité d'un enseignant, mais en instaurant une proximité, en procurant du plaisir, dans un cadre divertissant, sans objectif contraignant ni de public captif. Comme on le voit aussi dans l'extrait 8, l'ethos professionnel de la médiatrice se veut à la fois lucide et modeste : la transmission du savoir est tout sauf garantie. Il intègre le fait que la médiation scientifique se pratique dans des enceintes dédiées à une forme de divertissement, fondée sur la libre participation, au mieux d'éducation non formelle, non sanctionnée par une évaluation ou un diplôme (Jacobi, 2018 ; Jacobi, Schiele et Cyr, 1990). La distinction est surtout sensible quand la discussion aborde les moyens mis en œuvre dans les actions de médiation (récits, anecdotes, images, débats, manipulations, jeux) connus et abondamment traités ailleurs (Lemerle, 2021a). Ceux-ci ont

clairement pour objectif d'obtenir l'engagement émotionnel, voire le plaisir des visiteurs, présenté comme antithétique à une démarche d'apprentissage scolaire, parfois caricaturé, comme on le voit dans l'extrait 9, sous les traits de la contrainte et du manque d'enthousiasme. Cette posture raisonnablement optimiste (on peut amener certains visiteurs à aller se renseigner ensuite) implique aussi l'intériorisation du fait qu'on a affaire à un public ayant la compétence d'aller ensuite trouver l'information fiable par ses propres moyens, intériorisation qui renvoie à une forme d'impensé relativement aux caractéristiques réelles des publics de la culture scientifique (ici neuroscientifique), socialement très spécifiques (Lemerle, 2022) et potentiellement contradictoires avec l'idéal professé de transmission des savoirs la plus large possible.

Cet idéal de transmission des connaissances, qui permet de résister à certains impératifs institutionnels (sensibles par exemple dans les incitations à proposer des animations sur des sujets en vogue, dont les retombées en termes de chiffres de fréquentation sembleraient garanties), cherchait aussi à se distinguer d'une exigence d'exactitude prêtée aux chercheurs scientifiques en situation de vulgarisation, qui recourraient souvent à un discours trop dense et jargonnant. Lors des réunions de préparation de la Semaine du cerveau (SdC), des oppositions discrètes étaient ainsi apparues ponctuellement entre les points de vue en faveur d'une fidélité au discours scientifique et des positions davantage soucieuses de dimensions communicationnelles, voire relevant du divertissement. « Il faut qu'il y ait un sens scientifique », déclarait une directrice de recherches du CNRS, en critiquant une proposition d'animation par une artiste plasticienne jugée trop éloignée des exigences de la SdC (Lemerle, 2021a, p. 133). Ces oppositions suivaient majoritairement une ligne de séparation entre médiateur.rices « amateurs », issues des rangs de la recherche, d'une part et d'autre part professionnel.les de la médiation et de la communication scientifiques. Tandis que ces difficultés étaient souvent rarement abordées dans les entretiens avec les scientifiques, elles faisaient souvent l'objet d'une réflexion élaborée chez les médiateur.rices professionnel.les, qui regrettaient à la fois le souci d'exactitude scientifique considéré comme souvent disproportionné et le manque d'imagination communicationnelle de leurs collègues chercheur.es.

À travers l'évocation des critiques dont leurs propositions étaient parfois l'objet lors des réunions de préparation de la SdC, les personnes interrogées faisaient parfois plus largement état de la position difficile qui était la leur, résumée par le dilemme entre cet impératif d'exactitude scientifique, difficile à contester face à des chercheur.es, et cet autre impératif d'attirer et surtout de satisfaire les publics, notamment par l'attractivité et l'accessibilité des animations présentées. Cette préoccupation des publics nourrissant une réflexivité sur leurs relations avec leurs collègues, à la fois scientifiques chevronnés mais médiateurs amateurs, était une autre façon de retrouver les linéaments d'un éthos professionnel qui a pu être décrit ailleurs (Chaumier et Mairesse, 2017, p. 133-134). En plus des conceptions présentées comme datées de la vulgarisation scientifique, en premier lieu du modèle « descendant » considéré comme dépassé, cet éthos semblait donc aussi chercher à s'autonomiser de la parole des chercheurs. L'objectif, déjà évoqué, de susciter des « envies » (de poursuivre la recherche d'information après la médiation, de changer ses représentations) plutôt que de procurer un grand nombre de connaissances justifiait de tolérer l'approximation et d'éviter tout degré de précision exagéré. Dans l'extrait ci-dessous, cet aspect est particulièrement souligné par des médiateurs ayant dû composer avec un conseil d'experts scientifiques :

Extrait 10 - M1 et M2

Et donc là, on se retrouve toujours dans une confrontation entre ce que, nous, nous faisons, ce que, nous, on veut apporter au public, et les connaissances qu'on peut vouloir faire passer, et les conceptions que peuvent vouloir faire passer les scientifiques experts. C'est-à-dire qu'en fait, eux, ils vont toujours avoir des attentes supplémentaires par rapport à nous. Nous, on se dit : « Ceci, ça va suffire pour que le public comprenne... » [...] nous, on

veut que les gens s'amuse, on veut que les gens profitent et aiment la science, en fait. Et puis, les experts scientifiques, des chercheurs, en fait, eux, ils ont le côté... : « Bon, il faut introduire ce mot-là, hyper compliqué, puis il faut donner des définitions. »

La revendication d'une distance au discours scientifique était cependant plus ou moins affirmée selon les établissements où exerçaient les personnes interrogées, les membres du Palais de la Découverte semblant plus attachés à une expertise disciplinaire que ceux de la CSI ou des associations de culture scientifique, du fait probablement de leur plus grande proximité avec le monde de la recherche, reflétée par exemple par leur niveau de formation (doctorat). Il n'empêche que tous et toutes reconnaissent la nécessité de recourir à une forme ou une autre de reformulation afin de simplifier le discours scientifique pour des publics majoritairement non spécialistes⁸.

4 – TROUVER SA PLACE

Les médiateurs et médiatrices interrogées paraissent ainsi avoir une vision relativement claire de leur position en tant que diffuseurs de culture scientifique. Mais certains commentaires donnaient à penser que les choses n'étaient pas aussi évidentes et que la situation d'entretien avait pu inciter à livrer une vision idéal-typique d'une activité au périmètre en réalité beaucoup plus flou.

Extrait 11 - M6

On fait un exposé pour faire quoi ? Quel est son objectif ? Est-ce que c'est un objectif pédagogique ? C'est-à-dire, est-ce qu'on veut que les gens ressortent avec du contenu ? Que les gens, juste, aient passé un bon moment ? Est-ce qu'on veut que les gens soient sensibilisés à quelque chose ? □...□ Et ça, ça n'a jamais été clairement défini. □...□ C'est le vrai problème, pour moi, je pense, de l'histoire de la médiation. C'est pour ça qu'il y a des courants et des gens qui se battent. Ils ne sont pas d'accord. □...□ Donc, il y a des gens qui se disent qu'il faut faire du contenu. Il y en a qui se disent non, on fait de l'éducation populaire. □D'autres disent :□ « C'est juste de l'amusement. Le contenu, c'est moins important. On peut juste sensibiliser les gens. » La réponse n'est pas donnée.

Cette hésitation relative au « contenu » ou à la « forme », à la médiation vue comme activité éducative ou comme divertissement « intelligent » suggère la singularité d'une profession, qui peut faire penser à la situation d'une autre profession culturelle, celle des bibliothécaires. Dans son enquête sur le réseau de la ville de Paris dans les années 2000-2010, Cécile Rabot a notamment montré que la posture de ces dernières relevait pour une part essentielle d'un « effet de champ ». Par cette notion, Pierre Bourdieu entend que « les modifications de comportement d'un agent » sont « liées à l'existence d'autres agents » au sein d'un champ, espace social relativement autonome doté de ses propres règles de fonctionnement. L'effet de champ se manifeste aussi par des effets de « retraduction ou de réfraction » que la logique du champ considéré impose aux influences externes sur ce dernier (Bourdieu 2021, p. 578 et 198). La posture professionnelle des bibliothécaires, explique ainsi C. Rabot, « est à mettre en relation avec la position occupée par la profession à l'intersection de trois champs » : le champ littéraire, celui des politiques culturelles et celui de la transmission du savoir (ou champ éducatif). « La spécificité des bibliothécaires est d'occuper dans chacun de ces trois espaces une position dominée, peu reconnue des autres acteurs du champ. » (Rabot 2015, p. 223). Dans le champ littéraire, les bibliothécaires participent ainsi à la « production de la valeur » des œuvres et des auteurs, en faisant par exemple connaître des primo-romanciers, sans que ce rôle soit pleinement reconnu par les éditeurs. À l'égard du champ éducatif, la fonction des bibliothécaires apparaît complémentaire de celle des enseignants, ce « qui se traduit par des collaborations, mais aussi par une division du travail fondée sur la construction par la bibliothèque d'un modèle de lecture antiscolaire (lecture plaisir cursive et libre par opposition à des analyses fastidieuses et contraintes d'extraits difficiles). L'opposition est renforcée par les rapports que certains bibliothécaires

entretiennent avec le monde scolaire ou avec une profession d'enseignants qu'ils ont cherché à éviter. » (ibid., p. 224). Enfin, dans le champ des instances de conservation et de diffusion de la culture, les bibliothèques semblent souffrir d'une « banalisation », voire d'une « invisibilisation » qui contribuent à leur marginalisation dans les politiques publiques, au bénéfice des actions en faveur du patrimoine, du spectacle vivant, etc. (ibid., p. 226).

Même si les situations sont évidemment différentes, l'examen des propos tenus par les médiateur.rices scientifiques rencontrés.es frappe par les possibilités de comparaison qu'il offre avec certains aspects de la situation des bibliothécaires et par les multiples indices qu'il permet de recueillir en faveur de l'hypothèse de l'existence d'effets de champ influençant leur conception de leur profession. D'une part, les médiateur.rices participent au fonctionnement du champ scientifique, dans la circulation de ses résultats, dans la construction de sa légitimité auprès de différents groupes sociaux. Mais elles et ils le font à partir d'une position peu valorisée par les autres membres du champ scientifique. Leur moindre reconnaissance est décelable par exemple aux critiques adressées à des actions jugées trop ludiques (M1, M3) ou aux difficultés évoquées par les médiatrices par ailleurs engagées dans la recherche (doctorante, postdoctorante) pour convaincre de la légitimité de leur activité de médiation : « dès qu'on prend du temps pour faire autre chose, on est des mauvais scientifiques, quelque part. » (M2)

Relativement à la transmission du savoir, l'effet de champ se mesure à la volonté proclamée par toutes les personnes interrogées de se démarquer d'une posture attribuée aux enseignants, en accentuant la dimension de plaisir et de désintéressement qui serait inhérente aux situations de médiation scientifique. Cette opposition est renforcée par les rapports ambivalents entretenus par les médiateurs avec la profession d'enseignant ou d'enseignant-chercheur. Cette opposition apparaissait déjà, en des termes similaires, dans l'enquête Pilots, au point qu'on peut se demander si elle ne remplit pas une fonction de topique négatif dans la définition même du métier de médiateur. Les médiateurs déclaraient souhaiter « éveiller la curiosité » et être « une source d'inspiration, non seulement lors de la visite, mais aussi au-delà, sur le long terme », c'est-à-dire « qu'en rentrant chez eux, les visiteurs poussent encore plus loin leur réflexion et continuent à se documenter ». Leur conception de leur « mission » était « de transmettre un goût pour les sciences, une soif d'apprendre et de comprendre ». Dans ce but, ils estimaient que « leur principal atout [était] leur capacité à faire passer l'information autrement, c'est-à-dire par d'autres biais que les schémas classiques d'apprentissage plus formels, école, livres, conférences □...□ : interpellier le public, créer l'interaction pour lui donner envie de se prêter au jeu. » Se définissant tantôt comme passeurs, relayeurs ou facilitateurs, ils visaient à « partager un savoir scientifique en privilégiant la perspective du jeu à celle de la conférence qui se prend trop au sérieux. » (Richard, 2008-2010, p. 32)

Enfin, concernant la position des médiateur.rices dans le champ culturel, l'accent mis dans les entretiens sur le rôle de « facilitateur », d'éveilleur de conscience, ou plus simplement encore sur la proximité avec les publics, apparaît parfois comme une critique en creux de l'attention de leurs établissements d'exercice pour les chiffres de fréquentation (« Ce qu'ils regardent, c'est les chiffres, c'est le nombre d'entrées », M3) ou la priorité donnée aux considérations financières :

Extrait 12 - M4

La Cité des sciences a toujours eu pour vocation de faire payer, de faire tout un tas de trucs très chers, et d'autant plus dans le cadre de la fusion [de la CSI et du Palais dans le cadre d'Universcience], on est dans le cadre des RGPP [Révision générale des politiques publiques] et on nous demande plus en plus [...] de générer de l'argent. [...] C'est ma double fierté. Normalement la Semaine du cerveau est gratuite. On était les seuls, avec le Palais [de la Découverte], à faire des choses payantes. En fait, on s'est battu depuis l'année dernière pour faire un stand au niveau zéro en bas et à la Rotonde, pour M3⁹.

Cette posture plus ou moins ouvertement critique peut être là aussi mise en parallèle avec celle des médiateurs culturels en bibliothèque étudiée par Marie-Christine Bordeaux, qui « occupent une place peu élevée dans l'échelle hiérarchique » et « travaillent le plus souvent en bout de chaîne, une fois le travail d'acquisition, d'étude scientifique et de programmation achevé. » De fait, « ils peuvent être amenés à jouer contre leur hiérarchie, car ils sont parfois seuls porteurs des valeurs qui sous-tendent leurs actions » et compensent ainsi « la faiblesse de leur capital symbolique au sein de leur monde professionnel par la certitude qu'ils défendent une haute idée du service public dans la culture. » (Bordeaux 2008, p. 66-67) Ce type de divergence entre la vision qu'ont les médiateur.rices de leur métier et celle qu'en ont leurs employeurs apparaît aussi en creux dans l'enquête Pilots dans laquelle 70% des « managers » des établissements de culture scientifique voient le métier de médiateur comme celui d'un « entertainer » contre seulement 55% des médiateur.rices (Richard 2008-2010, p. 33). De façon plus générale, certains entretiens ont aussi confirmé les difficultés en matière de visibilité et de reconnaissance des médiateur.rices au sein de leurs institutions et des politiques de culture scientifique en général que d'autres enquêtes avaient repérées à la même époque (Richard et Barrett 2011, p. 11). La question de leur place dans la politique des établissements peut se voir par exemple dans le cas de la CSI, où la dotation en capital symbolique des médiateur.rices est moindre par rapport à celle des muséographes, en charge de la conception des produits-phares que sont les expositions (M4).

CONCLUSION

Les positions exprimées par les médiateur.rices vis-à-vis du champ éducatif et du champ scientifique, pourraient bien exprimer, sous la forme d'une retraduction en termes d'enjeux professionnels, l'influence d'effets de champs, qui expliqueraient au moins en partie la préférence pour des politiques d'animation plus orientées vers le divertissement, véritable moyen de distinction par rapport aux pratiques et dispositions des chercheurs et des enseignants. Si elle s'avérait juste, une telle hypothèse permettrait d'affiner notre compréhension des objectifs et des pratiques de la médiation scientifique contemporaine. Comme écrit précédemment, il existe malheureusement peu d'études récentes qui permettraient sa vérification, à l'exception de l'enquête du réseau « Recherche sur la médiation des sciences » (ReMédis), réalisée en 2022-2023 dans les réseaux professionnels de la médiation (OCIM, AMCSTI...) et centrée sur les relations entre les médiateur.rices et la recherche. Cette enquête, dont l'un des principaux mérites est d'exister s'agissant d'un secteur relativement délaissé par la recherche académique, propose des éléments statistiques dont la construction présente plusieurs défauts méthodologiques, mais qui n'en permettent pas moins de faire quelques comparaisons avec l'enquête Pilots du début des années 2010. Elle a aussi une utilité en tant que manifestation d'une tendance objective en matière de représentations de la profession, y compris chez ses initiateurs. Ainsi, selon cette enquête, l'atelier arrive en tête parmi les formats de médiation les plus pratiqués de nos jours (67% des réponses), devant la conférence/exposé (57%, mais sur-représentée dans les universités et les centres de recherche), la visite guidée (42%, mais sur-représentée dans les musées) et les activités ludiques (38%), équitablement représentées dans les différentes institutions de médiation (musées, centres de science, université et centres de recherche, autres). Sont également cités parmi les réponses les pratiques artistiques et les spectacles (14%) (ReMédis 2023, p. 19). Comment, dans chaque cas, sont négociées la proximité indispensable et la nécessaire distance avec le discours scientifique « d'origine » et la posture descendante héritée d'une certaine tradition scolaire ? Comme on l'a vu dans les entretiens, le rapport au plaisir, à l'émotion, des publics semble être l'une des voies favorisées ces dernières décennies, ce qu'indiquait déjà l'enquête Pilots où la fonction d'entertainer, de l'« animateur qui apporte du “fun” » (Richard, 2008-2010, p. 32) était l'aspect le plus cité dans la définition que donnaient les médiateurs européens de leur métier. Cette tendance semble confirmée par l'essor de l'« événementialisation » de la

culture scientifique, autour des manifestations comme la Fête de la Science ou la Semaine du cerveau, qu'Élodie Billon définit comme « une "fabrique émotionnelle" qui utilise divers moyens concourant justement à rendre l'expérience [des participant.es] extraordinaire. » (Billon 2020, p. 353).

Avec la notion d'effets de champ, ces remarques exploratoires proposent une problématisation sociologique de ces évolutions. Elles appellent de nouvelles enquêtes pour en vérifier la portée heuristique dans un contexte actuel décrit comme une phase de « structuration du métier », lisible au « resserrement vers le champ lexical de la médiation », plutôt que vers celui de l'animation, des intitulés de poste de la profession (ReMédis 2023, p. 9). Cette attention portée à la délimitation plus stricte du périmètre de la médiation vis-à-vis de l'animation alors même que le contenu des activités aurait tendance à s'en rapprocher, dénote en effet une volonté de distinction de plus en plus spécifique. Cette « structuration » semble notamment se faire à distance de la recherche, comme en témoigne, parmi les répondant.es à l'enquête ReMédis, la forte proportion de médiateur.rices n'ayant jamais exercé d'activité de ce type, en particulier dans les institutions patrimoniales (73%) et les CSTI (53%), ainsi que chez les médiateur.rices âgé.es de moins de 30 ans (60%) (*ibid.*, p. 23-24). La recherche de professionnalisation s'accompagne ainsi de la revendication d'une autonomie accrue des principes présidant à l'activité, sur les limites desquels on peut s'interroger, notamment du fait des interdépendances objectives avec le champ scientifique. « Le travail de la médiation, souvent présenté comme un ensemble de formes de facilitation d'accès et de traduction de l'offre culturelle » doit être « analysé comme un travail sur les normes » (Bordeaux, 2008, p. 61). La « forte tension sur les régimes de grandeur » (*ibid.*, p.65) auxquels les médiateur.rices se rattachent, par exemple l'autonomie et le prestige de la recherche scientifique d'une part et d'autre part le souci, à forte teneur politique, pour les publics, contribue à cette position d'entre-deux qui semble demeurer une condition structurale de l'exercice de la profession.

NOTES

¹ Réalisé entre 2008 et 2010, le projet « Professionalisation in Learning Technology and Science » a regroupé plusieurs institutions partenaires spécialisées dans la culture scientifique (dont Universcience pour la France) pour mener plusieurs études menées à travers l'Union européenne (UE) auprès des médiateur.rices et managers de musées et centres de sciences (Richard, 2008-2010). L'une d'entre elles a été une enquête quantitative sur un échantillon de 236 personnes travaillant dans 115 établissements répartis dans 18 pays de l'UE, dont j'utilise ici certains résultats.

² Ces huit propositions étaient les suivantes : entertainer, scientist, teacher, actor, designer, manager, journalist. Les répondants (médiateurs et managers) pouvaient noter chaque proposition sur une échelle de 5 (« tout à fait d'accord ») à 0 (« pas du tout d'accord »).

³ C'est-à-dire avec des scores moyens de réponse supérieurs à 3 chez les médiateurs. On n'a seulement pris en compte ici les réponses des médiateurs. Les réponses des managers sont similaires, avec un accent encore plus poussé sur la fonction d'entertainer. Si on considérait les scores de réponses supérieurs à 2,5, on pourrait aussi intégrer la réponse « actor », ce qui ne changerait pas fondamentalement l'analyse présentée ici.

⁴ On trouvera une présentation détaillée de l'enquête ainsi que la liste des personnes interrogées dans (Lemerle 2021a et 2021b), ainsi que, en annexe du présent article, celle des personnes, désignées par la lettre M (pour médiateur) suivie d'un chiffre (M1, M2, etc.), dont les entretiens ont été retenus pour cette étude.

⁵ Voir les caractéristiques de l'échantillon en annexe. En plus des 7 personnes de l'échantillon retenues pour cette étude, la population totale de l'enquête comprenait 31 personnes, dont 13 chercheur.es et enseignants-chercheurs et 5 doctorantes en

neurosciences organisant et/ou intervenant à la Semaine du cerveau, 3 chargées de communication (Inserm, etc.), 2 journalistes, ainsi que la secrétaire générale de l'École des neurosciences de Paris (Lemerle 2021B).

⁶ Au sens de Canguilhem de diffusion sociale des connaissances et de la démarche scientifiques (Canguilhem, 1961).

⁷ Je souhaite adresser mes remerciements aux collègues m'ayant fait bénéficier de leur aide et/ou de leurs lectures critiques de versions intermédiaires de ce texte, en particulier Marie-Christine Bordeaux et Jesús Cabello i Garcia.

⁸ Sur ces pratiques de reformulation, voir Lemerle 2021a.

⁹ Zones non payantes de la CSI et du Palais de la Découverte.

¹⁰ Par exemple, ses résultats portent sur 302 réponses, mais plus d'un tiers (34%) des répondants déclarent travailler en « université ou organisme de recherche » (sans que l'on ait davantage de détails à ce sujet), contre 31% en CCSTI, 24% en musées et 8% dans le secteur associatif (ReMédias 2023, p. 18). Parmi les autres aspects méthodologiquement critiquables : un questionnaire auto-administré en ligne, l'absence de contrôle des profils de répondants, l'absence d'éléments sur la représentativité de l'échantillon par rapport à la population globale des médiateur.ices, l'absence d'accès aux données brutes de l'enquête.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abbott, Andrew (1988), *The System of Professions. An Essay on the Division of Expert Labor*, Chicago and London: The University of Chicago Press.

Becker, Howard (2010), *Les Mondes de l'art*, Paris : Flammarion.

Bergeron, Andrée (2016), « Médiation scientifique. Retour sur la genèse d'une catégorie et ses usages », *Arts et Savoirs*, [en ligne], 7, consulté le 10 septembre 2024, <https://journals.openedition.org/aes/876>.

Billon, Élodie (2020), *L'événementialisation de la culture scientifique. Formes et enjeux des manifestations culturelles dans la médiation des sciences*, thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes.

Bordeaux, Marie-Christine (2008), « Un agir communicationnel propre à l'action culturelle : La médiation culturelle confrontée au phénomène de l'illettrisme », *Culture & Musées*, 11, p. 59-77.

Bourdieu, Pierre (2021), *Microcosmes. Théorie des champs*, Paris : Raison d'agir.

Bourdieu, Pierre ; Wacquant, Loic, (2014), *Invitation à la sociologie réflexive*, Paris : Seuil.

Bourdieu, Pierre (1997), *Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique*, Paris : INRA.

Canguilhem, Georges (1961), « Nécessité de la "diffusion scientifique" », *Revue de l'enseignement supérieur*, 3, p. 5-15.

Chaumier, Serge ; Mairesse, François (2017), *La médiation culturelle*, 2e éd., Paris : Armand Colin.

Jacobi, Daniel (dir.) (2018), *Culture et éducation non formelle*, Québec : Presses de l'université de Québec.

Jacobi, Daniel ; Schiele, Bernard ; Cyr Marie-France (1990), « Note de synthèse. La vulgarisation scientifique et l'éducation non formelle », *Revue française de pédagogie*, 91, p. 81-111

Lemerle, Sébastien (2022), « Le goût des neurosciences. Les publics de la Semaine du

cerveau (2016-2017) », *Revue européenne des sciences sociales*, 60-2, p. 95-127.

Lemerle, Sébastien (2021A), « La Semaine du cerveau à Paris (2014-2017) : étude sur les contraintes de la vulgarisation des neurosciences », *Sociologie*, vol. 12, n°2, juin, p. 129-147

Lemerle, Sébastien (2021B) « Annexes de l'article "La Semaine du cerveau à Paris (2014-2017) : étude sur les contraintes de la vulgarisation des neurosciences" », *Sociologie*, [en ligne], n° 2, vol. 12, consulté le 12 septembre 2024, <http://journals.openedition.org/sociologie/8516>.

Rabot, Cécile (2015), « Bibliothécaire, un "métier modeste" dans une institution marginalisée » (p. 211-227), in Quijoux, Maxime (dir.), *Bourdieu et le travail*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Réseau ReMédis (2023), *Les médiateur.ices scientifiques et la recherche. Synthèse de l'enquête nationale 2023*, [sl], Ocim / Universcience.

Richard, Olivier ; Barrett, Sarah (2011), « Les médiateurs scientifiques en Europe : une diversité de pratiques, une communauté de besoins », *La Lettre de l'OCIM*, [en ligne], 135, consulté le 10 septembre 2024, <http://journals.openedition.org/ocim/862>.

Richard, Olivier (2008-2010), Pilots. *Professionalisation for learning in technology and science. D3.3 : Profils et rôles des médiateurs scientifiques en Europe*, [Paris], Cité des Sciences et de l'industrie.

ANNEXES

Entretiens utilisés

	Sexe	Age	Formation	Institution	Durée	Date entretien
M1	H	25-30	Licence physique-chimie Master Communication scientifique	Association culture scientifique	2h10	01/06/2015
M2	F	25-30	Thèse en neurosciences (en cours)			
M3	F	35-40	Thèse en neurosciences	Palais de la Découverte	1h30	02/02/2016
M4	F	35-40	Maîtrise en biologie DESS Communication scientifique	Cité des Sciences	1h40	26/02/2016
M5	F	25-30	Thèse en neurosciences, post-doctorat	Palais de la Découverte	1h	28/03/2017
M6	H	35-40	Thèse en neurosciences (non achevée)	Palais de la Découverte	1h20	14/04/2017
M7	F	35-40	Licence en biologie DEA en muséologie École de journalisme	Cité des sciences Ecole de la médiation	1h50	19/07/2017

Du goût pour la nature à la défense de la science. La redistribution sociale des visées de la médiation chez les agents d'un musée

Article inédit, mis en ligne le 8 novembre 2025.

Anna Mesclon

Anna Mesclon est docteure en sociologie et postdoctorante au Centre Nantais de Sociologie. Ses recherches se situent au croisement de la sociologie des institutions, du travail, de l'éducation, des sciences et de la culture. Mesclon.anna@gmail.com

Plan de l'article

Introduction

La (re)définition des sciences à la tête de l'institution

Transmettre une approche naturaliste et territorialisée de la science (mi-1950- fin 1980)

Transmettre une approche scolastique et globalisée de la science : un registre apparu plus récemment

La redistribution sociale des finalités culturelles de l'institution au présent

Faire reconnaître la science : enjeu structurant pour les travailleurs diplômés

Faire aimer les sciences autrement : la sédimentation de la culture naturaliste chez les travailleurs non diplômés

Souplesse et évolution des rapports à la médiation, persistance des dispositions

Conclusion

RÉSUMÉ

À partir d'une enquête menée dans un musée d'histoire naturelle français, cet article propose une analyse socio-historique d'une institution de culture scientifique entre 1950 et 2020, en s'intéressant aux visées que ses personnels attribuent à leur travail. Il montre la coexistence, dans l'équipe actuelle, de deux approches - « scolastique » et « naturaliste » - du rôle du musée dans la transmission des sciences. La première, qui correspond à l'approche centrale aujourd'hui, est investie par les agents les plus diplômés ; tandis que la seconde, ancrée de plus longue date au musée, y a suivi une trajectoire de sédimentation et de déclassement. En rapprochant la trajectoire du musée et celle de ses travailleurs, l'article analyse des transformations et des variations dans la façon d'envisager la transmission des sciences dans une institution ancienne et peu étudiée par les sciences sociales, soulignant le rôle des socialisations scientifiques des travailleurs sur leurs propres perceptions.

TITLE

From naturalist culture to defense of science. The social redistribution of mediation aims in a museum

Abstract

Based on an investigation conducted in a French natural history museum, this article

approaches actors of scientific mediation and aims they attribute to their work in a processual and sociological way. By showing the coexistence, in the museum team, of a “naturalist and territorialized” approach and a “scholastic and global” approach of science, it reveals a double process of transformation and social redistribution of the issues attributed to the transmission of science in the institution between the decades 1950 and 2020. By following these professional ethos which impose themselves or which persist by recomposing themselves over time, and by combining the large scale (social change, transformations of the institution, profile of its directors) and the small (other agents of the museum, their socialization), this case study develops a socio-historical analysis of the issues of scientific médiation, attentive to the social logics which shape it in the present.

Keywords

Scientific mediation, transformations, professional ethos, socialization, dispositions, natural history museums

TÍTULO

Del gusto por la naturaleza a la defensa de la ciencia. La redistribución social de los objetivos de mediación en un museo

Resumen

A partir de una investigación realizada en un museo de historia natural francés, este artículo aborda los actores de la mediación científica y los objetivos que atribuyen a su trabajo de manera procesual y sociológica. Al mostrar la coexistencia, en el equipo del museo, de una concepción “naturalista y territorializado” y una concepción “escolástico y global” de la ciencia, revela un doble proceso de transformación y redistribución social de los retos atribuidos a la transmisión de la ciencia en la institución entre las décadas de 1950 y 2020. Siguiendo estos ethos profesionales que se imponen o que persisten recomponiéndose en el tiempo, y combinando la gran escala (cambio social, transformaciones de la institución, perfil de sus directores) y la pequeña (otros agentes del museo, su socialización), este estudio de caso desarrolla un análisis sociohistórico de las cuestiones de la mediación científica, atento a las lógicas sociales que la configuran en el presente.

Palabras clave

Mediación científica, transformaciones, ethos profesional, socialización, disposiciones, museos de historia natural.

INTRODUCTION

En analysant des corpus d'expositions ou en réalisant des entretiens et des observations dans les institutions, les recherches en muséologie des sciences s'intéressent notamment à la façon dont les musées fabriquent une offre de culture scientifique, aux messages qu'ils véhiculent ou encore à leurs modalités de prise en compte des publics, souvent en soulignant la tension entre un modèle descendant et un tournant participatif. Si ces recherches donnent la possibilité d'identifier des modèles concurrents et des changements de paradigme à l'échelle des époques et des institutions, elles s'intéressent peu aux acteurs par lesquels la transmission des sciences se réalise et aux dynamiques sociales et professionnelles qui se jouent à l'intérieur de ces institutions, en amont de la mise en circulation d'une offre

muséologique.

A partir d'une étude de cas, nous prenons précisément pour objet la transformation, la répartition sociale et les recompositions des conceptions de la transmission des sciences au sein d'un muséum d'histoire naturelle de province¹ entre les années 1950 et nos jours. Quelles missions les membres de cette institution ancienne, créée au 19^{ème} siècle et aujourd'hui dite « de culture scientifique »², se sont-ils et elles données en matière de transmission scientifique à travers le temps ? Comment cela a-t-il évolué, et comment ces conceptions se répartissent-elles aujourd'hui dans l'institution ? Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons sur une sociologie historique et structurale du travail des personnels de ce musée. L'approche structurale consiste à saisir les ethos professionnels des travailleurs à la lumière non pas uniquement de leur groupe professionnel d'appartenance (direction, conservation, médiation, etc.) mais aussi de leurs trajectoires sociales, dans la mesure où elles produisent des effets durables sur leurs pratiques et représentations professionnelles, sous la forme de dispositions intériorisées et incorporées (Pichonnaz et Toffel, 2021).

L'article s'appuie sur une monographie réalisée entre 2016 et 2021, mêlant travail d'archive et enquête de terrain. Nous nous concentrons ici sur les entretiens (N=39) conduits avec la directrice et le directeur du muséum en poste lors des deux époques traitées, ainsi qu'avec les sept personnels de médiation et les six personnels de conservation ou d'exposition qui étaient en poste au moment de l'enquête. Souvent répétés, ces entretiens ont abordé en profondeur la trajectoire de ces travailleurs et leur conception de leur rôle professionnel. L'analyse se nourrit aussi d'une vingtaine d'observations de réunions et, surtout, de l'étude d'un corpus archivistique couvrant la période allant de 1955 à nos jours (rapports d'activité du muséum, articles de presse, publications professionnelles, documents de travail, etc.), dans lequel s'expriment des conceptions de la médiation.

L'article met en perspective, à deux époques, le profil social et la position hiérarchique des travailleurs avec la façon dont ils définissent leur rôle et celui du muséum en matière de sciences. Cette focale « par cas » permet de tenir ensemble analyses diachronique et synchronique. En combinant l'entrée par les directeurs, le temps long de l'institution et les transformations des contextes et environnements dans lesquels elle s'inscrit d'une part et l'entrée par les autres membres du système de travail et par le temps biographique de leurs socialisations d'autre part, nous articulons ce qu'on pourrait appeler une grande et une petite sociohistoire des conceptions de la transmission des sciences dans un muséum.

La première partie compare les conceptions de la directrice des années 1950-fin 1980 et du directeur des années 2010-2020, passant d'une approche naturaliste et territorialisée à une approche scolastique et globalisée de la transmission des sciences. La seconde partie analyse la manière dont ces définitions successivement dominantes se retrouvent et se distribuent dans le collectif de travail actuel.

LA (RE)DÉFINITION DES SCIENCES À LA TÊTE DE L'INSTITUTION

Transmettre une approche naturaliste et territorialisée de la science (mi 1950-fin 1980)

Situé dans une grande ville de France, ce muséum date du 19^{ème} siècle. Entre les décennies 1950 et 1980 (période qui nous intéresse ici), c'est encore une institution scientifique de référence sur son territoire en matière de sciences naturelles. Marguerite prend la direction du musée en 1955 après avoir enseigné deux ans les sciences naturelles. Issue de la bourgeoisie commerciale locale et licenciée en sciences, c'est une naturaliste de terrain. Elle réalise plusieurs fois dans l'année des expéditions lors desquelles elle observe, recense puis publie des inventaires de la faune et de la flore environnantes, accompagnée des

membres d'une association naturaliste dont le siège se trouve au muséum. En tant que directrice de l'établissement, le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) lui confie des missions de baguage et de suivi de populations d'oiseaux qu'elle assure jusqu'aux années 1970. En ce milieu de 20ème siècle, les muséums sont en effet moteurs dans la protection de la nature. Jusqu'aux années 1980, les sciences naturalistes fondées sur l'observation, la systématique et l'inventaire de terrain sont par ailleurs enseignées à l'université de la ville, et sont adossées aux laboratoires locaux suivant une entrée taxonomique, comme elles le sont dans les sections des sociétés savantes (botanique, zoologie, géologie, etc.) : les réseaux comme les modalités de la pratique scientifique qui s'exerce au muséum sont alors encore entremêlés avec ceux de la pratique universitaire. Si l'équipe du musée s'étoffe progressivement (passant de 5 à 20 salariés) et que des personnels spécifiquement dédiés à la prise en charge des visiteurs sont recrutés sur la fin de sa carrière, Marguerite joue cependant un rôle direct auprès des publics : elle anime des visites, participe à des ateliers auprès d'enfants et mène des conférences. Son objectif prioritaire est de rompre avec l'image du musée comme « temple de la mort » et d'y faire entrer un public le plus élargi possible.

Les finalités qu'elle attribue à ses actions en matière de science sont principalement naturalistes, et visent à lier la connaissance du milieu naturel à l'expérience locale des visiteurs. Ses premiers souvenirs de l'institution remontent en effet à l'enfance, où la consultation des vitrines d'insectes permettait à son père d'identifier les chenilles qui causaient des dégâts dans son jardin. Dans ce type d'usages encyclopédiques des vitrines, la visite au muséum servait de support au recueil d'informations concrètes destinées à avoir une utilité pour la vie quotidienne. Par-delà les galeries permanentes du musée et l'attachement que la directrice porte à la salle présentant des dioramas qui mettent en scène des espèces de la région, les expositions temporaires ont, elles aussi, pour but de permettre une meilleure compréhension de l'environnement proche. Elles se destinent aux « pratiquants » de la nature, comme par exemple une exposition de 1959 s'adressant aux chasseurs, dans le but de les sensibiliser à la protection des oiseaux. Marguerite et la société naturaliste associée au musée envisagent aussi l'institution comme un lieu de transmission de principes éthiques explicites, reprenant régulièrement, sur cette période, l'adage « connaître la nature pour mieux l'aimer ». Questionnée en entretien sur son meilleur souvenir en matière de transmission, Marguerite évoque une étude de milieu réalisée en 1984 avec des écoliers. Elle explique que cette expérience l'a marquée car elle articulait, à travers la pratique du terrain, les sciences avec l'expérience enfantine ordinaire de la nature :

« Nous ce qu'on voulait, c'était qu'ils aient la liaison entre ce qu'ils voient et ce qui existe. On a fait comme thème "étude d'un milieu naturel menacé", et on avait choisi la rivière (...) Les gamins allaient en bordure de l'eau, ils ramassaient des insectes (...) ils rentraient ensuite dans la petite salle où ils prenaient une goutte d'eau qu'ils mettaient sous le microscope. Ils apprenaient en pratiquant une mini recherche scientifique sur le terrain. (...) Ils n'avaient jamais pensé à tout ce qu'il pouvait y avoir à l'intérieur [d'une goutte d'eau], et ça je crois que c'est la plus belle expérience que j'ai faite. » (Marguerite, entretien réalisé en décembre 2017)

En 1989, résumant son parcours au muséum dans un ouvrage auquel elle contribue et mobilisant un terme (« culture scientifique ») dont l'usage se répand alors depuis une dizaine d'années (Las Vergnas, 2012), Marguerite écrit que « *les expositions temporaires devaient permettre au public, spécialiste ou amateur, d'associer la culture scientifique à la vie pratique, ou à l'industrie* ».

Si elle évolue au fil des années, en fonction du contexte et du changement social qui travaillent l'institution, la conception des sciences et de leur transmission portée par Marguerite entre 1954 et 1989 a pour fil directeur d'être naturaliste (visant la connaissance, la pratique et le goût de la nature), matérielle (se référant à une approche appliquée de la science et des savoirs), et territorialisée (associée à l'environnement proche, pour une

meilleure connaissance du local). En reprenant les concepts issus de la sociologie de la perception artistique de Pierre Bourdieu (1979), cette approche peut être qualifiée d'« éthico-pratique » (Lahire, 1993), au sens où la vision des sciences que Marguerite valorise tout au long de sa carrière est tournée vers le concret, associée à des valeurs (la préservation de la nature) et à des savoirs aux applications explicites, encourageant des appropriations « par corps » et « participatives » (Bonnéry, 2018) des sciences (l'observation, l'inventaire de terrain). Ce faisant, l'attention portée au cas de Marguerite historicise et contextualise les rapports éthico-pratiques aux sciences. Loin d'être l'apanage des enfants ou des classes populaires (Perronnet, 2021), ces rapports ont longtemps été au cœur (et à la tête) d'une institution comme ce muséum, du fait de sa proximité historique avec les sciences naturalistes. Ouvertes aux amateurs, celles-ci sont fondées sur une pratique « par corps » de la science, envisagée comme vectrice de savoirs explicites directement applicables pour décrire l'environnement matériel.

Transmettre une approche scolastique et globalisée de la science : un registre apparu plus récemment

Trente ans après le départ en retraite de Marguerite, au moment de l'enquête de terrain qui débute en 2016, l'approche du directeur du muséum apparaît transformée. Elle traduit un recul de cette approche naturaliste et localisée, au profit d'une globalisation des enjeux associés à la transmission des sciences, dans une conception plus académique de cette notion. Ce changement s'inscrit dans une série de transformations produisant des effets sur le (travail au) musée. Depuis les années 1980, c'est d'abord l'institution qui a été requalifiée, prise dans une trajectoire de standardisation institutionnelle. Après une longue scission ayant perduré durant toute la deuxième moitié du 20ème siècle entre les « musées du Ministère de la culture » (musées d'art, etc.) et les muséums (qui relevaient du ministère de l'Education Nationale), le début des années 2000 signe la mise en culture et en patrimoine des muséums, leurs personnels et leurs collections (voir Péquignot, 2016). Ces transformations, couplées à la dévaluation, dans le champ académique (local et global) des sciences naturelles de terrain face aux sciences expérimentales de laboratoire, et à la structuration d'une politique culturelle locale dans les années 1990, contribuent à déplacer le rôle du musée : son mandat scientifique naturaliste décroît au profit de celui d'institution culturelle devant diversifier ses publics. Invité par la municipalité à décroquer son offre par-delà les sciences naturelles, le muséum, au moment de l'enquête, est en pleine phase de repositionnement institutionnel. Marc a été recruté à cette fin en 2012. Produit d'un système scolaire qui s'est massifié, il est plus diplômé que Marguerite. À l'issue de sa thèse en sciences de la terre, il pose sa candidature pour des postes de maître de conférences qui lui échappent de peu puis reconvertit son projet de produire la science (recherche) en projet de l'intermédiaire, et exerce dans diverses structures liées à la culture scientifique en France avant de devenir directeur du muséum sur la dernière partie de sa carrière. Son arrivée signale un changement déjà à l'œuvre. Depuis la fin des années 1990, la collectivité privilégie la mobilité professionnelle et géographique dans ses recrutements, par contraste avec la carrière de Marguerite, marquée par l'unité d'institution et de lieu. À mesure que la spécialisation des tâches s'est accrue au musée - une quarantaine de salariés y travaillent aujourd'hui - et que le métier de médiateur s'est structuré, les directeurs ont aussi cessé d'être au contact direct des publics. En outre, le contexte scientifique a connu de profondes mutations depuis la période 1950-1980, son évolution permet de comprendre la globalisation des enjeux qui s'opère au musée. Les modes de production et de régulation des sciences se sont transformés, tout comme leurs relations aux pouvoirs politiques et économiques. Depuis les années 1960, est apparue la notion de « risque », s'est érodée l'éloge du « progrès », se sont multipliées les controverses socioscientifiques. Les problèmes associés aux sciences, à l'image des préoccupations environnementales, ont pris une dimension globalisée. Dans ce contexte, « la question de la confiance dans le travail des scientifiques ainsi que celle de la

gestion de cette confiance dans l'espace public et médiatique deviennent donc des questions politiques majeures » (Pestre, 2013, p.102). Par ailleurs, au moment de l'enquête, le directeur est en train de rédiger le « projet scientifique et culturel » du muséum. Cet exercice organisationnel désormais institué encourage la formalisation d'un métadiscours sur le rôle social de l'institution vis-à-vis de ses publics, discours qui se nourrit de l'état des préoccupations sur les relations « sciences/sociétés ». En 2012, lorsque Marc prend la tête du muséum, ces mutations de divers ordres se réfractent sur la manière dont il mobilise la notion de « science » et envisage les finalités de sa médiation, de façon moins locale que Marguerite (dans tous les sens du terme).

Sur le plan naturaliste d'abord, les informations sur l'environnement proche ont décliné dans les galeries du musée, où la salle dédiée à la faune et la flore régionale a fermé avant l'arrivée de Marc, tandis que le directeur n'assume plus de missions naturalistes de terrain. En matière d'expositions temporaires, celui-ci souhaite traiter des « *questions* » scientifiques sous un angle problématisé recourant à des disciplines variées, par contraste avec les expositions naturalistes des années 1980 qu'il trouve très descriptives, et appelle « *petits oiseaux petites fleurs* ». Une exposition qu'il impulse sur le thème du « temps » est ainsi l'occasion d'aborder les ères géologiques, l'évolution des espèces ou l'anthropologie, en terminant par évoquer les biotechnologies et la montée du courant transhumaniste. Outre cet éloignement à la nature locale, les échelles d'application des connaissances visées par Marguerite et par Marc ont changé : si la première visait la transmission de savoirs naturalistes explicites et directement applicables pour décrire et nommer le vivant, le second considère, quant à lui, que le muséum a vocation à réaffirmer des théories scientifiques générales dépassant ces savoirs taxonomiques. Quelques décennies après l'inauguration de la Grande Galerie de l'Évolution au MNHN en 1994, la vision de Marc est en effet marquée par l'importance de cette théorie pour inscrire les collections présentées en vitrine dans un discours scientifique transversal qui les englobe et qui les dépasse. Le directeur associe enfin explicitement la culture scientifique à un enjeu « *politique* » contribuant à la « *formation scientifique* » des individus pris comme des « *citoyens* ». Il considère par ailleurs que la culture scientifique garantit un rapport au monde fondé sur la « *raison* », et il insiste souvent sur la nécessité de « *défendre la science contre la croyance* » et de lutter contre le relativisme. Finalement, la définition que Marc donne du rôle du muséum est plus scolastique (Bourdieu, 1997 ; Bonnéry, 2018) que celle de Marguerite, c'est-à-dire plus cryptée, coupée de l'expérience ordinaire et pratique de la nature et des sciences. Dans son discours, « science » renvoie à un corpus immatériel et global de savoirs de référence, produits et enseignés dans les institutions académiques, qui ne se laissent pas saisir rapidement et directement mais se décodent de façon formelle en référence à une théorie générale ayant vocation à fournir une grille d'appréhension scientifique du monde. Son approche repose sur un rapport légitimiste (Grignon et Passeron, 1989) à l'ordre scientifique, où le musée est envisagé comme une instance devant veiller à la reconnaissance des hiérarchies, formations et statuts scientifiques institués plus que comme un espace de valorisation de pratiques amateurs à dimension scientifique (Las Vergnas, 2012). Ayant suivi un cursus universitaire plus long que sa prédécesseuse dans une période de l'accès massifié aux études supérieures, Marc a côtoyé de près la carrière académique à une époque où les sciences naturalistes de terrain y connaissaient un déclassement, mené une vie professionnelle marquée par la mobilité géographique contribuant à une prise de distance vis-à-vis de l'espace et de la connaissance localisés, fréquenté les arènes politiques et professionnelles de la culture scientifique où s'énoncent des visées citoyennes, et a dirigé plus globalement l'institution dans une configuration où la définition de son rôle comme l'état des relations « sciences » et « société » sont transformés. Ces nombreux éléments expliquent, en grande partie, le changement d'échelle qui s'est joué entre l'approche de Marc et celle de Marguerite.

LA REDISTRIBUTION SOCIALE DES FINALITÉS CULTURELLES DE L'INSTITUTION

Ces conceptions (naturaliste, matérielle et territorialisée ; ou scolastique, immatérielle et globalisée) des sciences et de leur transmission, loin de s'être remplacées, se sont empilées et coexistent aujourd'hui au musée. Formant un *continuum*, elles ne sont pas contradictoires et personne ne les oppose. Elles ont cependant pris durant l'enquête des récurrences et des intensités différentes dans les discours et pratiques des membres du personnel, dont on peut rendre compte en distinguant deux grandes polarités idéal-typiques. Celles-ci impliquent des rapports différenciés aux institutions scolaires et académiques, à l'ordre scientifique, et font appel à des dispositions contrastées.

	Conception scolastique de la médiation scientifique	Conception naturaliste de la médiation scientifique
Visées récurrentes dans les discours	Scolastiques et rationalistes - Fournir une grille d'appréhension scientifique du monde à travers la compréhension de résultats, concepts et théories scientifiques (exemple : l'évolution) - Défendre « la science » face à « la croyance », lutter contre les idées fausses - Réhabiliter la science face à "ses détracteurs" (créationnistes, climato-sceptiques, homéopathie, réfractaires aux vaccins, etc.)	Naturalistes et appliquées - Transmettre le goût de l'observation de la nature et de la pratique du terrain - Encourager la pratique de la science en amateur - Faire naître des vocations scientifiques improbables (hors école) - Fournir une grille d'appréhension scientifique du monde à travers la compréhension de résultats, concepts et théories scientifiques (exemple : la biodiversité, la transformation des milieux)
Echelles d'application des savoirs récurrents dans les discours	Globales, peu matérielles - Problèmes socio-scientifiques généraux sans ancrage territorial ou matériel spécifique (origine du monde, controverses sanitaires, histoire des espèces, changement climatique, etc.)	Territorialisées, matérielles - Milieu naturel de proximité (identifier, décrire, nommer, la faune et la flore de proximité) - Globales dans un second temps (relations entre les espèces et leur biotope, transformations géomorphologiques des espaces naturels, changement climatique, etc.)
Place de l'institution scolaire dans les discours	Rapport de renforcement - Discours invoquant la différence mais la complémentarité entre les contenus et formats proposés au musée et ceux proposés dans l'institution scolaire - Le musée comme espace de renforcement de la	Rapport de contournement - Discours invoquant la science du musée comme alternative à la science de l'école : faire aimer la science autrement - Critique de la vision de la science cristallisée dans les institutions scolaires ou académiques et/ou critique du caractère bureaucratique de l'institution universitaire
Rapport à l'ordre scientifique des tenants de la définition	Légitimisme (Faire reconnaître les résultats de la science, faire reconnaître « les vrais scientifiques »)	Transgression de l'ordre scientifique (« On peut être scientifique sans avoir un statut de chercheur ») Reconnaissance « au repos » (Grignon & Passeron, 1989:90) de l'ordre scientifique (« Les vrais scientifiques sont les chercheurs, mais on peut pratiquer et aimer la science en amateur, sans être chercheurs »)
Exemples de formats de médiation type	- Visites commentées des galeries permanentes du musée - Création d'outils pédagogiques ou animations liés aux expositions temporaires et permanentes du musée, pour publics scolaires ou de loisirs	- Sorties de terrain (observations, réhabilitations de milieux, inventaires participatifs dans les jardins de la ville) - Présentation d'animaux vivants, leur origine, leurs caractéristiques et leur biotope
Dispositions et formes d'appropriation des sciences compatibles	Dispositions scolastiques Appropriations formelles	Dispositions éthico-pratiques et pragmatiques Appropriations par corps

Tableau 1 : Deux grandes conceptions-type de la transmission des sciences au musée

Ces polarités n'épuisent pas la pluralité des points de vue des membres de l'équipe au sujet des enjeux de la médiation, mais elles dévoilent des formes de continuité dans le changement institutionnel, et permettent d'en explorer les ressorts sociaux. Dans la propension à insister plutôt sur l'une ou l'autre conception, la socialisation scientifique des travailleurs apparaît comme un critère central.

Faire reconnaître la science : enjeu structurant selon les travailleurs diplômés

Au muséum, les tenants les plus récurrents d'une conception scolastique des sciences sont les individus situés en haut des hiérarchies institutionnelles (statuts élevés, postes à responsabilités), ou ayant un diplôme universitaire en sciences du vivant de niveau au moins bac+4. Membres du service des collections ou des publics, leur niveau d'études est répandu dans les muséums : une enquête sur les médiateurs scientifiques menée en 2013 par l'OCIM indique que dans les musées d'histoire naturelle, 67,1% des médiateurs et 75,4% de leurs encadrants ont au moins un titre bac+4 (Ecole de la médiation, 2015). Au muséum, la proximité de ces travailleurs aux institutions scolaires et académiques dépasse leur niveau

de diplôme : plusieurs sont issus de milieux sociaux très dotés en capitaux scolaires ou scientifiques, étaient de très bons élèves, ont envisagé une carrière de recherche ou d'enseignement, ou encore ont donné des cours avant d'intégrer le musée.

	Travailleur-euses avec conception scolastique des sciences et leur transmission (N= 8)
Place dans hiérarchies institutionnelles (poste et statut de la fonction publique)	- Directeur (1), directeur-ices de service et directeur-ices adjoints du musée (2), responsables de collections (3) médiateur-ices (2) - Cadres d'emploi de catégorie A (5), B (2) ou C (1)
Période de recrutement au musée	- Recruté sous Françoise, fin 1980 (1) - Recruté-es dans les années 1990 (3) - Recrutée dans les années 2000 (1) - Recruté-es dans les années 2010 (3)
Publics les plus fréquentés au travail (et/ou les plus ciblés dans les discours)	- Enseignant-es et élèves en visite scolaire - Centres de loisirs - Publics adultes « libres » : inaugurations, visites commentées, conférences, etc. - Pas ou peu de contact aux publics (ex- animateur-ices devenu-es chargé-es de collections) - « Tous publics »
Trajectoires scolaires et professionnelles	- Bac S/ex-bac D (7), ex-bac E (maths-technique) (1) - Diplôme bac + 5 (8) thèse de doctorat (3), tentative de poursuite en thèse (1) - Etudes universitaires niveau bac+4 ou plus en sciences de la nature et du vivant (8) : géologie/paléontologie (2), paléobiodiversité (1), sciences et vie de la terre (1), anthropologie physique (1), biologie (1), biodiversité (1), botanique (1) - Hésitations avec carrière académique (3) - Excellence scolaire, parcours de très bon-nes élèves (4), reprise d'études et validation d'un bac+5 (histoire des sciences, conservation) en parallèle du poste (3) - A exercé comme enseignant-e du secondaire (3), prof particulier (1), voulait être prof de bio (1) A travaillé dans journalisme (1), contrats de recherche (1), animation nature (1), guide-conférencier (2)
Milieu social d'origine (Activité du père, activité de la mère quand info connue, autres proches) et ancrage territorial	- Parents médecins (1), prof. d'université et prof du secondaire (1), instituteurs (1), ingénieur (1), cadre en assurance (1), vignerons (1), commerçants (1), agent SNCF (1) - (quand info connue) : frères/soeurs ingénieur-es (3), conjoint-e docteur en épidémiologie (1), enseignante (1), professeur (1) - Enfance et adolescence en milieu urbain (4), en milieu rural (3)

Tableau 2 : Profil des tenants de la conception scolastique

Cette conception de la culture scientifique apparaît très fortement chez plusieurs personnels de conservation cumulant socialisations familiales dans des milieux à forts capitaux scientifiques et haut niveau de diplôme. Ils invoquent d'eux-mêmes le rôle du musée comme rempart aux croyances, comme le fait ici Michel, directeur du service des collections: « *On a une mission de service public, de donner au public le message scientifique le plus réaliste possible, enfin le plus proche des connaissances scientifiques du jour, pour que le public ait l'opportunité de se faire une idée sur des sujets scientifiques, notamment le sujet phare c'est l'évolution quoi... Combattre aussi les contre-idées qui sont typiques, sur les créationnistes etc.* » (statut A, bac+4 géologie, bac +5 conservation, entretien réalisé en décembre 2016)

La vision scolastique est aussi très prégnante chez les travailleuses les plus diplômées de l'équipe de médiation. De prime abord, elles signalent pourtant leur prise de distance vis-à-vis du « scolaire », conformément à la distinction « école/culture » fondatrice de l'autonomisation de la médiation scientifique muséale par rapport à l'enseignement (Cohen-Azria et Girault, 1999).

Plusieurs expliquent avoir appris à aller contre leurs dispositions scientifiques à mesure qu'elles apprennent le métier : « *J'avais toujours une vision très scientifique des choses, pour moi c'était super important qu'il y ait tout le temps du contenu (...) Donc j'ai vu une grosse évolution (...) Je me suis rendu compte que je voulais leur en faire ingurgiter trop* » (Lucie, médiatrice, statut B, bac+5 biodiversité, entretien réalisé en février 2017). Plusieurs ont vécu cette professionnalisation comme un désapprentissage paradoxal des dispositions qui avaient fait leur félicité scolaire : « *c'était pas si facile que ça d'ailleurs, de sortir de son schéma d'étudiante bonne élève, et se dire "non maintenant ce n'est plus le contenu qui va compter, c'est l'enrobage"* » (Diane, directrice du service, statut A, bac+4 sciences naturelles, bac+5 histoire des sciences, entretien réalisé en novembre 2016). La distanciation au contenu n'épuise cependant pas leur rapport à la transmission des sciences. Celui-ci reste structuré par un implicite académique orienté vers la maîtrise des théories, et s'observe aussi de façon plus diagonale, dans leurs positionnements sur d'autres sujets. Un échange avec Diane fait ressortir le lien de fond qui unit médiations muséales et forme scolaire (Coavoux et Giraud, 2020). Dans une discussion sur la présentation des spécimens naturalisés du musée, Diane explique sa préférence pour une muséographie structurée autour de la classification phylogénétique actuellement en vigueur et inscrite dans la théorie de l'évolution, plutôt qu'une muséographie orientée « histoire des sciences » qui présenterait différentes manières de classer le vivant au fil des siècles :

« *Les enfants qui sont à l'école aujourd'hui apprennent la nouvelle classification. C'est pas la peine d'aller les perdre avec une classification qui n'a plus cours, qui leur servira jamais et qu'ils vont pas étudier. Le risque c'est de laisser croire au visiteur qu'on peut choisir son discours scientifique, qu'on peut choisir la classification la plus simple ou qu'on comprend le mieux. Or non. La classification du 17ème tournait autour de l'idée que Dieu a créé le monde. Dans ce cas on a qu'à présenter aussi le créationnisme. Justement, c'est ce qu'on veut pas. Y'a pas à choisir, aujourd'hui on classe comme ça, le visiteur n'a pas son mot à dire* » (Journal de terrain, notes suite à une discussion avec Diane, réalisée en décembre 2019).

Les propos de Diane illustrent comment l'approche scolastique de la culture scientifique s'articule à une vision du musée comme devant, en dernière instance, se poser en renfort des institutions d'enseignement pour faire reconnaître les savoirs et théories actuellement hégémoniques, et lutter contre leur mise en cause. Cet enjeu académique se retrouve chez Paula (médiatrice, statut B, doctorat en anthropologie biologique, a envisagé une carrière de chercheuse), pour qui la finalité implicite des galeries du musée est de faire appréhender, à partir de la classification du vivant, la théorie de l'évolution, ce qui nécessite que les visiteurs suivent l'ordre des panneaux : « *L'évolution c'est ce qui relie entre elles la galerie de paléontologie, la zoo et la bota. Quand les visiteurs arrivent, faut aussi qu'ils comprennent qu'ils doivent commencer par la gauche* » (Journal de terrain, réunion entre médiateurs, février 2021)

Durant cette réunion dédiée aux messages que doivent véhiculer les galeries du musée, après de longs échanges sur les notions d'évolution et de mutation des virus, Ludovic, médiateur aussi (voir ci-dessous), intervient pour dire qu'il faudrait se positionner sur l'écologie, afin « *d'apporter du concret aux gens, répondre à leurs questionnements très proches sur là où ils habitent, pour qu'ils puissent faire le lien avec ce qu'ils voient à l'extérieur* ». Par son intervention, qui se réfère au rapport « réaliste » aux enjeux écologiques des classes populaires (Comby et Malier, 2021) autant qu'elle le reflète, il introduit du même coup une visée jusqu'alors absente des échanges : relier le muséum à la nature proche et à l'expérience qu'en ont les visiteurs.

Faire aimer les sciences autrement : la sédimentation de la culture naturaliste chez les travailleurs non diplômés

Si la conception scolastique a pris de l'ampleur en haut des hiérarchies professionnelles et scolaires du muséum, la conception naturaliste et territorialisée de la directrice des

décennies 1950-1980 n'a pas disparu au musée. Elle subsiste, tout en ayant fait l'objet d'un processus de sédimentation et de redistribution sociale. Outre un responsable de collections (docteur en géologie, statut A) recruté par Marguerite en 1988 alors que les sciences naturelles étaient encore hégémoniques au musée, cette approche est aujourd'hui investie par des travailleurs situés plus bas qu'auparavant dans les hiérarchies institutionnelles. Ils ont en commun d'avoir développé précocement le goût pour l'observation de la nature et d'avoir des pratiques naturalistes fréquentes, au travail comme en dehors. Ils ne sont peu ou pas diplômés du supérieur, voire n'ont pas suivi de cursus scientifique au lycée.

	Travailleur-euses avec conception naturaliste des sciences et leur transmission (N= 6)
Place dans hiérarchies institutionnelles (poste et statut de la fonction publique)	- Responsable de collection (1), Médiateur-ices (3), chargé de collections (1), agent en charge des animaux (1) - Cadres d'emploi de catégorie A (1), B (2), C (2), stagiaire (1)
Période de recrutement au muséum	- Recruté sous Françoise, fin 1980 (1) - Recruté dans les années 1990 (1) - Recrutée dans les années 2000 (2) - Recruté-es (ou en stage) dans les années 2010 (2)
Publics les plus fréquentés au travail (et/ou les plus cités dans les discours)	- Publics dits "empêché-es" (centres socio-culturels, personnes placées sous suivi judiciaire, personnes réfugié-es, etc.) - Adolescent-es - Personnes hospitalisées - Elèves en situation de décrochage scolaire - « Tous publics »
Trajectoires scolaires et professionnelles	- Bac maths-technique (1), bac S (2), bac ES (1), bac L (1), bac ? (info manquante) - Thèse en géologie (1), diplôme bac+3 sociologie/éducation à l'environnement (1), bac+2 environnement/écotourisme (1), études universitaires sans validation de diplôme en biologie et archéologie médiévale (1) - Certifications professionnelles équivalent bac (2) : éducation populaire (1), soin animalier (1) - Redoublements (2), éloignement de la sphère scolaire au profit de la sphère associative amateur (1), bon élève en biologie et SVT mais difficultés en physique (1), bon élève en sciences (1) - A travaillé dans éducation à l'environnement (2), animation socioculturelle (1), animation nature (1)
Milieu social d'origine (Activité du père, activité de la mère quand info connue, autres proches) et ancrage territorial	- Médecins (1), enseignant du secondaire et clerc de notaire (1), photographe animalier (1), artisan et aide-soignante (1), ouvrier (1), proche impliqué dans la création d'une Maison de la nature (1) - Enfance et adolescence en milieu rural (4), ou urbain avec résidence secondaire campagne (1), info manquante (1)

Tableau 3 : Profil des tenants de la conception naturaliste

Parmi eux, s'intéresser aux cas de Ludovic (statut B, médiateur, bac ES) et Axel (statut B, chargé de collections, bac maths-SVT) donne la possibilité d'observer la diversité des trajectoires conduisant à développer cette approche. Tous deux sont investis dans des projets communs au muséum, telle une étude de milieu dans une mare de la ville avec des adolescents en décrochage scolaire. Quand ils formulent leurs objectifs, ce qui prime est de convertir au goût pour la pratique des sciences naturalistes plus que de convertir à la reconnaissance de l'autorité de « la science » comme schème global d'appréhension du monde.

Ludovic a grandi dans un milieu rural au sein d'une famille des classes populaires stabilisées. Axel a grandi à Paris dans un milieu à forts capitaux scientifiques économiques et culturels, rejoignant dès qu'il le pouvait la maison de campagne de sa famille. C'est dans l'enfance qu'ils disent avoir appris à observer, à connaître et à aimer la nature. Chacun tire sa légitimité scientifique d'un parcours autodidacte, même s'il est de type différent (Fossé-Poliak, 1992). Ludovic a en effet forgé ses connaissances naturalistes majoritairement en dehors des cadres scolaires (pas de bac scientifique ni d'études universitaires), tandis qu'Axel a suivi un bac puis des études supérieures scientifiques. Reste que tous les deux relatent un rapport contrarié à ces institutions. Ludovic a redoublé deux fois et dit avoir

longtemps été un « cancre » à l'école. Axel a rapidement désinvesti l'école au profit des associations naturalistes, et a arrêté les deux cursus (biologie et archéologie) qu'il avait entamés considérant que l'université produit des enseignants plus qu'elle ne forme des chercheurs de terrain. Il s'est ensuite spécialisé dans l'étude des insectes, publiant des articles et ouvrages sur le sujet hors cadre académique. Dans la continuité de la façon dont ils ont appris à aimer les sciences, les deux valorisent une conception de la transmission scientifique se déroulant sur le terrain, « à côté » (voire « contre ») l'excellence scolaire :

« Moi ce que je voudrais (...) c'est montrer qu'on ne fait pas des sciences inutiles, où on cherche juste à voir des infos qu'on va mettre dans un bouquin à l'école parce que je pense que la plupart des jeunes pensent plutôt comme ça. Je voudrais montrer que la science bouge et que ça a un intérêt » (Ludovic, entretien réalisé en mars 2017)

Outre leur souhait de faire aimer les sciences « autrement » que de manière abstraite, ils invoquent aussi, plus que leurs collègues légitimistes, le rôle social du muséum : convertir au goût pour la pratique scientifique des publics qui n'y étaient pas prédisposés :

« [au sujet d'une expédition scientifique qu'il encadre avec Ludovic]

C'est des jeunes à qui on propose rien, qui partent pas, qu'ont pas de sous (...) J'ai dit "moi ce que je veux pas c'est des filières scientifiques" (...) Et voilà et ces jeunes partent, ils connaissent rien en sciences et ils vont découvrir ce que c'est de faire un inventaire, à quoi peuvent servir des libellules dans un lac où y'a des moustiques (...) Y'en a qui ont vraiment changé. Ça aussi c'est une réussite. » (Axel, entretien réalisé en mars 2019)

Le faible niveau de diplômes des naturalistes, autant que les valeurs qu'ils défendent, les rapprochent du monde de l'éducation populaire. En matière de médiation, c'est dans ce secteur que l'on retrouve le plus de personnes ayant un profil comme le leur. L'enquête de l'OCIM indique que les médiateurs travaillant dans le milieu de l'éducation populaire sont 30,2% à avoir un niveau de diplôme égal ou inférieur à bac+2, tandis qu'ils ne sont que 16,4% dans les muséums (Ecole de la médiation, 2015).

Souplesse et évolution des rapports à la médiation, rémanence des dispositions

Parmi ces travailleurs, le parcours de Nathan traduit un cheminement de l'approche naturaliste à la conception scolastique. Examiner son cas permet de saisir de quelle manière se (re)modèlent les rapports aux enjeux de transmission scientifique au fil d'une socialisation professionnelle.

Détenteur d'un bac+5 mention très bien en histoire après un bac ES et une première année de classes préparatoires littéraires, Nathan a travaillé dans le patrimoine artistique avant d'être recruté au muséum. Questionné sur la « lutte contre la croyance » lors de notre premier entretien réalisé un an après son embauche, il répond ne pas « être au clair » sur ce point. Il explique n'avoir jamais assisté aux remises en cause de la science et se méfie un peu des discours sur les créationnistes qu'il considère nourris par les cadrages médiatiques et instrumentalisés de façon islamophobe. Seul enquêté à n'être ni naturaliste ni formé aux sciences du vivant lorsqu'il est recruté, il dit avoir besoin de temps pour saisir certains concepts structurants au muséum, notamment « l'évolution ». A contrario, il investit fortement les thèmes naturalistes depuis sa prise de poste (visionnage de documentaires animaliers, sorties de terrain, etc.). Lors d'une journée de réunion qui se tient quatre ans plus tard, son attachement à l'approche naturaliste est intact, mais il s'interroge sur la légitimité du muséum en la matière, se demandant si faire pratiquer le terrain n'est pas plutôt le rôle des associations naturalistes. Il est aussi devenu un promoteur actif de l'approche scolastique et défend l'importance de renforcer l'évolution comme grille de décodage du musée : *« Tous nos espaces sont structurés autour de la théorie de l'évolution mais il n'y en a pas un qui fasse abstraction des objets pour montrer comment la théorie fonctionne »* (journal de terrain, février 2021). Entre temps, Nathan a appris les subtilités de cette théorie, ironisant sur le fait qu'il lui a fallu un an et demi pour la comprendre. Il a aussi été confronté à une crise sanitaire - à la suite de l'épidémie de Covid-19 - ayant

alimenté de nombreuses incertitudes liées aux sciences dans le débat public, durant laquelle il a dû rétablir ce que savait la science sur le virus, par une permanence téléphonique destinée aux publics. Cette confrontation aux doutes des publics dans un contexte de controverse socio-scientifique, cumulée avec sa maîtrise nouvelle de la théorie de l'évolution, a fourni à Nathan des prises pour s'emparer d'un enjeu de lutte contre les croyances qui lui semblait abstrait auparavant.

Le cas de Nathan et son adhésion progressive à l'approche scolastique rappelle que les rapports à la médiation évoluent avec les apprentissages professionnels, les situations traversées ou encore l'actualité et son traitement. Pour autant, dans ce remodelage, les rapports au monde forgés dans le cadre familial et scolaire continuent d'agir. Les expériences vécues par Nathan depuis sa prise de poste semblent en effet avoir fonctionné comme support de réactivation de ses dispositions scolaires (marquées par l'excellence dans les sciences humaines) et héritées (il provient d'une famille d'enseignants) à investir les théories, en les appliquant aux sciences du vivant.

Cette articulation entre expériences secondaires et socialisations primaires permet de comprendre comment des cheminements professionnels a priori semblables peuvent conduire à privilégier des conceptions différenciées de la médiation scientifique. Alors que Nathan, initialement néophyte en théorie de l'évolution mais très disposé à reconnaître la logique scolaire, est progressivement converti à l'approche scolastique, Ludovic (voir *supra*), qui ne maîtrisait pas non plus cette théorie avant sa prise de poste et l'a lui aussi apprise avec le temps, reste prioritairement défenseur d'une approche naturaliste et pratique de la médiation, en écho à son rapport à la science construit à distance des institutions scolaires et académiques.

CONCLUSION

Cet article contribue à l'analyse des acteurs et des finalités de la médiation scientifique en affinant les approches « par le haut », centrées sur les figures emblématiques ou les grandes institutions nationales, et les approches « paradigmatiques », qui identifient des modèles et des transformations à l'échelle large des institutions et du changement social. Il montre de quelle manière les conceptions dominantes de la transmission des sciences dans un musée se sont transformées au fil du temps sous l'effet d'un ensemble de processus (allongement général du temps d'études, mutations des relations sciences-sociétés, changement institutionnel, etc.), sans pour autant s'être supplantées. Si une approche scolastique et globale, valorisant en creux la maîtrise des théories et visant à contribuer à la reconnaissance de « la science » et des hiérarchies scientifiques instituées, a pris de l'ampleur au musée, l'approche naturaliste valorisant l'expérience de terrain et les savoirs explicites sur l'environnement proche, ancrée de plus longue date à la tête du musée, n'a pas disparu. Prise entre changement et continuité, cette approche persiste sous forme sédimentée dans l'institution, mais elle a été redistribuée socialement et déclassée statutairement. Elle est aujourd'hui surtout poursuivie par des travailleurs situés plus bas qu'auparavant dans les hiérarchies professionnelles.

En évoquant ces *ethos* professionnels qui apparaissent ou qui perdurent en se recomposant, un autre apport de cet article est de réinscrire ce processus général dans une sociologie attentive aux effets des trajectoires (sociales, scolaires, professionnelles) des acteurs actuels de la médiation scientifique. Tout en évoluant au fil des expériences et conjonctures qu'ils traversent, l'enquête montre que leurs conceptions de la transmission des sciences sont inscrites dans leurs socialisations scientifiques et dans leurs rapports aux institutions scolaires et académiques. D'un côté, ceux qui, à l'issue d'études supérieures scientifiques prolongées voire d'aspirations à la recherche, ont appris à adhérer à une conception légitime des sciences s'en font les défenseurs depuis leur position d'intermédiaires culturels. De l'autre, ceux dont les trajectoires scientifiques se sont façonnées en partie en dehors de

l'école et de l'université importent ces rapports aux sciences dans leur activité d'intermédiaires, promouvant une manière d'aimer et de faire des sciences alternative (voire opposée) à celle des institutions scolaires et académiques, plus proche du modèle de l'éducation populaire, où le premier objectif est de transmettre le goût de la nature et les liens entre science et vie quotidienne par la pratique du terrain.

En soulignant l'effet des socialisations scientifiques sur la façon de concevoir la transmission des sciences, cet article offre des pistes supplémentaires pour saisir la montée, dans le champ politique, médiatique, économique ou culturel, de discours « scientistes » ou « rationalistes » jusque-là beaucoup saisis sous l'angle de l'étude des controverses ou des logiques d'intérêt (voir par exemple Foucart, Horel et Laurens, 2020). Dans l'espace de la médiation scientifique, la prégnance actuelle de ces discours semble refléter autant un état historique des relations sciences sociétés qu'un état du marché du travail et de l'emploi culturel marqué par l'inflation scolaire. A la lumière des cas étudiés, se positionner en défenseur de la science contre ses détracteurs apparaît en effet autant comme une façon de légitimer l'autonomie professionnelle du rôle d'intermédiaire entre « sciences et publics » que de continuer à faire exister un rapport à la science hérité d'une longue socialisation académique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bonnéry, Stéphane (2018), « Étudier la constitution des dispositions sociocognitives. Gains frontaliers et frais de douanes disciplinaires », *Biens Symboliques/Symbolic Goods*, n° 3 [En ligne].

Bourdieu, Pierre (1979), *La Distinction*. Critique sociale du jugement, Paris, Minuit.
Bourdieu, Pierre (1997), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.

Coavoux, Samuel ; Frédérique Giraud (2020), « La forme scolaire déniée des médiations muséales. Enquête sur l'accompagnement des publics », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, Hors-série n° 7, p.133-57.

Cohen-Azria, Cora ; Yves Girault (1999), « Quelques repères historiques sur le partenariat école musée ou quarante ans de prémisses tombées dans l'oubli », *Aster*, p. 9-25.

Comby Jean-Baptiste ; Malier Hadrien (2021), « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des enjeux statutaires divers », *Sociétés contemporaines*, n° 124, p.37-66.

Ecole de la médiation (2015), *Enquête quantitative en ligne 2013-2014 sur les profils et besoins de formation des médiateurs/animateurs scientifiques et de leurs encadrants*, OCIM.

Fossé-Poliak, Claude (1992), *La Vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan.

Foucart, Stéphane ; Stéphane Horel ; Sylvain Laurens (2020), *Les gardiens de la raison : enquête sur la désinformation scientifique*, Paris, La Découverte.

Grignon, Claude ; Jean-Claude Passeron (1989), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil.

Lahire, Bernard (1993), « Lectures populaires : les modes d'appropriation des textes », *Revue française de pédagogie*, n° 104, p.17-26.

Las Vergnas, Olivier (2012), « L'institutionnalisation de la « culture scientifique et technique », un fait social français (1970 - 2010) », *Savoirs*, 27(3), p.9-60.

Péquignot, Amandine (2016), « Les muséums et les collections d'histoire naturelle : patrimonialisation et nouveaux défis pour le XXI^e siècle », *In Situ. Revue des patrimoines*, 30.

Perronnet, Clémence (2021), « Les usages sociaux des sciences : généalogie d'un concept », *Zilsel* 9(2), p. 71-100.

Pestre, Dominique (2013), *À contre-science : politiques et savoirs des sociétés contemporaines*, Paris, Seuil.

Pichonnaz, David ; Toffel Kevin (2021), « Pour une sociologie structurale du travail », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 240(5), p. 4-13.

La fabrication de masques pendant la pandémie de Covid19: expertises en tension, entre savoirs spécialisés et bricolages techniques

Article inédit, mis en ligne 8 novembre 2025.

Marie Després-Lonnet

Marie Després-Lonnet est professeure émérite au laboratoire Elico de l'Université Lyon 2. Ses recherches portent principalement sur la médiation des savoirs et de la culture dans les environnements numériques et sur la place des dispositifs info-communicationnels dans la production, la circulation et l'appropriation des connaissances. Son objectif est de mettre en lumière les transformations des contextes et des pratiques en lien avec l'évolution des techniques, des outils et des supports médiatiques dans différents contextes sociaux et professionnels.

marie.despres-lonnet@univ-lyon2.fr

Plan de l'article

Résumé et mots clés en français

Title, abstract and keywords in English

Título, resumen y palabras clave en español

Introduction

La couture, compétence professionnelle ou loisir créatif féminin

Partage et stabilisation des normes en contexte d'urgence

Conclusion

Notes

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Cet article analyse la façon dont des savoirs collectifs se sont construits autour de la conception et de la fabrication de masques en tissu lors de la pandémie de Covid-19. En analysant les échanges qui ont eu lieu dans un groupe Facebook de couturières bénévoles à la suite d'un partage d'informations officielles ou de documents de cadrage, il met en évidence les tensions entre savoirs institutionnels et savoirs pratiques, ainsi que les enjeux soulevés par la légitimation des normes et des discours scientifiques. L'étude révèle la manière dont un groupe, initialement conçu pour favoriser l'entraide entre couturières, s'est transformé en un espace de discussion favorisant l'appropriation, l'interprétation et parfois la remise en question des cadres normatifs et des savoirs afférents. Plus généralement, cet article examine le rôle des groupes de citoyens, et plus particulièrement des femmes, dans la diffusion et la stabilisation des connaissances en temps de crise.

Mots-clés

Savoirs experts et profanes. Médiation scientifique et technique, Objet-frontière, Pandémie, Normes, Légitimité, Démarches participatives, Genre.

TITLE

Making cloth masks during the Covid19 pandemic: When Science, Technique and Volunteering meet

Abstract

This article explores how a collective expertise was built around the design and manufacture of fabric masks during the Covid-19 pandemic. Through the analysis of exchanges initiated by the sharing of official information and framing documents in a Facebook group of volunteer seamstresses, it highlights the tensions between institutional and practical knowledge, as well as the issues involved in legitimizing scientific standards and discourses. The study shows how a group initially designed to foster mutual support between seamstresses has been transformed into a space for debate, encouraging the appropriation, interpretation and even contestation of normative frameworks and related knowledge. More broadly, this investigation questions the role of citizen collectives, and more specifically of women, in disseminating and stabilizing knowledge in times of crisis.

Keywords

Expert and lay knowledge. Scientific and technical mediation, border objects, pandemics, norms, legitimacy, participatory approaches, gender.

TÍTULO

Fabricación de máscaras de tela durante la pandemia de Covid19: Encuentro entre ciencia, técnica y voluntariado

Resumen

Este artículo analiza el modo en que se construyeron conocimientos colectivos en torno al diseño y la fabricación de máscaras de tela durante la pandemia de Covid-19. Mediante el análisis de los intercambios que tuvieron lugar en un grupo de Facebook de costureras voluntarias tras la puesta en común de información oficial o documentos marco, pone de relieve las tensiones entre el saber institucional y el saber práctico, así como las cuestiones que plantea la legitimación de las normas y el discurso científicos. El estudio muestra cómo un grupo, concebido inicialmente para fomentar el apoyo mutuo entre costureras, se ha transformado en un foro de debate que fomenta la apropiación, interpretación y cuestionamiento de los marcos normativos y conocimientos afines. En términos más generales, este estudio examina el papel de los grupos de ciudadanos, y más concretamente de las mujeres, en la difusión y estabilización del conocimiento en tiempos de crisis.

Palabras clave

Conocimientos expertos y legos. Mediación científica y técnica, Objeto fronterizo, Pandemia, Normas, Legitimidad, Enfoques participativos, Género.

INTRODUCTION

La pandémie de Covid-19 a provoqué une pénurie mondiale de masques. L'absence de structures industrielles en capacité d'en produire rapidement en France a conduit les pouvoirs publics à concentrer les efforts d'équipement sur les personnels de santé. Dans ce contexte, la fabrication de masques en tissu s'est rapidement imposée comme une réponse pertinente, tant en termes de matières premières que de compétences locales, pour que les populations touchées soient en mesure de se protéger. De nombreuses initiatives, réunissant des acteurs peu habitués à collaborer ont vu le jour.

La multiplicité des expertises et compétences mobilisées pour tenter de mettre au point, de fabriquer puis de distribuer des masques à grande échelle a ouvert des espaces de médiation originaux et déplacé le débat hors des lieux où se discutent habituellement les questions de prophylaxie et de conception de dispositifs de santé publique, et notamment dans la sphère privée. Alors que les incertitudes scientifiques sur les modes de contamination et les messages contradictoires sur l'utilité des masques dans la protection contre le virus avaient fragilisé la confiance dans les autorités sanitaires et la crédibilité des savoirs experts (Paganelli, 2021), le contexte particulier du confinement a complexifié le partage des connaissances qui n'a pu se réaliser que par échanges et débats à distance. De nombreuses consignes, normes et savoirs d'expertise ont, de fait, dû être formalisés et explicités afin d'être mis à disposition hors des sphères spécialisées au sein desquelles ils circulent habituellement sous d'autres formes, constituant, pour le chercheur, autant de situations et dispositifs de médiation scientifique et technique improvisés, souvent dans l'urgence.

Cet article porte sur les enjeux sociétaux de la médiation scientifique dans une situation de partage collaboratif de savoirs en partie non stabilisés, entre des collectifs aux modalités de formalisation et de partage souvent très éloignées (Fages, 2021). L'objectif est d'analyser des situations où diverses sources d'information ont été mises en débat, afin de comprendre de quelle manière une expertise collective s'est progressivement coconstruite (Vaillancourt, 2019). Il s'agit également d'évaluer le rôle qu'ont joué les éléments partagés dans la perception des enjeux, afin de mettre en lumière les formes d'attribution et de reconnaissance de la légitimité et de l'expertise des différentes parties prenantes.

Le projet de masque Garridou®, issu d'un partenariat entre le CHU de Lille, l'entreprise Lemahieu et l'association Le souffle du Nord, coordinatrice du collectif "#Des masques en Nord", a servi de terrain d'enquête principal. Le corpus est constitué de deux types de données : d'une part les échanges intra-groupe Facebook® sur une période d'environ deux mois (du 21 mars 2020, date de l'appel aux couturières bénévoles, à la fin du premier confinement), d'autre part différents éléments de cadrage, issus d'autres sources, à partir desquels les consignes initiales ont été débattues entre bénévoles à différentes étapes du projet (cahier des charges, normes AFNOR, résultats de tests techniques, tutoriels, blogs d'expert.es, etc.).

Le groupe Facebook d'entraide entre couturières s'est révélé être à la fois un espace d'échange autour de la fabrication des masques et un dispositif de médiation scientifique et technique. Les débats entre membres ont tout autant porté sur des questions relatives aux différentes étapes de confection que sur le rôle que les objets fabriqués pourraient jouer dans la protection contre le virus. Divers documents et informations qui émanaient de sphères d'expertise engagées à différents titres dans la conception de dispositifs de protection ont été partagés, commentés et mis en lien avec le travail effectué au sein du groupe. A l'instar de l'objet-frontière, proposé par Star et Griesemer (1989 ; Trompette & Vinck, 2009), pour analyser l'action collective et l'innovation dans une perspective écologique, le groupe met en scène le rôle de toutes sortes d'artefacts : consignes, schémas, tableaux, photographies explicatives, dessins, tutoriels, trucs et astuces. Ces derniers vont favoriser le partage de connaissances intragroupe mais également faciliter la coopération avec les autres partenaires du projet. Cette approche éclaire le processus d'innovation et de résolution collective de problèmes, en illustrant en quoi la « flexibilité interprétative »

qu'il autorise a facilité l'appropriation et la mise en débat des éléments partagés. Il aide également à mieux comprendre comment, grâce au lien qu'il a créé entre le monde des scientifiques, celui de l'ingénierie textile et celui des couturières, il a participé à la stabilisation progressive de savoirs critiques pour la fabrication des masques.

Ayant pu intégrer le groupe dès sa constitution en tant que couturière bénévole j'ai pu suivre et collecter l'intégralité des échanges entre membres en tant qu'observatrice participante, puis les analyser en adoptant une approche ethno-sémiotique. Du point de vue méthodologique, le principe retenu était de prendre comme point de départ un moment où un.e des membres du collectif partageait, au sein du groupe Facebook, une information, une consigne ou un élément normatif qui questionnait une des dimensions du projet en cours. L'analyse portait ensuite sur le dispositif communicationnel dont cet élément était issu, le dispositif étant envisagé au sens large, comme un « lieu social d'interaction et de coopération possédant ses intentions, son fonctionnement matériel et symbolique enfin, ses modes d'interactions propres » (Peraya, 1999). L'hypothèse était qu'en replaçant les productions médiatiques issues des différents collectifs dans les contextes énonciatifs auxquels elles se rattachaient explicitement ou implicitement, il était possible de mettre en regard les intentions communicationnelles des institutions concernées et les interprétations et les usages de l'élément partagé au sein du groupe.

Pour explorer ces enjeux, l'analyse portera sur de deux moments significatifs du projet. Tout d'abord, aux prémices, la mise en œuvre concrète du fonctionnement du groupe, avec une attention particulière portée aux premiers échanges relatifs à sa constitution et au partage des consignes. L'objectif est de mettre en évidence que les implicites et le non-dit participent tout autant que les discours normatifs et prescriptifs à la légitimation des savoirs et des compétences des personnes concernées.

Les discussions au sein du groupe autour des résultats des tests réalisés par DGA (Direction Générale de l'Armement) sur le taux de filtration des masques constituent le second moment clé. Elles présentent non seulement autour de quels arguments, mais aussi à partir de quelles constructions sémio-discursives, les documents scientifiques et techniques ont été conçus, interprétés et débattus. Cette analyse interroge également la place des figures d'autorité dans la stabilisation des savoirs partagés et leur légitimation au sein du collectif.

LA COUTURE, SAVOIR D'EXPERTISE OU LOISIR CRÉATIF FÉMININ ?

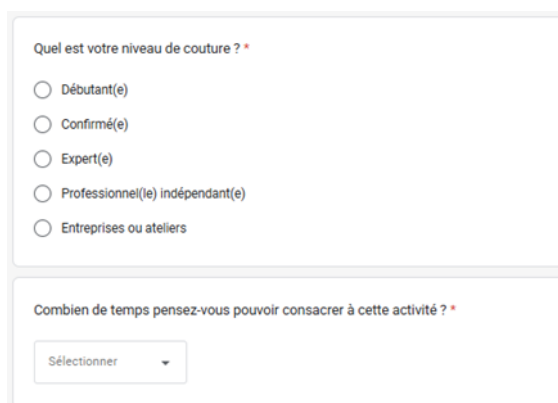
L'appel aux couturières : entre mobilisation et invisibilisation des compétences

Bien qu'il s'agisse d'une activité bénévole, le collectif d'environ 2000 couturières, formé autour du projet #desmasquesenNord fonctionne comme une organisation, c'est en effet une entité repérable qui dispose de ressources propres, mises au service d'objectifs communs, poursuivis grâce à des mécanismes d'échanges, de coordination et de répartition des tâches (Desreumaux, 2015). Dans la perspective ouverte par les recherches récentes en communication organisationnelle, il importe de considérer que la communication est constitutive de cette organisation. Il est ainsi essentiel de « considérer la dimension discursive et performative d'objets éminemment gestionnaires [ici les documents normatifs], notamment dans leur capacité à produire et légitimer des réalités organisationnelles » (Bouillon, Bourdin et Loneux, 2007). En effet, la reconnaissance de l'expertise et des compétences, nécessaire à l'attribution de la confiance (Dubois et al., 2005), dépasse l'application technique des normes ou référentiels, qui agissent comme des agents performatifs, construisant les réalités professionnelles qu'ils encadrent autant qu'ils les cadrent. Cette approche interroge non seulement le rôle des normes dans la régulation des pratiques, mais aussi leur fonction dans les processus de reconnaissance et de légitimation des acteurs. S'autoriser à agir, à proposer ou à s'exprimer mobilise

nécessairement des figures d'autorité — qu'il s'agisse de principes, valeurs, collectifs, individus ou expertises (Cooren, 2010). Les cadres normatifs et les constructions sémio-discursives associés participent ainsi à conférer une légitimité différenciée aux acteurs impliqués.

L'appel à bénévoles pour la fabrication des masques Garridou, lancé le 21 mars 2020 s'inscrit dans une rhétorique martiale inspirée du discours présidentiel, appelant à la « mobilisation générale » pour « équiper nos soignants ! ». Les couturières étaient invité.es à participer bénévolement à cet effort « de guerre », dans un contexte anxiogène.

L'appel ciblait des personnes « minutieuses » ayant « envie d'aider ». Pourtant, des projets antérieurs avaient déjà montré que la conception de masques en tissu exigeait une expertise croisant microbiologie, ingénierie textile et couture. Le masque Garridou, destiné à un usage médical, illustre cette ambivalence. Bien que de nombreux points dans le montage et la couture des masques jouent un rôle crucial pour garantir la protection et la filtration, les attendus en termes de compétence de la part des couturières étaient faibles : leur sélection reposait uniquement sur une auto-évaluation très vague de leur « niveau en couture » et de leur disponibilité qu'elles devaient indiquer dans un formulaire qui ne comportait que deux questions en dehors des données personnelles (cf. illustration 1).



Quel est votre niveau de couture ? *

☐ Débutant(e)

☐ Confirmé(e)

☐ Expert(e)

☐ Professionnel(le) indépendant(e)

☐ Entreprises ou ateliers

Combien de temps pensez-vous pouvoir consacrer à cette activité ? *

Sélectionner ▼

Illustration 1 : Extrait du formulaire de candidature

Face à cette demande peu explicite et en l'absence de critères clairs, de nombreuses femmes ont hésité à se déclarer expertes. Même des professionnelles chevronnées, qu'elles soient créatrices textile ou couturières depuis quarante ans, ont hésité à revendiquer ce statut (cf. illustration 2). Ces échanges soulignent la faible légitimité sociale du métier de couturière : la couture est réduite à une activité de loisir, associée à des qualités supposément « naturellement » féminines (Coron, 2023) et à des stéréotypes de genre qui minimisent les compétences professionnelles qu'elle requiert (Viémont, 2017).

Les discussions entre bénévoles illustrent que la socialisation genrée nourrit ces représentations, ainsi qu'un doute de soi caractéristique des femmes (Casselot, 2018), dans un domaine exigeant pourtant des compétences fortes dans des domaines comme les mathématiques ou la modélisation dans l'espace. Il s'agissait en outre de fabriquer un dispositif de protection à usage sanitaire, il y avait donc un lien fort entre connaissances dans le domaine textile, compréhension des choix de fabrication des masques et appréhension à minima des modalités de transmission du virus.



Illustration 2 : Echanges entre bénévoles sur leur qualification

Cependant, l'absence d'attentes autres qu'une grande disponibilité temporelle et qu'un « niveau » en couture dessine en creux une déqualification du travail attendu et place les bénévoles dans une situation paradoxale : elles savent qu'il leur sera demandé de coudre des masques destinés à protéger des soignants contre un virus potentiellement mortel, mais également que la couture d'un masque ne présente pas de difficulté technique particulière, d'autant que la plupart en ont déjà cousu des dizaines pour leurs proches. Si l'une d'entre elles hésite à se dire experte alors qu'elle a une expérience professionnelle de plus de quarante ans, c'est sans doute parce qu'elle perçoit que les attentes sont ailleurs. De fait, seules 10% des personnes qui se sont portées volontaires ont finalement été destinataires du cahier des charges et intégrées au processus de production, sans que les critères de sélection n'aient jamais été clairement partagés.

Encadrer une pratique amateur bénévole

L'objectif de l'appel à volontaires était d'intégrer très rapidement une main d'œuvre qualifiée à un processus de production normé, devant répondre à un cahier des charges strict pour un usage en milieu médical. Cependant, même s'il s'agit bien de les *recruter*, les personnes sélectionnées ne seront pas des salariées d'entreprise et, en raison du confinement, elles travailleront chez elles, qui plus est gratuitement. Il est donc très difficile de les encadrer et de contrôler la qualité de leur travail comme c'est le cas dans les ateliers industriels, alors que, même si les masques sont destinés aux personnels qui ne sont pas en contact direct avec les personnes malades, ils seront utilisés dans un lieu où le virus circule activement. La tension entre souci de ne pas décourager les bénévoles, car

elles occupent une place centrale dans le circuit logistique, et exigences d'une production industrielle devant répondre à des normes sanitaires strictes est perceptible dans le fil des discussions : d'un côté une demande de précision et de cadence, justifiée par l'urgence, mais que même les couturières les plus expérimentées peinent à atteindre, et de l'autre des conseils toujours donnés avec une grande bienveillance. Les soucis sont *petits* et les critiques sont systématiquement tempérées par une phrase d'encouragement : « beaucoup mieux, mais ce serait vraiment super si vos coutures étaient encore un chouïa plus près des bords », « ce sera nickel si les plis se touchent », etc.

Cependant les couturières veulent mieux comprendre les enjeux en termes de santé publique ainsi que les conséquences de leurs potentielles erreurs sur la protection que les masques qu'elles fabriquent pourraient assurer et, très vite, des figures d'autorité alternatives émergent au sein du groupe. L'exemple du premier masque fournit l'occasion d'observer de quelle manière les rôles se sont redistribués et comment une expertise collective s'est peu à peu construite au sein du groupe. Nous verrons également en quoi une meilleure compréhension des enjeux en matière de protection a modifié le registre sur lequel les conseils étaient donnés, ainsi que l'attribution et la reconnaissance des autorités au sein du groupe.

Le principe retenu pour le contrôle qualité était de demander à chaque couturière de photographier son premier masque sous toutes les coutures, afin de valider différents points clés. Facebook prévoit l'attribution d'un rôle d'administrateur·ice à la création d'un groupe et, même si toutes les membres peuvent publier, cette distinction a, dans un premier temps, renforcé la hiérarchisation des contributions. Hiérarchisation qui était déjà implicitement sollicitée par le fait que les couturières bénévoles avaient été sélectionnées par les animateur·ices pour entrer dans le groupe. Très logiquement, la validation du "premier" a, dans un premier temps, été assurée par les administratrices.

L'importance primordiale de ne pas décourager les couturières bénévoles et la prégnance de stéréotypes de genre sont confirmées par leurs premières réponses aux demandes de validation : il est presque systématiquement rappelé que la couture est avant tout « un geste d'amour » et doit rester un plaisir. Les masques sont jugés « beaux », « chouettes », « réussis ». Les phrases sont ponctuées de petits cœurs et de smileys. Les plis doivent « s'embrasser comme du bon pain » et les demandes d'ajustements dans les dimensions sont indiquées en s'appuyant sur la mesure très aléatoire du « chouïa ». Pourtant les exigences techniques sont extrêmement fortes et demandent une expertise qui n'a rien à voir avec la beauté d'une œuvre artistique ou avec le plaisir que les couturières pourraient prendre à coudre un vêtement pour un·e de leurs proches.

Cependant les consignes évoluent peu à peu et les conseils sont partagés sur un mode moins *maternaliste*. Les couturières dont les réalisations ont été validées et qui ont pris plus d'assurance au sein du groupe, en comprenant mieux les enjeux en termes de protection, prennent le relais des administratrices, débordées par les demandes d'aide et de conseils. La taille et la composition du groupe Facebook prennent ici toute leur importance. Le collectif comporte en effet presque 2 000 personnes, réunies en tant que bénévoles, expertes en couture, mais qui, même si elles ont toutes été recrutées en raison de cette compétence, exercent souvent un autre métier et ne se trouvent pas dans la même position hiérarchique vis-à-vis des administratrices que des ouvrières dans un atelier professionnel. Les prises de parole se font donc sur d'autres registres. Si la bienveillance reste de mise, les discussions s'orientent vers des considérations plus techniques : taille relative des aiguilles et du virus, caractéristiques techniques et utilité des différentes couches textiles, résistance des matériaux, partage d'outils et de gabarits normés pour la couture des plis, réglage des machines, etc.

La réalisation des plis est le principal écueil auquel les bénévoles se trouvent confrontées. Le modèle Garridou est composé de trois couches de matériaux qui doivent être assemblées puis pliées afin d'assurer une bonne couverture de la zone nez-bouche et qui jouent des

rôles complémentaires : protection, filtration et confort. Pour réaliser la couture des côtés du masque, l'aiguille doit traverser neuf couches de tissu sans que les plis bougent. Les prototypes ayant été fabriqués avec des machines industrielles, la difficulté que pouvait représenter cette partie du travail avec une machine familiale n'avait pas été anticipée. Cependant, si les plis ne sont pas conformes au cahier des charges technique, le masque n'est pas ajusté et n'offre plus la protection attendue. Les messages portant sur cette difficulté, les conséquences temporelles et matérielles et les répercussions sur la motivation des couturières se sont rapidement multipliés, faisant peser un risque majeur sur le projet. Un consensus s'est cependant rapidement formé, actant les constats issus du partage d'expérience. Alors que les premiers aléas étaient vécus comme des échecs individuels et que les conseils donnés étaient de persévérer, il était devenu évident que ce n'était pas l'expertise des couturières qui était en cause mais bien la puissance de leurs machines.

L'expertise et l'ingéniosité des membres du groupes vont aboutir à la mise au point de solutions pratiques qui reposent sur des ajustements entre attentes exprimés localement et exigences sanitaires, comme par exemple un petit outil appelé « M. Plitout » qui facilite grandement le pliage des masques en respectant les dimensions prévues, alors que le cahier des charges ne comportait qu'un gabarit et des explications chiffrées que de nombreuses couturières rencontraient des difficultés pour les appliquer (les plis étaient très souvent réalisés à l'envers ou sans se toucher). Une dizaine de « trucs et astuces » vont ainsi être imaginés, validés et mis en commun en quelques jours.

Une partie de ces propositions va acquérir une validité suffisante au sein du collectif pour que les administratrices, à l'interface entre les bénévoles, le client final et l'entreprise chargée de la production, les transmettent et donc les légitiment auprès des autres acteurs engagés dans le projet. Ces derniers vont ensuite les adapter soit à destination des couturières, soit pour revoir une partie des paramètres du cahier des charges. La composition du masque va ainsi être modifiée afin d'en diminuer l'épaisseur et la chaîne logistique repensée en aval pour que les masques non finis puissent être renvoyés par les bénévoles et suivre une filière spécifique. Les nouvelles couturières qui rejoignent le groupe vont recevoir un kit et un cahier des charges modifiés. La question de la puissance de la machine disponible sera intégrée en amont, afin de ne pas envoyer de kits à des personnes qui ne seraient pas équipées pour les coudre correctement.

Alors qu'elles ont joué un rôle crucial dans l'approvisionnement en masques du CHU de Lille, en fabriquant plus de 80 000 masques en deux mois, l'une d'entre elles va partager un article publié dans la Voix du Nord fin mars 2020 et qui présente le projet comme un partenariat entre une association, un industriel de la région et le CHU, passant sous silence l'investissement des bénévoles. Cette invisibilisation rejoint le constat que Joëlle Le Marec a posé à propos des sciences citoyennes (2018), la figure de l'amateur auquel il est de plus en plus fréquemment fait appel dans des projets participatifs, comme celle du bénévole, pour le cas qui nous intéresse ici, sollicite l'investissement de tout un chacun. Mais le recours à ces catégories génériques rend d'autant plus visible la distinction entre les démarches que l'on pourrait qualifier de sérieuses et les activités de loisir, dont la couture fait implicitement partie. L'ambiguïté du rapport de la bénévole au « travail » autant pour elle que pour celles et ceux avec lesquelles elle partage une activité, la place dans une catégorie particulière. La figure de la bénévole renvoie à une forme d'altruisme et valorise des qualités affectives et créatives plutôt que des compétences techniques, notamment dans un contexte genré.

PARTAGE ET STABILISATION DES NORMES EN CONTEXTE D'URGENCE

Le second moment-clé où différentes sources d'expertises ont été mises en débat au sein du groupe Facebook est celui où le gouvernement a publié, le 29 mars 2020, une note

d'information sur « les nouveaux masques réservés à des usages non sanitaires ». Comme le rappelle Alain Létourneau (2010), « la construction normative passe tout à la fois par des actes communicationnels et par des actes de choix et de discrimination parmi des possibilités ». L'analyse des documents produits par les instances chargées de l'application et du respect du cadre imposé présente la façon dont divers acteurs sociaux ont contribué à la mise en circulation et à la légitimation de ces nouvelles catégories.

De nombreux acteurs habituellement absents des processus de conception ou de validation de dispositifs médicaux ont été sollicités ou se sont exprimés. Leurs contributions ont pris des formats divers : avis, fiches techniques, cahiers des charges, patrons de couture, blogs, tutoriels. Ces documents remplissent une double fonction : partager des savoirs, mais aussi asseoir ou construire la légitimité de leurs auteurs. Or, cette légitimité ne se distribue pas de manière homogène. Les institutions reconnues – comme la DGA, l'AFNOR ou L'ANS – bénéficient d'un capital d'autorité préalable : leurs publications sont spontanément reçues comme expertes, sans que leurs auteurs aient à expliciter leur compétence. À l'inverse, d'autres acteurs doivent énoncer fortement leur légitimité, souvent dans des espaces éditoriaux qui ne leur confèrent pas d'emblée de crédibilité scientifique ou technique. Ainsi par exemple, Bérengère, l'autrice du blog « Couture & Paillettes », dont deux articles, portant sur les liens entre ingénierie textile et confection des masques en tissu ont effectué le tour du monde, est tout à fait consciente du peu de reconnaissance scientifique attachée à l'espace de publication dont elle dispose (un blog de loisirs créatifs intitulé « Couture & Paillettes »). Elle va donc mobiliser des stratégies explicites de légitimation : mention de son diplôme d'ingénieure textile, explication de son parcours professionnel, citation de sources institutionnelles, etc. Ces formes éditoriales hybrides, à la frontière entre vulgarisation et médiation, participent néanmoins à la circulation et à l'appropriation des savoirs. Elles témoignent d'un élargissement des espaces de l'expertise, mais aussi des inégalités d'accès à la reconnaissance, selon que l'on parle depuis une institution, ou que l'on cherche à faire valoir une forme d'expertise depuis un espace non institué.

C'est à partir de cet entrelacs de discours, qu'une culture commune se dessine au sein du collectif ; une culture technique (Perriault, 1998) : façon partagée de manipuler les objets, d'interpréter les signes, d'acquérir des compétences et de les transmettre, à la croisée du savoir-faire et de la médiation. Cette culture technique s'exprime dans les tutoriels, les adaptations de patrons, ou les commentaires sur les matériaux. Elle devient la trame commune à partir de laquelle les normes sont discutées, traduites et appropriées. Le groupe Facebook peut, à ce titre, être analysé comme un *objet-frontière* (Star et Griesemer, 1989), non parce qu'il relie directement différents groupes sociaux, mais parce qu'il met en circulation des savoirs et des discours issus de niveaux d'expertise hétérogènes – expertise institutionnelle (scientifique, normative), professionnelle (ingénierie textile) ou amateur (couturières expérimentées).

Ce processus autorise une flexibilité interprétative propre aux objets-frontières : les consignes, les tests techniques, les référentiels normatifs sont partagés, commentés et mis en lien avec les pratiques et les cadres de référence des couturières, en fonction de leurs propres contraintes, de leur expertise et des enjeux qu'elles identifient. Cette souplesse favorise l'appropriation, la circulation et parfois la reformulation des discours experts. Le groupe devient ainsi un espace de médiation active où s'élabore une forme d'expertise collective, à l'interface entre prescriptions institutionnelles, pratiques professionnelles et savoirs situés.

La mise en place des cadres normatifs : entre urgence et incertitudes scientifiques

La note d'information publiée par le gouvernement vise à mieux contrôler la production de masques dits « alternatifs », alors que les matériaux qui serviraient à fabriquer des masques chirurgicaux font défaut. Il s'agit de prendre acte de ce qu'il ne sera pas possible de fournir au grand public la même protection qu'aux personnes jugées prioritaires, tout en rassurant les futurs utilisateurs et les professionnels sur la relative efficacité des masques en tissu.

Les compositions de matériaux susceptibles d'entrer dans la confection des masques sont divisées en deux catégories selon leur capacité de filtration. La première concerne les assemblages qui filtrent au moins 70% des particules de 3 microns et qui n'offrent donc qu'une protection assez faible, la seconde concerne ceux qui en filtrent plus de 90%, c'est-à-dire 5% de moins que les masques chirurgicaux.

Les auteurs insistent sur l'importance de combiner le port du masque et les autres mesures sanitaires, comme la distanciation sociale ou les gestes barrière, mais ils ont également eu recours à plusieurs procédés rhétoriques qui visent à asseoir plus scientifiquement leur décision. L'acronyme UNS dissimule la notion de « non sanitaire » derrière des initiales et les chiffres 1 et 2 tout à la fois effacent la valeur du pourcentage de filtration et démontrent que désormais les masques précédemment appelés « masques artisanaux », entrent dans une typologie qui les rattache aux autres dispositifs de protection. Un tableau en annexe précise les spécifications techniques relatives aux deux catégories ainsi que le processus de test qui doit être respecté pour évaluer la respirabilité et le niveau de protection offert. Le dessin du logo devant être apposé sur les emballages complète le cadrage officiel de la production, à destination des industriels, en fournissant un label dont les couleurs bleu blanc rouge renforcent la crédibilité.

La DGA sera le principal laboratoire sollicité pour la réalisation des tests de filtration des compositions proposées par les fabricants, en fonction des matériaux dont ils disposent. Les résultats sont publiés en ligne sous la forme d'un tableau qui s'adresse prioritairement aux industriels. Cependant, en raison du contexte exceptionnel dans lequel ils sont produits et distribués, les documents qui émanent des organismes chargés d'encadrer à la fois scientifiquement et techniquement la production des masques, sont publiés dans des délais très courts, justifiés par l'urgence sanitaire. Ils vont donc circuler et être discutés hors des domaines d'expertise auxquels ils sont destinés, dans des formats qui ne tiennent souvent pas compte de ce contexte de réception particulier.

Ainsi, le document qui figure dans l'illustration 3 a été produit par Euramaterials (pôle de compétitivité au service des industries de transformation des matériaux), à partir du tableau mis en ligne par la DGA, afin d'en faciliter la lecture. Comme on le voit, les personnes chargées de mettre en forme les résultats des tests ont eu recours à un code couleur très tranché : rouge pour les compositions dont les capacités filtrantes ou la respirabilité ont été jugées non conformes et vert clair ou vert foncé, en fonction du degré de filtration constaté, pour les autres. Si le fait que ce tableau émane de la DGA est déjà un gage de sérieux, cette présentation, dans une forme binaire qui se veut rationalisante, crée ainsi de l'indiscutable (Jeanneret ; 2009) : soit la dernière case du tableau est rouge, synonyme de danger, soit elle est verte et la composition proposée peut être utilisée.

Pourtant cette mise en forme tranchée des résultats pose problème. Tout d'abord, les masques qui respectent l'exigence de filtration la plus élevée (90%) sont considérés comme *non conformes* à la valeur inférieure (70%) alors qu'ils le sont logiquement. Ensuite, si la respirabilité est déclarée « non conforme », les masques produits pourront être distribués aux personnes qui ne sont pas en contact direct avec les malades ou dans des situations à risque, si leur respirabilité reste assez bonne, ce que le rectangle rouge à la fin des lignes concernées contredit.

Description du complexe testé :

Composition, matières, grammage, texture...

Données fournies par les industriels

Si respirable et projection > 90% :

Catégorie UNS 1

Si respirable et projection > 70% :

Catégorie UNS 2

Sinon : non conforme

Catégorie du complexe testé :

- Catégorie UNS 1

- Catégorie UNS 2

- Non conforme

N° de ligne

ACTUALISATION BASE AVEC NOTE INTERMINISTÉRIELLE DU 30 MARS 2020

ASSOCIATION MATIÈRES / STRUCTURES

Veuillez ne pas tenir compte de la numérotation des lignes, qui correspond uniquement à notre codification de suivi

LABORATOIRE EVALUATION	Perméabilité à l'air (dépression 100 Pa (respirabilité))	Protection aux projections 3 microns		Résultats
		90 % ≤ protection < 95 %	70 % ≤ protection < 90 %	
				Catégorie 1 : Masque individuel à usage des professionnels ou contact avec le public. Catégorie 2 : Masque de protection à usage collectif pour protéger l'ensemble d'un groupe contre une maladie
1	DGA	non conforme	ok	non conforme
2	DGA	ok	non conforme	ok
3	DGA	non conforme	ok	non conforme
4	DGA	ok	non conforme	ok
5	DGA	non conforme	ok	non conforme

Code couleur :

UNS 1

UNS 2

Non conforme

Code couleur :

UNS 1
UNS 2
Non conforme

Illustration 3 : Extrait du tableau des résultats des tests effectués par la DGA sur différentes associations de matériaux destinés à la fabrication de masques

Ce tableau est appelé à devenir un document de référence pour les fabricants de masques en tissu : en raison des difficultés d'approvisionnement, les masques ne peuvent être fabriqués qu'à partir des matériaux et des stocks dont ils disposent localement et la non-conformité des compositions proposées signifie qu'il ne leur sera plus possible de les vendre. Ils doivent donc en comprendre clairement le formalisme, c'est pourquoi Euramaterials a explicité le lien entre le degré de filtration, les couleurs qui figurent dans la dernière colonne du tableau et la nomenclature officielle (UNS 1 et UNS 2). Ce faisant, les auteurs renforcent la légitimité des appellations proposées par le gouvernement ainsi que celles des chiffres qui leur sont associés, alors que la fixation initiale d'un pourcentage de filtration de 70%, repose sur un avis de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, mais ne correspond à aucun seuil du point de vue scientifique.

Les réécritures successives du processus d'évaluation des masques UNS1 et 2, met en évidence le rôle que la formalisation visuelle et catégorielle joue dans la stabilisation et dans la légitimation d'une norme qui, paradoxalement, n'a jamais été explicitement formulée comme telle. La circulation accélérée de documents de cadrage en contexte d'urgence sanitaire en n'autorisant pas la mise en débat des décisions qui sont prises, favorise des reconfigurations sémio-discursives, issues d'un jeu complexe entre institutions, experts et acteurs de terrain, où les formats de communication et les supports visuels jouent un rôle central dans l'adhésion aux contraintes qu'ils véhiculent. Ainsi, les trois moments que nous avons repérés vont concourir à la stabilisation et à la légitimation de cette valeur, qui sert autant étalonner les dispositifs de mesure qu'à distribuer les autorisations.

Un espace hybride entre débat scientifique et conversation interpersonnelle

Une des couturières a consulté la version du tableau de la DGA datée du 28 avril 2020, soit environ un mois après le début de la fabrication du masque Garridou. Elle le partage au sein du groupe et s'inquiète des résultats obtenus par le masque qu'elles sont toutes en train de coudre et qui, en raison de son épaisseur, est jugé insuffisamment respirant (cf. illustration 4). Pour elle, les deux mentions « non-conforme » et le rectangle rouge qui termine la ligne signifient que le masque ne répond pas aux exigences sanitaires.

7 avril 2020 · 🌐

Bonjour à toutes et tous,
Je suis un peu embêtée car je viens de tomber là dessus quelqu'un a une explication ? (Source qui me semble très fiable : <https://euramaterials.eu/masques-anti-projections-les.../>)
Bonne journée à tous (NB : la DGA c'est la Direction Générale de l'Armement)

		(respirabilité)	90% < protection < 95%	70% < protection < 90%	
99	GARRIDOU Polyester 265 g/m 67/33 86 g/m melt Jersey de coton élasthanne 55/5 160g/m	DGA	non conforme	OK	non conforme

j'ai vu hier également, je me posais la question 😞

Ah mince !!! Pour ne pas dire m....!! Vous devriez transmettre à qui de droit.

Auteur
je pense qu'ils sont au courant 😞

Faut-il continuer nos masques de ce fait ? 😞😞

Auteur
Armelle Deloux c'est la question qui me turlupine

C'est bien précisé sur communiqué de presse : "Le masque GARRIDOU ne remplace pas le masque jetable, seul préconisé dans les situations à risque (soins, actes invasifs...). Mais il peut constituer un substitut acceptable pour les autres situations, hors des gestes de soins, tant que l'approvisionnement en masques jetables est limité." Donc hyper utile pour les personnes dans le milieu hospitalier et de soins...(mais ne remplace pas bien sûr les masques homologués)! donc on a du taf !

mais il ne passe même pas la catégorie 2... alors qu'avec 2 couches de spunbond (bien + simple et abordable) on est en catégorie 1...

Il passe la catégorie 1 en protection, il n'est juste pas assez respirant !

En regardant le document
Ils considèrent que le masque n'est pas assez respirable mais qu'il protège à min. De 90% Il protège bien mais n'est pas très respirant

Admin
Bonjour ! 😊 Ils sont aux normes oui, ils ont été testés-validés par le CHU, puis par la DGA, avec une filtration à 95% dans les 2 sens (la norme est de 90%). Dans leur version initiale, ils n'ont pas reçu l'agrément masque chirurgical DGA, car jugé moins respirant qu'un masque chir.

Illustration 4 : Extraits de la discussion entre les membres du groupe à propos des résultats obtenus par le masque Garridou

Les prises de paroles qui suivent cette alerte illustrent l'inquiétude mais également le niveau d'information des bénévoles. L'une d'elles s'appuie sur le communiqué de presse du CHU, une autre se réfère au *spunbond*, terme utilisé par les industriels pour désigner l'intissé en polypropylène des masques chirurgicaux. Une administratrice va intervenir rapidement pour rassurer le groupe en s'appuyant sur les tests et les validations qui ont été effectuées à la fois par le CHU et par la DGA et en expliquant que le niveau de filtration du masque se situe au même niveau que celui d'un masque chirurgical.

La discussion lancée par le partage d'un document qui « semble fiable » souligne la façon dont se construisent des espaces hybrides : tout à la fois espace de publication et outil de communication interpersonnelle (Franck Rebillard, 2011, p. 35) qui « rapprochent des mondes jusque-là séparés, celui de la production d'information et celui de sa réception dans les conversations ordinaires » (Cardon, 2010, p. 53). Les hiérarchies de pouvoir et de

légitimité y sont cependant perceptibles. Plusieurs personnes s'appuient sur l'autorité institutionnelle de la DGA (dont le sigle est développé par la personne qui a partagé le tableau) et du CHU, à la fois acteur central de la santé publique et commanditaire du projet. Les formes éditoriales que prennent les éléments partagés ont aussi une importance qu'il s'agisse du communiqué de presse, du tableau en lui-même ou encore du statut que prend la prise de parole de l'administratrice, dont l'intervention rassure très rapidement les couturières, démontrant son autorité et sa crédibilité au sein du groupe.

L'analyse du fil de discussion (illustration 4), révèle de quelle manière ce document technique, initialement destiné à des experts, circule et est interprété par des acteurs auxquels il n'est pas destiné, dans cet espace éditorial hybride où se mêlent production et réception de l'information. La transformation d'une norme technique en un référentiel accessible au grand public illustre la façon dont les discours institutionnels se recomposent au sein d'autres espaces sociaux et comment les cadres normatifs sont interprétés, adaptés et parfois contestés en fonction des enjeux et des contextes locaux.

CONCLUSION

L'analyse des échanges et des dynamiques de médiation autour de la conception et de la fabrication d'un masque en tissu durant la pandémie de Covid-19 met en lumière des enjeux fondamentaux liés à la circulation et à l'appropriation des savoirs scientifiques et techniques en contexte de crise. Loin d'être un simple phénomène de solidarité spontanée, cette mobilisation a révélé des tensions profondes entre les institutions productrices de normes, les acteurs industriels et les bénévoles engagés dans la fabrication de ces dispositifs de protection.

L'étude révèle la manière dont les savoirs techniques et réglementaires, traditionnellement confinés à des sphères d'expertise spécifiques, ont été exposés et débattus dans des espaces publics numériques, créant des passerelles entre des communautés aux pratiques et aux langages parfois très éloignés. La mise en circulation rapide de documents normatifs, de résultats de tests ou encore de tableaux de conformité ont conduit à une appropriation collective de ces éléments par des acteurs non institutionnels. La manière dont les couturières bénévoles ont interprété et parfois participé à l'évolution des consignes et des modes de production met en évidence la complexité des dynamiques de légitimation. Si les institutions scientifiques et les organismes chargés d'encadrer la fabrication des masques ont joué un rôle central dans la définition des critères de filtration et de respirabilité, l'expérience des praticiennes a souvent conduit à réinterroger ces critères, révélant des incohérences et des contradictions dans l'application des normes.

L'analyse de l'évolution de la teneur des échanges entre membres du groupe Facebook concernant le masque a confirmé l'intérêt de l'envisager à la fois comme un objet-frontière et comme un dispositif de médiation scientifique, à l'interface entre savoirs formels, cadres normatifs et savoirs expérientiels : de très nombreuses sources d'information relatives aux masques en tissu, émanant de sources hétérogènes ont été partagées et débattues au sein du groupe. Alors que le cadre normatif et l'état des connaissances scientifiques est encore peu stabilisé, les échanges entre couturières ainsi que leur expertise favorisent la production de savoirs complémentaires relatifs au rôle des masques en tant que dispositifs médicaux, savoirs sur lesquels les standards de fabrication vont ensuite s'appuyer.

L'étude révèle cependant des tensions genrées autour de l'expertise : alors même que le travail demandé aux couturières impliquait des compétences techniques pointues et une capacité d'adaptation aux contraintes industrielles et sanitaires, ces femmes ont été largement invisibilisées dans la communication institutionnelle autour du projet. Cette situation renvoie à des mécanismes plus larges de dévalorisation des savoir-faire dits féminins, qui sont souvent relégués à la sphère du loisir ou du bénévolat, alors même qu'ils sont essentiels au bon fonctionnement de nombreux dispositifs de production.

L'article ouvre ainsi des perspectives plus larges sur la manière dont les connaissances scientifiques et techniques sont traduites, interprétées et stabilisées dans des contextes d'urgence. En ce sens, il invite à repenser les formes de médiation et de communication des savoirs, en tenant compte des acteurs impliqués, des formats utilisés et des enjeux de légitimité qui les traversent.

NOTES

ⁱ « La place des masques La place des masques en tissus dans la prévention du coronavirus COVID-19 » (<https://coutureetpaillettes.com/mes-coutures/masques-tissus-prevention-coronavirus/>) et « ANSM, AFNOR et DGE : les masques à usage non sanitaire » (<https://coutureetpaillettes.com/mes-coutures/masques-tissus-prevention-spec-afnor/>)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bouillon, Jean-Luc ; Bourdin, Sylvie ; Loneux, Catherine, (2007), « De la communication organisationnelle aux « approches communicationnelles » des organisations : glissement paradigmatique et migrations conceptuelles », *Communication et organisation*, 31 | p. 7-25.

Cardon, Dominique (2010), *La démocratie Internet : Promesses et limites*, Paris : Seuil, 102p.

Casselot, Marie-Anne (2018), « Pour une phénoménologie féministe du doute », *Recherches féministes*, vol. 31, n° 2, 2018, p. 71-87.

Cooren, François (2010), « Comment les textes écrivent l'organisation. Figures, ventriloquie et incarnation ». *Etudes de communication*, n° 34, p. 23-40.

Coron, Clothilde (2023). « Des stéréotypes aux inégalités de genre au niveau national », in *Stéréotypes de genre et inégalités professionnelles entre femmes et hommes. Quelles responsabilités pour les organisations ?* EMS Editions, p. 48 -116.

Dubois, Sébastien ; Mohib, Najoua, Oget ; David ; Schenk Eric ; Sonntag, Michel (2005), « Connaissances et reconnaissance de l'expert », *Les cahiers de l'INSA*, vol. 1, p.89-108.

Fages, Volny ; Lamy, Jérôme, (2021), « Savoirs pratiques : par-delà la science instituée », *Zilsel : Science, technique, société*, n° 2/9, p. 191 à 216.

Gallot Fanny et al., (2022), « Aux masques citoyennes ! Mélange des genres productifs en régime d'"exception" », *Salariat - Revue de sciences sociales*, n°1, p. 209-218.

Jeanneret Yves ; Chevalier Yves (2009), « La physionomie des systèmes : diagramme et représentation », *Communication & langages*, n° 160(2), p. 63-79.

Léglise, Isabelle ; Garric, Nathalie (2012), « Analyser le discours d'expert et d'expertise », p. 1-16, in Nathalie Garric, Isabelle Léglise (dir.), *Discours d'experts et d'expertise*, Bruxelles : Peter Lang.

Le Marec, Joëlle, (2018), « La participation. Pour un retour au politique en muséologie et dans le domaine "sciences et société" », p. 25-35, in Alexandre Delarge et Isabelle Roussel, *Le Musée participatif*, La Documentation française.

Létourneau Alain, (2010), « Normes et communication. La notion de norme au carrefour d'une pluralité de processus communicationnels », *Actes du colloque Communiquer dans un monde de Normes*, Lille Mars 2010, p. 140-146.

Luhmann, Nicklas, (1968/2000), *La confiance, un mécanisme de réduction de la complexité sociale* [1968/2000], Paris : Economica (collection « Etudes sociologiques »).

Paganelli, Céline ; Staii Adrian ; Clavier Viviane, (2021) « Figures de l'expertise sanitaire et

confiance dans l'information de santé », *Hermès - La Revue*, vol. 88, n° 2, p. 247-253.

Parent, Bertrand ; Le Moëne, Christian, (2012), « Les stratégies de l'éphémère : les normalisations techniques comme dispositifs de destitution », communication présentée lors du colloque *Communiquer dans un monde de normes. L'information et la communication dans les enjeux contemporains de la "mondialisation"*, Lille, Mars 2012.

Peraya, Daniel, (1999), « Médiation et médiatisation : le campus virtuel. Vers les campus virtuels », *Hermès*, 1999, 25, p. 153-167.

Perriault, Jacques, (1998), « "Culture technique". Éléments pour l'histoire d'une décennie singulière 1975-1985 », *Les cahiers de médiologie*, 6(2), p. 197-214.

Rebillard, Frank, (2011), « Création, contribution, recommandation : les strates du journalisme participatif », *Les Cahiers du journalisme*, n°22/23, p.28-40.

Star, Susan Leigh ; Griesemer, Jim, (1989), « Institutionnal ecology, 'Translations', and Boundary objects: amateurs and professionals on Berkeley's museum of vertebrate zoologie », *Social Studies of Science*, 19(3): 387-420.

Trigeaud, Sophie-Hélène, (2021), « Du quilt aux "masques Covid" : l'exercice d'application des normes AFNOR relève-t-il du bricolage de fortune ou du geste de participation civile ? » *Anthropologica*, vol. 63, n° 1, p. 1-29.

Trompette, Pascale ; Vinck, Dominique, (2009), « Retour sur la notion d'objet-frontière », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 3, n° 1(1), 5-27.

Vaillancourt, Yves (2019), « De la co-construction des connaissances et des politiques publiques », *Sociologies* [En ligne], Dossiers, mis en ligne le 23 mai 2019,

URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/11589>

Viémont, Gaëlle, (2017), « Des costumiers aux costumières. Processus et conséquences d'une féminisation du secteur professionnel », *Horizons/Théâtre*, n° 10-11, p. 202-218.

REVUE SCIENTIFIQUE EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

LES ENJEUX de l'information et de la communication

Revue scientifique en sciences de l'information et de la communication

Éditée par le Gresec (Groupe de recherche sur les enjeux de la communication), cette revue scientifique aborde les processus d'information-communication dans leurs développements, mutations et inscriptions sociales, politiques et économiques. Elle privilégie les travaux relevant d'approches théoriques critiques et fondés sur des études empiriques, rendant compte de recherches conduites par des auteurs confirmés, des doctorants ou de jeunes chercheurs.

Elle est constituée de 3 à 4 numéros annuels :

n°1 - Varia

n°2 - Dossier thématique

n°3 - Supplément A

n°4 - Supplément B

C'est une revue en ligne, d'accès libre, qualifiante en Sciences de l'Information et de la Communication, consultable sur :

<https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr> et sur le portail www.cairn.info.